LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

15 janvier 1996

INITIALES DE LA MAIRESSE 87 INITIALES DE LA GREFFIÈRE

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 15 janvier 1996 à 19 h 15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, coordonnateur urbaniste

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1/1/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- **Règlement no 2515** amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle H09-47 à même une partie de la zone résidentielle actuelle (H09-17) dans le secteur de la rue Bordeleau et d'y permettre un nouvel usage résidentiel h_2;
- **Règlement no 2516** amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 4-90 dans le but de modifier l'affectation du sol de certains lots longeant la rue Lapéro à partir du boulevard St-Joseph Ouest;
- **Règlement no 2517** amendant le règlement de zonage municipal no 6-90 dans le but d'intégrer certains lots (14 lots) situés sur la rue Lapéro de même qu'à l'angle du boulevard St-Joseph Ouest et de la rue Lapéro, aux zones résidentielle et commerciale existantes situées du côté sud-est de la rue Lapéro et de prévoir un nouvel usage dans la zone commerciale visée;

INITIALES DE LA MAIRESSE
88
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- Règlement no 2518 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but d'inclure un terrain à une zone commerciale existante à l'angle du boulevard des Pins et de la rue des Châtaigniers et de revoir certaines normes relativement à la superficie de plancher commerciale, au nombre de logements par bâtiment, à la hauteur et à la finition extérieure des bâtiments;
- Règlement no 2519 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but d'augmenter la densité, soit le nombre de logements à l'hectare de la zone résidentielle H06-52 localisée à l'angle ouest de l'intersection des rues St-Georges et Brock.

Période de questions

- Intervenant: **M. André Verrier** représente M. Jacques Labonté.

  Relativement au règlement no 2515, s'agit-il d'une nouvelle zone H_2 ou si les normes de la zone h_2 s'appliquent à ces terrains?

  Le conseiller Gilles Fontaine précise la teneur du règlement no 2515 et confirme qu'un seul terrain peut répondre aux exigences du ministère de l'Environnement et de la Faune puisque ce secteur est non desservi.

  M. André Verrier veut connaitre le nombre de personnes requises lors du registre.

  La greffière ne peut préciser pour le moment le nombre de signatures requises.

- Intervenante: **Mme Caron**

  Mme Caron s'interroge sur la teneur du règlement no 2518 mais précise avoir obtenu les informations de M. Denis Jauron, coordonnateur urbaniste.

2/1/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 27.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Caquet
Greffière.

Mairesse.

89

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

15 janvier 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 15 janvier 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

3/1/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté l'item suivant:

41A. Information - Avis de grève (Mme Francine Ruest-Jutras).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

4/1/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 18 décembre 1995**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 18 décembre 1995 à 19 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA GREFFIÈRE
90
INITIALES DE LA PRÉSIDENTE

5/1/96 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 18 décembre 1995

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 18 décembre 1995 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de 2 lettres du ministère des Affaires municipales acceptant de prolonger le délai prévu pour débuter les travaux suivants:
- réfection de la chaussée du boulevard St-Joseph et amélioration du drainage;
- aménagement de la rue Michaud sur 1,1 kilomètre;

dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec.

La greffière fait également mention de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

6/1/96 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 18 décembre 1995 au 15 janvier 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 828 067,98 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

7/1/96 - Dérogation mineure - Immeuble sis au 285 Lindsay

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble projeté au 285 rue Lindsay;

Considérant que cette dérogation mineure concerne le nombre d'étages minimal exigé pour un bâtiment principal;

Considérant que le nombre minimal d'étages dans la zone visée est de deux (2) étages;

Considérant que le bâtiment visé fait partie d'un ensemble de trois (3) bâtiments contigus dont le bâtiment du centre (auquel est adjacent le bâtiment faisant l'objet de la demande) possédera deux (2) étages;

Considérant que plusieurs des bâtiments situés dans l'environnement immédiat ont moins de deux (2) étages (exemples: Boutique du Vélo, partie avant de Meubles Setlakwe, Hôpital vétérinaire Lindsay, etc);

Considérant qu'une mezzanine sera aménagée à l'intérieur du bâtiment visé, ce qui nécessitera une hauteur d'environ cinq virgule cinq mètres (5,5 m), soit dix-huit pieds (18');

Considérant que le bâtiment sera seulement d'environ deux mètres (2 m) plus bas que le bâtiment adjacent qui lui possédera deux (2) étages compte tenu de l'architecture particulière de l'ensemble des trois (3) bâtiments;

Considérant que la modulation de hauteur du groupement des trois (3) bâtiments adjacents s'inscrira en continuité avec les variations de hauteur déjà existantes dans l'environnement;

Considérant que la hauteur projetée du bâtiment permettra de compenser en bonne partie le fait que celui-ci n'aura qu'un (1) seul étage;

Considérant que l'harmonisation d'ensemble du gabarit des bâtiments du secteur sera respectée;

Considérant que le bâtiment projeté et la dérogation qu'il implique ne causent pas de préjudice à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une dérogation mineure à l'égard du nombre d'étages minimal fixant celui-ci à un (1) plutôt que deux (2) étages et ce, pour l'immeuble prévu au 285 de la rue Lindsay.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

8/1/96 - **Dérogations mineures - Immeuble sis au 2300, 23e Avenue**

Considérant qu'une demande de dérogations mineures a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 2300, 23e Avenue;

Considérant que ces dérogations concernent une marge latérale du bâtiment principal et la distance minimale à respecter pour la remise par rapport aux lignes de terrain;

Considérant que la marge latérale gauche minimale pour la résidence est de un virgule quatre-vingt-quinze mètre (1,95 m) en vertu du règlement de zonage compte tenu de la présence d'une fenêtre;

Considérant que la marge latérale gauche du bâtiment est de un virgule quatre-vingt-cinq mètre (1,85 m);

Considérant que la résidence a été construite au début des années '70 et que cette implantation n'a pas été modifiée depuis;

Considérant que l'implantation de la résidence ne cause pas de préjudice aux propriétaires voisins;

Considérant que l'implantation de la résidence semble avoir été effectuée de bonne foi;

Considérant le caractère mineur de la dérogation;

Considérant que la distance minimale entre une remise et les lignes latérales et arrière de terrain est d'un mètre (1 m) en vertu du règlement de zonage;

Considérant que le coin le plus rapproché de la remise aux lignes de terrain est situé à zéro virgule soixante-dix mètre (0,70 m), les trois (3) autres coins étant respectivement situés à zéro virgule quatre-vingt-neuf mètre (0,89 m), zéro virgule quatre-vingt-dix-sept mètre (0,97 m) et zéro virgule quatre-vingt-quatorze mètre (0,94 m) des lignes de terrains;

Considérant que l'implantation de la remise ne cause pas de préjudice aux propriétaires voisins;

Considérant que l'installation de la remise semble avoir été effectuée de bonne foi;

Considérant le caractère mineur de la dérogation;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville accorde les dérogations mineures demandées pour l'immeuble situé au 2300, 23e Avenue qui consistent à:

. diminuer la marge latérale gauche du bâtiment principal fixant celle-ci à un virgule quatre-vingt-cinq mètre (1,85 m) plutôt que un virgule quatre-vingt-quinze mètre (1,95 m) tel que prescrit;
. diminuer la distance minimale de la remise par rapport aux lignes de terrain fixant celle-ci à zéro virgule soixante-dix mètre (0,70 m) plutôt que un mètre (1 m) tel que prescrit.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

9/1/96 - Dérogation mineure - Immeuble sis au 291 Lindsay

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble projeté au 291 rue Lindsay;

Considérant que cette dérogation mineure concerne le nombre d'étages minimal exigé pour un bâtiment principal;

Considérant que le nombre minimal d'étages dans la zone visée est de deux (2) étages;

Considérant que le bâtiment visé fait partie d'un ensemble de trois (3) bâtiments contigus dont le bâtiment du centre (auquel est adjacent le bâtiment faisant l'objet de la demande) possédera deux (2) étages;

Considérant que plusieurs des bâtiments situés dans l'environnement immédiat ont moins de deux (2) étages (exemples: Boutique du Vélo, partie avant de Meubles Setlakwe, Hôpital vétérinaire Lindsay, etc);

Considérant qu'une mezzanine sera aménagée à l'intérieur du bâtiment visé, ce qui nécessitera une hauteur d'environ cinq virgule cinq mètres (5,5 m), soit dix-huit pieds (18');

Considérant que le bâtiment sera seulement d'environ deux mètres (2 m) plus bas que le bâtiment adjacent qui lui possédera deux (2) étages compte tenu de l'architecture particulière de l'ensemble des trois (3) bâtiments;

Considérant que la modulation de hauteur du groupement des trois (3) bâtiments adjacents s'inscrira en continuité avec les variations de hauteur déjà existantes dans l'environnement;

Considérant que la hauteur projetée du bâtiment permettra de compenser en bonne partie le fait que celui-ci n'aura qu'un (1) seul étage;

Considérant que l'harmonisation d'ensemble du gabarit des bâtiments du secteur sera respectée;

Considérant que le bâtiment projeté et la dérogation qu'il implique ne causent pas de préjudice à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une dérogation mineure à l'égard du nombre d'étages minimal fixant celui-ci à un (1) plutôt que deux (2) étages et ce, pour l'immeuble prévu au 291 de la rue Lindsay.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

10/1/96 - Campagne de financement - Diabète Drummond Inc.

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Diabète Drummond Inc. à tenir sa campagne de financement du 8 février au 28 avril 1996, soit en effectuant du porte à porte.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

11/1/96 - **Adhésion de la Ville à l'U.M.Q. et au CRM**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville défraie le coût de la cotisation annuelle à l'Union des municipalités du Québec pour l'année 1996, soit 16 974,92 $ et défraie également le coût de la cotisation annuelle au Centre de ressources municipales en relations de travail et ressources humaines pour l'année 1996, soit 2 620,97 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

12/1/96 - **Protocole d'entente avec le Tournoi International de Hockey Midget et Drummond Sports Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville Inc. et Drummond Sports Inc. pour la tenue de la 32e édition du Tournoi.

Le protocole d'entente est valable pour une période de 14 jours, soit du 24 janvier au 4 février 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

13/1/96 - **Autorisation à Beauce Carnaval Inc. - Opération d'un parc d'amusement sur les terrains des Galeries Drummond**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Beauce Carnaval Inc. à opérer un parc d'amusement sur les terrains des Galeries Drummond du 13 au 20 mai 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

14/1/96 - **Protocole d'entente avec différents Clubs d'Age d'Or**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec les Clubs d'Age d'Or suivants:

- Le Club d'Age d'Or de St-Frédéric de Drummondville Inc.
- Le Cercle de l'Amitié de l'Age d'Or de Drummondville-Sud Inc.
- L'Amicale du 3e Age
- Le Club d'Age d'Or et Argent
- Le Club de l'Age d'Or de Drummondville Inc. (St-Joseph)
- Le Club d'Age d'Or Immaculée-Conception de Drummondville Inc.
- Le Club Age d'Or St-Philippe Inc.
- Le Club de l'Age d'Or de la paroisse Ste-Thérèse de Drummondville Inc.
- Le Club du 3e Age St-Pierre et St-Paul Inc.
- Les Joyeux Amis du 3e Age de Drummond Inc. (Christ-Roi)

Ledit protocole est valable pour l'année 1996 et prévoit le versement d'une subvention de 700 $ à chaque organisme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

15/1/96 - **Protocole d'entente avec le M.A.M. - Volet III du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la

présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Ministre des Affaires municipales relatif à l'octroi d'une aide financière dans le cadre du volet III du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec à l'égard de l'expérimentation de la pulvérisation - stabilisation au Stabicol 90 du boulevard Lemire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

16/1/96 - **Ententes industrielles relatives au financement et à l'utilisation des ouvrages d'assainissement des eaux usées**

Considérant que la Ville de Drummondville a déjà conclu une entente avec la Société québécoise d'assainissement des eaux pour la réalisation du programme d'assainissement des eaux;

Considérant que certains aménagements sont rendus nécessaires pour répondre aux rejets de certaines industries;

Considérant que ces aménagements exigent des déboursés supplémentaires et que les industries doivent assumer les coûts;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville toutes les ententes industrielles relatives au financement et à l'utilisation des ouvrages d'assainissement des eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

17/1/96 - **Affiliation de la Ville au Conseil régional de loisir Centre du Québec Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville renouvelle son affiliation au Conseil régional de loisir Centre du Québec Inc. et ce pour l'année 1996. Cette affiliation représente une somme de 1 086 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

18/1/96 - **Adhésion de la Ville à la Fédération canadienne des municipalités**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville adhère à la Fédération canadienne des municipalités et défraie une somme de 4 373,18 $ couvrant les droits d'adhésion pour la période du 1er avril 1996 au 31 mars 1997.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

19/1/96 - **Adhésion de la Ville au Réseau d'Echanges Drummond**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville adhère au Réseau d'Echanges Drummond et défraie une somme de 50 $ couvrant les droits d'adhésion.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

20/1/96 - **Appui à la Fédération canadienne des municipalités - Démarche de mobilisation dans le dossier de la TPS**

Considérant que la Fédération canadienne des municipalités a entamé des démarches auprès du Ministre des Finances, M. Paul Martin, afin de discuter des hypothèques possibles dans le dossier de réforme de la TPS;

Considérant que l'incertitude règne quant à la position du gouvernement dans ce dossier;

Considérant que les budgets municipaux sont affectés par la décision du gouvernement;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville rappelle au Ministre des Finances du Canada que la réforme ou le remplacement de la TPS ne doit en aucun cas se traduire par un alourdissement des taxes provinciales et fédérales déjà supportées par les gouvernements municipaux;

2° QUE la présente résolution soit acheminée aux différents intervenants gouvernementaux.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

21/1/96 - **Programme d'échanges d'emploi d'été - Association Québec-France**

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville participe au programme d'échanges d'emplois d'été organisé par l'Association Québec-France pour l'été 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

22/1/96 - **Mandat à Me Marc Boisselle - Représentation de la Ville dans le dossier qui l'oppose à la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Marc Boisselle, avocat, aux fins de représenter la Ville de Drummondville dans le dossier qui l'oppose à la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux (Collecteur St-Onge).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

23/1/96 - **Subvention de 200 $ - Groupe d'Entraide l'Entracte**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 200 $ au Groupe d'Entraide l'Entracte à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

24/1/96 - **Subvention de 100 $ - Mouvement Albatros 04**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ au Mouvement Albatros 04 à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

25/1/96 - **Subvention de 100 $ - Semaine interrégionale de théâtre**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Polyvalente La Poudrière pour la tenue de la Semaine interrégionale de théâtre.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

96

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

26/1/96 - **Dépôt du procès-verbal (10/1/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 janvier 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de décembre 1995 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1994.

Déclaration des intérêts pécuniaires

La greffière informe la population que tous les élus municipaux ont, conformément aux articles 357 et 358 de la Loi sur les élections et référendums dans les municipalités, déposé la déclaration des intérêts pécuniaires.

27/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - REFONTE (PLAN D'URBANISME)**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2514) constituant un nouveau règlement de **plan d'urbanisme** établissant la politique de développement du territoire municipal et visant à assurer une répartition judicieuse des fonctions urbaines et rurales, la mise en valeur des ressources naturelles, culturelles et historiques, la mise en place des équipements et infrastructures, l'identification des zones à risque pour l'établissement humain, de même que l'amélioration de la qualité du milieu de vie des habitants et la résolution des problèmes reliés au développement urbain.

28/1/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2514**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2514 constituant un nouveau règlement de **plan d'urbanisme** établissant la politique de développement du territoire municipal et visant à assurer une répartition judicieuse des fonctions urbaines et rurales, la mise en valeur des ressources naturelles, culturelles et historiques, la mise en place des équipements et infrastructures, l'identification des zones à risque pour l'établissement humain, de même que l'amélioration de la qualité du milieu de vie des habitants et la résolution des problèmes reliés au développement urbain, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

29/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - REFONTE (ZONAGE)**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2520) constituant un nouveau règlement de **zonage** régissant l'aménagement du territoire municipal et visant un développement rationnel et harmonieux.

30/1/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2520**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2520 constituant un nouveau règlement de **zonage** régissant l'aménagement du territoire municipal et visant un développement rationnel et harmonieux, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ



31/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - REFONTE (LOTISSEMENT)**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2521) constituant un nouveau règlement de **lotissement** s'appliquant sur le territoire municipal et visant une subdivision harmonieuse et rationnelle de l'espace le composant et ce, en fonction de l'utilisation qui y est prévue.

32/1/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2521**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2521 constituant un nouveau règlement de **lotissement** s'appliquant sur le territoire municipal et visant une subdivision harmonieuse et rationnelle de l'espace le composant et ce, en fonction de l'utilisation qui y est prévue, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

33/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - REFONTE (CONSTRUCTION)**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2522) constituant un nouveau règlement de **construction** s'appliquant sur le territoire municipal et visant à ce que les constructions qui y sont érigées répondent à des normes minimales en matière de sécurité.

34/1/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2522**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2522 constituant un nouveau règlement de **construction** s'appliquant sur le territoire municipal et visant à ce que les constructions qui y sont érigées répondent à des normes minimales en matière de sécurité, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

35/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - REFONTE (ÉMISSION DES PERMIS DE CONSTRUCTION ET DE LOTISSEMENT)**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2523) constituant un nouveau règlement relatif à l'**émission des permis de construction et de lotissement**, de même qu'à l'égard des différents **certificats d'autorisation** et déterminant lesdivers travaux pour lesquels il est nécessaire d'obtenir un permis et/ou un certificat ainsi que les conditions qui s'y rattachent.

36/1/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2523**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2523 constituant un nouveau règlement relatif à l'**émission des permis de construction et de lotissement**, de même qu'à l'égard des différents **certificats d'autorisation** et déterminant lesdivers travaux pour lesquels il est nécessaire d'obtenir un permis et/ou un certificat ainsi que les conditions qui s'y rattachent, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
98
INITIALES DE LA GREFFIERE

37/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - REFONTE (CONDITIONS PARTICULIERES/ ÉMISSION D'UN PERMIS DE CONSTRUCTION)**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2524) constituant un nouveau règlement comprenant des **conditions particulières** en vue de l'**émission d'un permis de construction** et prévoyant les critères à rencontrer pour l'émission d'un tel permis.

38/1/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2524**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2524 constituant un nouveau règlement comprenant des **conditions particulières** en vue de l'**émission d'un permis de construction** et prévoyant les critères à rencontrer pour l'émission d'un tel permis, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

39/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - REFONTE (PLANS D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (P.A.E.)**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2525) constituant un nouveau règlement relatif aux **plans d'aménagement d'ensemble** s'appliquant uniquement à certaines zones dont le développement devra faire l'objet d'une planification d'ensemble; toute demande de modification à la réglementation d'urbanisme devant être soumise à une approbation du projet dans une perspective globale.

40/1/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2525**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2525 constituant un nouveau règlement relatif aux **plans d'aménagement d'ensemble** s'appliquant uniquement à certaines zones dont le développement devra faire l'objet d'une planification d'ensemble; toute demande de modification à la réglementation d'urbanisme devant être soumise à une approbation du projet dans une perspective globale, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

41/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - REFONTE (PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (P.I.A.)**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2526) constituant un nouveau règlement relatif aux **plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.)** dans le but de soumettre à une approbation supplémentaire les travaux relatifs à l'implantation et à l'architecture des constructions, de même qu'à l'aménagement des terrains et aux travaux qui y sont reliés et ce, avant l'émission d'un permis de construction ou d'un certificat d'autorisation pour certaines zones faisant l'objet d'une attention particulière en regard du milieu environnant.

42/1/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2526**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2526 constituant un nouveau règlement relatif aux **plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.)** dans le but de soumettre à une approbation supplémentaire les travaux relatifs à l'implantation et à l'architecture des constructions, de même qu'à l'aménagement des terrains et aux travaux qui y sont reliés et ce, avant l'émission d'un permis de construction ou d'un certificat d'autorisation pour certaines zones faisant l'objet d'une attention particulière en regard du milieu environnant, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
99
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

43/1/96 - **Adoption du règlement no 2515 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2515 a été donné (réf: 1092/12/95), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2515 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle H09-47 à même une partie de la zone résidentielle actuelle (H09-17) dans le secteur de la rue Bordeleau et d'y permettre un nouvel usage résidentiel h2.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2515 et ce de 9 heures à 19 heures le 6 février 1996.

44/1/96 - **Adoption du règlement no 2516 - Plan d'urbanisme**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2516 a été donné (réf: 1095/12/95), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2516 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 4-90 dans le but de modifier l'affectation du sol de certains lots longeant la rue Lapéro à partir du boulevard St-Joseph Ouest.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

45/1/96 - **Adoption du règlement no 2517 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2517 a été donné (réf: 1098/12/95), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2517 amendant le règlement de zonage municipal no 6-90 dans le but d'intégrer certains lots (14 lots) situés sur la rue Lapéro de même qu'à l'angle du boulevard St-Joseph Ouest et de la rue Lapéro, aux zones résidentielle et commerciale existantes situées du côté sud-est de la rue Lapéro et de prévoir un nouvel usage dans la zone commerciale visée.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

46/1/96 - **Adoption du règlement no 2518 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2518 a été donné (réf: 1101/12/95), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2518 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but d'inclure un terrain à une zone commerciale existante à

INITIALES DE LA MAIRESSE
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

l'angle du boulevard des Pins et de la rue des Châtaigniers et de revoir certaines normes relativement à la superficie de plancher commerciale, au nombre de logements par bâtiment, à la hauteur et à la finition extérieure des bâtiments.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2518 et ce de 9 heures à 19 heures le 6 février 1996.

47/1/96 - **Adoption du règlement no 2519 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2519 a été donné (réf: 1104/12/95), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2519 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but d'augmenter la densité, soit le nombre de logements à l'hectare de la zone résidentielle H06-52 localisée à l'angle ouest de l'intersection des rues St-Georges et Brock.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2519 et ce de 9 heures à 19 heures le 6 février 1996.

Informations des membres du Conseil

Information - Avis de grève **(Mme Francine Ruest-Jutras)**

Madame la mairesse informe la population que la Ville a reçu en date du 11 janvier dernier un avis de grève illimitée du Syndicat des employés municipaux, cols bleus, et ce à compter du 23 janvier 1996, 0 h 01.

Madame la mairesse précise que des négociations sont en cours pour les services essentiels.

Elle fait également part des divergences entre la Ville et le Syndicat; les 2 points sont les salaires et le fonds de pension. Les offres de la Ville représentent un coût de 5,5 % pour 3 ans et les demandes syndicales sont de 10,2 % pour 4 ans. En ce qui concerne le fonds de pension, la Ville propose le statu quo et le tout selon les mêmes dispositions acceptées par les cols blancs.

La rémunération globale offerte par la Ville se compare avantageusement à celle existant ailleurs.

Le Conseil déplore la situation et le fait que les citoyens subiront les inconvénients.

INITIALES DE LA MAIRESSE
101
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Elle rappelle le contexte financier actuel et le Conseil juge que le maintien des offres actuelles est juste et équitable et respecte la capacité de payer de l'employeur et des citoyens.

Pour ce qui est du Tournoi International de Hockey Midget, l'activité se tiendra malgré l'avis de grève; il y va de la survie du Tournoi.

Madame la mairesse souhaite que la situation se rétablisse le plus vite possible.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: a) **M. Bernard Gauthier**, journaliste
  b) **M. André Verrier**, promoteur.

a) **M. Bernard Gauthier**

Qu'advient-il du Tournoi, peut-il être considéré comme service essentiel?

Madame la mairesse l'informe que ce genre d'activités n'est pas jugé essentiel. La réfection de la glace sera faite par le personnel-cadre de la Ville. Elle invite la population à respecter l'environnement.

Y aura-t-il médiation?

Madame Francine Ruest-Jutras rappelle qu'une demande de médiation a été déposée par le Syndicat et que la première rencontre était prévue pour le 14 février 1996. Avant même cette rencontre, l'avis de grève générale a été signifié.

b) **M. André Verrier**

Dans le dossier de la récupération de la TPS, M. Verrier offre sa collaboration à la Ville.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 22 janvier 1996**.

48/1/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 15.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

ARCHIVES DE LA MAIRESSE
102
ARCHIVES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

22 janvier 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 22 janvier 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

49/1/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

50/1/96 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 15 janvier 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 15 janvier 1996 à 19 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

51/1/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 15 janvier 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 15 janvier 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

52/1/96

1- **INSTALLATION D'EQUIPEMENTS ET DE PROGICIELS - SERVICE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (NO 5-129) - (Soumissions ouvertes le 6 décembre 1995)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)		
	Cahier A	Cahier B	Cahier C
. MOBILAYRE INC. (Division de Autostock Inc.) 2500 boul. Jean-Perrin Bureau 102 - Québec	26 796,52 $	87 094,75 $	105 443,10 $
. SOLUTIONS ROADSOFT INC. 1111 Rue St-Charles Ouest Tour Ouest - Bureau 135 Longueuil	-	133 990,56 $	59 396,77 $
. MICROAGE DRUMMOND INFORMATIQUE LTÉE 412 Heriot, Suite 101 Drummondville	-	36 234,37 $	-

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville retienne la soumission de **Mobilayre Inc.**, au montant total de 219 334,37 $ (cahiers A, B et C), étant la plus basse soumission globale conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur retenu pour l'installation des équipements précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

53/1/96

2- **DÉMOLITION ET ENLEVEMENT DES DÉBRIS AU 290 HERIOT (NANA FRANCE) (Soumissions sur invitation: Ouverture le 7 septembre 1995)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. EXCAVATION F. MAJEAU & FILS INC. 970 St-Jean Drummondville	20 340,97 $
. R.C. HÉBERT TRANSPORT INC. 900 St-Pierre Drummondville	21 651,45 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville retienne la soumission de **Excavation F. Majeau & Fils Inc.**, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes et de citoyens.

54/1/96 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 15 au 22 janvier 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 8 998 340,95 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

55/1/96 - **Protocole d'entente avec M. René Ricard et la Société d'Agriculture du District de Drummond - Activités équestres 1996**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec M. René Ricard et la Société d'Agriculture du District de Drummond relativement aux activités équestres pour la saison 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

56/1/96 - **Dépôt du compte rendu (16/1/96) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 16 janvier 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

57/1/96 - **Modification des horaires de la ligne 3 du Service de transport en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville modifie les horaires de la ligne 3 du Service de transport en commun à compter du 4 mars 1996, à savoir:

Lundi, mardi, mercredi

6 h 50 à 9 h 00 (2 h 10)	11 h 40 à 14 h 17 (2 h 37)	15 h 17 à 19 h 00 (3 h 43)	= 8 h 30

Jeudi, vendredi

6 h 50 à 9 h 00 (2 h 10)	11 h 40 à 14 h 17 (2 h 37)	15 h 17 à 19 h 00 (3 h 43)	= 8 h 30

Le conseiller Réal Jean fait lecture d'un communiqué relatif aux coûts et aux coupures du Service de transport en commun.

Le conseiller Robert Lafrenière informe la population que le Conseil évaluera d'autres alternatives.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Guy Drouin	Mme Estelle Demers
Mme Réjeanne Viens	M. Mario Jacques
M. Denis Savoie	
Me Céline Trottier	
M. Gilles Fontaine	
Mme Dominique Thériault	
Me Christian Tourigny	
M. Réal Jean	
M. Jean-Guy Spénard	
M. Robert Lafrenière	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

58/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règ. 1847 (Modification des horaires de la ligne 3 - S.T.C.)**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 1847 et ses amendements de façon à modifier le trajet de la ligne 3 du Service de transport en commun de la Ville de Drummondville et dépose le projet de règlement no 2527.

59/1/96 - **Dépôt du compte rendu (17/1/96) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 17 janvier 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

60/1/96 - **Acceptation des prévisions budgétaires 1996 - O.M.H.D.**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les prévisions budgétaires de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'année 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

61/1/96 - **Installation d'une roulotte de grève - Syndicat des Employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Syndicat des Employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) à installer une roulotte de grève dans le stationnement des employés municipaux, rue Cockburn, et ce pour la durée du conflit.

Le tout devra cependant être fait selon les exigences du Service de la sécurité publique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

62/1/96 - **Ajout d'une clause au manuel "Conditions de travail du personnel cadre et du personnel de soutien à l'emploi de la Ville"**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que le manuel "Conditions de travail du personnel cadre et du personnel de soutien à l'emploi de la Ville de Drummondville" soit modifié de façon à ajouter l'article 4.02 b), lequel devrait et devra à l'avenir se lire comme suit:

"Lorsqu'un membre du personnel cadre ou du personnel de soutien est victime de dommages matériels reliés directement à sa fonction, la Ville pourvoit dans les plus brefs délais à l'indemnisation appropriée. A cette fin, le cadre ou l'employé de soutien avise le Conseil municipal au plus tard quarante-cinq (45) jours de la connaissance de l'événement."

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

63/1/96 - **Participation financière de la Ville - Prévention des inondations de la rivière St-François**

Considérant que la Municipalité de St-Nicéphore a procédé à une demande de soumissions publiques pour des travaux de prévention des inondations de la rivière St-François pour le printemps 1996;

Considérant que la Ville de Drummondville a, lors de la séance du 18 décembre 1995 (rés. 1075/12/95), informé le Conseil de la Municipalité de St-Nicéphore qu'elle acceptait d'assumer le tiers de la facture des travaux de prévention des inondations pour le printemps 1996;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville participe financièrement aux travaux de prévention des inondations de la rivière St-François pour le printemps 1996 et ce pour un maximum de 13 500 $, soit le tiers de l'évaluation des coûts faite en fonction de la soumission transmise à la Ville le 18 janvier 1996.

La participation de la Ville sera versée dans les 30 jours suivant la présentation détaillée des coûts réels.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

64/1/96 - **Implantation d'un jardin communautaire au 495 rue Haggerty**

Considérant que le Service de planification du territoire a reçu une demande d'aménagement d'un jardin communautaire;

Considérant que le Service recommande d'accepter cette demande vu qu'il s'agit d'un projet pilote à caractère social et communautaire;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'implantation d'un jardin communautaire au 495 rue Haggerty en collaboration avec Cascades Multi-pro et le Centre de services en déficience intellectuelle Mauricie/Bois-Francs.

Cette autorisation est valable pour une période de 2 ans et sera sujette à évaluation au terme de ladite période.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

65/1/96 - **Subvention de 1 500 $ - Drummondville Olympique**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ au Drummondville Olympique pour l'Association du Hockey Mineur de Drummondville à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

66/1/96 - **Subvention de 1 000 $ - Halte Drummond**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ à Halte Drummond pour la publication d'un dépliant.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

67/1/96 - **Subvention de 1 000 $ - Académie de Ballet de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ à l'Académie de Ballet de Drummondville pour ses activités du 50e anniversaire de fondation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

68/1/96 - **Subvention de 2 000 $ - Café-Rencontre Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 000 $ à Café-Rencontre Drummond Inc. à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

69/1/96 - **Subvention de 7 000 $ - Carnaval des Neiges**

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 7 000 $ au Carnaval des Neiges de Drummondville Inc. à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

70/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - Tarification pour financer le service centralisé d'appels d'urgence (9-1-1)**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement imposant un tarif aux fins de financer le service centralisé d'appels d'urgence (9-1-1) de la Ville de Drummondville.

71/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux publics 1996**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement prévoyant un emprunt n'excédant pas 1 000 000 $ pour l'exécution de travaux de construction et réfection de trottoirs et bordures, de réfection de rues, d'aménagement de pistes cyclables et sentiers protégés, d'aménagement de stationnement et de réfection de chemins d'accès à l'aéroport, incluant l'acquisition et l'installation de certains équipements.

1. Construction et réfection de trottoirs et bordures	398 400 $
2. Réfection de rues	201 200
3. Aménagement de pistes cyclables et sentiers protégés	135 300
4. Aménagement de stationnement	87 000
5. Aéroport municipal	87 800
	909 700 $
Honoraires professionnels	68 300
Frais de financement	22 000
TOTAL - EMPRUNT:	1 000 000 $

72/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - Achat de machinerie et d'équipements pour le Service des travaux publics**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement prévoyant un emprunt n'excédant pas 126 000 $ pour l'achat en 1996 de machinerie et d'équipements pour le Service des travaux publics.

1. Achat d'un camion cubique pour l'entretien des postes de pompage	46 800 $
2. Achat d'un godet arrière pour le tracteur Kubota no 721	16 600
3. Achat de matériel de lubrification	23 400
4. Achat et installation de postes d'aspiration de CO2 pour l'atelier mécanique	36 000
	122 800 $
Frais de financement	3 200
TOTAL - EMPRUNT:	126 000 $

73/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux d'égouts et d'aqueduc**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement prévoyant un emprunt n'excédant pas 100 000 $ pour l'exécution en 1996 de travaux d'égouts et d'aqueduc dans la Ville de Drummondville.

1. Réfection et installation de services d'aqueduc et d'égouts	73 000 $
2. Recherche de fuites d'eau et inspection télévisée	24 400
	97 400 $
Frais de financement	2 600
TOTAL - EMPRUNT:	100 000 $

74/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - Construction d'une remise tempérée (Bloc "C")**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement prévoyant un emprunt n'excédant pas 250 000 $ pour la construction d'une remise tempérée aux ateliers municipaux.

1. Structure et travaux généraux	181 000 $
2. Mécanique et électricité	41 000
	222 000 $
Honoraires professionnels	22 000
Frais de financement	6 000
TOTAL - EMPRUNT:	250 000 $

75/1/96 - **Avis de motion d'un règlement - Réfection de la 117e Avenue**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement prévoyant un emprunt n'excédant pas 132 000 $ pour l'exécution de travaux de réfection de la 117e Avenue, entre les rues Fabre et Léger.

1. Mise en place d'une conduite d'égouts pluvial	44 000 $
2. Réfection de la fondation et du pavage et mise en place de bordures	76 000
	120 000 $
Honoraires professionnels	9 500
Frais de financement	2 500
TOTAL - EMPRUNT:	132 000 $

Informations des membres du Conseil

Assemblée publique de consultation le 24 janvier 1996
(Nouvelle réglementation - plan d'urbanisme et zonage)
(Mme F. Ruest-Jutras)

Madame la mairesse invite la population à participer à l'assemblée publique de consultation qui se tiendra le 24 janvier 1996 relativement à la nouvelle réglementation d'urbanisme.

Vidanges / projet pilote (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie rappelle aux résidents du secteur formé par l'ex-municipalité de Grantham que le contrat de cueillette de déchets octroyé pour une période de 13 mois et prévoyant une collecte aux 15 jours pour la période du 1er janvier au 31 mars 1996 et du 1er octobre 1996 au 31 janvier 1997, sert de projet pilote.

Décès de M. Jean-Louis Mondoux (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière, au nom de ses collègues du Conseil, offre de sincères condoléances à la famille de M. Jean-Louis Mondoux, à l'occasion du décès de ce dernier. M. Mondoux a agi à titre de président de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pendant plusieurs années.

Conflit - Syndicat des employés municipaux, cols bleus
(Mme Francine Ruest-Jutras)

Madame la mairesse tient à faire une mise au point sur le conflit qui oppose la Ville de Drummondville à ses cols bleus et plus particulièrement sur la déclaration du président du Syndicat. Elle affirme n'avoir jamais dit qu'il était normal et justifié que les cols bleus bénéficient d'un certain rattrapage. Elle a plutôt dit que l'écart entre les salaires payés aux cols bleus et ceux dans le privé est moins grand que l'écart qui existe entre les salaires des cols blancs et ceux du privé.

Elle fait également lecture d'une lettre signée par M. Guy Turenne, président du Syndicat, et de la réponse de M. Gérald Lapierre, directeur général.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: **M. Denis Lampron**, homme d'affaires.

M. Denis Lampron souhaite que dans le cadre des négociations en cours les 2 parties tiennent compte du citoyen et qu'un règlement intervienne.

Madame la mairesse rappelle à la population qu'effectivement le citoyen paie, donc il est le patron. De plus, elle souligne que la sécurité d'emploi vaut beaucoup.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 5 février 1996.**

76/1/96 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 10.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
111
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

24 janvier 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 24 janvier 1996 à 19 h 00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Denis Jauron, coordonnateur urbaniste
M. Michel Blanchette, directeur adjoint, Service de la planification du territoire
M. Jacques Métivier de la firme Environnement Conseil BGA

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

77/1/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- Règlement no 2514 constituant un nouveau règlement de **plan d'urbanisme** établissant la politique de développement du territoire municipal et visant à assurer une répartition judicieuse des fonctions urbaines et rurales, la mise en valeur des ressources naturelles, culturelles et historiques, la mise en place des équipements et infrastructures, l'identification des zones à risque pour l'établissement humain, de même que l'amélioration de la qualité du milieu de vie des habitants et la résolution des problèmes reliés au développement urbain;
- Règlement no 2520 constituant un nouveau règlement de **zonage** régissant l'aménagement du territoire municipal et visant un développement rationnel et harmonieux;
- Règlement no 2521 constituant un nouveau règlement de **lotissement** s'appliquant sur le territoire municipal et visant une subdivision harmonieuse et rationnelle de l'espace le composant et ce, en fonction de l'utilisation qui y est prévue;

INITIALES DE LA MAIRESSE
112
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- Règlement no 2522 constituant un nouveau règlement de **construction** s'appliquant sur le territoire municipal et visant à ce que les constructions qui y sont érigées répondent à des normes minimales en matière de sécurité;

- Règlement no 2523 constituant un nouveau règlement relatif à l'**émission des permis de construction et de lotissement**, de même qu'à l'égard des différents **certificats d'autorisation** et déterminant les divers travaux pour lesquels il est nécessaire d'obtenir un permis et/ou un certificat ainsi que les conditions qui s'y rattachent;

- Règlement no 2524 constituant un nouveau règlement comprenant des **conditions particulières** en vue de l'**émission d'un permis de construction** et prévoyant les critères à rencontrer pour l'émission d'un tel permis;

- Règlement no 2525 constituant un nouveau règlement relatif aux **plans d'aménagement d'ensemble** s'appliquant uniquement à certaines zones dont le développement devra faire l'objet d'une planification d'ensemble; toute demande de modification à la réglementation d'urbanisme devant être soumise à une approbation du projet dans une perspective globale;

- Règlement no 2526 constituant un nouveau règlement relatif aux **plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.)** dans le but de soumettre à une approbation supplémentaire les travaux relatifs à l'implantation et à l'architecture des constructions, de même qu'à l'aménagement des terrains et aux travaux qui y sont reliés et ce, avant l'émission d'un permis de construction ou d'un certificat d'autorisation pour certaines zones faisant l'objet d'une attention particulière en regard du milieu environnant.

M. Jacques Métivier de la firme Environnement Conseil BGA présente les grandes lignes du nouveau plan d'urbanisme.

Pour sa part, M. Denis Jauron, coordonnateur urbaniste de la Ville, soumet au public les modifications majeures pour chacun des 7 règlements formant la refonte.

Des précisions sont apportées pour chacun.

Période de questions

Différents intervenants s'interrogent sur certains volets de la réglementation.

Les questions touchent:

1) les P.I.A. - possibilité d'agrandir la zone touchée;
2) la zone de prestige industrielle
   la zone de prestige commerciale le long de l'autoroute 20
3) le déplacement ou la démolition de bâtisses
4) les P.A.E. - exigence d'un corridor vert
5) le zonage le long de la voie ferrée, lequel devrait être industriel. Par contre, une zone tampon crée une barrière et des exigences sont prévues pour préserver l'environnement
6) le développement résidentiel sur le boulevard St-Joseph Ouest
7) le type de construction affecté par la zone tampon dans la zone verte
8) le délai de nettoyage trop court
9) le taux d'inoccupation
10) les pistes cyclables
11) les zones commerciales inexistantes, rue St-Damase et boul. Jean-de-Brébeuf.

INITIALES DE LA MAIRESSE

113

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

78/1/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 21 h 10.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

5 février 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 5 février 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

79/2/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté l'item suivant:

53. Félicitations (Me Céline Trottier).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Proclamation - "MOIS DU COEUR"

Madame la mairesse proclame février le "MOIS DU COEUR" et encourage tous les citoyens et citoyennes à appuyer la Fondation des maladies du coeur du Québec.

80/2/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 22 janvier 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 22 janvier 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
115
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

81/2/96 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 24 janvier 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 24 janvier 1996 à 19 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

82/2/96

1- ENTRETIEN DU RADIOPHARE DE L'AÉROPORT MUNICIPAL (TP-96-01)
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 31 janvier 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. GLENAYRE COMMUNICATIONS 2136 Route 220 St-Élie-d'Orford	1 367,46 $
. AIRNAV ÉLECTRONIQUE LTÉE 10105 Avenue Ryan, Bureau 33 Dorval	1 908,75 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Glenayre Communications** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

83/2/96

2- FOURNITURE DE VETEMENTS POUR LES POLICIERS (NO 6-002)
(Soumissions ouvertes le 25 janvier 1996)

(Le détail de ces soumissions apparait à un tableau préparé par M. Gilles Bélisle, d.g.a., services administratifs, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus pour chaque item ou pour chacun des groupes composant un tout:

- **Vêtements T.S. Inc.** pour un montant total approximatif: 117,15 $ (taxes incluses)
- **Les Distributeurs R. Nicholls Inc.** pour un montant total approximatif: 10 876,37 $ (taxes incluses)
- **La Bottinerie** pour un montant total approximatif: 136,75 $ (taxes incluses)
- **Mercerie J.V. Verrier & Fils Inc.** pour un montant total approximatif: 20 827,77 $ (taxes incluses)
- **Martin & Lévesque (1983) Inc.** pour un montant total approximatif: 17 469,35 $ (taxes incluses).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Société canadienne du cancer (remerciements)
. Conseil de Fabrique de la Paroisse St-Pie X (remerciements).

84/2/96 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 22 janvier au 5 février 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 1 761 162,14 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

85/2/96 - **Activité de cueillette de DDD sur le terrain du Centre Marcel Dionne le 4 mai 1996 - Bloc Vert**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Bloc Vert à tenir une activité de cueillette de déchets domestiques dangereux sur le terrain de stationnement du Centre Marcel Dionne le 4 mai 1996, le tout selon la politique établie par la Ville.

De plus, la Ville de Drummondville accorde une subvention de 26 000 $ à l'organisme à titre de participation financière pour l'édition 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

86/2/96 - **Protocole d'entente avec le Carnaval des Neiges de Drummondville Inc. - 7e édition**

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Carnaval des Neiges de Drummondville Inc. pour la tenue du Carnaval des Neiges, édition 1996.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation du Carnaval et comprend le versement d'une subvention de 7 000 $, laquelle a déjà été autorisée par la résolution no 69/1/96.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

87/2/96 - **Protocole de reconnaissance et de gestion avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance et de gestion avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc.

Ledit protocole est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 518 770 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

88/2/96 - **Protocole de reconnaissance et d'animation du Centre communautaire Drummondville-Ouest avec le Centre communautaire St-Pierre**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance et d'animation du Centre communautaire Drummondville-Ouest avec le Centre communautaire St-Pierre Inc.

Ledit protocole est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 12 500 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

89/2/96 - **Protocole de reconnaissance et d'animation du Centre communautaire Pierre-Lemaire avec le Centre comm. St-Pierre**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance et d'animation du Centre communautaire Pierre-Lemaire avec le Centre communautaire St-Pierre Inc.

Ledit protocole est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 53 500 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

90/2/96 - **Protocole de reconnaissance avec le Centre communautaire St-Pierre Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Centre communautaire St-Pierre Inc.

Ledit protocole est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 45 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

91/2/96 - **Protocole de reconnaissance avec le Centre communautaire Drummondville-Sud Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Centre communautaire Drummondville-Sud Inc.

Ledit protocole est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 14 500 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

92/2/96 - **Protocole de reconnaissance avec le Centre communautaire Drummondville-Sud Inc. - Résidence St-Simon (La Source)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Centre communautaire Drummondville-Sud Inc. pour la gestion de la Résidence St-Simon (La Source).

Ledit protocole est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 10 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

93/2/96 - **Protocole de reconnaissance avec Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec Les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc.

Ledit protocole est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 26 500 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

94/2/96 - **Protocole de reconnaissance avec le Club des Loisirs Ste-Thérèse Inc.**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Club des Loisirs Ste-Thérèse Inc.

Ledit protocole est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 3 200 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

95/2/96 - **Protocole de reconnaissance avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc.**

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc.

Ledit protocole est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 66 200 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

96/2/96 - **Convention avec des propriétaires - Installation et entretien de panneaux d'interprétation d'un circuit patrimonial**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec différents propriétaires pour l'installation et l'entretien de panneaux d'interprétation d'un circuit patrimonial et de mobiliers sur le terrain desdits intervenants.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

97/2/96 - Adoption du règlement no 2528 - Service municipal 9-1-1

Lecture est donnée du règlement no 2528 imposant un tarif aux fins de financer le service centralisé d'appels d'urgence (9-1-1) de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Guy Drouin demande si la municipalité de St-Nicéphore participe au programme.

Le conseiller Robert Lafrenière confirme la réception d'une lettre d'intention des autorités de la municipalité de St-Nicéphore.

Madame la mairesse rappelle qu'une partie du secteur de St-Nicéphore pourrait être reliée au programme alors que Bell Canada ne peut actuellement desservir certains numéros.

98/2/96 - Conventions avec Bell Canada et l'UMQ - Service 9-1-1

Considérant que tous les abonnés au service téléphonique dans le territoire de la Ville de Drummondville auront accès à un service centralisé d'appels d'urgence destiné à recevoir les appels 9-1-1 logés dans le territoire de la municipalité;

Considérant que la Ville de Drummondville encourt ou encourra des frais pour fournir et exploiter, elle-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, ce service centralisé d'appels d'urgence;

Vu le règlement no 2528 imposant un tarif aux fins de financer le service centralisé d'appels d'urgence de la municipalité;

Vu la convention de cession et de perception de créances relatives aux frais municipaux du service 9-1-1 à intervenir entre la Ville, Bell Canada et l'Union des municipalités du Québec;

Vu la convention relative aux modalités de gestion des montants reçus par l'UMQ pour le service municipal 9-1-1 à intervenir entre la Ville et l'Union des municipalités du Québec;

Il est proposé par le conseiller Réal Jean,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville approuve la convention de cession et de perception de créances relatives aux frais municipaux du service 9-1-1 à intervenir entre la Ville, Bell Canada et l'Union des municipalités du Québec;

2° QUE la Ville de Drummondville approuve la convention relative aux modalités de gestion des montants reçus par l'UMQ pour le service municipal 9-1-1 à intervenir entre la Ville et l'Union des municipalités du Québec;

3° QUE la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville ces conventions.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

99/2/96 - Entente avec l'Association canadienne des dons d'organes
Transfert d'un véhicule

Considérant qu'en 1990, la Ville de Drummondville a conclu une entente avec l'Association canadienne des dons d'organes;

Considérant qu'en vertu de cette entente, l'Association canadienne des dons d'organes fournit au Service de la sécurité publique un véhicule;

Considérant que l'Association canadienne des dons d'organes désire se départir du véhicule actuel et qu'elle l'offre à la Ville conformément à l'article 15 du protocole d'entente;

Considérant que le Service de la sécurité publique recommande à la Ville de se porter acquéreur dudit véhicule, le tout selon les conditions édictées à l'entente initiale;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents à la transaction, incluant le transfert du véhicule de remplacement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

100/2/96 - **Signature d'avenants - Portefeuille d'assurances de la Ville**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les avenants d'assurances suivants:

1 (courrier recommandé), 3 et 4 (ass. resp. civile des officiers publics), 4 (cautionnement - détournement) et F.A.Q. 21b (autos).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

101/2/96 - **Mandat professionnel à M. Jacques Hince, à titre de capitaine, responsable de la division des enquêtes au S.S.P.**

Considérant que le capitaine Jacques Hince a remis sa démission à compter du 1er février 1996;

Considérant qu'à compter de cette date, le capitaine Hince est à sa retraite;

Considérant que le Service de la sécurité publique a besoin des services professionnels du capitaine Hince pour une courte période additionnelle;

Considérant que le capitaine Hince est prêt à fournir ses services sur la base d'un mandat professionnel plutôt que sur une base contractuelle;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu:

1° qu'un mandat professionnel soit et est accordé au capitaine Jacques Hince afin qu'il agisse à titre de capitaine aux enquêtes, excluant cependant le combat des incendies;

2° que ce mandat soit d'une durée de deux (2) mois renouvelable, par la suite, de semaine en semaine, au besoin;

3° que le capitaine Jacques Hince soit et est ainsi mandaté moyennant une contrepartie de mil cent cinquante-cinq dollars (1 155 $) par semaine, sans autre bénéfice.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

121

102/2/96 - **Tenue d'une activité au profit de la dystrophie musculaire - Association Harley Owners Group**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'association Harley Owners Group à tenir une activité le 3 août 1996 au profit de la dystrophie musculaire, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et suivant les exigences du Service de la sécurité publique. L'activité devra se terminer à 23 h 00.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

103/2/96 - **Autorisation au Cercle de Fermières de St-Nicéphore - Installation d'une enseigne (aéroport municipal)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Cercle de Fermières de St-Nicéphore à installer une enseigne sur le terrain de l'aéroport de Drummondville pour la période du 12 au 30 avril 1996 afin d'annoncer son exposition artisanale, le tout conformément à la réglementation en vigueur dans la municipalité de St-Nicéphore.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

104/2/96 - **Délégation de la conseillère Dominique Thériault - Comité permanent de la famille de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que Mme Dominique Thériault, conseillère, soit autorisée à représenter la Ville de Drummondville comme responsable des questions familiales au sein du Comité permanent de la famille de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

105/2/96 - **Délégation de membres du Conseil - Assises 1996 de l'Union des municipalités du Québec**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que Mme Francine Ruest-Jutras, mairesse, ainsi que Mesdames et Messieurs les conseillers Réjeanne Viens, Estelle Demers, Dominique Thériault, Christian Tourigny, Guy Drouin, Mario Jacques et Jean-Guy Spénard, soient délégués aux assises annuelles de l'Union des municipalités du Québec qui se tiendront les 2, 3 et 4 mai 1996 à Québec.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

106/2/96 - **Travaux d'installation pour un système de levage des pompes à la station Mercure - S.Q.A.E.**

Considérant l'entente signée entre le ministère de l'Environnement du Québec et la Ville de Drummondville relativement à l'exécution et au financement des ouvrages pour l'assainissement des eaux usées;

Considérant l'entente signée entre la Société québécoise d'assainissement des eaux et la Ville de Drummondville relativement à l'exécution et au financement des ouvrages pour l'assainissement des eaux usées;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Denis Savoie,
et résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville procède elle-même à la réalisation des travaux suivants, en conformité avec les lois et règlements qui la régissent:

Installation pour un système de levage des pompes à la station Mercure;

2° QUE la Ville de Drummondville recouvre de la Société québécoise d'assainissement des eaux le coût défrayé pour ces travaux estimés à 3 716,51 $, conformément à la procédure de réalisation de travaux en régie émise par la Société ainsi qu'au certificat d'autorisation émis par le ministère de l'Environnement si requis.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

107/2/96 - **Travaux de réfection des regards et d'installation de repères pour le suivi du réseau sanitaire - S.Q.A.E.**

Considérant l'entente signée entre le ministère de l'Environnement du Québec et la Ville de Drummondville relativement à l'exécution et au financement des ouvrages pour l'assainissement des eaux usées;

Considérant l'entente signée entre la Société québécoise d'assainissement des eaux et la Ville de Drummondville relativement à l'exécution et au financement des ouvrages pour l'assainissement des eaux usées;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Denis Savoie,
et résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville procède elle-même à la réalisation des travaux suivants, en conformité avec les lois et règlements qui la régissent:

Réfection des regards et installation de repères pour le suivi du réseau sanitaire;

2° QUE la Ville de Drummondville recouvre de la Société québécoise d'assainissement des eaux le coût défrayé pour ces travaux estimés à 18 311,10 $, conformément à la procédure de réalisation de travaux en régie émise par la Société ainsi qu'au certificat d'autorisation émis par le ministère de l'Environnement si requis.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

108/2/96 - **Demande à l'UMQ - Politique de contrôle des animaux en milieu urbain**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville demande à l'Union des municipalités du Québec d'évaluer la possibilité d'établir une politique de contrôle des animaux en milieu urbain et plus particulièrement des chiens d'attaque.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

109/2/96 - **Formation d'un comité consultatif - activités au centre-ville**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité consultatif pour les activités au centre-ville. Le comité sera formé par les personnes suivantes:

Mme Réjeanne Viens, conseillère
Mme Martine Lajoie, représentante d'une institution financière
Mme Diane Grondin, représentante du Festival mondial de folklore
M. Guy Drouin, représentant de la Sidac Alain Limoges et de Rues Principales
M. Paul-Emile Touchette, représentant des Résidences St-Frédéric
M. Gaétan Prévost, propriétaire au centre-ville
M. Gaston Houle, marchand au centre-ville
M. Marco Deschênes, représentant du Festival de Blues
M. André Paquet, directeur du Service des loisirs et de la vie communautaire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

110/2/96 - Emprunt de 523 035 $ - Fonds de roulement 1996 (Phase 1)

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 523 035 $ à son fonds de roulement pour des dépenses à être effectuées par les différents services de la Ville et réparties comme suit:

1.	Administration, informatique et équipements	91 130 $
2.	Machinerie et équipements	63 000
3.	Loisirs et vie communautaire	199 305
4.	Sécurité publique	169 600
		523 035 $

Cet emprunt sera remboursable sur une période de 5 ans et de la façon suivante:

104 607 $ en 1997
104 607 $ en 1998
104 607 $ en 1999
104 607 $ en 2000
104 607 $ en 2001.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

111/2/96 - **Renonciation par la Ville à son droit de premier refus sur une partie du lot 281**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville renonce à son droit de premier refus sur une partie du lot 281 du cadastre du Canton de Grantham et autorise Moreau Construction Enr. à céder ses droits à MM. Jean-Marie Moreau et Benoit Moreau, le tout selon les conditions prévues à l'acte de vente signé devant Me Pierre Fradet, notaire, le 31 janvier 1996.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

112/2/96 - **Mandat à Me Marc Boisselle pour défendre les intérêts de la Ville (Compagnie Hydro Gazon Inc. - Collecteur St-Onge)**

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services professionnels de Me Marc Boisselle, avocat, aux fins de défendre ses intérêts dans le dossier no 405-02-000615-960 qui l'oppose à la compagnie Hydro Gazon Inc. (Collecteur St-Onge).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

113/2/96 - **Subvention de 8 000 $ - Joujouthèque Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 8 000 $ à Joujouthèque Drummond Inc. à titre de subvention 1996.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Joujouthèque Drummond Inc.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

114/2/96 - **Subvention de 300 $ - Les Grands du Sport de Drummondville Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 300 $ à Les Grands du Sport de Drummondville Inc. à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

115/2/96 - **Subvention de 9 000 $ - Maison de Quartier de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 9 000 $ à la Maison de Quartier de Drummondville à titre de subvention 1996.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Maison de Quartier de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

116/2/96 - **Dépôt du procès-verbal (23/1/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 23 janvier 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

117/2/96 - **Acceptation d'un projet de modification d'ouverture sur la façade latérale gauche de l'immeuble situé au 484 Des Écoles**

Considérant qu'une demande visant à remplacer une porte d'accès située dans la portion arrière de la façade latérale gauche de l'immeuble sis au 484 Des Écoles, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la propriété visée est située à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumise aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la modification consiste à remplacer la porte d'accès existante (pour des personnes) par une porte de dimension supérieure ouvrant sur un axe horizontal (de type porte de garage pour véhicules) et à aménager une autre porte d'accès (pour des personnes);

Considérant que le mur visé est recouvert de stuc blanc et visible de la rue St-Édouard;

Considérant que les nouvelles ouvertures seront de couleur blanche visant à en diminuer l'impact sur ladite façade;

Considérant que les modifications proposées ne modifient pas de façon significative l'architecture du bâtiment;

Considérant que les modifications proposées sont nécessaires aux opérations de l'entreprise;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les modifications proposées à l'ouverture située sur la façade latérale gauche pour le bâtiment sis au 484 rue Des Écoles dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de janvier 1996 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1995.

118/2/96 - **Bail de location avec Mme Danielle Milot et MM. Jean-Pierre, Jean-Yves et Jean-François Milot - Emplacement du parc Gallichan**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location avec Mme Danielle Milot et MM. Jean-Pierre, Jean-Yves et Jean-François Milot pour l'utilisation des lots 168-288 et 168-289 du cadastre du Canton de Grantham (parc Gallichan).

Le bail de location est valable pour une période d'un (1) an, soit du 1er janvier 1996 au 31 décembre 1996. De plus, un avis sera transmis aux personnes concernées pour la non reconduction dudit bail pour les années subséquentes.

Le conseiller Robert Lafrenière enregistre sa dissidence sur le volet de non reconduction du bail pour les années subséquentes.

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

119/2/96 - **Autorisation à la Maison des Jeunes Richelieu - Installation d'une structure sur le bâtiment du 265 Brock**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une structure sur le bâtiment du 265 rue Brock et ce pour une période maximale de 30 jours.

Cette autorisation est accordée en tenant compte des activités du 15e anniversaire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

120/2/96 - **Avis de motion d'un règlement - Programme de revitalisation pour le secteur "Centre-Ville/St-Joseph"**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement décrétant un programme de revitalisation pour le secteur "Centre-Ville/St-Joseph".

121/2/96 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux de modifications aux systèmes de pompage d'eau traitée et d'eau brute - U.T.E.**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement prévoyant un emprunt n'excédant pas 698 600 $ pour l'exécution de travaux de modifications aux systèmes de pompage d'eau traitée et d'eau brute à l'usine de traitement d'eau de la Ville de Drummondville.

1. Système de pompage d'eau traitée	587 000 $
2. Système de pompage d'eau brute	53 000
	640 000 $
Honoraires professionnels	41 600
Frais de financement	17 000
TOTAL - EMPRUNT:	698 600 $

126/2/96 - **Adoption du règlement no 2530 - Achat de machinerie et d'équipements pour le Service des travaux publics**

Lecture est donnée du règlement no 2530 prévoyant un emprunt de 126 000 $ pour l'achat en 1996 de machinerie et d'équipements pour le Service des travaux publics.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2530 et ce de 9 heures à 19 heures le 20 février 1996.

127/2/96 - **Adoption du règlement no 2531 - Travaux d'égouts et d'aqueduc**

Lecture est donnée du règlement no 2531 prévoyant un emprunt de 100 000 $ pour l'exécution en 1996 de travaux d'égouts et d'aqueduc dans la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2531 et ce de 9 heures à 19 heures le 20 février 1996.

128/2/96 - **Adoption du règlement no 2532 - Construction d'une remise tempérée aux ateliers municipaux**

Lecture est donnée du règlement no 2532 décrétant l'exécution de travaux de construction d'une remise tempérée aux ateliers municipaux (Bloc "C"), et prévoyant un emprunt de 250 000 $.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2532 et ce de 9 heures à 19 heures le 20 février 1996.

129/2/96 - **Adoption du règlement no 2533 - Travaux de réfection de la 117e Avenue (entre les rues Fabre et Léger)**

Lecture est donnée du règlement no 2533 décrétant l'exécution de travaux de réfection de la 117e Avenue, entre les rues Fabre et Léger, et prévoyant un emprunt de 132 000 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2533 et ce de 9 heures à 19 heures le 20 février 1996.

Informations des membres du Conseil:

Félicitations (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier félicite les 2 équipes de Drummondville qui ont gagné dans chacune de leur catégorie le trophée du Tournoi International de Hockey Midget et félicite également M. Roger Labonté, président du Tournoi, de même que tous les bénévoles et la population.

De plus, la conseillère Céline Trottier souligne la participation de l'équipe Pee Wee AA au Tournoi de Magog.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 19 février 1996.**

130/2/96 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 35.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Coquet
Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
129
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

19 février 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 19 février 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

131/2/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

132/2/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 5 février 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 5 février 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Coalition des 50 ans pour l'emploi (remerciements - appui financier)
. Halte Drummond (remerciements - appui financier).

133/2/96 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 5 au 19 février 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 1 829 540,43 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

134/2/96 - Campagne de financement - Centre Social Louis Braille Inc.

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Social Louis Braille Inc. à tenir sa campagne de financement au cours du mois d'avril 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

135/2/96 - Utilisation du Centre Marcel Dionne - Escadron 607 Drummondville

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Escadron 607 Drummondville à utiliser le Centre Marcel Dionne le 18 mai 1996 pour sa revue annuelle, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

136/2/96 - Utilisation du chalet et du parc St-Philippe - Club de Pétanque de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de Pétanque de Drummondville Inc. à utiliser les équipements du parc St-Philippe, ainsi que le chalet pour la tenue de ses activités durant la saison estivale 1996, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

137/2/96 - Utilisation du Centre Equestre - Club de Pétanque de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de Pétanque de Drummondville Inc. à utiliser le Centre Equestre les 11, 12, 13 et 14 octobre 1996 pour la tenue du Championnat Provincial de Pétanque, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

138/2/96 - **Utilisation du parc Woodyatt - Festival de Blues**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Festival de Blues de Drummondville à utiliser le parc Woodyatt les 25, 26, 27 et 28 juillet 1996, de même que les 1er, 2, 3 et 4 août 1996 pour la tenue de ses activités, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de ces activités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

139/2/96 - **Protocole d'entente avec le Festival de Blues de Drummondville**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Festival de Blues de Drummondville.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation et de réalisation du 5e Festival et comprend le versement d'une subvention de 10 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Guy Drouin demande que l'on précise que les organisateurs doivent respecter le règlement sur le bruit.

140/2/96 - **Protocole de reconnaissance avec la Corporation de Développement Communautaire Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec la Corporation de Développement Communautaire Drummond Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 35 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

141/2/96 - **Contrat de location avec la Corporation de Développement Communautaire Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location avec la Corporation de Développement Communautaire Drummond Inc. pour l'utilisation de locaux au Complexe Socio-Communautaire (405 Des Écoles).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

142/2/96 - **Protocole d'entente avec la Chambre de Commerce du Comté de Drummond**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Chambre de Commerce du Comté de Drummond.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 30 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

143/2/96 - **Actes de servitudes avec Bell Canada et Hydro-Québec (Ptie des lots 175 et 124-65)**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les actes de servitudes à intervenir avec Bell Canada et Hydro-Québec, affectant les lots suivants:

- une partie du lot 124-65 du cadastre du Canton de Grantham;
- une partie du lot 175 du cadastre du Canton de Grantham;

le tout selon les projets d'actes soumis par Me Nathalie Blais, notaire, lesquels demeurent annexés à la présente pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

144/2/96 - **Contribution de 750 $ - Association Forestière des Cantons de l'Est**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu qu'une somme de 750 $ soit versée à l'Association Forestière des Cantons de l'Est, et ce à titre de contribution financière pour l'année 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

145/2/96 - **Renouvellement d'une entente pour services offerts par Canadian Bond Rating Service**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le trésorier ou à défaut le trésorier adjoint soit par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville le renouvellement d'une entente pour services offerts par la firme CBRS (Canadian Bond Rating Service).

Les honoraires pour la révision et l'évaluation de la cote de crédit de la Ville de Drummondville seront de 4 000 $, plus taxes, pour l'année 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

146/2/96 - **Mandat à Micro-Taxe - Récupération des taxes de vente sur les produits et services**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services professionnels de la firme Micro-Taxe aux fins de vérifier certains dossiers de la Ville de façon à récupérer les taxes de vente sur les produits et services, s'il y a lieu.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

147/2/96 - **Embauche de deux (2) policiers à l'essai - S.S.P.**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de MM. Patrick Roy et Daniel Bérard à titre de policiers à l'essai au Service de la sécurité publique, le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc., et que leur date d'affectation soit déterminée par le directeur dudit Service.

De plus, MM. Patrick Roy et Daniel Bérard s'engagent à respecter le règlement no 2034 quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

148/2/96 - **Subventions de déneigement - Stationnements privés**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville accorde les subventions suivantes à certains organismes pour le déneigement de leurs stationnements pour la période se terminant le 31 décembre 1996:

Organismes

Benoit & Frère	248 $
Canadian Tire	930
Centre Récréatif St-Jean-Baptiste	470
St-George Anglican Church	352
Fabrique Christ-Roi	572
Fabrique St-Pie X	1 831
Fabrique St-Joseph	2 315
Fabrique St-Jean-Baptiste	547
Fabrique St-Simon	987
Fabrique Ste-Thérèse	285
Fabrique St-Pierre & St-Paul	1 925
Fabrique St-Philippe	1 428
	11 890 $

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

149/2/96 - **Subvention de 1 000 $ - Cégep de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Cégep de Drummondville dans le cadre du mérite étudiant, édition 1995-1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

150/2/96 - **Dépôt du compte rendu (13/2/96) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 13 février 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Réal Jean rappelle qu'à compter du 4 mars 1996, il y aura modification dans le Service de transport en commun sur la ligne 3.

151/2/96 - **Dépôt du procès-verbal (7/2/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 7 février 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

152/2/96 - **Acceptation d'un projet de rénovation extérieure majeure au bâtiment sis aux 616A, 616B et 618 Des Écoles - P.I.A.**

Considérant qu'une demande qui a pour objet la rénovation majeure du bâtiment situé aux 616A, 616B et 618 Des Écoles et ce en intervenant sur plusieurs éléments, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le projet consiste à:

- refaire la toiture de type plat par une toiture de même type;
- remplacer la brique rouge existante par de la brique de même couleur sur les façades avant et latérales, ainsi que par du déclin de vinyle sur la façade arrière;
- recréer les même jeux de brique au-dessus des ouvertures;
- refaire la galerie existante occupant la presque totalité de la largeur de la façade par une galerie aux dimensions identiques;
- remplacer les garde-corps existants par des garde-corps en fer forgé peints de couleur blanche et à remplacer les poteaux de galerie existants par des poteaux d'environ vingt centimètres par vingt centimètres (20 cm x 20 cm);
- repeindre la corniche existante de couleur blanche;

Considérant que la façade arrière du bâtiment est non visible de la voie de circulation et que des vérandas en occupent une bonne partie de sa superficie;

Considérant que le bâtiment visé constitue un bel exemple de bâtiment caractéristique de cette époque de construction;

Considérant que le bâtiment a subi peu de transformations au fil des ans et que son caractère architectural n'a pas été altéré;

Considérant que le bâtiment s'inscrit dans un ensemble de bâtiments de même type construits sur cette rue et dignes d'intérêt;

Considérant que les interventions proposées respectent le caractère architectural du bâtiment tout en préservant son intégration au cadre bâti environnant;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les travaux de rénovation extérieure au bâtiment situé aux 616A, 616B et 618 rue Des Écoles tels que proposés dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

153/2/96 - **Acceptation d'un projet de rénovation extérieure majeure au bâtiment sis aux 409 et 411 Brock - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet la rénovation de plusieurs éléments du bâtiment situé aux 409 et 411 Brock, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que les travaux de rénovation consistent à:
. remplacer le déclin existant par du déclin de vinyle de couleur blanche sur les façades avant, latérale gauche et arrière;
. remplacer la fenestration existante par des fenêtres à guillotine (dont certaines auront un imposte latéral fixe) à l'exception de la fenêtre fixe située en façade au rez-de-chaussée et de la vitrine située sur la façade latérale gauche qui seront conservées;
. remplacer les quatre (4) portes d'accès en façade principale;
. ajouter un parapet en amortissement triangulaire;
. ajouter des planches cornières, des encadrements d'ouverture et une bordure décorative au parapet; ces ornementations étant de couleur vert forêt;
. remplacer les garde-corps actuels par des garde-corps en fer forgé peints de couleur noire;

Considérant que l'utilisation d'un déclin de vinyle de dix centimètres (10 cm) créera un rappel du matériau d'origine du bâtiment à savoir la planche à clin;

Considérant que l'ajout d'un parapet viendra donner plus de volume à la façade et ainsi améliorer son intégration à l'environnement puisque d'autres bâtiments du secteur immédiat ont déjà des parapets de forme semblable;

Considérant que l'ajout d'ornementations permettra de dynamiser globalement l'architecture du bâtiment;

Considérant que les interventions proposées s'inspirent globalement d'éléments que l'on retrouve souvent sur des bâtiments semblables au bâtiment visé;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les interventions telles que proposées pour le bâtiment situé aux 409 et 411 rue Brock dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

154/2/96 - **Refus de travaux relatifs aux ouvertures et au matériau de parement extérieur au rez-de-chaussée du bâtiment sis au 184 Heriot - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à remplacer les ouvertures dans la portion droite du rez-de-chaussée et à prévoir une nouvelle brique comme matériau de parement extérieur au rez-de-chaussée et ce, sur le bâtiment situé au 184 Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'intervention consiste, plus précisément, à:
. réaménager légèrement l'entrée principale soit en remplaçant la colonne centrale par une partie de mur plus large;
. remplacer les matériaux de parement existant au rez-de-chaussée soit de la brique de couleur brun-rouge et des carreaux de céramique anthracite par de la brique de couleur beige;
. installer des portes ouvrant sur un axe horizontal (de type porte de garage) pour l'établissement situé dans la portion droite du rez-de-chaussée (portes déjà installées);

Considérant que le réaménagement mineur de l'entrée ne modifie pas l'équilibre architectural du rez-de-chaussée;

Considérant que la proposition de brique de couleur beige pour le rez-de-chaussée en remplacement du stuc et du bois, tel que déjà accepté dans le cadre d'une proposition antérieure (résolutions du Comité consultatif d'urbanisme numéro 95.06.19 et du Conseil municipal numéro 629/6/95), pourrait s'avérer une alternative intéressante;

Considérant que le type de fenestration proposé ne s'intègre pas aux ouvertures existantes dans la portion gauche du bâtiment tant en termes de proportion, de carrelage que de couleur au niveau de l'encadrement;

Considérant que la nouvelle fenestration proposée ne réussit pas à s'intégrer à la fenestration commerciale des bâtiments situés dans l'environnement et ce, pour les mêmes motifs qu'identifiés au paragraphe précédent;

Considérant qu'une nouvelle proposition en matière d'ouvertures pour la portion droite du rez-de-chaussée peut avoir une incidence sur l'harmonisation d'ensemble du rez-de-chaussée;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville:

. refuse les travaux proposés pour l'immeuble du 184 rue Heriot dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

. exige la présentation d'un nouveau plan démontrant l'intégration d'ensemble des interventions proposées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

155/2/96 - **Acceptation d'un ajout d'un troisième étage au bâtiment situé aux 157 et 159 rue Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à agrandir en hauteur le bâtiment existant sous étude et à modifier partiellement les deux (2) façades donnant sur rue (Lindsay et Cockburn), a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'ajout d'un troisième (3e) étage respecte exactement le même périmètre que le bâtiment existant;

Considérant que seul l'ajout d'une tour d'ascenseur en façade sur la rue Lindsay vient modifier l'implantation au sol du bâtiment;

Considérant que l'aménagement d'un toit plat respecte la tendance générale des bâtiments du secteur;

Considérant que l'ajout d'un troisième (3e) étage au bâtiment viendra marquer davantage l'intersection des deux (2) rues et conférer au bâtiment un caractère monumental de prestige sans nuire à l'harmonisation du gabarit des bâtiments du secteur qui sont déjà de hauteur variable;

Considérant que la construction d'une tour d'ascenseur viendra adoucir le caractère plutôt "carré" du bâtiment en intégrant une variante en hauteur;

Considérant que ladite tour d'ascenseur permet également d'introduire une modulation des plans verticaux évitant une trop grande linéarité des façades;

Considérant que la proposition (agrandissement et rénovation) respecte le caractère architectural sobre du bâtiment en introduisant des éléments d'ornementation qui dynamisent l'ensemble tels
. la corniche ouvragée,
. l'entablement du rez-de-chaussée,
. les soulignements de brique et de granite de couleurs contrastantes,
. les blocs de granite intégrés à la tour d'ascenseur;

Considérant que l'introduction en façade sur la rue Lindsay, d'une fenestration allongée dans l'axe vertical vient marquer ladite façade en lui donnant une allure distinctive tout en introduisant des variantes en arc-de-cercle en partie supérieure; élément accentué par les auvents au-dessus des accès au bâtiment;

Considérant que l'ajout desdits auvents viendra marquer les accès au bâtiment;

Considérant le traitement de la fenestration au troisième (3e) étage qui est différent de celui du second (2e) tout en respectant le rythme et l'espacement de celle-ci;

Considérant que le traitement de la fenestration du troisième (3e) est souligné par des bandeaux de brique en soldat en partie supérieure du bâtiment;

Considérant que le matériau de parement extérieur pour le troisième (3e) étage et la tour d'ascenseur sera de brique de couleur et d'un type semblables à celle existante sur le bâtiment;

Considérant que les ornementations de couleur verte s'agencent harmonieusement à la couleur brune de la brique et aux soulignements gris tout en introduisant une note plus vive à l'ensemble;

Considérant que l'aménagement d'un ascenseur vitré créera un intérêt pour le piéton;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les travaux d'agrandissement et de rénovation au bâtiment situé aux 157 et 159 rue Lindsay dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

156/2/96 - **Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 212 Heriot - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à réaliser des travaux de rénovation majeurs sur les trois (3) façades du bâtiment situé au 212 Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la brique existante (couleur beige) sera remplacée par de la brique de couleur rouge sur les trois (3) façades et ce, en harmonie avec la couleur des bâtiments existant dans le secteur et présentant un intérêt patrimonial;

Considérant l'intégration d'un entablement composé d'une moulure ouvragée, de jeux de brique avec nuances de couleurs et de soulignements de brique;

Considérant l'ajout d'une nouvelle corniche sur les trois (3) façades du bâtiment avec soulignements de brique en soldat;

Considérant la création de nouvelles ouvertures sur la façade donnant sur la rue du Pont dans le respect de l'espacement des ouvertures situées à l'étage et de l'alignement des fenêtres existantes du rez-de-chaussée qui viennent animer ladite façade;

Considérant l'ajout de moulures décoratives au-dessus des ouvertures qui seront réalisées soit en polystyrène expansé et peintes ou encore réalisées en brique;

Considérant le remplacement des portes d'accès et l'ajout de colonnes venant marquer l'entrée et qui contribuent à lui donner un caractère monumental;

Considérant l'ajout d'une horloge en façade d'angle de dimension harmonieuse en regard des ouvertures déjà existantes à l'étage et qui vient ornementer cette partie du bâtiment;

Considérant l'ajout de nouvelles fenêtres sur la façade donnant sur le stationnement qui respecte l'alignement des fenêtres existantes;

Considérant que les travaux de rénovation visent à intégrer en un seul et même bâtiment le bâtiment de coin et le bâtiment voisin (210 Heriot) qu'occupent déjà les bureaux des demandeurs; l'intégration s'effectuant tant sur la façade de la rue Heriot que sur la façade donnant sur le stationnement;

Considérant que les fenêtres situées à l'étage (façades rue Heriot et stationnement) de la portion de bâtiment intégrée au bâtiment principal sont plus basses que celles du bâtiment principal;

Considérant que sur la façade donnant sur le stationnement, ladite fenêtre plus basse a été remplacée par trois (3) fenêtres respectant les dimensions des autres fenêtres existantes;

Considérant qu'une nouvelle fenêtre en façade donnant sur le stationnement (coin supérieur gauche) ne respecte pas les proportions des autres fenêtres existantes à l'étage;

Considérant que sur la façade donnant sur la rue Heriot, la fenêtre plus basse a reçu un traitement architectural particulier mais qu'elle ne respecte pas, ni en hauteur, ni en proportion, les autres fenêtres existantes à l'étage sur cette même façade;

Considérant que pour la partie du rez-de-chaussée du bâtiment (section "vitrine") qui sera intégrée à l'immeuble principal, aucun traitement architectural n'a été démontré au plan soumis;

Considérant qu'il est proposé de réaménager une (1) des deux (2) entrées du côté stationnement avec un traitement semblable à celle qui a déjà été réaménagée;

Considérant le traitement architectural plus moderne desdites entrées en regard de la nouvelle présentation architecturale du bâtiment qui mise sur des composantes et un traitement architectural plus traditionnel;

Considérant la proposition de fermer le dessous des escaliers arrière et de réaliser un aménagement paysager;

Considérant la présence d'équipements de mécanique sur le toit d'une des entrées (côté stationnement) visibles du stationnement et de la rue du Pont;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville:

1° accepte les travaux de rénovation extérieure pour l'immeuble situé aux 210 et 212 rue Heriot dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale, tenant compte, toutefois, des ajustements suivants qui devront être apportés:

   a) que la fenêtre située à l'étage du bâtiment du 210 rue Heriot soit subdivisée en fenêtres de dimension identique à celles déjà existantes à l'étage du bâtiment et, si possible, haussée au même niveau que ces dernières;

   b) que le pourtour de la fenestration existante au rez-de-chaussée de la portion de bâtiment du 210 rue Heriot reçoive un traitement architectural s'harmonisant au reste du bâtiment;

   c) que la nouvelle fenêtre située à l'étage du bâtiment sur la façade donnant sur le stationnement (coin supérieur gauche) soit subdivisée en fenêtres de même dimension que les autres fenêtres existantes à cet étage;

   d) que les équipements mécaniques (côté stationnement) installés au-dessus d'une entrée soient déplacés pour être non visibles du stationnement et de la rue ou reçoivent un traitement architectural visant à les camoufler;

   e) que soit réalisé l'aménagement paysager proposé;

2° souhaite également faire les suggestions suivantes:

a) que le traitement architectural des entrées arrière (côté stationnement) soit revu de façon à être davantage en harmonie avec la nouvelle image architecturale du bâtiment;

b) que soient ajoutées des allèges aux fenêtres existantes et proposées;

c) que la fenestration du rez-de-chaussée du bâtiment (210 rue Heriot) qui sera intégré à l'immeuble principal soit remplacée pour être en continuité avec celle du bâtiment principal (transparence et carrelage).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2515 et 2518

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements numéros 2515 et 2518 amendant le règlement de zonage municipal no 1850.

Dépôt du certificat relatif au règlement no 2519

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement numéro 2519 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but d'augmenter la densité, soit le nombre de logements à l'hectare de la zone résidentielle H06-52 localisée à l'angle ouest de l'intersection des rues St-Georges et Brock.

Lors d'un registre tenu le 6 février 1996 relativement au règlement numéro 2519, 21 personnes habiles à voter se sont enregistrées, alors que le nombre requis était de 19.

157/2/96 - **Abandon des procédures - règlement no 2519**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville abandonne les procédures relatives au règlement no 2519 amendant le règlement de zonage municipal no 1850 dans le but d'augmenter la densité, soit le nombre de logements à l'hectare de la zone résidentielle H06-52 localisée à l'angle ouest de l'intersection des rues St-Georges et Brock.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

158/2/96 - **Demande au M.A.M. de reporter en 1996 les soldes disponibles pour le projet AM202195 (renforcement du boulevard Lemire)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Affaires municipales, direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, de reporter en 1996 les soldes disponibles pour le projet AM202195 relatif au renforcement du boulevard Lemire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

159/2/96 - **Demande au M.A.M. de reporter en 1996 les soldes disponibles pour le projet AM201714 (élargissement du boulevard Lemire)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Affaires municipales, direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, de reporter en 1996 les soldes disponibles pour le projet AM201714 relatif à l'élargissement du boulevard Lemire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

160/2/96 - **Demande au M.A.M. de reporter en 1996 les soldes disponibles pour le projet AM201716 (construction des ateliers municipaux)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Affaires municipales, direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, de reporter en 1996 les soldes disponibles pour le projet AM201716 relatif à la construction des ateliers municipaux.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

161/2/96 - **Demande au M.A.M. de reporter en 1996 les soldes disponibles pour le projet AM201718 (infrastructures au centre-ville)**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Affaires municipales, direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, de reporter en 1996 les soldes disponibles pour le projet AM201718 relatif au renouvellement des infrastructures au centre-ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

162/2/96 - **Bail avec Les Alcooliques Anonymes (section l'Intergroupe) Utilisation du chalet Bernier pour 1996**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail avec Les Alcooliques Anonymes (section l'Intergroupe) pour l'utilisation du chalet Bernier et ce pour l'année 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

163/2/96 - **Protocole d'entente avec le Festival Mondial de Folklore Drummond Inc. (Utilisation de locaux à l'édifice T.L.G.)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Festival Mondial de Folklore Drummond Inc. pour l'utilisation de locaux à l'Édifice Thomas-Louis Gauthier et ce pour l'année 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

164/2/96 - **Installation d'une roulotte de grève - Syndicat des employés de Jacques Laferté Ltée**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Syndicat des employés de Jacques Laferté Ltée à installer une roulotte de grève du côté sud de la rue St-Germain, et ce pour la durée du conflit.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

165/2/96 - **Avis de motion d'un règlement - Adoption des prévisions budgétaires 1996 de la Régie Intermunicipale de la Cité des Loisirs**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement adoptant les prévisions budgétaires de la Régie Intermunicipale de la Cité des Loisirs pour l'année 1996.

INITIALES DE LA MAIRESSE
141
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

166/2/96 - **Adoption du règlement no 2534 - Programme de revitalisation pour le secteur "Centre-Ville/St-Joseph"**

Lecture est donnée du règlement no 2534 décrétant un programme de revitalisation pour le secteur "Centre-Ville/St-Joseph".

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Informations des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à Mme Louise Dion, employée au Service administratif et financier, à l'occasion du décès de son beau-père, M. Louis Gazaille.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: **M. Bernard Gauthier**, journaliste.
  Sujets: - item 27 (Refus d'une modification partielle au bâtiment situé au 184 Heriot)
  - item 31 (Prise de position - règlement no 2519)

A l'item no 27, s'agit-il d'un commerce?

La conseillère Réjeanne Viens confirme qu'il s'agit d'un commerce.

A l'item no 31, le règlement no 2519 affectait quel secteur?

Madame la mairesse précise qu'il s'agit d'un abandon de procédures d'un règlement qui prévoyait la modification de la densité au sol sur un lot situé à l'angle des rues St-Georges et Brock.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu lundi le 18 mars 1996.

167/2/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 00.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Caporet
Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
142
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

26 février 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 26 février 1996 à 17 h 00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, coordonnateur urbaniste
M. Michel Blanchette, directeur adjoint, Service de planification du territoire

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

168/2/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après avoir retiré de l'ordre du jour l'item no 12.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

169/2/96 - **Protocole d'entente avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc. pour la tenue et la gestion des activités de la Coupe du Monde de Triathlon Cascades ITU 1996.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation et de réalisation de la Coupe du Monde de Triathlon Cascades ITU 1996 et comprend le versement d'une subvention de 100 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

170/2/96 - **Protocole de reconnaissance avec la Société d'Histoire de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec la Société d'Histoire de Drummondville.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 25 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

171/2/96 - **Protocole de reconnaissance avec l'Orchestre Symphonique de Drummondville Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec l'Orchestre Symphonique de Drummondville Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 5 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

172/2/96 - **Tenue de la Marche du Pardon le 5 avril 1996**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que les organisateurs de la Marche du Pardon soient autorisés à tenir une activité religieuse le Vendredi Saint, 5 avril 1996, le tout selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique de la Ville et en conformité avec la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

173/2/96 - **Lettres d'entente avec le Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN), Section des employés de bureau**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le directeur des Ressources humaines soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville des lettres d'entente avec le Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN), Section des employés de bureau, en règlement des litiges en suspens.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

174/2/96 - **Mandat à Le Groupe Conseil Gévesco Inc. - Préparation de plans & devis (Réfection de la 117e Avenue, entre les rues Fabre & Léger)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1° Que la firme Le Groupe Conseil Gévesco Inc. soit et est mandatée afin de préparer les plans et devis et une demande de soumissions publiques pour des travaux de réfection de la 117e Avenue, entre les rues Fabre et Léger, incluant la mise en place d'un égout pluvial;

2° Que la firme Le Groupe Conseil Gévesco Inc. soit et est également mandatée afin de présenter, pour approbation, au ministère de l'Environnement et de la Faune lesdits plans et devis;

3° Que les honoraires professionnels soient et sont de 4 % du prix fourni par le plus bas soumissionnaire conforme pour ces travaux.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

175/2/96 - **Mandat à Le Groupe Conseil Gévesco Inc. - Préparation de plans & devis (Travaux de réfection de rues)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et résolu:

1° Que la firme Le Groupe Conseil Gévesco Inc. soit et est mandatée afin de préparer les plans et devis et une demande de soumissions publiques pour l'exécution des travaux suivants:

RÉFECTION DE RUES

A) Pulvérisation et pavage de la rue Laferté entre la rue Cormier et l'ancienne emprise de la voie ferrée du CP sur une longueur approximative de 180 mètres et réfection du trottoir;

B) Reconstruction de la rue Simard, entre la rue Nadia et le boulevard Patrick, sur une longueur approximative de 110 mètres;

C) Pulvérisation et pavage de la rue des Érables, entre la rue des Châtaigniers et la rivière St-Germain, et remplacement des trottoirs par une bordure sur une longueur approximative de 65 mètres;

D) Pulvérisation et pavage de la rue Mercier, entre le boulevard Mercure et la rue Lafontaine, sur une longueur approximative de 140 mètres;

E) Aménagement d'une piste cyclable sur la rue Marchand, entre la rue Louis-Félix et le boulevard Lemire, élargissement de la rue Marchand et installation d'un feu pour piétons à l'intersection de la rue Marchand et du boulevard Lemire, sur une longueur approximative de 100 mètres;

F) Aménagement de la rue Michaud (pavage, bordures et éclairage);

2° Que les honoraires professionnels soient et sont de 4 % du prix fourni par le plus bas soumissionnaire conforme pour chacun de ces travaux.

Le conseiller Denis Savoie **enregistre sa dissidence** sur la proposition en invoquant le fait que la firme d'ingénieurs-conseils exerce à 50 % à Québec et 50 % à Drummondville. Il préfère encourager les firmes locales.

Le conseiller Jean-Guy Spénard mentionne que le Comité des finances a procédé à l'évaluation des différents mandats et qu'il recommande l'attribution pour chacune des firmes. De plus, le travail sera exécuté par des gens de Drummondville.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
M. Guy Drouin	Mme Estelle Demers
M. Gilles Fontaine	M. Mario Jacques
M. Réal Jean	M. Denis Savoie
M. Jean-Guy Spénard	M. Robert Lafrenière
Mme Dominique Thériault	M. Christian Tourigny
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

176/2/96 - **Mandat à Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Préparation de plans & devis (Aménagement d'un stationnement - rue Marchand)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu:

1° Que la firme Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. soit et est mandatée afin de préparer les plans et devis et une demande de soumissions publiques pour les travaux d'aménagement d'un stationnement dans l'ancienne emprise de la voie ferrée sur la rue Marchand pour une superficie approximative de 2 150 mètres carrés et comptant environ 90 espaces de stationnement;

2° Que les honoraires professionnels soient et sont de 4 % du prix fourni par le plus bas soumissionnaire conforme pour ces travaux.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

177/2/96 - **Subvention de 5 000 $ - Les Jumelages et Échanges Socio-culturels**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 5 000 $ à Les Jumelages et Échanges Socio-culturels de Drummondville Inc. à titre de subvention 1996.

Le conseiller Réal Jean **enregistre sa dissidence** sur cette proposition. Il aurait accepté que la Ville verse une aide financière de 3 000 $.

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

178/2/96 - **Déclaration aux fins du Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des membres de l'Ordre des ingénieurs du Québec**

Considérant que M. Daniel Parenteau, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, est au service de la Ville de Drummondville, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville se porte garante, prenne fait et cause et réponde financièrement des conséquences de toute erreur ou omission de M. Daniel Parenteau dans l'exercice de ses fonctions et ce aux fins du Règlement sur l'assurance-responsabilité professionnelle des membres de l'Ordre des ingénieurs du Québec.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

179/2/96 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux d'égout et de voirie sur la rue Picotin et le Chemin du Golf Ouest**

La conseillère Estelle Demers donne avis de motion d'un règlement décrétant un emprunt n'excédant pas 306 000 $ pour l'exécution de travaux de construction d'un égout pluvial et de travaux de voirie dans le secteur de la rue Picotin et du Chemin du Golf Ouest, entre les numéros civiques 500 et 770.

1. Égout pluvial	189 000 $
2. Travaux de voirie	88 800
	277 800 $
Honoraires professionnels	20 800
Frais de financement	7 400
TOTAL - EMPRUNT:	306 000 $

180/2/96 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Fradet et des Jonquilles**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Fradet et des Jonquilles (développement résidentiel Boisé Messier) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 204 000 $.

1. Bordures	44 160 $
2. Pavage	70 720
3. Éclairage	62 220
	177 100 $
Honoraires professionnels	22 000
Frais de financement	4 900
TOTAL - EMPRUNT:	204 000 $

181/2/96 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux de pavage et de bordures sur la rue Paul-H. Frigon**

La conseillère Estelle Demers donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux de pavage et de bordures sur la rue Paul-H. Frigon et prévoyant un emprunt n'excédant pas 16 000 $.

1. Bordures	5 040 $
2. Pavage	8 840
	13 880 $
Honoraires professionnels	1 730
Frais de financement	390
TOTAL - EMPRUNT:	16 000 $

182/2/96 - **Adoption du règlement no 2514 - REFONTE (PLAN D'URBANISME)**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2514 a été donné (réf: 27/1/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2514 constituant un nouveau règlement de **plan d'urbanisme** établissant la politique de développement du territoire municipal et visant à assurer une répartition judicieuse des fonctions urbaines et rurales, la mise en valeur des ressources naturelles, culturelles et historiques, la mise en place des équipements et infrastructures, l'identification des zones à risque pour l'établissement humain, de même que l'amélioration de la qualité du milieu de vie des habitants et la résolution des problèmes reliés au développement urbain.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

A 17 h 17, le conseiller Christian Tourigny quitte son siège.

183/2/96 - **Adoption du règlement no 2520 - REFONTE (ZONAGE)**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2520 a été donné (réf: 29/1/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2520 constituant un nouveau règlement de **zonage** régissant l'aménagement du territoire municipal et visant un développement rationnel et harmonieux.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

184/2/96 - **Adoption du règlement no 2521 - REFONTE (LOTISSEMENT)**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2521 a été donné (réf: 31/1/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2521 constituant un nouveau règlement de **lotissement** s'appliquant sur le territoire municipal et visant une subdivision harmonieuse et rationnelle de l'espace le composant et ce, en fonction de l'utilisation qui y est prévue.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

185/2/96 - **Adoption du règlement no 2522 - REFONTE (CONSTRUCTION)**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2522 a été donné (réf: 33/1/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2522 constituant un nouveau règlement de **construction** s'appliquant sur le territoire municipal et visant à ce que les constructions qui y sont érigées répondent à des normes minimales en matière de sécurité.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

A 17 h 20, le conseiller Christian Tourigny reprend son siège.

186/2/96 - **Adoption du règlement no 2523 - REFONTE (ÉMISSION DES PERMIS DE CONSTRUCTION ET DE LOTISSEMENT)**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2523 a été donné (réf: 35/1/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2523 constituant un nouveau règlement relatif à l'**émission des permis de construction et de lotissement**, de même qu'à l'égard des différents **certificats d'autorisation** et déterminant les divers travaux pour lesquels il est nécessaire d'obtenir un permis et/ou un certificat ainsi que les conditions qui s'y rattachent.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

187/2/96 - **Adoption du règlement no 2524 - REFONTE (CONDITIONS PARTICULIERES/ ÉMISSION D'UN PERMIS DE CONSTRUCTION)**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2524 a été donné (réf: 37/1/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2524 constituant un nouveau règlement comprenant des **conditions particulières** en vue de l'**émission d'un permis de construction** et prévoyant les critères à rencontrer pour l'émission d'un tel permis.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

188/2/96 - **Adoption du règlement no 2525 - REFONTE (PLANS D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (P.A.E.)**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2525 a été donné (réf: 39/1/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2525 constituant un nouveau règlement relatif aux **plans d'aménagement d'ensemble** s'appliquant uniquement à certaines zones dont le développement devra faire l'objet d'une planification d'ensemble; toute demande de modification à la réglementation d'urbanisme devant être soumise à une approbation du projet dans une perspective globale.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

189/2/96 - **Adoption du règlement no 2526 - REFONTE (PLANS D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (P.I.A.)**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2526 a été donné (réf: 41/1/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2526 constituant un nouveau règlement relatif aux **plans d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.)** dans le but de soumettre à une approbation supplémentaire les travaux relatifs à l'implantation et à l'architecture des constructions, de même qu'à l'aménagement des terrains et aux travaux qui y sont reliés et ce, avant l'émission d'un permis de construction ou d'un certificat d'autorisation pour certaines zones faisant l'objet d'une attention particulière en regard du milieu environnant.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

190/2/96 - **Adoption du règlement no 2527 - Modification au règlement no 1847 et amendements (Service de transport en commun)**

Lecture est donnée du règlement no 2527 modifiant le règlement no 1847 et ses amendements relatifs au Service de transport en commun de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

Mme Estelle Demers, conseillère, et M. Mario Jacques, conseiller, **enregistrent leur dissidence.**

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

INITIALES DE LA MAIRESSE
149
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

191/2/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 17 h 23.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Lapierre
Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
150
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

11 mars 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 11 mars 1996 à 17 h 00, **sous la présidence du maire suppléant, M. Jean-Guy Spénard**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Denis Savoie
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Le maire suppléant déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

192/3/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après avoir retiré de l'ordre du jour l'item no 10.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

193/3/96 - **Acceptation des prévisions budgétaires 1996 de Transport Diligence Inc. & signature d'un protocole d'entente**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les prévisions budgétaires de Transport Diligence Inc. pour l'année 1996.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Transport Diligence Inc. pour l'opération d'un service de transport adapté aux personnes handicapées pour l'année 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

194/3/96 - **Adjudication d'une émission d'obligations de 4 715 000 $**

Considérant que la corporation de la Ville de Drummondville dans le comté de Drummond, a demandé par l'entremise du système électronique d'informations financières, des soumissions pour la vente d'une émission d'obligations au montant de 4 715 000 $;

Considérant qu'à la suite de cette demande, la Ville de Drummondville a reçu une soumission ci-dessous détaillée:

Nom du soumissionnaire	Prix offert	Montant	Taux	Échéance	Loyer
LÉVESQUE BEAUBIEN	97,723	440 000 $	5,25 %	1997	7,5816
GEOFFRION INC.		470 000 $	6,00 %	1998	
TASSÉ & ASSOCIÉS LTÉE		503 000 $	6,50 %	1999	
RBC DOMINION VALEURS		538 000 $	6,75 %	2000	
MOBILIERES INC.		2 764 000 $	7,10 %	2001	
MIDLAND WALWYN CAPITAL INC.					
VALEURS MOBILIERES DESJARDINS INC.					
SCOTIA MCLEOD INC.					
RICHARDSON GREENSHIELDS DU CANADA LTÉE					
WHALEN BÉLIVEAU & ASSOCIÉS LTÉE					

Considérant que l'offre ci-haut provenant de Lévesque Beaubien Geoffrion Inc., Tassé & Associés Ltée, RBC Dominion Valeurs Mobilières Inc., Midland Walwyn Capital Inc., Valeurs Mobilières Desjardins Inc., Scotia McLeod Inc., Richardson Greenshields du Canada Ltée et Whalen Béliveau & Associés Ltée s'est avérée être la plus avantageuse;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'émission d'obligations au montant de 4 715 000 $, de la corporation de la Ville de Drummondville soit adjugée à Lévesque Beaubien Geoffrion Inc., Tassé & Associés Ltée, RBC Dominion Valeurs Mobilières Inc., Midland Walwyn Capital Inc., Valeurs Mobilières Desjardins Inc., Scotia McLeod Inc., Richardson Greenshields du Canada Ltée et Whalen Béliveau & Associés Ltée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

195/3/96 - **Modification des règ. d'emprunt - Émission de 4 715 000 $**

Attendu que la Ville de Drummondville émet des obligations pour un montant de 4 715 000 $, en vertu des règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux:

Règlement d'emprunt	Pour un montant de
1295	204 200 $
1297	111 600
1323	90 600
1330	143 700
1624	50 000
1651	734 700
1714	602 000
1897	234 500
1942	270 900
1973	125 500
1974	112 900
1997	185 100
2021	169 100
2038	270 900
2039	661 000
2056	451 100
2074	88 500
2270	43 500
2336	29 000
2429	83 200
2483	53 000

Attendu que, pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises;

Il est par conséquent,
proposé par la conseillère Céline Trottier,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et résolu:

QUE chacun des règlements d'emprunt indiqués ci-dessus soit et est amendé, s'il y a lieu, afin que chacun d'eux soit conforme à ce qui est stipulé ci-bas, et ce en ce qui a trait au montant d'obligations spécifié ci-haut en regard de chacun desdits règlements compris dans l'émission de 4 715 000 $:

1. Les obligations seront datées du 9 avril 1996;

2. Les obligations seront payables au porteur ou au détenteur enregistré, selon le cas, à la Caisse populaire Desjardins de Drummondville ou à la Caisse centrale Desjardins du Québec à Montréal;

3. Un intérêt à un taux n'excédant pas 7,75 % l'an sera payé semi-annuellement le 9 octobre et le 9 avril de chaque année sur présentation et remise à échéance des coupons attachés à chaque obligation; ces coupons seront payables au porteur seulement, aux mêmes endroits que le capital;

4. "Les obligations ne seront pas rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., Chapitre D-7, article 17)";

5. Les obligations seront émises en coupures de 1 000 $ ou de multiples de 1 000 $;

6. Les obligations seront signées par la mairesse et le trésorier. Un fac-similé de leur signature respective sera imprimé, gravé ou lithographié sur les coupons d'intérêt. Cependant, un fac-similé de la signature de la mairesse pourra être imprimé, gravé ou lithographié sur les obligations.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

196/3/96 - **Modification des règlements d'emprunt - Terme plus court**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que, pour l'emprunt au montant total de 4 715 000 $, effectué en vertu des règlements numéros 1295, 1297, 1323, 1330, 1624, 1651, 1714, 1897, 1942, 1973, 1974, 1997, 2021, 2038, 2039, 2056, 2074, 2270, 2336, 2429 et 2483, la Ville de Drummondville émette des obligations pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt, c'est-à-dire pour un terme de 5 ans (à compter du 9 avril 1996); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 6 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements numéros 1651, 1942, 1974, 1997, 2021, 2038, 2039, 2056, 2074, 2270 et 2483, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie de la balance due sur l'emprunt.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

197/3/96 - **Renouvellement pour un terme additionnel de 2 mois et 27 jours**

Considérant que la Ville de Drummondville, avait le 13 janvier 1996, un montant de 1 386 700 $ à renouveler sur un emprunt original de 2 220 000 $ pour des périodes de 5 et 10 ans, en vertu des règlements numéros 1624, 1651 et 1714;

Considérant que ledit renouvellement n'a pas été effectué à la date prévue;

INITIALES DE LA MAIRESSE
153
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 9 avril 1996;

Considérant que la municipalité désire se prévaloir des dispositions de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q. - Chapitre D-7, article 02), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville émette les 1 386 700 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 2 mois et 27 jours au terme original des règlements ci-haut mentionnés.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

198/3/96 - **Renouvellement pour un terme additionnel de 1 mois et 21 jours**

Considérant que la Ville de Drummondville, avait le 19 février 1996, un montant de 3 119 600 $ à renouveler sur un emprunt original de 3 897 400 $ pour des périodes de 5 et 15 ans, en vertu des règlements numéros 1295, 1297, 1323, 1330, 1897, 1942, 1973, 1974, 1997, 2021, 2038, 2039, 2056 et 2074;

Considérant que ledit renouvellement n'a pas été effectué à la date prévue;

Considérant que l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 9 avril 1996;

Considérant que la municipalité désire se prévaloir des dispositions de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q. - Chapitre D-7, article 02), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville émette les 3 119 600 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 1 mois et 21 jours au terme original des règlements ci-haut mentionnés.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

199/3/96 - **Affectation d'une somme de 198 000 $ - Refinancement d'une émission d'obligations prévu au mois de janvier 1996**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville affecte à même les recettes reportées de ventes de terrains industriels de l'ex-Ville de Drummondville une somme de 198 000 $ au remboursement partiel du refinancement d'une émission d'obligations prévu au mois de janvier 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

200/3/96 - **Appropriation d'une somme de 605 119 $ - Refinancement d'une émission d'obligations prévu au mois de janvier 1996**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville approprie à même les surplus de l'ex-Ville de Drummondville une somme de 605 119 $ au remboursement partiel du refinancement d'une émission d'obligations prévu au mois de janvier 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

201/3/96 - **Démolition d'un bâtiment au 211 Dorion (lot 275) - P.I.A.**

Considérant qu'une demande de démolition pour un bâtiment situé au 211 de la rue Dorion a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé a été lourdement endommagé par un incendie;

Considérant que le bâtiment a été détruit à plus de cinquante pour cent (50 %) de sa valeur portée au rôle d'évaluation;

Considérant que tout projet de reconstruction ou de réfection devra se faire conformément aux normes applicables en vertu des règlements d'urbanisme;

Considérant que la propriété visée est située à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumise aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale quant à sa démolition, de même qu'à tous travaux de reconstruction ou réfection;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la démolition du bâtiment situé au 211 rue Dorion.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

202/3/96 - **Mandat à M. Martin Paradis, a.-g. - Travaux prévus aux règlements nos 2529 et 2533**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Martin Paradis, arpenteur-géomètre, aux fins d'implanter les emprises de rues dans le cadre de travaux à réaliser dans les règlements nos 2529 (travaux publics 1996) et 2533 (réfection de la 117e Avenue).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

203/3/96 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Travaux prévus aux règlements nos 2529 et 2533**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de construction et de réfection prévus aux règlements nos 2529 (travaux publics 1996) et 2533 (réfection de la 117e Avenue).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

204/3/96 - **Autorisation au Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Présentation de plans & devis au ministère de l'Environnement et de la Faune**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. à présenter, pour approbation, au ministère de l'Environnement et de la Faune les plans et devis pour la réalisation des travaux d'aménagement du stationnement dans l'ancienne emprise de la voie ferrée sur la rue Marchand.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
165
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

205/3/96 - **Autorisation au Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. - Présentation de plans & devis au ministère de l'Environnement et de la Faune**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. à présenter, pour approbation, au ministère de l'Environnement et de la Faune les plans et devis pour la réalisation des travaux du secteur Loring (lot numéro trois (3) - projet centre-ville), lesquels plans et devis portent le numéro de projet 0594016-3.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

206/3/96 - **Reconnaissance de la Corporation de l'Aéroport Régional de Drummondville comme l'intervenant privilégié**

Considérant les objectifs de la Corporation, à savoir:

- mettre en commun l'expertise et l'expérience des membres;
- améliorer les relations visiteurs/clients;
- exercer une surveillance sur l'ensemble du site et sur les différents concessionnaires et gestionnaires;
- soumettre des suggestions pour améliorer les services d'exploitation;
- maintenir des programmes de promotion par le biais de la Société de Développement Économique de Drummondville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville reconnaisse la Corporation de l'Aéroport Régional de Drummondville comme l'intervenant privilégié et mandataire des relations de gestion et de coordination des activités, des équipements et des bâtisses de l'aéroport.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

207/3/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 17 h 20.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Lajoie
Greffière.

Jeannine Lemire Jutras
Maire suppléant.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

18 mars 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 18 mars 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

208/3/96 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Proclamation - "Journée Internationale de la Francophonie"

Madame la mairesse proclame la journée du 20 mars 1996 "Journée Internationale de la Francophonie".

209/3/96 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 19 février 1996

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 19 février 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

210/3/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 26 février 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 26 février 1996 à 17 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

211/3/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 11 mars 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 11 mars 1996 à 17 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Ministère des Transports (Approbation des prévisions budgétaires provisoires de Transport Diligence Inc. et premier versement d'une subvention dans le cadre du programme d'aide au transport adapté aux personnes handicapées)
. Ministère des Finances (Accusé réception d'une résolution adoptée par le Conseil - répercussions d'une harmonisation des taxes de vente sur les municipalités)
. Ministère des Affaires municipales (Mise en oeuvre d'un nouveau programme d'encouragement à la rénovation résidentielle appelé Programme de revitalisation des vieux quartiers).

La greffière fait également mention de lettres de remerciements et de demandes d'aide financière provenant de différents organismes.

212/3/96 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 19 février au 18 mars 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 3 004 201,07 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

213/3/96 - **Autorisation à la Sidac Alain Limoges de Drummondville - Décoration des rues du centre-ville (période de Pâques)**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Sidac Alain Limoges de Drummondville à décorer les rues du centre-ville afin de souligner la fête pascale, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

214/3/96 - **Campagne de financement - Fondation Ste-Croix Inc.**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation Ste-Croix Inc. à tenir sa campagne annuelle de financement du 15 mars au 24 avril 1996 et ce en effectuant du porte à porte dans le cadre de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

215/3/96 - **Autorisation au Club Radioamateur Centre du Québec Inc. - Tenue d'un bazar (14 & 15 juin 1996)**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club Radioamateur Centre du Québec Inc. à tenir un bazar pour les adeptes de radioamateur les 14 et 15 juin 1996 sur le site du Centre Équestre, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

216/3/96 - **Protocole d'entente avec le Tournoi Invitation des Vétérans de Drummondville-Sud Inc. - Édition 1996**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Tournoi Invitation des Vétérans de Drummondville-Sud Inc. pour l'utilisation de la glace à l'Olympia Yvan Cournoyer.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 30 mars au 14 avril 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

217/3/96 - **Protocoles d'entente et contrat de location avec Drummond Sports Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville des protocoles d'entente et un contrat de location avec Drummond Sports Inc. pour:

- l'animation des terrains de tennis (subvention de 14 000 $);
- la location d'un bar à l'Olympia Yvan Cournoyer;
- l'entretien des terrains de soccer (subvention de 2 000 $);
- l'utilisation du parc et du chalet Poirier et l'accès à la rivière St-François.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

218/3/96 - **Protocole d'entente avec le Festival Mondial de Folklore Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Festival Mondial de Folklore Drummond Inc. pour la tenue de sa 15e édition.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation du Festival, édition 1996, et comprend le versement d'une subvention de 110 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

219/3/96 - **Protocole d'entente avec divers organismes pour l'année 1996**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec les organismes suivants:

- Conseil Canadien des Aveugles du Québec, région Drummond Inc.
- Groupe d'Entraide l'Entracte
- Parrainage Civique Drummond Inc.
- Association de Paralysie cérébrale du Québec Inc., Chapitre Mauricie
- Association des parents d'enfants handicapés du Centre du Québec Inc.
- Association des personnes handicapées de Drummondville Inc.
- Mouvement des personnes d'abord de Drummondville

et à verser les subventions prévues à chacun des protocoles.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

220/3/96 - **Lettre d'entente avec le Syndicat des Employé(e)s municipaux de Drummondville (CSN)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse, le directeur général et le directeur des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente avec le Syndicat des Employé(e)s municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023) relative à la façon de calculer l'ancienneté d'un employé temporaire lorsqu'il y a lieu de comparer cette ancienneté avec celle d'un employé permanent.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

221/3/96 - **Quittance en faveur de Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Règlement du dossier no 405-05-000025-924**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit et est par la présente autorisée à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une quittance en faveur de Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. et ce en règlement du dossier numéro 405-05-000025-924.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

222/3/96 - **Déclaration de la Ville en sa qualité de propriétaire contiguë du lot 139-5 Ptie du cadastre du Canton de Grantham**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une déclaration en sa qualité de propriétaire contiguë du lot 139-5 Ptie du cadastre du Canton de Grantham; le tout tel que décrit au certificat de localisation préparé par M. Richard Rajotte, arpenteur-géomètre, le 1er février 1996 (numéro de minute: 217 - numéro de dossier 96003).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

223/3/96 - **Mandat à M. Roger Morais, a.-g. - Réalisation de la carte topographique numérique de base (géomatique)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Roger Morais, arpenteur-géomètre, pour la réalisation de la carte topographique numérique de base (1:1000).

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

224/3/96 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 2140 St-Damase**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 2140 rue St-Damase;

Considérant que cette dérogation mineure concerne la distance minimale entre le patio et la ligne latérale du terrain;

Considérant que le patio est situé dans la cour arrière près de la ligne latérale droite du terrain;

Considérant que le patio, attenant à la résidence, est situé à une distance de zéro virgule quatre-vingt-onze mètre (0,91 m) de la ligne latérale droite du terrain;

Considérant que le patio a été érigé au début des années '90 alors que la marge minimale à respecter entre une telle construction et une ligne latérale de terrain était de deux mètres (2 m) et que cette norme est en application actuellement;

Considérant que ledit patio a été érigé dans le prolongement du mur latéral de la résidence, lui aussi situé à une distance de zéro virgule quatre-vingt-onze mètre (0,91 m) de ladite ligne de terrain;

Considérant que la résidence a été construite conformément aux normes applicables lors de sa construction soit en 1980;

Considérant que les travaux relatifs au patio ont été réalisés sans permis mais que ceux-ci semblent avoir été effectués de bonne foi;

Considérant que le patio a été érigé sur des piliers de ciment qu'il serait nécessaire de déplacer si le patio devait être rendu conforme à la norme présentement en vigueur soit deux mètres (2 m);

Considérant que dans le cadre de la refonte réglementaire, la distance minimale visée sera réduite à un virgule cinq mètre (1,5 m) et ce, parallèlement avec la réduction de la norme applicable en matière de droit de vue en vigueur depuis l'entrée en force du nouveau Code civil;

Considérant que la construction visée n'a pas, jusqu'à ce jour, fait l'objet de plaintes de la part du voisin concerné, par le rapprochement du patio;

Considérant que ladite construction ne semble pas porter de préjudice sérieux à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu d'accorder une dérogation mineure quant à la distance minimale entre le patio et la ligne latérale droite du terrain, fixant ladite distance à zéro virgule quatre-vingt-onze mètre (0,91 m) plutôt que deux mètres (2 m) et ce, pour la propriété du 2140 rue St-Damase.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

225/3/96 - **Subvention de 15 000 $ - Refuge La Piaule du Centre du Québec**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 15 000 $ à Refuge La Piaule du Centre du Québec Inc. à titre de subvention 1996.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Refuge La Piaule du Centre du Québec Inc.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

226/3/96 - **Subvention de 3 000 $ - Club social des employés municipaux**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 3 000 $ au Club social des employés municipaux de Drummondville à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

227/3/96 - **Subvention de 2 500 $ - Association des Clubs d'Entrepreneurs Étudiants du Québec**

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 500 $ à l'Association des Clubs d'Entrepreneurs Étudiants du Québec à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

228/3/96 - **Subvention de 10 000 $ - Ensemble folklorique Mackinaw**

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 10 000 $ à l'Ensemble folklorique Mackinaw à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

229/3/96 - **Appropriation d'une somme de 102 581 $ - Refinancement d'une émission d'obligations prévu au mois de janvier 1996**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 102 581 $ provenant de soldes disponibles de règlements d'emprunt de l'ex-Ville de Drummondville au remboursement partiel du refinancement d'une émission d'obligations prévu au mois de janvier 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

230/3/96 - **Demande au M.A.M. de reporter au 9 septembre 1996 les travaux - Projet "Aménagement de la rue Michaud sur 1,1 km"**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Affaires municipales, direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, de reporter au 9 septembre 1996 le début des travaux pour le projet AM201717 relatif à l'aménagement de la rue Michaud sur 1,1 km. De plus, les autorités municipales demandent d'affecter, s'il y a lieu, les soldes disponibles à l'enveloppe du volet 1 de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

231/3/96 - **Demande au M.A.M. de reporter au 16 septembre 1996 les travaux - Projet "Réfection de la chaussée du boul. St-Joseph "**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville demande

au ministère des Affaires municipales, direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, de reporter au 16 septembre 1996 le début des travaux pour le projet AM201715 relatif à la réfection de la chaussée du boulevard St-Joseph et à l'amélioration du drainage. De plus, les autorités municipales demandent d'affecter, s'il y a lieu, les soldes disponibles à l'enveloppe du volet 1 de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

232/3/96 - **Demande au M.A.M. d'affecter les soldes disponibles de l'enveloppe du volet 1 aux travaux prévus au centre-ville, étape 3**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Affaires municipales, direction générale de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, d'affecter les soldes disponibles de l'enveloppe du volet 1 au paiement des travaux prévus au centre-ville, étape 3.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

233/3/96 - Vente d'un terrain industriel à M. Jacques Boutin

Amendée par rés. 552/6/96

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville vende à M. Jacques Boutin une partie du lot 281 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 2 044,1 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteure-géomètre Martine Lauzon en date du 6 mars 1996 (numéro de dossier: M519 - numéro de minute: 34), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit six mille cent trente-deux dollars et trente cents (6 132,30 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Me Roger Duguay et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

234/3/96 - Dépôt du procès-verbal (21/2/96) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 21 février 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

235/3/96 - **Acceptation d'un projet de modification à la verrière existante à l'arrière du bâtiment situé au 248 Heriot - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à remplacer la fenestration de la verrière existante à l'arrière du bâtiment situé au 248 Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le projet consiste à:

. remplacer la fenestration de la verrière par une fenestration de même type respectant les mêmes proportions;
. fermer une porte donnant accès à la verrière à partir de l'extérieur;



Considérant que le choix de fenestration (à battant avec imposte fixe en partie supérieure) respecte la typologie architecturale du bâtiment;

Considérant que les modifications intérieures de ladite verrière (ajout de cloisons) seront réalisées de façon à ne pas avoir d'incidence sur la répartition de la fenestration;

Considérant que la porte qui sera enlevée (portion extrême droite de la façade arrière) sera comblée par de la brique semblable à celle existante sur le bâtiment et par le prolongement du bandeau de béton déjà existant sur cette façade;

Considérant que les encadrements d'ouverture de la fenestration modifiée seront de couleur blanche plutôt que verte; les encadrements des autres ouvertures du bâtiment étant déjà de couleur blanche;

Considérant que, globalement, l'intervention respecte le caractère architectural du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les travaux de modification proposés à la verrière située à l'arrière du bâtiment et à la porte y donnant accès pour la propriété du 248 rue Heriot dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

236/3/96 - **Acceptation de l'affichage sur bâtiment (287/289 Lindsay) - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à installer un nouvel affichage qui sera apposé sur la marquise du bâtiment situé aux 287 et 289 Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale quant à l'installation d'un nouvel affichage;

Considérant que l'affichage est composé de lettres détachées lumineuses de couleur rouge et de design sobre;

Considérant que la localisation de l'affichage proposé s'intègre harmonieusement à l'architecture du bâtiment;

Considérant que le type d'affichage proposé ne rend pas celui-ci prédominant dans le paysage urbain;

Considérant que le type d'affichage choisi s'inscrit en continuité de style avec l'architecture du bâtiment qui présente des notions d'architecture traditionnelle mais dans une présentation contemporaine;

Considérant que l'affichage proposé pour les deux (2) bâtiments voisins situés de part et d'autre du bâtiment visé est de même dimension, de même type, de même couleur et localisé au même endroit soit sur la marquise;

Considérant que l'harmonisation de l'affichage avec les deux (2) bâtiments voisins permet de renforcer l'unité architecturale des trois (3) bâtiments;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville accepte l'affichage sur bâtiment composé de lettres détachées, tel que présenté pour le bâtiment situé aux 287 et 289 rue Lindsay et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

237/3/96 - **Acceptation de l'affichage sur bâtiment (291 Lindsay) - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à installer un nouvel affichage qui sera apposé sur la marquise du bâtiment situé au 291 Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale quant à l'installation d'un nouvel affichage;

Considérant que l'affichage est composé de lettres détachées lumineuses de couleur rouge et de design sobre;

Considérant que la localisation de l'affichage proposé s'intègre harmonieusement à l'architecture du bâtiment;

Considérant que le type d'affichage proposé ne rend pas celui-ci prédominant dans le paysage urbain;

Considérant que le type d'affichage choisi s'inscrit en continuité de style avec l'architecture du bâtiment qui présente des notions d'architecture traditionnelle mais dans une présentation contemporaine;

Considérant que l'affichage proposé pour les deux (2) bâtiments contigus au bâtiment visé est de même dimension, de même type, de même couleur et localisé au même endroit soit sur la marquise;

Considérant que l'harmonisation de l'affichage avec les deux (2) bâtiments voisins permet de renforcer l'unité architecturale des trois (3) bâtiments;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accepte l'affichage sur bâtiment composé de lettres détachées, tel que présenté pour le bâtiment du 291 Lindsay et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

238/3/96 - **Acceptation de l'affichage sur bâtiment (285 Lindsay) - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à installer un nouvel affichage qui sera apposé sur la marquise du bâtiment situé au 285 Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale quant à l'installation d'un nouvel affichage;

Considérant que l'affichage est composé de lettres détachées lumineuses de couleur rouge et de design sobre;

Considérant que la localisation de l'affichage proposé s'intègre harmonieusement à l'architecture du bâtiment;

Considérant que le type d'affichage proposé ne rend pas celui-ci prédominant dans le paysage urbain;

Considérant que le type d'affichage choisi s'inscrit en continuité de style avec l'architecture du bâtiment qui présente des notions d'architecture traditionnelle mais dans une présentation contemporaine;

Considérant que l'affichage proposé pour les deux (2) bâtiments contigus au bâtiment visé est de même dimension, de même type, de même couleur et localisé au même endroit soit sur la marquise;

Considérant que l'harmonisation de l'affichage avec les deux (2) bâtiments voisins permet de renforcer l'unité architecturale des trois (3) bâtiments;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville accepte l'affichage sur bâtiment composé de lettres détachées, tel que présenté pour le bâtiment du 285 rue Lindsay et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

239/3/96 - **Acceptation de l'installation de 2 enseignes perpendiculaires au bâtiment situé au 110 Loring - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à installer deux (2) enseignes perpendiculaires au bâtiment situé au 110 Loring et attenantes à ce dernier, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale quant à l'installation d'un nouvel affichage;

Considérant que l'affichage proposé est de type perpendiculaire en bois ouvré, retenu par un support de fer forgé incorporant un éclairage par réflexion;

Considérant que l'enseigne sera peinte de couleur verte (soit le vert forêt et le vert émeraude) avec des inscriptions de couleurs blanche et or;

Considérant le type d'affichage proposé (perpendiculaire), la forme de l'enseigne et sa couleur qui s'inscrivent en continuité avec le style architectural du bâtiment;

Considérant la localisation judicieuse des enseignes proposées évitant de dissimuler des éléments d'ornementation et s'intégrant harmonieusement à l'espacement des ouvertures;

Considérant que les deux (2) enseignes (donnant sur des rues différentes) sont de même type, de même couleur et de même dimension;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville accepte l'installation de deux (2) enseignes perpendiculaires au bâtiment, tel que proposé pour l'établissement du 110 rue Loring dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

240/3/96 - **Acceptation de l'installation d'une enseigne sur auvent pour le bâtiment situé au 126 Cockburn - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'un nouvel affichage sur auvent au-dessus d'une porte d'accès au bâtiment situé au 126 Cockburn, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale quant à l'installation d'un nouvel affichage;

Considérant que l'auvent proposé est en toile et non lumineux;

Considérant que l'auvent est localisé au-dessus de la porte d'accès menant à l'établissement situé à l'étage;

Considérant que le bâtiment est de présentation sobre sans caractéristiques architecturales particulières dominantes;

Considérant que l'auvent s'inscrit dans le prolongement vertical de la fenêtre située immédiatement au-dessus;

Considérant que l'affichage (trois (3) couleurs sur fond noir) est relativement limité en regard de la superficie totale de l'auvent;

Considérant qu'il n'apparait pas approprié de tenter d'intégrer ce nouvel affichage à l'affichage existant sur le bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accepte l'installation d'une enseigne sur auvent, tel que déposé pour l'établissement du 126 rue Cockburn situé à l'étage du bâtiment visé et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

241/3/96 - **Dépôt du procès-verbal (6/3/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 6 mars 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

242/3/96 - **Acceptation de la modification à certaines ouvertures du bâtiment situé au 5050 St-Roch - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à remplacer et à modifier certaines des ouvertures du bâtiment en vue d'une nouvelle utilisation, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé sur la rue St-Roch soit dans l'aire de contrôle des abords de l'autoroute 20 (vitrine industrielle de prestige) et par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la majorité des interventions proposées sont situées dans la portion du bâtiment la plus éloignée du boulevard St-Joseph Ouest;

Considérant que l'intervention consiste à remplacer une partie des fenêtres de cette portion du bâtiment et à modifier certains des accès audit bâtiment afin d'y aménager des bureaux;

Considérant que les façades avant, latérale et arrière sont visées par les travaux de modification;

Considérant que des portes d'accès de dimension importante dont une (1) ouvrant sur un axe vertical (type porte de garage) et une (1) autre de type coulissant situées en façade avant seront remplacées par deux (2) nouvelles portes de type porte de garage;

Considérant que les interventions proposées sont relativement limitées en regard de la totalité du bâtiment;

Considérant que lesdites interventions ne modifient pas de façon importante l'apparence extérieure du bâtiment ni son architecture globale;

Considérant qu'une partie du bâtiment (portion visée par les principales modifications) sera aménagée en bureaux de vente de véhicules lourds;

Considérant que cette activité implique l'utilisation de superficies importantes de terrain à des fins d'étalage extérieur;

INITIALES DE LA MAIRESSE
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que cet étalage extérieur sera visible de l'autoroute 20;

Considérant que la propriété visée est localisée à l'entrée de la portion de la vitrine industrielle de prestige comprise entre les boulevards St-Joseph Ouest et Lemire Ouest et, par conséquent, grandement visible pour tous les travailleurs et clients de cette portion de la vitrine industrielle;

Considérant que le terrain visé est immédiatement adjacent à une zone résidentielle et que des résidences (maisons mobiles) sont implantées très près de la limite du terrain voué à des fins d'étalage extérieur;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville:

1° accepte les travaux de modification aux ouvertures du bâtiment, tel que proposé pour le bâtiment sis au 5050 rue St-Roch dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

2° exige la présentation d'un plan d'aménagement de terrain prévoyant notamment:
- . le réaménagement des accès au terrain;
- . le réaménagement de la portion de terrain située entre le bâtiment et la rue;
- . l'installation d'une clôture le long de la ligne de terrain longeant la zone résidentielle et la réalisation d'une plantation de végétaux le long de ladite ligne de terrain.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

243/3/96 - **Dépôt du compte rendu (21/2/96) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 21 février 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

244/3/96 - **Installation d'enseignes indiquant la zone de stationnement permise sur la rue Robins face au numéro civique 132**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer des enseignes indiquant la zone de stationnement permise sur la rue Robins face au numéro civique 132.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

245/3/96 - **Enlèvement des enseignes limitant le stationnement à 60 minutes le vendredi sur la rue St-Albert (côté Est), entre St-Jean/St-Damase**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à enlever les enseignes limitant le stationnement à 60 minutes le vendredi sur la rue St-Albert, côté Est, entre la rue St-Jean et la rue St-Damase.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

246/3/96 - **Dépôt du compte rendu (12/3/96) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 12 mars 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
13
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2529, 2530, 2531, 2532 et 2533

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no 2529 prévoyant un emprunt de 1 000 000 $ pour l'exécution en 1996 de travaux de construction et de réfection de trottoirs et de bordures, de réfection de rues, d'aménagement de pistes cyclables et de sentiers protégés, d'aménagement d'un stationnement et de réfection de chemins d'accès à l'aéroport, incluant l'acquisition et l'installation de certains équipements;
- règlement no 2530 prévoyant un emprunt de 126 000 $ pour l'achat en 1996 de machinerie et d'équipements pour le Service des travaux publics;
- règlement no 2531 prévoyant un emprunt de 100 000 $ pour l'exécution en 1996 de travaux d'égouts et d'aqueduc dans la Ville de Drummondville;
- règlement no 2532 décrétant l'exécution de travaux de construction d'une remise tempérée aux ateliers municipaux (Bloc "C") et prévoyant un emprunt de 250 000 $ à cette fin;
- règlement no 2533 décrétant l'exécution de travaux de réfection de la 117e Avenue, entre les rues Fabre et Léger, et prévoyant un emprunt de 132 000 $ à cette fin.

247/3/96 - **Nomination d'un maire suppléant**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que M. Robert Lafrenière, conseiller, soit nommé maire suppléant pour la période du 18 mars au 15 juillet 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse félicite M. Robert Lafrenière pour sa nomination et remercie M. Jean-Guy Spénard pour sa disponibilité.

248/3/96 - **Modification de la cédule "A" du règlement no 2532**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la cédule "A" du règlement no 2532 soit modifiée et remplacée par la nouvelle cédule "A" qui décrit de façon plus détaillée les travaux à exécuter.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

249/3/96 - **Nomination de M. Gaston Houle au c.a. de la Sidac Alain Limoges de Drummondville**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville nomme M. Gaston Houle à titre de représentant de la Ville au sein du conseil d'administration de la Sidac Alain Limoges de Drummondville, et ce en remplacement de M. Charles Châteauneuf.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

250/3/96 - **Mandat à Baril, Duclos, Fournier, architectes - Évaluation des alternatives de transformation du garage municipal actuel**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme d'architectes Baril, Duclos, Fournier aux fins d'évaluer des alternatives de transformation du garage municipal actuel en poste de police ou de reconstruction d'un tel poste.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

251/3/96 - **Tenue d'une activité de cabane à sucre - Centre Communautaire St-Pierre**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Communautaire St-Pierre à tenir une activité de cabane à sucre le 31 mars 1996, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

La conseillère Céline Trottier quitte son siège en précisant qu'elle est membre et actionnaire du Club de Golf & Curling de Drummondville.

252/3/96 - **Levée de servitude de non-accès affectant les lots 128-11, -12, -13 et -14**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une levée de servitude de non-accès affectant les lots 128-11, -12, -13 et -14 du cadastre du Canton de Grantham, et ce en faveur du Club de Golf & Curling de Drummondville Inc.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

La conseillère Céline Trottier reprend son siège.

253/3/96 - **Sollicitation de permis d'alcool - Société d'Agriculture du District de Drummond**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société d'Agriculture du District de Drummond à solliciter des permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la tenue du bingo et des activités de casino, ainsi que pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées, le tout dans le cadre de son exposition, édition 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

254/3/96 - **Appui de la Ville - Dossier d'Implantation Métallurgie Magnola Inc.**

Considérant que Métallurgie Magnola Inc. a manifesté son intérêt d'établir un complexe industriel relié à la production de magnésium dans la grande région d'Asbestos;

Considérant l'importance que revêt la réalisation de ce projet pour toute la région de la M.R.C. d'Asbestos et de son impact positif sur toute l'économie de la grande région de l'Estrie et de la Mauricie/Bois-Francs et du Québec;

Considérant que des retombées économiques fort intéressantes pour toutes les régions sont réalisables;

Considérant que les différents intervenants consultés sont en accord avec le projet d'implantation;

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville donne son appui et son support à la Ville d'Asbestos dans le dossier Magnola.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de février 1996 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1995.

255/3/96 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Michaud**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Michaud et prévoyant un emprunt n'excédant pas 372 000 $.

1. Bordures	77 400 $
2. Pavage	169 000
3. Éclairage	80 000
4. Aménagement	6 410
	332 810 $
Honoraires professionnels	31 870
Frais de financement	7 320
TOTAL - EMPRUNT:	372 000 $

256/3/96 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no 2343 (travaux d'infrastructures au centre-ville)**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 2343 de manière à augmenter l'emprunt qui y est prévu de 2 747 500 $ à 3 647 500 $ (travaux d'infrastructures au centre-ville).

257/3/96 - **Avis de motion d'un règlement - Adoption d'un programme de revitalisation**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement décrétant un programme de revitalisation et une subvention pour les propriétaires de constructions neuves en 1996.

258/3/96 - Dispense de lecture du règlement no 2539 - Progr. de revitalisation

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2539 décrétant un programme de revitalisation et une subvention pour les propriétaires de constructions neuves en 1996, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

259/3/96 - **Adoption du règlement no 2535 - Travaux de modifications aux systèmes de pompage d'eau traitée et d'eau brute - U.T.E.**

Lecture est donnée du règlement no 2535 décrétant l'exécution de travaux de modifications aux systèmes de pompage d'eau traitée et d'eau brute à l'usine de traitement d'eau de la Ville de Drummondville, et prévoyant un emprunt de 698 600 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2535 et ce de 9 heures à 19 heures le 2 avril 1996.

260/3/96 - **Adoption du règlement no 2536 - Adoption des prévisions budgétaires de la Régie Intermunicipale de la Cité des Loisirs**

Lecture est donnée du règlement no 2536 adoptant les prévisions budgétaires de la Régie Intermunicipale de la Cité des Loisirs pour l'année 1996.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

261/3/96 - **Adoption du règlement no 2537 - Travaux de construction d'égout pluv. & de voirie - Rues Picotin & Des Sittelles et Chemin du Golf**

Lecture est donnée du règlement no 2537 décrétant l'exécution de travaux de construction d'un égout pluvial et de travaux de voirie sur les rues Picotin et Des Sittelles, ainsi que sur une partie du Chemin du Golf Ouest, et prévoyant un emprunt de 306 000 $ à cette fin.

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2537 et ce de 9 heures à 19 heures le 2 avril 1996.

262/3/96 - **Adoption du règlement no 2538 - Travaux de pavage et de bordures sur une partie de la rue Paul-H. Frigon**

Lecture est donnée du règlement no 2538 décrétant l'exécution de travaux de pavage et de bordures sur une partie de la rue Paul-H. Frigon (développement résidentiel Les Jardins du Golf, phase III) et prévoyant un emprunt de 16 000 $ à cette fin.

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2538 et ce de 9 heures à 19 heures le 2 avril 1996.

Informations des membres du Conseil

Assemblée de consultation le 19 mars 1996 à 19 h 15 -
Centre-Ville (Mme Réjeanne Viens)

La conseillère Réjeanne Viens informe les contribuables qu'une assemblée de consultation se tiendra le 19 mars 1996 afin de fixer les échéanciers de travaux au centre-ville au cours de l'été 1996.

Assemblée publique le 20 mars 1996 à 17 h 00 -
Réfection de la chaussée - boul. St-Joseph (M. Gilles Fontaine)

Le conseiller Gilles Fontaine informe la population de la tenue d'une rencontre afin de discuter des travaux de réfection de la chaussée sur le boulevard St-Joseph.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 1er avril 1996.**

263/3/96 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 15.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
18
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

25 mars 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 25 mars 1996 à 17 h 00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

264/3/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Guy Drouin quitte son siège.

265/3/96 - **Appui - Mémoire présenté par la Table de concertation des services de santé et des serv. sociaux à la Régie rég. Mauricie-Bois-Francs**

Considérant les représentations faites en 1994 par la Table de concertation des services de santé et des services sociaux de Drummond dans le document intitulé "La MRC Drummond et l'équité dans les services de santé et services sociaux";

Considérant que ce document démontrait que la population de Drummond est défavorisée à l'égard des services disponibles sur le territoire;

Considérant que la Régie régionale Mauricie - Bois-Francs reconnait implicitement cet état de fait dans son "Projet de transformation...";

Considérant que ce projet de transformation vise l'obtention de l'équité entre les territoires;

Considérant que la Régie régionale de la santé et des services sociaux Mauricie - Bois-Francs propose une transformation majeure du réseau dans la région;

Considérant que ce projet majeur rencontre les objectifs de l'amélioration et du bien-être de la personne, de la famille et de la communauté;

Considérant que ce projet majeur permet l'atteinte des objectifs financiers gouvernementaux quant à l'assainissement des finances publiques;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville entérine le mémoire présenté par la Table de concertation des services de santé et des services sociaux de Drummond et réaffirme la nécessité d'en arriver à l'équité dans l'allocation des ressources financières et humaines et des services spécialisés.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Guy Drouin reprend son siège.

266/3/96 - **Protocole d'entente avec le M.A.M. - Travaux "Centre-Ville : réfection du garage municipal à des fins de sécurité publique"**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Ministre des Affaires municipales relativement à une aide financière à être versée dans le cadre du volet 1 du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec et plus particulièrement pour la réalisation des travaux "Centre-Ville : réfection du garage municipal à des fins de sécurité publique".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

267/3/96 - **Adoption du règlement no 2539 - Adoption d'un programme de revitalisation et subvention pour prop. de constructions neuves**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2539 a été donné (réf: 257/3/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2539 décrétant un programme de revitalisation et une subvention pour les propriétaires de constructions neuves.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

INITIALES DE LA MAIRESSE
20
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

268/3/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 17 h 05.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
21
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

1er avril 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 1er avril 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

269/4/96 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté l'item suivant:

39F. Informations (M. Gilles Fontaine).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

270/4/96 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 18 mars 1996

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 18 mars 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

271/4/96 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 25 mars 1996

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 25 mars 1996 à 17 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

272/4/96

1- **ENTRETIEN DU RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE DE RUES ET DE FEUX DE CIRCULATION (TP-96-04) - (Soumission ouverte le 13 mars 1996)**

Soumissionnaire	Prix annuel (taxes incluses)
. ÉLECTRO-SYSTEME P.L. INC. 235 Lévis Drummondville	120 971,41 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Électro-Système P.L. Inc.** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

273/4/96

2- **TONTE DU GAZON DES PROPRIÉTÉS MUNICIPALES (SECTIONS G, H, I ET J) ET DÉBROUSSAILLAGE MANUEL (SECTION K) - TP-96-02**
DURÉE DE CONTRAT: 3 ANS - (Soumissions ouvertes le 6 mars 1996)

(Le détail de ces soumissions apparait à des tableaux préparés par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus pour les items ci-après mentionnés:

- **Section G : Entreprise J.M. Enr. (21 150,05 $/année - taxes incl.)**
- **Section H : Entreprise J.M. Enr. (16 500,68 $/année - taxes incl.)**
- **Section I : Entreprise J.M. Enr. (26 574,31 $/année - taxes incl.)**
- **Section J : Entreprise J.M. Enr. (9 599,57 $/année - taxes incl.)**
- **Section K : Services de pelouse J.-Pierre Auclair (6 723,35 $/année - taxes incl.)**

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec les entrepreneurs pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception d'une lettre provenant de l'Union des municipalités du Québec relativement à l'élection d'un administrateur représentant la Ville au conseil d'administration de l'UMQ (élue par acclamation: Mme Francine Ruest-Jutras).

La greffière fait également mention de lettres de remerciements de différents organismes.

274/4/96 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 18 mars au 1er avril 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 2 674 058,20 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

275/4/96 - **Vente du pain-partage (4 et 5 avril 1996) - Unités scouts et guides de Drummondville**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Unités scouts et guides de Drummondville des paroisses St-Jean-Baptiste, St-Pierre et St-Simon à procéder à la vente du pain-partage dans les rues de Drummondville les 4 et 5 avril 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

276/4/96 - **Installation d'une tente extérieure - Galerie d'art "Les p'tits pommiers"**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Galerie d'art "Les p'tits pommiers" à installer une tente extérieure près de ses locaux situés au 112 rue Lindsay et ce durant la période du Festival mondial de folklore de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

277/4/96 - **Autorisation à l'Association Moto-Tourisme de Drummondville Utilisation du stationnement de l'O.Y.C.**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association Moto-Tourisme de Drummondville à utiliser le stationnement de l'Olympia Yvan Cournoyer les 30 avril et 2 mai 1996 dans le cadre de la Semaine de réadaptation des motocyclistes, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

278/4/96 - **Tenue d'une procession - Famille du Sacré-Coeur de Jésus**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Famille du Sacré-Coeur de Jésus à tenir une procession dans les rues de la Ville le 14 juin 1996, le tout selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique et selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

279/4/96 - **Tenue de la course des P'tits Canards au parc Woodyatt - Société canadienne du cancer**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société canadienne du cancer à tenir la course des P'tits Canards le 16 juin 1996 au parc Woodyatt, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

280/4/96 - **Tenue du Rendez-vous du Vélo le 26 mai 1996**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur du Rendez-vous du Vélo à:

1° tenir une activité le 26 mai 1996;

2° utiliser les rues ainsi que le parc Woodyatt les 24, 25 et 26 mai 1996 et la Place St-Frédéric le 26 mai 1996;

3° solliciter auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec un permis pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de l'activité;

le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

281/4/96 - **Tenue d'une activité sportive - Cardio Club du Racquetball Drummond**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Cardio Club du Racquetball Drummond à tenir une activité sportive dans les rues de la Ville le 11 mai 1996, le tout selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique et selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

282/4/96 - **Taux d'intérêt applicable sur compte dû et pénalité**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu qu'à partir du 1er janvier 1996 le taux d'intérêt applicable sur tout arrérage dû à la Ville de Drummondville soit établi à 10 % et la pénalité applicable sur tout compte passé dû soit établie à 0,416667 % par mois jusqu'à concurrence de 5 % par année.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

283/4/96 - **Nomination de membres au conseil d'administration - S.D.E.D.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que M. Pierre Deschênes, Mme Agathe Leclerc et M. Claude Verrier agissent respectivement à titre de représentants du secteur industriel et du secteur touristique au sein du conseil d'administration de la Société de Développement Économique de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
25
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

284/4/96 - **Contrat avec Hydro-Québec - Versement d'une aide financière Programme d'optimisation énergétique - SPVC**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le directeur général de la Ville, M. Gérald Lapierre, soit et est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat avec Hydro-Québec pour le versement d'aide financière pour l'implantation ou la modification d'équipements et ce dans le cadre du programme d'optimisation énergétique - SPVC.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

285/4/96 - **Convention avec Hydro-Québec - Implantation d'un branchement souterrain (Usine d'épuration)**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec Hydro-Québec pour l'implantation d'un branchement souterrain et ce dans le cadre de la construction du bâtiment de service à l'Usine d'épuration.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

286/4/96 - **Contrat de vente de gaz naturel avec la Société en Commandite Gaz Métropolitain - Desserte du 300 Cockburn**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la greffière de la Ville soit et est par la présente autorisée à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de gaz naturel à intervenir avec la Société en Commandite Gaz Métropolitain pour la desserte du 300 rue Cockburn (Centre Marcel Dionne).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

287/4/96 - **Protocole d'entente avec le Club de Baseball Les Olympiques de Drummondville Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Club de Baseball Les Olympiques de Drummondville Inc. pour l'animation du Stade Jacques Desaultels.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 1er mars au 1er novembre 1996 et comprend le versement d'une subvention de 15 200 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

288/4/96 - **Dépôt du compte rendu (20/3/96) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 20 mars 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

289/4/96 - **Enlèvement de la flèche permettant le virage à gauche en direction du Marché public (boul. St-Joseph)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à enlever la flèche permettant le virage à gauche en direction du Marché public pour les véhicules circulant sur le boulevard St-Joseph et à installer une enseigne interdisant le virage à gauche.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

290/4/96 - **Enlèvement du sens unique et installation d'un arrêt sur la rue Steve à l'intersection de la rue St-Pierre**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à enlever un sens unique et à installer un arrêt sur la rue Steve à l'intersection de la rue St-Pierre.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

291/4/96 - **Installation d'arrêts sur le boulevard René-Lévesque à l'intersection de la rue Robert-Bernard**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer des arrêts sur le boulevard René-Lévesque à l'intersection de la rue Robert-Bernard.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

292/4/96 - **Installation d'un arrêt sur la rue Paul-H. Frigon/intersection boul. René-Lévesque et enlèvement d'un arrêt boul. René/Lévesque**

ABROGÉE PAR RÉS. 414/5/96

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer un arrêt sur la rue Paul-H. Frigon à l'intersection du boulevard René-Lévesque et à enlever un arrêt sur le boulevard René-Lévesque à l'intersection de la rue Paul-H. Frigon.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

293/4/96 - **Espace de stationnement limité à 30 minutes sur rue - Face au 194 Brock**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer une enseigne limitant le stationnement à 30 minutes sur rue (un espace de stationnement) face au 194 Brock.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

294/4/96 - **Dépôt du procès-verbal (20/3/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 20 mars 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
27
INITIALES DE LA GREFFIERE

295/4/96 - **Acceptation d'un projet de construction d'un nouvel immeuble multifamilial au 1100 Marchand - P.I.A.**

Considérant qu'une demande aux fins d'ériger un nouveau bâtiment multifamilial sur la rue Marchand, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment projeté est situé dans une zone où toute nouvelle construction doit être évaluée selon les critères d'évaluation prévus dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le projet de construction des cinq (5) bâtiments multifamiliaux sur le site visé a déjà fait l'objet d'une acceptation de principe quant à l'implantation et à l'architecture des bâtiments;

Considérant que le site est bordé par deux (2) voies de circulation importantes et une voie ferrée, ce qui limite les interrelations des bâtiments à construire avec leur environnement;

Considérant que le bâtiment visé respecte l'implantation initialement proposée;

Considérant que l'architecture des bâtiments a été partiellement revue sous trois (3) aspects, à savoir:

. la forme de toiture (proposition initiale: toit plat; proposition actuelle: toit à versants multiples);
. l'ajout de portes-patios avec balcon pour les deux (2) étages supérieurs;
. le traitement des entrées aux extrémités du bâtiment;

Considérant que le volume créé par la toiture à versants multiples vient couper l'effet de longueur du bâtiment;

Considérant le choix d'une toiture à versants multiples et la modulation de celle-ci qui procure du rythme à l'ensemble;

Considérant que l'aménagement de portes-patios procure davantage d'ouvertures au niveau architectural pour le bâtiment;

Considérant que l'aménagement de balcons vient donner du relief aux façades les plus longues;

Considérant que l'aménagement prévu des entrées aux extrémités du bâtiment adoucit les lignes plutôt imposantes d'un bâtiment d'un tel gabarit;

Considérant que le parement extérieur du bâtiment est composé de brique dans une très forte proportion;

Considérant qu'un revêtement de type "canexel" (ressemblant au déclin) posé à la verticale sera utilisé dans un faible pourcentage, soit à titre d'ornementation pour les extrémités du bâtiment et pour le pignon des toitures;

Considérant que le revêtement de brique sera de deux (2) couleurs contrastantes et posé selon deux (2) principes différents, soit pose "traditionnelle" et pose "en soldat";

Considérant que les couleurs retenues sont le brun rosé pour les plus grandes surfaces et le gris pour le découpage (brique en soldat);

Considérant que le revêtement de toiture sera en bardeaux d'asphalte de couleur grise, deux (2) tons, s'harmonisant aux couleurs de la brique;

Considérant que les plans proposés ne présentent aucun aménagement paysager;

Considérant que les critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale exigent l'aménagement d'espaces libres extérieurs à des fins de détente et de récréation pour les résidents, tout en favorisant la plantation d'arbres et la réalisation d'aménagements paysagers;

INITIALES DE LA MAIRESSE
28
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville:

. autorise la construction d'un bâtiment multifamilial au 1100 rue Marchand, tel que soumis, conformément aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

. exige la présentation d'un plan d'aménagement paysager répondant aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

296/4/96 - **Acceptation d'un projet de construction d'un nouveau bâtiment industriel au 1750 Michaud - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à ériger un nouveau bâtiment industriel sur un terrain d'angle transversal donnant également sur la rue Giroux, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment projeté est situé dans une zone (vitrine industrielle de prestige) où toute nouvelle construction doit répondre aux critères établis dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale, tant à l'égard de l'enveloppe extérieure du bâtiment qu'à l'aménagement du terrain;

Considérant que le bâtiment proposé présente une architecture sobre dégageant une image de prestige;

Considérant que l'aménagement d'une partie avant surbaissée et la construction d'une marquise en avancé procurent une variation des volumes qui adoucit la masse du bâtiment;

Considérant que la largeur du bâtiment en regard de la largeur du terrain maximise l'effet de vitrine recherché;

Considérant que l'éloignement du bâtiment par rapport à la rue Michaud (tronçon parallèle à Lemire) par l'aménagement du stationnement contribue à en adoucir l'impact à partir de ladite rue;

Considérant que le revêtement extérieur du bâtiment est composé
. de panneaux de béton décoratif (revêtement principal);
. de panneaux de verre teinté;
. de blocs de béton décoratif et de tôle architecturale présents sur la façade arrière donnant sur la rue Giroux, de même que sur la portion arrière de la façade latérale intérieure (mur gauche);

Considérant que l'ensemble des matériaux sera de couleur grise s'harmonisant entre eux et s'inscrivant en continuité avec le bâtiment voisin existant (entreprise Molson-O'Keefe);

Considérant que les jeux de matériaux, soit leur répartition sur les façades et les détails propres à ceux-ci, contribuent à animer architecturalement les façades;

Considérant que la façade arrière du bâtiment donne directement sur une zone résidentielle (développement L'Erablière);

Considérant que la rue Giroux est appelée à devenir une voie de transit importante entre le boulevard Lemire et la rue Cormier;

Considérant que la façade arrière de ce bâtiment et celle des bâtiments qui seront construits sur les terrains transversaux voisins auront une incidence importante sur l'image de cette rue, de même que pour les résidents éventuels de la rue Giroux;

Considérant que toutes les surfaces adjacentes au bâtiment et non nécessaires à la circulation des véhicules et des piétons sont gazonnées;

Considérant que, globablement, l'aménagement des accès au terrain oriente convenablement la circulation sur le terrain et au pourtour de celui-ci;

Considérant que le plan déposé montre peu de plantation en regard de la superficie de terrain visée;

Considérant la superficie importante de terrain consacrée au stationnement et à la circulation des véhicules lourds;

Considérant qu'un des aménagements proposés pour l'accès des véhicules lourds au terrain (entrée charretière) par la rue Giroux est non-conforme quant à sa largeur;

Considérant qu'il a déjà été démontré par l'architecte des demandeurs que la réalisation d'une bande gazonnée le long de l'emprise de la rue Giroux, rendant la largueur de l'entrée charretière conforme, ne nuisait pas à la libre circulation des véhicules lourds sur le terrain;

Considérant que les aires de chargement/déchargement sont prévues sur la façade arrière du bâtiment donnant sur le développement domiciliaire adjacent et sont grandement visibles d'une voie de circulation (rue Giroux);

Considérant que les équipements utilitaires (réservoirs et transformateurs) et les conteneurs à déchets sont prévus dans la cour arrière du bâtiment mais qu'aucun aménagement (clôture ou haie) n'est montré aux plans afin d'en diminuer la visibilité pour les futurs résidents et les passants;

Considérant que la réalisation d'un aménagement paysager de qualité contribue au dégagement d'une image de qualité et de prestige pour tout bâtiment;

Considérant la visibilité supérieure du bâtiment (adjacent à l'autoroute 20 et situé sur un terrain d'angle transversal);

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville:

1° autorise la construction du bâtiment, tel que proposé au 1750 rue Michaud dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale à la condition que la tôle architecturale prévue comme matériau de parement extérieur soit remplacée par un (1) des trois (3) autres matériaux prévus sur le bâtiment;

2° exige la présentation d'un plan-concept global d'aménagement paysager prévoyant notamment:

- la plantation de végétaux et la réalisation d'aménagements paysagers en cour avant, de même qu'entre l'aire de stationnement et les voies de circulation la bordant;
- l'aménagement d'îlots de verdure à l'intérieur de l'aire de stationnement;
- la réalisation d'un alignement de plantation ou une haie le long de la rue Giroux visant à minimiser la visibilité des aires de chargement/déchargement;
- l'installation de clôture esthétique et/ou la plantation d'une haie visant à camoufler les équipements utilitaires et les conteneurs à déchets.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

297/4/96 - **Requête en Cour Supérieure pour la démolition de l'immeuble du 211 Dorion**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Services juridiques de la Ville à présenter une requête en Cour Supérieure pour exiger la démolition de l'immeuble du 211 rue Dorion, le tout en conformité avec l'article 231 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de mars 1996 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1995.

298/4/96 - Adoption du projet de règlement no 2540 - Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2540 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone commerciale C12-12 située en bordure de la rue St-Georges, au sud-ouest du boulevard Lemire, certains usages référant à la classe commerciale c_2 et qui sont les services professionnels, les bureaux d'affaires, les organismes privés/communautaires/publics soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

299/4/96 - Avis de motion d'un règlement (no 2540) - Zonage

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2540) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone commerciale C12-12 située en bordure de la rue St-Georges, au sud-ouest du boulevard Lemire, certains usages référant à la classe commerciale c_2 et qui sont les services professionnels, les bureaux d'affaires, les organismes privés/communautaires/publics.

300/4/96 - Dispense de lecture du règlement no 2540

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2540 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone commerciale C12-12 située en bordure de la rue St-Georges, au sud-ouest du boulevard Lemire, certains usages référant à la classe commerciale c_2 et qui sont les services professionnels, les bureaux d'affaires, les organismes privés/communautaires/publics, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

301/4/96 - Adoption du projet de règlement no 2541 - Zonage

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par la conseillère Estelle Demers,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2541 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone commerciale C06-08, longeant le côté nord-est du boulevard St-Joseph, approximativement entre le boulevard des Chutes et la rue de Laval, et regroupant également des propriétés ayant front sur la rue Bégin et le boulevard Mercure dans le même arrondissement, pour la classe d'usages c_2, l'usage "restaurant-bar" en tant qu'usage spécifiquement permis, d'y prohiber expressément les prestations offertes sur place par un musicien, un groupe de musiciens ou un orchestre, de même que la tenue de spectacles, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment et d'y prévoir une norme particulière quant à la localisation possible pour l'aménagement de terrasses extérieures, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

302/4/96 - **Avis de motion d'un règlement (no 2541) - Zonage**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2541) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone commerciale C06-08, longeant le côté nord-est du boulevard St-Joseph, approximativement entre le boulevard des Chutes et la rue de Laval, et regroupant également des propriétés ayant front sur la rue Bégin et le boulevard Mercure dans le même arrondissement, pour la classe d'usages c_2, l'usage "restaurant-bar" en tant qu'usage spécifiquement permis, d'y prohiber expressément les prestations offertes sur place par un musicien, un groupe de musiciens ou un orchestre, de même que la tenue de spectacles, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment et d'y prévoir une norme particulière quant à la localisation possible pour l'aménagement de terrasses extérieures.

303/4/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2541**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2541 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone commerciale C06-08, longeant le côté nord-est du boulevard St-Joseph, approximativement entre le boulevard des Chutes et la rue de Laval, et regroupant également des propriétés ayant front sur la rue Bégin et le boulevard Mercure dans le même arrondissement, pour la classe d'usages c_2, l'usage "restaurant-bar" en tant qu'usage spécifiquement permis, d'y prohiber expressément les prestations offertes sur place par un musicien, un groupe de musiciens ou un orchestre, de même que la tenue de spectacles, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment et d'y prévoir une norme particulière quant à la localisation possible pour l'aménagement de terrasses extérieures, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

304/4/96 - **Adoption du règlement no 2542 - Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Michaud**

Lecture est donnée du règlement no 2542 décrétant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Michaud et prévoyant un emprunt de 372 000 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2542 et ce de 9 heures à 19 heures le 16 avril 1996.

305/4/96 - **Adoption du règlement no 2543 - Travaux d'infrastructures au centre-ville - 3 647 500 $**

Lecture est donnée du règlement no 2543 amendant le règlement no 2343 de manière à augmenter l'emprunt qui y est prévu de 2 747 500 $ à 3 647 500 $ (travaux d'infrastructures au centre-ville).

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2543 et ce de 9 heures à 19 heures le 16 avril 1996.

Informations des membres du Conseil

Ordures ménagères enlevées chaque semaine dans le secteur Grantham (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie rappelle aux citoyens et citoyennes du secteur Grantham qu'à compter du 1er avril 1996, les ordures ménagères seront enlevées à chaque semaine, selon l'horaire habituel et ce, jusqu'au 30 septembre.

Enlèvement des ordures ménagères et collecte sélective reportés au mercredi suivant le lundi de Pâques (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie informe la population qu'il n'y aura pas d'enlèvement des ordures ménagères, ni de collecte sélective, le lundi 8 avril prochain, à l'occasion de la fête de Pâques.

Collecte sélective se fera le vendredi 5 avril prochain (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie informe la population qu'aucun changement n'affectera la collecte sélective le vendredi 5 avril prochain, jour du Vendredi Saint.

Bureaux des services municipaux seront fermés les 5 et 8 avril, à l'occasion de la fête de Pâques (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard informe la population que les bureaux des services municipaux seront fermés le Vendredi-Saint, 5 avril, ainsi que le lundi de Pâques, 8 avril.

Service de transport en commun interrompu le lundi 8 avril à l'occasion du lundi de Pâques (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean informe les usagers du transport en commun que le service sera interrompu le lundi 8 avril prochain, à l'occasion de la fête de Pâques.

Informations (M. Gilles Fontaine)

Le conseiller Gilles Fontaine informe la population que les opérations de nettoyage intensif des rues de la Ville avec les balais mécaniques ont commencé au début d'avril.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

INITIALES DE LA MAIRESSE

33

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 15 avril 1996.**

306/4/96 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 07.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Caporet
Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
34
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

15 avril 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 15 avril 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

307/4/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté à l'item 29 (Informations des membres du Conseil) le sujet suivant:

- Félicitations (Me Céline Trottier).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

308/4/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 1er avril 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 1er avril 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

309/4/96

1- **PEINTURE 1996 (TP-96-06)**
(Soumissions ouvertes le 10 avril 1996)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, surintendant à la division édifices et parcs, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus pour les items ci-après mentionnés:

- C.I.D.C.S.G.	: **Courchesne & Fils**	-	**1 281,99 $ (taxes incl.)**
- Hôtel de Ville	: **Peinture G. Desrosiers**	-	**923,03 $ (taxes incl.)**
- Chalet St-Simon	: **Courchesne & Fils**	-	**854,66 $ (taxes incl.)**
- Chalet St-Joseph	: **Courchesne & Fils**	-	**1 310,48 $ (taxes incl.)**
- Chalet Frigon	: **Peinture G. Desrosiers**	-	**1 452,92 $ (taxes incl.)**
- Chalet Messier	: **Peinture G. Desrosiers**	-	**222,21 $ (taxes incl.)**
- Chalet Ste-Thérèse	: **Peinture G. Desrosiers**	-	**358,95 $ (taxes incl.)**
- Stade J. Désaultels	: **Peinture G. Desrosiers**	-	**672,33 $ (taxes incl.)**
- Poteaux éclairage	: **Peinture G. Desrosiers**	-	**512,79 $ (taxes incl.)**

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

310/4/96

2- **FOURNITURE D'ASPHALTE ROUTIER (NO 6-012)**
(Soumissions ouvertes le 3 avril 1996)

Soumissionnaires	Prix unitaire	Montant (taxes incl.)
. ASPHALTE DRUMMOND INC. 805 boul. Lemire Drummondville	39,50 $	135 036,68 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	39,75 $	135 891,34 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Alphalte Drummond Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

311/4/96

3- **FOURNITURE DE PIERRE CONCASSÉE ET ABRASIF (NO 6-013)**
(Soumissions ouvertes le 3 avril 1996)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus pour chaque item ou pour chacun des groupes composant un tout:

. **Sintra Inc.**	pour un montant approximatif de	34 767,10 $
. **Carrière St-François Ltée**	pour un montant approximatif de	822,87 $
. **Carrières P.C.M. Ltée**	pour un montant approximatif de	23 353,94 $
	(taxes incluses)	58 943,91 $

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

312/4/96

4- **PLANTATION ET ENTRETIEN DES FLEURS ANNUELLES (TP-96-05)**
(Soumissions ouvertes le 3 avril 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes non incluses)
. CENTRE DE JARDIN PAYSAGISTE ALAIN CARRIER INC. 2355 boul. Lemire Drummondville	99 884,10 $
. LES SERRES BINETTE INC. 2568 boul. Mercure Drummondville	137 000,00 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu qu'aucune des soumissions reçues ne soit retenue.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

313/4/96

5- **FOURNITURE ET PLANTATION D'ARBRES (NO 6-018)**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 9 avril 1996)

(Le détail de ces soumissions apparait à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Centre de Jardin Paysagiste Alain Carrier Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

314/4/96

6- **VENTE DE TERRAINS RÉSIDENTIELS**
DÉVELOPPEMENT DOMICILIAIRE "LA COULÉE" - RUE FAUTEUX

Lots 126-3-415 ET 126-3-419 du Canton de Grantham
(Soumission ouverte le 10 avril 1996)

Soumissionnaire	Prix
. M. ALAIN BOUDREAULT 310 Chauveau Drummondville	41,45 $ le mètre carré

ABROGÉE PAR RÉS. 372/5/96

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **M. Alain Boudreault** soit retenue.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

315/4/96

7- **PAVAGE DE LA PISTE CYCLABLE - RUE ST-JEAN**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 11 avril 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. PAVAGE DRUMMOND INC. 2120 Sigouin Drummondville	19 742,70 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	25 525,92 $
. ASPHALTE VEL-COUR LTÉE 1355 des Champs Drummondville	25 825,04 $

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de **Pavage Drummond Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

316/4/96

8- **AMÉNAGEMENT D'UN SENTIER AU PARC LA VOLIERE**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 11 avril 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. R.C. HÉBERT TRANSPORT INC. 900 St-Pierre Drummondville	12 535,05 $
. EXCAVATION F. MAJEAU & FILS INC. 970 St-Jean Drummondville	13 803,37 $
. SERVICES PAYSAGISTES DRUMMOND INC. 1535 Janelle Drummondville	15 283,00 $
. SOTRAMEX INC. 2345 Sigouin Drummondville	15 606,14 $

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **R.C. Hébert Transport Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

317/4/96

9- **BULLETIN OFFICIEL DE LA VILLE DE DRUMMONDVILLE (NO 6-016)**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 26 mars 1996)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la soumission de **Imprimerie D. Therrien Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de demandes d'aide financière de différents organismes.

318/4/96 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 4770 Poulin

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 4770 rue Poulin;

Considérant que cette dérogation mineure concerne la marge de recul du bâtiment;

Considérant que le bâtiment principal sous étude est une résidence unifamiliale isolée et a été incendié le 17 novembre dernier;

Considérant que le garage attenant au bâtiment a été épargné et peut, par conséquent, être réutilisé;

Considérant que la résidence était située à environ dix virgule quarante-cinq mètres (10,45 m) de l'emprise de rue;

Considérant que le demandeur souhaite implanter sa nouvelle résidence à environ neuf virgule quatre-vingt-cinq mètres (9,85 m) de l'emprise de rue;

Considérant qu'en fonction de la réglementation, la moyenne des marges de recul des résidences voisines doit être effectuée afin de déterminer les marges de recul minimale et maximale;

Considérant que la marge de recul maximale permise en vertu du règlement est de six virgule quatre-vingt-cinq mètres (6,85 m);

Considérant que la nouvelle implantation proposée permet de rapprocher le bâtiment de l'emprise de rue d'environ zéro virgule six mètres (0,6 m);

Considérant que cette implantation permet:
. de réutiliser une partie des fondations existantes;
. de réutiliser l'entrée du sous-sol existante par le garage;
. de réutiliser une partie de la plomberie du sous-sol;
. de conserver l'aménagement paysager existant;
. d'éviter un décroché trop important entre la résidence et le garage;

Considérant que ladite implantation ne cause pas de préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Considérant le préjudice sérieux causé au demandeur par l'application de la réglementation;

Considérant que l'alignement des constructions du secteur est varié compte tenu que celles-ci ont été érigées alors que le calcul de la moyenne des marges de recul ne s'appliquait pas (secteur de l'ex-Grantham);

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu d'accorder une dérogation mineure à l'égard de la marge de recul maximale fixant celle-ci à environ neuf virgule quatre-vingt-cinq mètres (9,85 m) plutôt que six virgule quatre-vingt-cinq mètres (6,85 m) tel que prescrit pour la propriété du 4770 rue Poulin.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

319/4/96 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 950 St-Pierre

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 950 rue St-Pierre;

Considérant que cette dérogation mineure concerne la hauteur maximale d'une construction accessoire dans la cour latérale du bâtiment;

Considérant que la construction projetée est un silo à lait semblable à ceux déjà installés dans la même cour du bâtiment;

Considérant que le règlement de zonage autorise que la hauteur maximale des constructions accessoires soit équivalente à la hauteur maximale d'un bâtiment principal, soit dix mètres (10 m) pour la zone visée;

Considérant que la hauteur projetée du silo est d'environ treize virgule vingt-cinq mètres (13,25 m);

Considérant que le bâtiment principal a une hauteur d'environ neuf virgule un mètres (9,1 m);

Considérant que l'installation d'un silo d'une hauteur inférieure obligerait le choix d'un silo d'un diamètre supérieur, ce qui nuirait grandement à la libre circulation dans la cour du bâtiment étant donné l'espace résiduel disponible (l'espace libre étant déjà limité entre les deux (2) bâtiments déjà érigés sur le terrain);

Considérant le gabarit et la forme de toiture du bâtiment qui viendront réduire la visibilité de la construction projetée;

Considérant que le silo sera principalement visible à partir du boulevard Lemire pour la circulation en provenance du sud-est d'où on voit déjà les deux (2) silos existants;

Considérant que le silo projeté sera peu visible à partir des rues St-Pierre et du boulevard Lemire (en provenance du nord-ouest); seule la portion excédant le toit sera visible;

Considérant la prédominance commerciale du boulevard Lemire;

Considérant que la réglementation cause un préjudice sérieux au demandeur;

Considérant que les incidences sur la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins semblent très faibles, voire nulles;

Considérant que ladite construction ne semble pas porter de préjudice sérieux à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu d'accorder une dérogation mineure quant à la hauteur maximale applicable à une construction accessoire soit pour l'installation d'un silo à lait fixant celle-ci à treize virgule vingt-cinq mètres (13,25 m) plutôt que dix mètres (10 m) pour la propriété du 950 rue St-Pierre.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

320/4/96 - **Ajout de travaux municipaux à des travaux d'assainissement**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que les travaux municipaux décrits en annexe à la présente résolution soient ajoutés aux travaux ayant fait l'objet d'une entente relative à l'exécution de travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement, entente conclue le 12 juin 1990 avec la Société québécoise d'assainissement des eaux, le tout conditionnellement à l'approbation des autorités gouvernementales.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

321/4/96 - **Adjudication à Sintra Inc. - Construction d'égouts pluviaux et de bordures et élargissement de la chaussée - Secteur Picotin**

Considérant que la Ville de Drummondville a signé une entente relative à l'exécution de travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement et que la Ville demandait à la Société québécoise d'assainissement des eaux lors de l'appel d'offres no 0160-30-02-41-3R pour les travaux d'assainissement des eaux, d'y inclure les travaux municipaux concernant la construction des égouts pluviaux ainsi que la construction de bordures et l'élargissement de la chaussée;

INITIALES DE LA MAIRESSE
46
INITIALES DE LA GREFFIERE

Considérant qu'à l'ouverture des soumissions, l'entrepreneur Sintra Inc. (région Centre du Québec), s'est avéré le plus bas soumissionnaire conforme au montant de 797 900,00 $;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Drummondville de procéder à ces travaux et que les fonds pour se faire sont financés par le règlement numéro 2537 tel qu'en fait foi le certificat de fonds disponibles no 96-001 émis par le trésorier de la Ville;

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie,
appuyé par la conseillère Estelle Demers,
et résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville adjuge à Sintra Inc. (région Centre du Québec) le contrat pour les travaux ci-dessus mentionnés pour la somme de 247 714,89 $ telle que recommandée par la Société québécoise d'assainissement des eaux et par le comité technique à la suite de l'ouverture de la soumission ci-haut mentionnée;

2° QUE la Ville de Drummondville désigne et autorise la Société québécoise d'assainissement des eaux, par son président directeur général, à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville le contrat pour les travaux ci-dessus mentionnés pour la somme de 247 714,89 $, excluant les taxes, tel qu'adjugé par la présente résolution, le tout conditionnellement à l'approbation des autorités gouvernementales.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

322/4/96 - **Utilisation du Centre Marcel Dionne - Drummondville Olympique**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Drummondville Olympique à tenir un gala de lutte au Centre Marcel Dionne le 17 mai 1996 au profit de cet organisme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

323/4/96 - **Tenue d'un bazar - Ambulance Saint-Jean**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Ambulance Saint-Jean à tenir un bazar le 18 mai 1996 dans une partie du stationnement arrière du Centre Marcel Dionne, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

324/4/96 - **Mandat à M. Laurent Joyal, arch. - Construction de la remise tempérée aux ateliers municipaux**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Laurent Joyal, architecte, aux fins de préparer les plans et devis et une demande de soumissions publiques, et d'assurer la surveillance des travaux de construction de la remise tempérée aux ateliers municipaux, lesquels travaux sont prévus au règlement no 2532.

Les honoraires professionnels seront calculés à un taux de 8 %.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

325/4/96 - **Mandat à Les Consultants Falardeau et Associés Ltée - Plan de synchronisation sur le boulevard Lemire**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Consultants Falardeau et Associés Ltée aux fins de préparer et d'implanter un plan de synchronisation sur le boulevard Lemire, entre le boulevard Jean-de-Brébeuf et la rue Janelle, le tout tel que prévu au règlement no 2349.

Les honoraires professionnels sont de l'ordre de 8 000 $, excluant les taxes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

326/4/96 - **Mandat à Les Consultants Falardeau et Associés Ltée - Plan de synchronisation sur la rue St-Georges**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Consultants Falardeau et Associés Ltée aux fins de préparer et d'implanter un plan de synchronisation sur la rue St-Georges, entre la rue Heriot et le boulevard St-Joseph, le tout tel que prévu au règlement no 2428.

Les honoraires professionnels sont de l'ordre de 3 500 $, excluant les taxes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

327/4/96 - **Autorisation à Me Céline Trottier - Candidature à titre de membre du Conseil national d'administration de la FCM**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Me Céline Trottier, conseillère, à poser sa candidature à titre de membre du Conseil national d'administration de la Fédération canadienne des municipalités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

328/4/96 - **Délégation de 3 élus au congrès annuel de la FCM**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la conseillère Céline Trottier, de même que deux (2) autres membres du Conseil soient délégués au congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités qui se tiendra du 31 mai au 3 juin 1996 à Calgary.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

329/4/96 - **Nomination d'un représentant (secteur de la petite entreprise) Société de Développement Économique de Drummondville**

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que M. François Beaudoin agisse à titre de représentant du secteur de la petite entreprise au sein du conseil d'administration de la Société de Développement Économique de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

330/4/96 - **Nomination de M. Michel Letendre, représentant de la population, c.a. de la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc.**

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que M. Michel Letendre agisse à titre de représentant de la population au sein du conseil d'administration de la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

331/4/96 - **Autorisation à M. Daniel Parenteau - Signature d'un procès-verbal de bornage des emprises des rues Celanese et Cartier**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que M. Daniel Parenteau, ingénieur municipal, soit et est par la présente autorisé à agir pour et au nom de la Ville de Drummondville dans les opérations de bornage à être exécutées par M. Pierre Grondin, arpenteur-géomètre, entre la propriété de Dame Réjeanne Bazinet connue comme étant les lots 2-168 et 2-169 partie du cadastre de la Ville de Drummondville, Quartier Est, et celle de la Ville de Drummondville connue comme étant le lot 2-245 (rue Celanese), une partie du lot 2-169 (intersection des rues Celanese et Cartier) et le lot 2-242 (rue Cartier) suivant les limites indiquées au certificat de localisation préparé par M. Pierre Grondin, arpenteur-géomètre, sous le numéro 3253 de ses minutes, le tout sans frais pour la Ville. Il est entendu que M. Daniel Parenteau est autorisé à signer tout document relatif audit bornage.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

332/4/96 - **Embauche de 10 policiers temporaires**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que le Service de la sécurité publique de la Ville de Drummondville soit autorisé à procéder à l'embauche de 10 policiers temporaires, conformément à l'article 2.1 de l'annexe A de la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

333/4/96 - **Embauche de M. Daniel Palin au poste d'aide-opérateur à l'usine de traitement d'eau**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Daniel Palin au poste d'aide-opérateur à titre de salarié surnuméraire à l'usine de traitement d'eau selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN).

De plus, M. Daniel Palin devra s'engager à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant à son lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

334/4/96 - **Subvention de 100 $ - Fondation Réveil Inc.**

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à Fondation Réveil Inc. à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
43
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

335/4/96 - Dépôt du procès-verbal (3/4/96) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 3 avril 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Dépôt des états financiers 1995

M. Jean-Guy Spénard, président du Comité des finances, résume le rapport financier 1995 qui démontre un surplus de 863 243 $. Il commente les états financiers en précisant les recettes, les déboursés et les pourcentages affectés.

Il remercie tous les membres du Conseil, le personnel cadre et tous les employés municipaux pour les résultats positifs obtenus.

336/4/96 - Nomination des vérificateurs pour 1996-1997-1998

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que les services professionnels de la firme Forcier Beaudry Landry, comptables agréés, soient retenus à titre de vérificateurs de la Ville de Drummondville pour les années 1996, 1997 et 1998, selon un prix à être négocié.

Le conseiller Denis Savoie se dit dissident de la présente résolution car il refuse de donner un chèque en blanc. Il fait mention du procès-verbal d'avril 1993 et du compte rendu de l'atelier de travail où il n'est pas question de rotation ou d'alternance. Il demande que la Ville aille en demande de soumissions publiques.

Le conseiller Jean-Guy Spénard confirme que la Ville n'a pu obtenir de confirmation écrite du montant des honoraires mais que si la négociation ou l'écart est trop grand, le Conseil pourra rescinder la résolution. Il mentionne également que la firme Verrier, Paquin, Hébert a accompli de l'excellent travail et que la Ville n'a rien à reprocher à ces professionnels.

Le conseiller Denis Savoie trouve qu'il n'y a pas d'équité et compare le nombre d'employés et d'actionnaires de chacune des firmes. Il dit également que la Ville ne fait pas la rotation lors de mandat à des avocats.

Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras précise que:
- la Ville a mandaté en après-midi Me Paul Biron;
- le dossier du collecteur St-Onge se retrouve chez Clair, Laplante, Côté;
- le droit du travail est défendu par Me Roger Blais.

Quant au prix exigé par la firme Forcier Beaudry Landry, la Ville n'a effectivement par reçu d'écrit, mais un des associés à confirmer au trésorier la continuité dans les honoraires.

Le conseiller Robert Lafrenière demande si la continuité veut dire selon l'augmentation du coût de la vie.

Le conseiller Jean-Guy Spénard rappelle que si l'offre ne convient pas, le Conseil devra réagir.

Madame la mairesse demande le vote sur cette proposition.

INITIALES DE LA MAIRESSE
44
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Votent POUR

Mme Estelle Demers
M. Gilles Fontaine
M. Mario Jacques
M. Réal Jean
M. Robert Lafrenière
M. Jean-Guy Spénard
Mme Dominique Thériault
Me Céline Trottier
Mme Réjeanne Viens

Votent CONTRE

M. Denis Savoie
M. Christian Tourigny

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2535, 2537 et 2538

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no 2535 décrétant l'exécution de travaux de modifications aux systèmes de pompage d'eau traitée et d'eau brute à l'usine de traitement d'eau de la Ville et prévoyant un emprunt de 698 600 $;
- règlement no 2537 décrétant l'exécution de travaux de construction d'un égout pluvial et de travaux de voirie sur les rues Picotin et des Sittelles, ainsi que sur une partie du Chemin du Golf Ouest et prévoyant un emprunt de 306 000 $;
- règlement no 2538 décrétant l'exécution de travaux de pavage et de bordures sur une partie de la rue Paul-H. Frigon (développement résidentiel Les Jardins du Golf, phase III) et prévoyant un emprunt de 16 000 $.

337/4/96 - **Acte de vente d'une partie du lot 186-8 à M. Christian Vachon**

AMENDÉE PAR RÉS. 605/7/96

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 186-8 du quartier Nord de la Ville de Drummondville à M. Christian Vachon.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'une somme de huit cent vingt-cinq dollars (825 $) payable comptant au moment de la signature de l'acte de vente. De plus, l'acquéreur devra assumer les honoraires professionnels de l'arpenteur-géomètre et du notaire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

338/4/96 - **Mandat à Mélanson, Girard, Maletto & Associés Inc. - Évaluation des candidats aux postes de capitaine au Service de la sécurité publ.**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services du Groupe conseil en psychologie industrielle et développement organisationnel Mélanson, Girard, Malette & Associés Inc. aux fins d'assister les services de la Ville dans la sélection et l'évaluation psychologique des compétences en gestion des candidats aux postes de capitaine du Service de la sécurité publique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

339/4/96 - **Signature d'une entente hors Cour avec la Fédération des coopératives d'habitation populaire des Cantons de l'Est**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à

INITIALES DE LA MAIRESSE
45
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente hors Cour avec la Fédération des coopératives d'habitation populaire des Cantons de l'Est afin de régler le dossier portant le numéro 405-05-000047-951 de la Cour supérieure du Québec (district de Drummond), relatif à des pénalités dues sur un immeuble de même qu'un règlement final et complet de tout arrérage de taxes dû pour cet immeuble.

Cette entente prévoit le paiement de la somme de vingt-cinq mille dollars (25 000 $) par la Fédération en paiement de toutes les taxes et de leurs intérêts et pénalités dus sur l'immeuble. Le solde de cette somme de vingt-cinq mille dollars (25 000 $), déduction faite des taxes, intérêts et pénalités, est payé en règlement final et complet du dossier numéro 405-05-000047-951 de la Cour supérieure (district de Drummond).

L'entente doit être conforme à la lettre de Me Élaine Francis en date du 12 avril 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

340/4/96 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no 2526 (plan d'implantation et d'intégration architecturale)**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'y ajouter un nouveau chapitre prévoyant des objectifs et critères d'aménagement particuliers pour tout nouveau bâtiment principal qui sera construit dans la zone résidentielle H05-26 dans le secteur du Boisé de la Marconi.

341/4/96 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux de pavage et de bordures sur la 129e Avenue**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux de pavage et de bordures sur la 129e Avenue et prévoyant un emprunt n'excédant pas 62 000 $.

1. Bordures	23 040 $
2. Pavage	32 250
	54 290 $
Honoraires professionnels	6 210
Frais de financement	1 500
TOTAL - EMPRUNT:	62 000 $

342/4/96 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no 2528 (Service 9-1-1)**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 2528 de façon à modifier le tarif de financement du service centralisé d'appels d'urgence (Service 9-1-1) et plus particulièrement l'article 2.3.5.

343/4/96 - **Adoption du règlement no 2544 - Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Fradet et des Jonquilles**

Lecture est donnée du règlement no 2544 décrétant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Fradet et des Jonquilles (développement résidentiel Collectivité du Boisé Messier) et prévoyant un emprunt de 204 000 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
46
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2544 et ce de 9 heures à 19 heures le 30 avril 1996.

Informations des membres du Conseil

Les abris d'autos temporaires doivent être enlevés au plus tard le 15 avril (Mme Réjeanne Viens)

La conseillère Réjeanne Viens rappelle à la population que les abris d'autos temporaires installés au cours de la saison hivernale doivent être enlevés au plus tard le 15 avril prochain.

Ouverture des pistes cyclables le 15 avril - Interdiction de stationner et d'y déposer les conteneurs (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière rappelle aux citoyens et citoyennes que les pistes cyclables seront à nouveau ouvertes aux cyclistes le 15 avril prochain jusqu'au 15 octobre.

Interdiction de se servir des terrains municipaux (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière avise la population qu'il est interdit de se servir des terrains municipaux pour entreposer des autos à vendre.

Nettoyage du réseau d'aqueduc du 15 avril au 6 mai (M. Gilles Fontaine)

Le conseiller Gilles Fontaine informe la population que le Service des travaux publics procédera au nettoyage du réseau d'aqueduc entre le 15 avril et le 6 mai 1996.

Enlèvement des gros rebuts à Drummondville du 6 au 10 mai (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie informe la population que la première opération d'enlèvement des gros rebuts sur le territoire aura lieu du 6 au 10 mai 1996.

Encan de bicyclettes le samedi 27 avril à 10 h 00 (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière annonce la tenue d'un encan annuel de bicyclettes le samedi 27 avril prochain, à 10 h 00. Plus d'une centaine de bicyclettes seront vendues à la caserne des pompiers située à l'arrière de l'hôtel de ville, 415 rue Lindsay.

Félicitations (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier félicite l'équipe de hockey Pee-Wee AA pour sa performance.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Intervenant: **M. Rock Savoie** - S.P.D.I.

- Item 5.5 - Pourquoi sa soumission a-t-elle été refusée?

  Le conseiller Gilles Fontaine mentionne que la non conformité réside dans la dimension du tronc de l'arbre.

  M. Savoie demande si le soumissionnaire retenu prend tous ses arbres au Québec.

  Madame la mairesse répond qu'il est possible que non mais rien dans le devis ne précisait la provenance des arbres.

  M. Savoie est d'avis que la provenance des arbres peut augmenter le pourcentage de pertes.

- Item 20 - M. Savoie souhaite une surveillance accrue dans le secteur industriel compte tenu des dommages causés, soit par le vol ou le vandalisme.

  Madame la mairesse dit comprendre l'intervention de M. Savoie, quand on tient compte des dernières données qui prétendent que Drummondville et Victoriaville sont les régions les plus touchées par le vol de véhicules.

- M. Savoie suggère à la Ville d'accorder aux ingénieurs responsables de travaux l'autorisation de faire émettre les chèques en paiement de travaux consentis par contrat.

  Madame la mairesse assure M. Savoie qu'une vérification sera faite.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu lundi le 6 mai 1996.

344/4/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 25.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Capocci
Greffière.

Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

22 avril 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 22 avril 1996 à 17 h 00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

345/4/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

346/4/96

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- **RÉSERVOIRS D'ESSENCE POUR L'AÉROPORT MUNICIPAL (TP-96-07)**
  (Soumissions sur invitation: Ouverture le 8 avril 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. LÉVEILLÉE-TANGUAY INC. 1495 Janelle Drummondville	34 414,41 $
. PROGERE CONSTRUCTION INC. 6215 Corbeil Trois-Rivières Ouest	35 536,76 $
. GAUVREAU & LAROCHE INC. 327 boul. Bonaventure Victoriaville	37 411,43 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Léveillée-Tanguay Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

347/4/96 - **Acte d'obligation hypothécaire par la compagnie 2419-6958 Québec Inc. en faveur de la Caisse pop. Desjardins (hangars - aéroport)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à intervenir pour et au nom de la Ville de Drummondville dans un acte d'obligation hypothécaire par la compagnie 2419-6958 Québec Inc. en faveur de la Caisse Populaire Desjardins de Drummondville et affectant les hangars sis et situés à l'aéroport municipal.

Cette intervention fait suite à une cession par la Ville de Drummondville à M. Arthur Hivon signée le ou vers le 26 mai 1995.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

348/4/96 - **Subvention de 4 680 $ - Action Environnement Drummond**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 4 680 $ à Action Environnement Drummond en regard du projet de l'aide-mémoire pour la collecte sélective.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

349/4/96 - **Dépôt de résolutions (17/4/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que les résolutions nos 96.04.14, 96.04.15, 96.04.12 et 96.04.19 adoptées le 17 avril 1996 par le Comité consultatif d'urbanisme soient déposées aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

350/4/96 - **Acceptation d'un projet de remplacement des ouvertures de l'immeuble du 439 et 441 Heriot - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but de remplacer l'ensemble de la fenestration sur le bâtiment à l'exception de trois (3) vitrines fixes dont deux (2) sont situées en façade principale et une (1) en partie arrière de la façade latérale gauche de l'immeuble situé aux 439 et 441 Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la propriété visée est située à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumise aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la fenestration à remplacer est de type "à guillotine" et que le demandeur prévoit effectuer le remplacement par des fenêtres de même type;

Considérant que ce type de fenestration est respectueux du caractère du bâtiment;

INITIALES DE LA MAIRESSE
50
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que la localisation et les dimensions des ouvertures ne seront pas modifiées;

Considérant que le cadre des nouvelles fenêtres sera blanc plutôt que brun (tel qu'actuellement), ce qui contribuera à éclaircir l'apparence extérieure du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les travaux de remplacement de la fenestration pour le bâtiment situé aux 439 et 441 rue Heriot dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

351/4/96 - **Acceptation d'un projet d'agrandissement dans les cours latérale droite et arrière de l'immeuble du 114 Biron - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet d'agrandir le bâtiment principal situé au 114 Biron, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la propriété visée est située dans la portion de la zone résidentielle H11-29 régie par un plan d'implantation et d'intégration architecturale et que, par conséquent, toute modification à un bâtiment principal est soumise à des critères d'évaluation particuliers;

Considérant que l'agrandissement proposé serait réalisé dans les cours arrière et latérale droite;

Considérant que l'agrandissement proposé s'intègre harmonieusement au bâtiment existant en terme de gabarit et de volume de toiture;

Considérant que la brique existante sur le bâtiment principal sera réutilisée comme matériau de parement extérieur pour l'agrandissement;

Considérant que la portion de mur arrière du bâtiment existant où la brique sera enlevée et qui ne sera pas occupée par l'agrandissement (soit à l'étage) sera recouverte d'un matériau de type "Canexel" de couleur blanche;

Considérant que ce matériau est déjà présent sur le bâtiment soit comme recouvrement du vestibule aménagé il y a quelques années sur la face gauche du bâtiment;

Considérant que l'endroit où le revêtement de type "Canexel" sera utilisé, ne sera pas visible à partir de la rue (soit sur la face arrière);

Considérant qu'il serait quasi impossible de retrouver une brique identique à celle existante sur le bâtiment pour recouvrir la superficie prévue en "Canexel";

Considérant que la fenestration proposée pour l'agrandissement, de même qu'en remplacement des fenêtres actuelles sur le bâtiment existant, sont de type "fenêtre à battant", en continuité des fenêtres qui ont déjà été remplacées sur le bâtiment;

Considérant que le matériau de recouvrement de la toiture de l'agrandissement sera de même type et de même couleur que celui du bâtiment actuel, soit du bardeau d'asphalte de couleur noire;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les travaux d'agrandissement tels que proposés pour l'immeuble du 114 rue Biron dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
51
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

352/4/96 - **Refus partiel d'un projet de remplacement partiel de la fenestration et de remplacement du parement extérieur au 511 Lindsay**

Considérant qu'une demande visant à réaliser des travaux de remplacement partiel des ouvertures et de modification du parement extérieur de l'immeuble situé au 511 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que, plus précisément, l'intervention consiste à:

. remplacer la fenestration à l'étage en façade principale, soit sur la rue Lindsay;
. remplacer les matériaux de parement extérieur à l'étage pour l'ensemble des façades du bâtiment, de même que pour l'entrée du bâtiment donnant sur la rue St-Jean (sur deux (2) étages);
. prévoir un accès pour personnes à mobilité réduite sur la façade donnant sur la rue St-Jean;

Considérant que le réaménagement proposé de la fenestration (à l'étage, en façade principale) s'inscrit dans un axe horizontal;

Considérant que la fenestration des trois (3) autres façades du bâtiment, à l'étage, est aménagée suivant un axe vertical;

Considérant que le matériau de parement extérieur proposé pour la façade principale du bâtiment (du cuivre) sera installé sous forme de bandeaux s'inscrivant suivant un axe horizontal;

Considérant que le type de fenestration choisi constitue une continuité du parement extérieur (principe de bandeaux dans l'axe horizontal);

Considérant que ce type d'installation (à l'horizontal) vise à adoucir la masse du bâtiment et à lui conférer une plus grande finesse architecturale;

Considérant que trois (3) nouveaux matériaux de parement extérieur sont proposés, à savoir:

. de la brique (rouge) en remplacement de la brique beige existante sur les façades latérales et arrière;
. du cuivre légèrement oxidé et laqué (pour en préserver la coloration) posé à l'horizontal en façade principale à l'étage, de même qu'en partie supérieure du rez-de-chaussée sur la façade donnant sur la rue St-Jean (incluant l'entrée au bâtiment sur cette rue);
. du crépi (bleu) pour le recouvrement de l'entrée donnant sur la rue St-Jean;

Considérant que l'intervention à l'égard de ces matériaux constitue le remplacement de deux (2) matériaux existants et l'ajout d'un (1) matériau supplémentaire;

Considérant qu'en fonction de la proposition, l'on retrouverait les matériaux suivants sur le bâtiment:

. brique
. cuivre
. granite
. crépi;

Considérant qu'en fonction de cette proposition, l'on retrouverait six (6) couleurs sur le bâtiment, à savoir:

. le rouge pour la brique
. le cuivré pour le cuivre
. le rose et le gris pour le granite
. le beige pour la pierre entourant l'étage de la façade principale
. le bleu pour le crépi;

Considérant que certains des critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale visent à:

. privilégier un nombre limité de couleurs pour un même bâtiment;
. favoriser l'harmonisation des couleurs aux dominantes du cadre bâti environnant;

Considérant qu'en vertu du plan d'implantation et d'intégration architecturale, il est recommandé:

. de limiter le nombre de matériaux de parement extérieur;
. de respecter le caractère d'origine du bâtiment et/ou de s'inscrire en continuité avec les bâtiments situés dans l'environnement;

Considérant que la brique rouge et le cuivre proposés (en fonction des nouveaux échantillons fournis):

. s'agencent harmonieusement entre eux;
. mettent en valeur la typologie architecturale particulière du bâtiment et son caractère distinctif en regard des bâtiments situés dans l'environnement;
. sont en harmonie de type et/ou de couleur avec les bâtiments de l'environnement;

Considérant que la pierre entourant l'étage de la façade de la rue Lindsay sera nettoyée et rejointée afin de lui redonner son caractère d'origine;

Considérant que le matériau de revêtement actuel (acier émaillé) de la marquise couvrant le guichet à l'auto sera remplacé par un revêtement métallique diminuant visuellement l'incidence de cette marquise et s'harmonisant davantage avec la marquise prévue pour l'entrée du bâtiment sur la rue St-Jean;

Considérant que l'aménagement proposé pour l'accès pour personnes à mobilité réduite donnant sur la rue St-Jean est limité en terme d'incidence architecturale et que le matériau de finition proposé (soit un crépi gris) s'harmonisera au matériau de finition de fondation déjà existant sur le bâtiment et au granite déjà existant sur le bâtiment;

Considérant que le crépi de couleur bleue recouvrira une superficie relativement importante de bâtiment en regard de la superficie de la façade du bâtiment donnant sur la rue St-Jean;

Considérant que le réaménagement de ladite entrée implique l'agrandissement du mur en question et, par conséquent, une augmentation de la superficie de bâtiment qui sera recouverte de crépi bleu;

Considérant que le crépi bleu recouvrira également le mur arrière de ladite entrée;

Considérant que la couleur bleue pourrait être utilisée mais dans une proportion beaucoup moins importante, soit à titre d'ornementation;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville refuse la proposition de rénovation extérieure du bâtiment du 511 rue Lindsay telle que déposée dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale, considérant le traitement architectural prévu pour l'entrée donnant sur la rue St-Jean (matériau et couleur); cette entrée constituant un élément majeur du projet de rénovation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

353/4/96 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no 2282 - Constats d'infractions délivrés par un inspecteur en bâtiments**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 2282 de façon à autoriser les inspecteurs en bâtiments à délivrer des constats d'infractions pour des infractions au règlement d'urbanisme.

354/4/96 - **Amendement au règlement no 2535 (Modification de la cédule "A")**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que le règlement no 2535 décrétant des travaux de modifications aux systèmes de pompage d'eau traitée et d'eau brute à l'usine de traitement d'eau soit amendé de façon à remplacer la cédule "A" par une nouvelle cédule "A" plus détaillée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

355/4/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 17 h 10.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Caporet
Greffière.

Jeannine Gauthier
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
54
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

6 mai 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 6 mai 1996 à 19 h 15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, coordonnateur urbaniste

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

356/5/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- Règlement no 2540 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone commerciale C12-12 située en bordure de la rue Saint-Georges, au sud-ouest du boulevard Lemire, certains usages référant à la classe commerciale c_2 et qui sont les services professionnels, les bureaux d'affaires, les organismes privés/communautaires/publics et les cliniques;

- Règlement no 2541 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone commerciale C06-08, longeant le côté nord-est du boulevard St-Joseph, approximativement entre le boulevard des Chutes et la rue de Laval, et regroupant également des propriétés ayant front sur la rue Bégin et le boulevard Mercure dans le même arrondissement, pour la classe d'usages c_2, l'usage "restaurant-bar" en tant qu'usage spécifiquement permis, d'y prohiber expressément les prestations offertes sur place par un musicien, un groupe de musiciens ou un orchestre, de même que la tenue de spectacles, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment et d'y prévoir une norme particulière quant à la localisation possible pour l'aménagement de terrasses extérieures.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

357/5/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 20.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
56
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

6 mai 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 6 mai 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

358/5/96 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Proclamation - "Journée internationale des familles"

Madame la mairesse proclame le 15 mai 1996 "Journée internationale des familles".

359/5/96 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 15 avril 1996

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 15 avril 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ



Le conseiller Denis Savoie demande si la Ville a reçu un écrit de la firme Forcier Beaudry Landry, comptables agréés, pour la vérification des livres de la Ville.

M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs, confirme avoir reçu ce jour une lettre de ladite firme l'informant des honoraires professionnels pour les années suivantes, à savoir:

1996 - 18 300 $
1997 - 18 800 $
1998 - 19 300 $.

Il précise également que les honoraires de 1996 sont les mêmes que ceux payés en 1995.

360/5/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 22 avril 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 22 avril 1996 à 17 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

361/5/96

1- **RÉFECTION DE TROTTOIRS - TRAVAUX PUBLICS 1996**
(Soumissions ouvertes le 1er mai 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. CONSTRUCTION CATCAN INC. 6205 boul. des Grandes Prairies St-Léonard	621 920,81 $
. LAVAL CONSTRUCTION ENR. 8090 Boyer Québec	377 071,40 $
. CONSTRUCTION T.C.L. (1990) INC. 4115 boul. Ste-Anne Beauport	386 409,84 $
. LES CONSTRUCTIONS R.C.R. INC. 1054 boul. St-Joseph Québec	364 137,50 $
. CIMENTS LAVALLÉE LTÉE 3994 boul. Dagenais Ouest Laval	596 957,54 $
. LAMBERT & GRENIER INC. 1244 Chemin Quatre Saisons N.D. Bon-Conseil	348 273,61 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Lambert & Grenier Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

362/5/96

2- **RÉNOVATION DES STATIONS DANIEL ET BARIL (TRAVAUX ÉLECTRIQUES ET DE CONTROLE) - (Soumissions sur invitation: Ouverture le 15 décembre 1995)**

(Le détail de ces soumissions apparait à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Paul Savard Entr. Électr. Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

363/5/96

3- **AMÉNAGEMENT D'UN PASSAGE PIÉTONNIER - TERRASSE DES PROMENADES (Soumissions sur invitation: Ouverture le 1er mai 1996)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. SERVICES PAYSAGISTES DRUMMOND INC. 1535 Janelle Drummondville	8 543,20 $
. EXCAVATION Mc.B.M. INC. 1 Notre-Dame St-Edmond	10 192,93 $
. EXCAVATION F. MAJEAU & FILS INC. 970 St-Jean Drummondville	11 646,20 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la soumission de **Services Paysagistes Drummond Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

364/5/96

4- **CAMIONNETTE CHASSIS-CABINE TRONQUÉE AVEC BOITE CUBIQUE EN FIBRE DE VERRE (Soumissions sur invitation: Ouverture le 18 avril 1996)**

Soumissionnaire	Prix (taxes incluses)
. PINARD ET NADEAU INC. 1144 boul. St-Joseph Drummondville	44 093,61 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Pinard et Nadeau Inc.** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

365/5/96

5- **DÉMÉNAGEMENT DES SYSTEMES DE RAYONNAGE MOBILE DU MAGASIN (Soumissions sur invitation: Ouverture le 30 avril 1996)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. LES SYSTEMES ESPACE-MAX 7863 Jarry Est Anjou	16 417,50 $
. S-PACE CONCEPT 1070 Marconi Drummondville	17 822,56 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de **Les Systèmes Espace-Max** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

366/5/96

6- **MODIFICATIONS AUX SYSTEMES DE POMPAGE D'EAU TRAITÉE ET D'EAU BRUTE - USINE DE FILTRATION - (Soumissions ouvertes le 22 novembre 1995)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. FILTRUM INC. 430 Lavoie Vanier	705 267,49 $
. TECKSOL INC. 2505 Dalton Ste-Foy	707 946,57 $
. GROUPCO 1261 Volta Boucherville	758 940,00 $
. HYDRO-MÉCANIQUE CONSTRUCTION INC. 1451 Granham Bell Boucherville	673 474,05 $
. C.B.L. (CLAUDE BOISSONNEAULT LTÉE) Ste-Julie	677 063,63 $

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la soumission de **Hydro-Mécanique Construction Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. M. Rémy Trudel, Ministre des Affaires municipales (Impossibilité de prolonger le délai dans le cadre du volet IB du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec pour la réalisation du projet de réfection du garage municipal à des fins de sécurité publique)
. Société d'habitation du Québec (Programme de rénovation d'immeubles locatifs (PRIL) mis en suspens pour une période de 2 ans).

La greffière fait également mention de lettres de remerciements, de demandes d'aide financière et d'offres de services.

367/5/96 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 1er avril au 6 mai 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 3 250 685,94 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

368/5/96 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2335 Chemin Hemming

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 2335 Chemin Hemming;

Considérant que cette dérogation mineure concerne la marge latérale droite du bâtiment principal;

Considérant que le propriétaire souhaite réaliser un agrandissement de son immeuble bifamilial;

Considérant que l'agrandissement projeté serait effectué au-dessus du garage existant et attenant à la résidence;

Considérant que le règlement exige une marge latérale minimale de deux mètres (2 m) et un total des deux (2) marges latérales d'au moins cinq mètres (5 m);

Considérant que le garage est actuellement implanté à zéro virgule trente-trois mètre (0,33 m) de la ligne latérale droite de terrain;

Considérant que l'agrandissement serait réalisé dans le prolongement vertical du mur du garage;

Considérant que le total des marges latérales projetées est d'environ onze virgule huit mètres (11,8 m);

Considérant que la fondation du garage et sa structure présentent une capacité portante suffisante pour accueillir un deuxième (2e) étage;

Considérant que l'aménagement intérieur du logement à agrandir favorise un agrandissement à l'endroit prévu;

Considérant qu'un agrandissement dans la cour latérale gauche (conforme aux normes de zonage) aurait pour effet de:

. limiter considérablement la fenestration des pièces situées dans la portion gauche du bâtiment;
. réduire considérablement l'accessibilité à l'arrière du bâtiment compte tenu de la proximité et de la forme du talus bordant la rivière; le talus ayant déjà fait l'objet de travaux de stabilisation majeurs;
. diminuer considérablement l'espace disponible en cour latérale alors qu'il y a déjà peu d'espace libre disponible en cour arrière;
. obliger la coupe du seul arbre mature sur le terrain dont le système racinaire favorise la stabilité du sol aux abords de la rivière;

Considérant que l'agrandissement au-dessus du garage favorise son intégration à la construction existante;

Considérant la largeur des terrains du secteur ayant front sur le Chemin Hemming (environ vingt-six mètres (26 m));

Considérant que le bâtiment voisin se situe à environ quatre mètres (4 m) du garage actuel et donc de l'agrandissement projeté;

Considérant qu'aucune fenêtre n'est prévue du côté de l'agrandissement donnant sur la propriété voisine (toute ouverture devrait faire l'objet d'une servitude de droit de vue);

Considérant que la réglementation cause un préjudice sérieux au demandeur considérant les contraintes inhérentes au terrain et la localisation du bâtiment sur celui-ci;

Considérant que le projet ne semble pas causer de préjudice à la jouissance du droit de propriété du propriétaire voisin;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu d'accorder une dérogation mineure à l'égard de la marge latérale droite minimale fixant celle-ci à zéro virgule trois mètre (0,3 m) plutôt que deux mètres (2 m) pour l'immeuble du 2335 Chemin Hemming.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

369/5/96 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 400 St-Georges

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 400 rue St-Georges;

Considérant que cette dérogation mineure concerne la marge de recul du bâtiment applicable à partir du boulevard St-Joseph;

Considérant que le demandeur s'est porté acquéreur de l'immeuble du 1525 boulevard St-Joseph (ancien Meubles Chez Pierre) dans le but de joindre les deux (2) bâtiments et ainsi y agrandir les espaces à bureaux actuels;

Considérant que le règlement exige une marge de recul minimale de cinq mètres (5 m) mesurée à partir de l'emprise du boulevard St-Joseph;

Considérant que l'immeuble du 400 St-Georges est implanté à une distance de quatre virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (4,98 m) du boulevard St-Joseph, alors que l'immeuble du 1525 boulevard St-Joseph est implanté à trois virgule cinquante-huit mètres (3,58 m) dudit boulevard;

Considérant que la longueur du mur du 1525 boulevard St-Joseph ne représente pas cinquante pour cent (50 %) de la longueur totale des murs des deux (2) bâtiments;

Considérant que la distance qui sépare les deux (2) bâtiments est d'environ six virgule sept mètres (6,7 m);

Considérant que le bâtiment du 400 rue St-Georges pourrait être agrandi dans le prolongement du mur existant, soit à quatre virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (4,98 m);

Considérant que la différence de marge de recul entre les deux (2) bâtiments est de un virgule quatre mètre (1,4 m);

Considérant que l'agrandissement dans le prolongement du mur situé à trois virgule cinquante-huit mètres (3,58 m) (1525 boulevard St-Joseph) permettrait un meilleur équilibre de la façade du bâtiment en permettant que le décroché de ladite façade soit plus près du centre en regard de la longueur totale du mur (entre les rues St-Georges et Surprenant);

Considérant que la dérogation demandée ne porte pas atteinte à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu d'accorder une dérogation mineure à l'égard de la marge de recul applicable au mur parallèle au boulevard St-Joseph fixant celle-ci à trois virgule cinquante-huit mètres (3,58 m) plutôt que quatre virgule quatre-vingt-dix-huit mètres (4,98 m) pour autoriser l'agrandissement du bâtiment situé au 400 St-Georges et ce, dans le prolongement du mur existant.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

370/5/96 - **Nomination de MM. Martin Boisvert et Michel Desrosiers - Application des règlements de nuisances publiques**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que MM. Martin Boisvert et Michel Desrosiers agissent à titre d'inspecteurs responsables de l'application des règlements de nuisances publiques no 1442 article 3), et no 1507 article 3), paragraphe 1 et 3.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

371/5/96 - **Annulation de soldes disponibles aux règlements d'emprunt autorisés**

Attendu que la Ville de Drummondville n'aura pas besoin d'emprunter les soldes des règlements d'emprunt autorisés et approuvés, dont le détail apparaît ci-après, parce que les travaux prévus auxdits règlements ont été, soit exécutés pour un montant inférieur à celui prévu au règlement, ou non exécutés;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par la conseillère Estelle Demers,
et résolu:

QUE la Ville de Drummondville annule le solde des règlements apparaissant à la colonne "Solde à annuler" dans le bloc ci-dessous et représentant la partie non-empruntée de chacun des règlements d'emprunt mentionnés ci-après:

Règlement	Description	Solde à annuler
02-92	Collecteur St-Onge	85 400,00 $
2308	Aqueduc et égouts 1994	15 000,00
2309	Machinerie et équipements 1994	11 500,00
2318	Pavage et bordures - ex-Grantham	123 435,00
2330	Édifices municipaux 1994	200,00
2338	Aqueduc et égouts - boul. Allard	6 500,00
2386	Aqueduc et égouts - boul. Allard	18 000,00
2348	Réfection de rues 1994	87 000,00
2350	Aq., Ég. & voirie - secteur Lapéro-Lemaire	16 020,00
2389	Projet de constr. - Jardins du Golf, Ph. III	15 000,00
		378 055,00 $

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

372/5/96 - **Vente des lots 126-3-419 et 126-3-420 à Alain Boudreault et Sylvie Roy - Développement domicilaire "La Coulée" (rue Fauteux)**

Considérant que la Ville de Drummondville offre en vente des terrains pour de la construction résidentielle dans le développement "La Coulée";

Considérant que M. Alain Boudreault a soumis un prix pour 2 terrains sur la rue Fauteux;

Considérant que le Conseil de Ville a accepté la soumission de M. Alain Boudreault en date du 15 avril 1996 par sa résolution no 314/4/96;

Considérant qu'après vérification des lieux, M. Boudreault souhaite modifier son offre d'achat en précisant qu'il s'agit des lots 126-3-419 et 126-3-420 au lieu des lots 126-3-415 et 126-3-419;

Considérant que M. Boudreault assume au même prix, soit 41,45 $ le mètre carré, la différence de superficie;

Pour ces raisons, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville accepte l'offre d'achat de M. Alain Boudreault et Dame Sylvie Roy.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no 314/4/96 adoptée le 15 avril 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

373/5/96 - **Vente d'un terrain industriel à la compagnie Abrafab Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Abrafab Inc. une partie du lot 272 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 6 834,9 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 1er mai 1996 (numéro de répertoire: 2079 - numéro de minute: 4591), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit vingt mille cinq cent quatre dollars et soixante-dix cents (20 504,70 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Pierre Fradet et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

374/5/96 - **Adhésion de la Ville au Programme de revitalisation des vieux quartiers**

Considérant que le gouvernement du Québec a annoncé la mise en oeuvre d'un nouveau programme d'encouragement à la rénovation résidentielle appelé "Programme de revitalisation des vieux quartiers";

Considérant que la Ville de Drummondville fait partie des trente-et-une (31) villes-centres du Québec identifiées dans le rapport "Problématique des villes-centres du Québec";

Considérant que la Ville de Drummondville répond aux critères énoncés dans le nouveau programme quant aux secteurs de dénombrement;

Considérant que la Ville de Drummondville juge important que ses contribuables puissent bénéficier des avantages dudit programme;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que:

1) la Ville de Drummondville adhère au Programme de revitalisation des vieux quartiers;

2) la Ville de Drummondville investisse une somme de 825 000 $, soit l'équivalent de la participation de la Société d'Habitation du Québec;

3) la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec la Société d'Habitation du Québec dans le cadre du Programme de revitalisation des vieux quartiers.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse donne des précisions sur le projet tout en mentionnant que les détails seront connus sous peu.

375/5/96 - **Cession de biens excédentaires à la Commission scolaire des Chênes et au Village Québécois d'Antan**

Considérant que la Ville de Drummondville désire se départir de certains biens excédentaires;

Considérant que la Ville de Drummondville subventionne des organismes sans but lucratif;

Considérant que certains organismes et/ou institutions ont dénoncé leur intérêt pour les biens excédentaires;

Considérant que l'article 28.2.1° de la Loi sur les Cités et Villes permet à une ville d'aliéner ses biens;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville dispose de certains biens excédentaires en faveur de la Commission scolaire des Chênes (Centre de formation professionnelle Paul-Rousseau) et du Village Québécois d'Antan Inc.

Ces biens seront assujettis à une clause de non-revente.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

376/5/96 - Emprunt de 104 000 $ au fonds de roulement

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 104 000 $ à son fonds de roulement pour l'aménagement du parc Côté, l'achat et l'installation de parcomètres dans le stationnement Heriot et le déménagement de rayonnage mobile.

Cet emprunt sera remboursable comme suit:

34 666 $ en 1997
34 666 $ en 1998
34 668 $ en 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

377/5/96 - **Réserve publique (lot 179-93) - Terrain adjacent au Centre communautaire Pierre Lemaire**

Attendu que la Ville de Drummondville a, en mai 1994, imposé une réserve publique municipale pour fins de parc sur le lot quatre-vingt-treize de la subdivision du lot cent soixante-dix-neuf (lot 179-93) du cadastre officiel du Canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond, le tout selon une description technique préparée par M. Pierre Grondin, arpenteur-géomètre, sous le numéro de dossier 1131 et le numéro de minutes 2684;

Attendu que la Loi sur l'expropriation prévoit qu'une municipalité peut renouveler une réserve pour une période additionnelle de 2 ans;

Attendu que la première réserve vient à échéance en mai 1996;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville renouvelle la réserve publique municipale pour fins de parc sur le lot quatre-vingt-treize de la subdivision du lot cent soixante-dix-neuf (lot 179-93) du cadastre officiel du Canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond, le tout conformément à une description technique préparée par M. Pierre Grondin, arpenteur-géomètre, sous le numéro de dossier 1131 et le numéro de minutes 2684.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

378/5/96 - Sélection du personnel étudiant pour la période estivale 1996

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le Service des ressources humaines de la Ville soit autorisé à enclencher le processus de sélection du personnel étudiant pour la période estivale 1996 et ce tant au niveau du Service des loisirs et de la vie communautaire qu'au niveau du Service des travaux publics de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

379/5/96 - **Entente avec M. Jean-Noël Leblanc et Celanese Canada Inc. (dossier de C.S.S.T.)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que Madame Sylvie Le Gendre, agente de personnel, soit autorisée à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec M. Jean-Noël Leblanc et/ou ses représentants et Celanese Canada Inc. et ce en règlement final d'un dossier déposé à la Commission de Santé et de Sécurité au Travail.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

380/5/96 - **Appui à la Corporation Rues Principales et la Sidac Centre-Ville - Statut de zone touristique pour le centre-ville**

Attendu que la Ville de Drummondville souhaite le développement du centre-ville;

Attendu que le centre-ville offre différentes opportunités pour les activités estivales;

Attendu que les commerçants et les gens d'affaires du secteur centre-ville s'impliquent dans le développement de leur secteur;

Attendu que la Corporation Rues Principales Drummondville et la Sidac Centre-Ville souhaitent que le centre-ville jouisse de la désignation de zone touristique pour la période du 21 juin au 5 août 1996;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la démarche de la Corporation Rues Principales Drummondville et de la Sidac Centre-Ville aux fins d'obtenir la reconnaissance du territoire centre-ville comme zone touristique et ce pour la période du 21 juin au 5 août 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

381/5/96 - **Mandat à l'UMQ pour l'achat de gaz naturel**

Vu la proposition de l'Union des municipalités du Québec de procéder, au nom des municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant l'achat de gaz naturel;

Vu l'article 29.9.1 de la Loi sur les Cités et Villes;

Attendu que la Ville de Drummondville désire procéder à cet achat regroupé pour se procurer le gaz naturel et les quantités amplement décrites au bon de commande préparé par le responsable du Service de l'approvisionnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville confie à l'Union des municipalités du Québec le mandat de procéder, en son nom et avec les autres municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant le gaz naturel, nécessaire pour les activités de la municipalité et ce, afin de se procurer le gaz naturel et les quantités plus amplement décrites au bon de commande préparé par le responsable du Service de l'approvisionnement;

2° QUE la Ville de Drummondville s'engage, si l'Union des municipalités du Québec adjuge un contrat, à respecter les termes du présent mandat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

3° QUE la Ville de Drummondville autorise l'Union des municipalités du Québec à utiliser un cahier des charges en substance conforme à celui soumis au Conseil lors de cette réunion;

4° QUE la Ville de Drummondville consente, en considération des services rendus, à verser des frais administratifs à l'Union des municipalités du Québec et à un consultant, si nécessaire, à concurrence de leur part du contrat adjugé, totalisant un maximum de 7¢/gigajoule du montant de contrat avant taxes;

5° QUE copie de la présente résolution et du bordereau de commande soient transmis à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

382/5/96 - **Mandat à Baril Duclos Fournier, arch. - Relocalisation du Service de la sécurité publique**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Baril Duclos Fournier, architectes, aux fins de préparer les plans et devis et une demande de soumissions publiques pour la relocalisation du Service de la sécurité publique.

Les honoraires seront facturés au taux maximum de 6 %.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

383/5/96 - **Mandat à Mme Martine Lauzon, a.-g. - Préparation d'une description technique d'une servitude - Lot 69-1 (115 Heriot)**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Mme Martine Lauzon, arpenteur-géomètre, aux fins de préparer et rédiger une description technique d'une servitude affectant le lot 69-1 (115 Heriot) pour l'installation d'un luminaire de rue.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

384/5/96 - **Mandat à Me Hélène Lupien - Acte de servitude avec le propriétaire du lot 69-1 (115 Heriot)**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services professionnels de Me Hélène Lupien, notaire, aux fins de préparer et rédiger un acte de servitude avec le propriétaire du lot 69-1 (115 Heriot) de façon à permettre l'installation d'un luminaire de rue.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

385/5/96 - **Mandat à Le Groupe Mallette Maheu, c.a. - Récupération de taxes payées en trop**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Le Groupe Mallette Maheu, comptables agréés, aux fins de récupérer la taxe sur les produits et services et la taxe de vente du Québec payées en trop. Les honoraires ne pourront excéder 30 % des demandes de remboursement identifiées et créditées ou payées à la Ville.

La mairesse et le trésorier ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-trésorier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document à cette fin.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

386/5/96 - **Autorisation au Drummond Sports Inc. - Tenue de différents tournois de balle**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Drummond Sports Inc. à tenir les différents tournois de balle ci-après décrits:

- Tournoi industriel de balle donnée des Dodgers aux parcs Bernier, Michaud et Ferland les 17, 18, 19 et 20 mai 1996;
- Tournoi de baseball Pee-Wee Cascades de Drummondville aux parcs Messier, Celanese, Bernier et Michaud du 21 juin au 1er juillet 1996;
- Tournoi de baseball Midget de Drummondville aux parcs Celanese et Côté, ainsi qu'au Stade Jacques Desaultels du 4 au 14 juillet 1996;
- Tournoi industriel de balle donnée Normand Pelletier aux parcs Bernier, Michaud et Ferland les 5, 6 et 7 septembre 1996;

AMENDÉE PAR RÉS. 698/8/96

le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter des permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux des différentes activités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

387/5/96 - **Utilisation d'un terrain de soccer et d'un local à l'O.Y.C. Club de soccer senior féminin "Les Amazones"**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de soccer senior féminin "Les Amazones" à utiliser un terrain de soccer et un local à l'Olympia Yvan Cournoyer durant la saison estivale 1996, le tout conformément à la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

388/5/96 - **Tenue d'une vente de garage - Fondation Frederick-George-Heriot**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation Frederick-George-Heriot à tenir une vente de garage sur les terrains du Centre Frederick-George-Heriot le 8 juin 1996 de 9 h 00 à 18 h 00.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

389/5/96 - **Autorisation au Groupe Conseil Gévesco Inc. - Présentation de plans & devis au ministère de l'Environnement et de la Faune**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe Conseil Gévesco Inc. à présenter, pour approbation, au ministère de l'Environnement et de la Faune les plans et devis pour la réalisation des travaux de réfection de la 117e Avenue, entre les rues Fabre et Léger.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

390/5/96 - **Bail avec Hydro-Québec - Location d'une partie du lot 75 à des fins de parc**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail avec Hydro-Québec pour la location d'une partie du lot 75 du quartier Ouest de la Ville de Drummondville, à des fins de parc.

Ce bail de location est valable pour une durée d'un (1) an et ce pour la somme nominale de un dollar (1,00 $).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

391/5/96 - **Protocole d'entente avec la Commission scolaire des Chênes et le Festival Mondial de Folklore de Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Commission scolaire des Chênes et le Festival Mondial de Folklore de Drummond Inc. pour la tenue de la 15e édition dudit Festival.

Le protocole d'entente est valable pour une durée de 3 ans.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

392/5/96 - **Placement de deniers par l'achat de parts dans les fonds communs de placement - Services Financiers des Institutions Locales Inc.**

Attendu que la Ville de Drummondville peut, en vertu de l'article 99 de la Loi sur les Cités et Villes, ou de l'article 203 du Code municipal du Québec, selon le cas, placer ses deniers mentionnés au premier alinéa de cet article par l'achat de parts dans un fonds commun de placement géré par une institution financière, dont les parts ne sont détenues que par des municipalités;

Attendu que les Services Financiers des Institutions Locales Inc. (la "Société"), filiale en propriété exclusive de l'Union des municipalités du Québec, a pris l'initiative de créer et de constituer des fonds communs de placement pour les municipalités du Québec, lesquels sont gérés par des institutions financières;

Attendu que le Conseil municipal considère opportun pour la Ville de placer ses deniers par l'achat, à l'occasion, de parts dans les fonds communs de placement créés et constitués par la Société conformément aux principes établis au Guide d'instruction en date de décembre 1994;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville soit et est par les présentes autorisée à placer ses deniers par l'achat, à l'occasion, de parts dans les fonds communs de placement créés et constitués par la Société conformément aux principes établis;

2° QUE la mairesse et le trésorier ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-trésorier soient et sont par les présentes autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats et tous les autres documents qu'elle juge utiles pour permettre à la municipalité de placer ses deniers par l'achat, à l'occasion, de parts dans les fonds communs de placement créés et constitués par la Société conformément aux principes établis au Guide, et de prendre toutes les mesures qu'elle juge utiles à cette fin et pour donner effet à la présente résolution.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

393/5/96 - **Protocole d'entente avec la Sidac Alain Limoges - Animation de la Place St-Frédéric**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Sidac Alain Limoges de Drummondville pour l'animation de la Place St-Frédéric.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1996 et comprend le versement d'une subvention de 7 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

394/5/96 - **Protocole d'entente avec le Tournoi de Pêche sportive familiale de Drummondville Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Tournoi de Pêche sportive familiale de Drummondville Inc.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de l'événement 1996 et comprend le versement d'une subvention de 5 000 $.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

395/5/96 - **Protocole d'entente avec la Sidac Alain Limoges - Entretien et gestion de certains espaces publics du centre-ville**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Sidac Alain Limoges de Drummondville pour l'entretien et la gestion de certains espaces publics du centre-ville.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 5 200 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

396/5/96 - **Bail de location avec M. Jean-Guy Mélançon - Opération du restaurant à l'Olympia Yvan Cournoyer**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location avec M. Jean-Guy Mélançon pour l'opération du restaurant à l'Olympia Yvan Cournoyer.

Le protocole d'entente est valable pour une durée de trois (3) ans.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
70
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

397/5/96 - **Protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. - Entretien des parcs**

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. pour l'entretien des parcs.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 15 avril au 31 octobre 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

398/5/96 - **Protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. - Organisation de la Fête de la St-Jean**

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. pour l'organisation de la Fête de la St-Jean-Baptiste.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation et de réalisation de la Fête de la St-Jean-Baptiste 1996 et comprend le versement d'une subvention de 6 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

399/5/96 - **Subvention de 500 $ - Société d'Agriculture**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à la Société d'Agriculture du District de Drummond à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

400/5/96 - **Protocole d'entente avec le Village Québécois d'Antan Inc. - Subvention de 52 500 $**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Village Québécois d'Antan Inc. pour la promotion publicitaire.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 52 500 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

401/5/96 - **Subvention de 5 000 $ - Drummond Sports Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 5 000 $ au Drummond Sports Inc. pour le programme "Bourses à l'élite sportive 1996".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

402/5/96 - Acceptation des états financiers 1995 de l'O.M.H.D.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que la Ville de Drummondville accepte les états financiers de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'année 1995.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport du trésorier au 31 mars 1996

Le conseiller Jean-Guy Spénard commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 31 mars 1996.

403/5/96 - Dépôt du compte rendu (23/4/96) - Comité de transp. en commun

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 23 avril 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

404/5/96 - Dépôt du procès-verbal (17/4/96) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 17 avril 1996 soit déposé aux archives de la Ville et plus particulièrement les résolutions nos 96.04.13, 96.04.16, 96.04.17 et 96.04.18.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

405/5/96 - **Refus des travaux majeurs de rénovation du bâtiment situé au 284 Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à effectuer des travaux majeurs de rénovation du bâtiment localisé au 284 Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'intervention consiste à rénover complètement la façade principale du bâtiment donnant sur la rue Lindsay, de même qu'une partie des façades latérales, soit environ trois virgule six mètres (3,6 m) (mesuré à partir de la façade principale);

Considérant que l'intervention consiste à remplacer le matériau de parement extérieur de type "déclin" par de la brique de couleur rouge pour le rez-de-chaussée et un enduit acryfix (crépi) de couleur blanche pour l'étage;

Considérant que le choix et la couleur de ces matériaux visent à les intégrer au déclin existant et à les conserver sur les autres portions du bâtiment;

Considérant qu'un entablement et une corniche en acier émaillé de couleur vert foncé avec appliqués en bois de même couleur sont également proposés;

Considérant que le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale favorise l'intégration d'ornementations aux façades des bâtiments tout en évitant la surcharge;

Considérant que la corniche proposée d'environ un virgule cinq mètre (1,5 m) de largeur et les appliqués qui y sont ajoutés pourront difficilement être prolongés sur l'ensemble des façades latérales sans alourdir le traitement architectural du bâtiment (dans le contexte de la poursuite éventuelle des travaux de rénovation);

Considérant que, dans le cadre des travaux de rénovation, l'utilisation de matériaux nobles tels la brique, le bois et les éléments de maçonnerie sont favorisés et que l'acier émaillé est à éviter;

Considérant que la fenêtre et la porte existantes en façade principale à l'étage, de même que la fenêtre également située à l'étage en façade latérale gauche seront remplacées par des fenêtres à guillotine de même proportion que celles existantes;

Considérant que des appliqués en arc-de-cercle seront installés en partie supérieure des vitrines commerciales (façades principale et latérale droite);

Considérant que le traitement architectural de l'entrée à l'établissement commercial donne du relief à la façade mais accentue le fait que celle-ci soit décentrée par rapport à la façade et ce, par son prolongement vertical qui la rapproche des fenêtres situées à l'étage;

Considérant que l'ajout d'un auvent de forme semi-circulaire au-dessus de l'entrée s'intègre difficilement au traitement architectural de la façade puisqu'il s'agit du seul élément en rondeur sur celle-ci;

Considérant qu'il serait possible d'élaborer un traitement architectural de l'entrée qui vienne marquer celle-ci tout en minimisant le fait qu'elle soit décentrée (exemple: réalisation d'un jeu de brique de part et d'autre de la porte d'entrée, de type fausse colonne se terminant à l'entablement et prolongation de celui-ci sur toute la largeur de la façade);

Considérant qu'un autre type d'auvent pourrait être proposé, davantage en harmonie avec le traitement architectural d'ensemble;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville refuse les travaux de rénovation proposés pour l'immeuble du 284 rue Lindsay dans le contexte où certains éléments doivent être revus, à savoir:

. le traitement architectural de la corniche et de l'entablement;
. le traitement architectural de l'accès à l'établissement commercial;
. le type d'auvent proposé;

les autres éléments étant par ailleurs acceptés et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

406/5/96 - **Dépôt du procès-verbal (3/5/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 3 mai 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

407/5/96 - **Acceptation des travaux de réaménagement de la façade arrière du bâtiment situé au 114 Biron - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet de modifier le parement extérieur et la fenestration de la façade arrière du bâtiment situé au 114 Biron, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la propriété visée est située dans la portion de la zone résidentielle H11-29 régie par un plan d'implantation et d'intégration architecturale et que, par conséquent, toute modification à un bâtiment principal est soumise à des critères d'évaluation particuliers;

Considérant que des travaux d'agrandissement dans les cours arrière et latérale droite ont déjà été acceptés par les résolutions numéros 96.04.15 du Comité consultatif d'urbanisme et 351/4/96 du Conseil municipal;

INITIALES DE LA MAIRESSE
73
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que dans le cadre de ces travaux le demandeur souhaite y modifier la fenêtre de la façade arrière localisée dans la partie droite de l'étage et ce, en continuité de type (à battant) et de dimension avec celle déjà acceptée dans le cadre des travaux d'agrandissement (portion gauche de l'étage);

Considérant que le demandeur souhaite profiter de l'intervention pour aménager un avant-toit à la limite du rez-de-chaussée afin d'intégrer les deux (2) agrandissements du bâtiment (dont un (1) est déjà existant) et de réduire visuellement la verticalité du bâtiment principal;

Considérant que le traitement architectural de l'avant-toit permet à celui-ci de s'agencer au toit projeté de l'agrandissement;

Considérant que l'aménagement dudit avant-toit permettra de créer une limite architecturale entre l'étage et le rez-de-chaussée et d'utiliser un revêtement extérieur de type "Canexel" de couleur blanche pour la totalité de l'étage;

Considérant que, globalement, l'intervention favorise une intégration harmonieuse des volumes et matériaux de parement extérieur sur la façade arrière sans altérer négativement le caractère architectural d'origine du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de modification de la façade arrière tels que proposés pour l'immeuble du 114 Biron et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

408/5/96 - **Acceptation des travaux d'agrandissement mineur en cour latérale droite de l'immeuble situé au 4400 Vachon - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but de réaliser des travaux d'agrandissement du bâtiment situé au 4400 Vachon, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la propriété visée est située à l'intérieur de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment principal sont soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que les travaux d'agrandissement projetés (à des fins d'entreposage) sont localisés dans la cour latérale droite;

Considérant que ces travaux s'inscrivent dans le prolongement d'un décroché déjà existant sur ladite façade et qui abrite un quai de chargement/déchargement;

Considérant que cet agrandissement est mineur en terme de superficie en regard du gabarit du bâtiment actuel;

Considérant que le matériau de parement extérieur pour ledit agrandissement est identique à celui déjà existant sur le bâtiment à savoir de l'acier émaillé de couleur grise posé à la verticale pour le mur et de l'acier émaillé de couleur verte posé à l'horizontale pour la bordure du toit et les détails d'ornementation;

Considérant que ces travaux seront mineurs en terme d'incidence architecturale pour le bâtiment et l'environnement en général;

Considérant que l'agrandissement s'intègre harmonieusement au bâtiment existant;

INITIALES DE LA MAIRESSE
74
INITIALES DE LA GREFFIERE

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les travaux d'agrandissement tels que proposés dans la cour latérale droite pour le bâtiment du 4400 rue Vachon et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

409/5/96 - **Acceptation des travaux de modification aux façades principale et latérale droite du bâtiment situé au 266 Brock - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet de réaliser des travaux de rénovation aux façades principale et latérale droite du bâtiment situé au 266 Brock, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est localisé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que les travaux visés consistent plus précisément à:

. repeindre les façades principale et latérale droite de couleur beige sable et le rebord de l'amortissement de la toiture de couleur noire;
. aménager une terrasse extérieure en façade principale avec garde-corps peints de couleur blanche;
. remplacer la fenestration existante de type fixe par des fenêtres composées de chacune quatre (4) panneaux de verre et pouvant être ouverts;
. installer des auvents au-dessus des fenêtres (rétractables) et au-dessus de la porte (fixe) de couleurs contrastantes, soit vert foncé, rouge et jaune or;

Considérant que la couleur choisie pour repeindre les façades s'agence harmonieusement aux couleurs des matériaux de parement extérieur des bâtiments situés dans l'environnement immédiat (soit le beige, le rouge et le gris);

Considérant que la couleur de la bordure de l'amortissement de la toiture (le noir) vise à mettre en valeur cette ornementation alors que celle du garde-corps de la terrasse (le blanc) vise à en limiter l'incidence sur la façade;

Considérant que l'installation d'auvents colorés vient donner du relief à la façade et animer architecturalement celle-ci;

Considérant que les couleurs desdits auvents s'inscrivent en continuité avec les couleurs d'ornementation de certains des bâtiments voisins et la couleur des matériaux de revêtement de ceux-ci (soit le rouge);

Considérant que, globalement, l'intervention permet de donner une nouvelle identité visuelle au bâtiment tout en harmonisant celui-ci à son environnement bâti;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les travaux de modification extérieure au bâtiment sur les façades principale et latérale droite, de même que les travaux d'aménagement de terrasse (conformément aux normes de zonage applicables), tels que déposés pour le 266 rue Brock et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

410/5/96 - **Acceptation d'un projet de remplacement partiel des ouvertures et de modification du parement extérieur de l'immeuble au 511 Lindsay**

Considérant qu'une demande ayant pour objet de remplacer la fenestration à l'étage en façade principale, de même que les matériaux de parement extérieur du bâtiment situé au 511 Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que, plus précisément, l'intervention consiste à:
. remplacer la fenestration à l'étage en façade principale, soit sur la rue Lindsay;
. remplacer les matériaux de parement extérieur pour l'ensemble des façades du bâtiment, de même que pour l'entrée du bâtiment donnant sur la rue St-Jean (sur deux (2) étages);
. prévoir un accès pour personnes à mobilité réduite sur la façade donnant sur la rue St-Jean;

Considérant que le réaménagement proposé de la fenestration (à l'étage, en façade principale) s'inscrit dans un axe horizontal;

Considérant que la fenestration des trois (3) autres façades du bâtiment, à l'étage, est aménagée suivant un axe vertical;

Considérant que le matériau de parement extérieur proposé pour la façade principale du bâtiment (du cuivre) sera installé sous forme de bandeaux s'inscrivant suivant un axe horizontal;

Considérant que le type de fenestration choisi constitue une continuité du parement extérieur (principe de bandeaux dans l'axe horizontal);

Considérant que ce type d'installation (à l'horizontal) vise à adoucir la masse du bâtiment et à lui conférer une plus grande finesse architecturale;

Considérant que de nouveaux matériaux de parement extérieur sont proposés, à savoir:
. de la brique (rouge) en remplacement de la brique beige existante sur les façades latérales et arrière;
. du cuivre légèrement oxidé et laqué (pour en préserver la coloration) posé à l'horizontal en façade principale à l'étage, de même qu'en partie supérieure du rez-de-chaussée sur la façade donnant sur la rue St-Jean (incluant une partie de l'entrée au bâtiment sur cette rue);
. du crépi (bleu) pour le recouvrement de l'entrée donnant sur la rue St-Jean;

Considérant que la brique rouge et le cuivre proposés (en fonction des nouveaux échantillons fournis)
. s'agencent harmonieusement entre eux;
. mettent en valeur la typologie architecturale particulière du bâtiment et son caractère distinctif en regard des bâtiments situés dans l'environnement;
. sont en harmonie de type et/ou de couleur avec les bâtiments de l'environnement;

Considérant que la pierre entourant l'étage de la façade de la rue Lindsay sera nettoyée et rejointée afin de lui redonner son caractère d'origine;

Considérant que le matériau de revêtement actuel (acier émaillé) de la marquise couvrant le guichet à l'auto sera remplacé par un revêtement métallique diminuant visuellement l'incidence de cette marquise et s'harmonisant davantage avec la marquise prévue pour l'entrée du bâtiment sur la rue St-Jean;

Considérant que l'aménagement proposé pour l'accès pour personnes à mobilité réduite donnant sur la rue St-Jean est limité en terme d'incidence architecturale et que le matériau de finition proposé (soit un crépi gris) s'harmonisera au matériau de finition de fondation et au granite déjà existant sur le bâtiment;

Considérant que le crépi de couleur bleue qui sera utilisé pour l'entrée donnant sur la rue St-Jean recouvrira uniquement la surface de ladite entrée qui est parallèle à la rue;

Considérant que le réaménagement de ladite entrée implique l'agrandissement du mur en question et qu'un bandeau de cuivre sera intégré dans la partie supérieure dudit agrandissement;

Considérant que le mur arrière de ladite entrée sera recouvert de brique (rouge);

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les travaux de rénovation extérieure du bâtiment du 511 rue Lindsay tels que déposés dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

411/5/96 - **Dépôt du compte rendu (24/4/96) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 24 avril 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

412/5/96 - **Enlèvement des enseignes interdisant le stationnement sur la rue Loring, entre les rues Brock et Heriot**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à enlever les enseignes interdisant le stationnement sur la rue Loring, entre les rues Brock et Heriot, et à installer des enseignes limitant le stationnement à trente (30) minutes sur ce même tronçon.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

La conseillère Réjeanne Viens souhaite qu'un expert du centre-ville soit invité lors de discussions qui concernent ce secteur.

413/5/96 - **Enlèvement des enseignes interdisant le stationnement sur la rue Des Écoles, entre Des Forges et l'entrée menant au poste de police**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à enlever les enseignes interdisant le stationnement sur la rue Des Écoles, entre la rue Des Forges et l'entrée menant au poste de police, et à installer des enseignes "Réservé police" sur le même tronçon.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

414/5/96 - **Installation d'arrêts toutes directions (intersection Paul-H. Frigon/René-Lévesque) - Abrogation de la résolution 292/4/96**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'arrêts toutes directions à l'intersection de la rue Paul-H. Frigon et du boulevard René-Lévesque.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no 292/4/96 du 1er avril 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2542, 2543 et 2544

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no 2542 décrétant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Michaud et prévoyant un emprunt de 372 000 $;
- règlement no 2543 amendant le règlement no 2343 de manière à augmenter l'emprunt qui y est prévu de 2 747 500 $ à 3 647 500 $ (travaux d'infrastructures au centre-ville);
- règlement no 2544 décrétant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Fradet et des Jonquilles (développement résidentiel Collectivité du Boisé Messier) et prévoyant un emprunt de 204 000 $.

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois d'avril 1996 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1995.

415/5/96 - Tirage au sort - Remboursement par anticipation de 242 000 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que le tirage au sort effectué en après-midi le 6 mai 1996 et établissant le remboursement par anticipation de 242 000 $ des obligations portant les numéros C003, A028, A030, A047, A051, A054, V75, V70, M420, M422, M434, M442, M443, M471 et M475, soit et est accepté.

La Ville de Drummondville est par la présente autorisée à faire le remboursement prévu de 242 000 $ suivant la procédure établie par le ministère des Affaires municipales pour l'émission datée du 20 août 1979 au montant de 3 306 000 $ et portant intérêt actuellement au taux de 10 1/2 %.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

416/5/96 - **Mandat à MLH + A Inc. - Consultants tant en matière de régimes de retraite, qu'en matière d'assurances collectives**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services professionnels de la firme MLH + A Inc., actuaires et conseillers, aux fins d'agir à titre de consultants tant en matière de régimes de retraite, qu'en matière d'assurances collectives.

Les honoraires seront précisés.

Le directeur général de la Ville est autorisé à conclure une entente avec ladite firme et à signer pour et au nom de la Ville tout document afférent.

Le conseiller Denis Savoie dénonce le fait que le document a été déposé à 18 h 38, ce qu'il juge beaucoup trop tard pour l'ampleur du mandat.

Le directeur général l'informe que le document a été déposé à son bureau vendredi dernier, mais que sa participation au congrès a fait qu'il n'a pris connaissance du document que ce jour.

La mairesse précise que le document déposé consiste en une offre de services. Elle énumère les pages qui forment le document. Cette firme aidera le Conseil dans les décisions à prendre en regard du régime de retraite et des assurances collectives. D'ailleurs, il s'agit d'experts qui ont déjà travaillé pour la Ville.

Le conseiller Denis Savoie dit ne pas mettre en doute la compétence de cette firme.

Madame la mairesse demande le vote sur cette proposition.

Votent POUR

Mme Estelle Demers
M. Guy Drouin
M. Gilles Fontaine
M. Mario Jacques
M. Réal Jean
M. Robert Lafrenière
M. Jean-Guy Spénard
Mme Dominique Thériault
M. Christian Tourigny
Me Céline Trottier
Mme Réjeanne Viens

Votent CONTRE

M. Denis Savoie

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

417/5/96 - **Subvention de 100 $ - Journée internationale des familles 1996**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ au Comité organisateur de la Journée internationale des familles 1996 à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

418/5/96 - **Subvention de 200 $ - AFEAS St-Pierre**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 200 $ à l'AFEAS St-Pierre à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

419/5/96 - **Subvention de 1 000 $ - Café Rencontre Drummond**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ à Café Rencontre Drummond à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

420/5/96 - **Subvention de 1 000 $ - Tournoi provincial de Génies en Herbe**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Collège St-Bernard dans le cadre du Tournoi provincial de Génies en Herbe.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

421/5/96 - **Adoption du projet de règlement no 2545 - Zonage**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par la conseillère Céline Trottier,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2545 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier le plan de zonage de façon à inclure à la zone commerciale existante C05-01 située du côté sud-ouest de l'intersection des boulevards Jean-de-Brébeuf et Mercure, un terrain formé des lots 102-136 et 102-137 localisé du côté est du boulevard Mercure et actuellement situé dans la zone résidentielle H05-07, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

422/5/96 - **Avis de motion d'un règlement (no 2545) - Zonage**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2545) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier le plan de zonage de façon à inclure à la zone commerciale existante C05-01 située du côté sud-ouest de l'intersection des boulevards Jean-de-Brébeuf et Mercure, un terrain formé des lots 102-136 et 102-137 localisé du côté est du boulevard Mercure et actuellement situé dans la zone résidentielle H05-07.

423/5/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2545**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2545 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier le plan de zonage de façon à inclure à la zone commerciale existante C05-01 située du côté sud-ouest de l'intersection des boulevards Jean-de-Brébeuf et Mercure, un terrain formé des lots 102-136 et 102-137 localisé du côté est du boulevard Mercure et actuellement situé dans la zone résidentielle H05-07, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

424/5/96 - **Adoption du projet de règlement no 2546 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2546 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle H10-10 y intégrant les terrains des zones résidentielles H10-01 et H10-05 situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame, entre les rues Surprenant et St-Alfred, et d'autoriser à l'intérieur de cette nouvelle zone les usages résidentiels de type unifamilial, bifamilial et trifamilial, de même que l'usage "centre d'accueil avec bureau d'organisme communautaire intégré", de prévoir toutes les normes afférentes à l'égard du type de structure, des dimensions de terrain, des marges, du gabarit des bâtiments et des rapports entre ledit bâtiment, le nombre de logements ou chambres et le terrain et d'assujettir les travaux de modification extérieurs d'un bâtiment utilisé à des fins de centre d'accueil et les travaux d'aménagement de terrain relatifs à un tel établissement à un plan d'implantation et d'intégration architecturale, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

425/5/96 - **Avis de motion d'un règlement (no 2546) - Zonage**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement (no 2546) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle H10-10 y intégrant les terrains des zones résidentielles H10-01 et H10-05 situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame, entre les rues Surprenant et St-Alfred, et d'autoriser à l'intérieur de cette nouvelle zone les usages résidentiels de type unifamilial, bifamilial et trifamilial, de même que l'usage "centre d'accueil avec bureau d'organisme communautaire intégré", de prévoir toutes les normes afférentes à l'égard du type de structure, des dimensions de terrain, des marges, du gabarit des bâtiments et des rapports entre ledit bâtiment, le nombre de logements ou chambres et le terrain et d'assujettir les travaux de modification extérieurs d'un bâtiment utilisé à des fins de centre d'accueil et les travaux d'aménagement de terrain relatifs à un tel établissement à un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

426/5/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2546**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2546 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle H10-10 y intégrant les terrains des zones résidentielles H10-01 et H10-05 situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame, entre les rues Surprenant et St-Alfred, et d'autoriser à l'intérieur de cette nouvelle zone les usages résidentiels de type unifamilial, bifamilial et trifamilial, de même que l'usage "centre d'accueil avec bureau d'organisme communautaire intégré", de prévoir toutes les normes afférentes à l'égard du type de structure, des dimensions de terrain, des marges, du gabarit des bâtiments et des rapports entre ledit bâtiment, le nombre de logements ou chambres et le terrain et d'assujettir les travaux de modification extérieurs d'un bâtiment utilisé à des fins de centre d'accueil et les travaux d'aménagement de terrain relatifs à un tel établissement à un plan d'implantation et d'intégration architecturale, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

427/5/96 - **Avis de motion d'un règlement - Entente interm. avec la Mun. de Saint-Germain de Grantham - Entretien du Cinquième Rang Ouest**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement prévoyant la signature d'une entente intermunicipale à intervenir entre la Ville de Drummondville et la Municipalité de Saint-Germain de Grantham pour la gestion de l'entretien du Cinquième Rang Ouest, le tout conformément à la législation en vigueur.

428/5/96 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement à l'art. 7 du règlement no 2491 - Limite de vitesse**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement modifiant l'article 7 du règlement no 2491 de façon à fixer la vitesse limite à trente kilomètres/heure (30 km/h) au lieu de vingt kilomètres/heure (20 km/h).

429/5/96 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux de transformation du garage municipal actuel en poste de police**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement décrétant des travaux de transformation du garage municipal actuel en poste de police et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 518 270 $.

1. Travaux au rez-de-chaussée	804 360,00 $
2. Travaux à l'étage	1 385 440,00 $
	2 189 800,00 $
Honoraires professionnels	220 000,00 $
Laboratoires	20 000,00 $
Frais de financement	88 470,00 $
TOTAL - EMPRUNT:	2 518 270,00 $

430/5/96 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage dans le parc industriel régional**

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Bergeron, entre les rues Sigouin et Power, la rue Théo-Ketterer, entre les rues Sigouin et Power, et sur la rue Rocheleau, entre les rues Power et Gauthier, et prévoyant un emprunt n'excédant pas 500 550 $.

1. Bordures	132 000 $
2. Pavage	274 050 $
3. Éclairage	32 500 $
	438 550 $
Honoraires professionnels	52 000 $
Frais de financement	10 000 $
TOTAL - EMPRUNT:	500 550 $

431/5/96 - Adoption du règlement no 2540 - ZONAGE

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2540 a été donné (réf: 299/4/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2540 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone commerciale C12-12 située en bordure de la rue Saint-Georges, au sud-ouest du boulevard Lemire, certains usages référant à la classe commerciale c_2 et qui sont les services professionnels, les bureaux d'affaires, les organismes privés/communautaires/publics et les cliniques.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2540 et ce de 9 heures à 19 heures le 28 mai 1996.

432/5/96 - Adoption du règlement no 2541 - ZONAGE

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2541 a été donné (réf: 302/4/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2541 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter à la grille des usages et normes de la zone commerciale C06-08, longeant le côté nord-est du boulevard St-Joseph, approximativement entre le boulevard des Chutes et la rue de Laval, et regroupant également des propriétés ayant front sur la rue Bégin et le boulevard Mercure dans le même arrondissement, pour la classe d'usages c_2, l'usage "restaurant-bar" en tant qu'usage spécifiquement permis, d'y prohiber expressément les prestations offertes sur place par un musicien, un groupe de musiciens ou un orchestre, de même que la tenue de spectacles, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment et d'y prévoir une norme particulière quant à la localisation possible pour l'aménagement de terrasses extérieures.

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2541 et ce de 9 heures à 19 heures le 28 mai 1996.

433/5/96 - **Adoption du règlement no 2542-1 - Travaux de pavage et de bordures sur la rue 129e Avenue**

Lecture est donnée du règlement no 2542-1 décrétant l'exécution de travaux de pavage et de bordures sur la 129e Avenue située dans le développement résidentiel Carré Voyer, et prévoyant un emprunt de 62 000 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2542-1 et ce de 9 heures à 19 heures le 22 mai 1996.

434/5/96 - **Adoption du règlement no 2543-1 - Amendement au règlement no 2528 (Service 9-1-1)**

Lecture est donnée du règlement no 2543-1 amendant le règlement no 2528 de façon à modifier le tarif de financement du service centralisé d'appels d'urgence (Service 9-1-1) et plus particulièrement l'article 2.3.5.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

435/5/96 - **Adoption du règlement no 2544-1 - Amendement au règlement no 2282 (Constats d'infractions délivrés par employés mun.)**

Lecture est donnée du règlement no 2544-1 modifiant le règlement numéro 2282 autorisant certains employés municipaux à délivrer des constats d'infractions.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Informations des membres du Conseil

Pas d'enlèvement des ordures ménagères, ni de collecte sélective le lundi 20 mai (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie informe la population qu'il n'y aura pas d'enlèvement des ordures ménagères, ni de collecte sélective, le lundi 20 mai prochain, à l'occasion de la fête de Dollard.

Second versement des taxes municipales le 15 mai (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard informe les contribuables que le second versement des taxes municipales viendra à échéance le mercredi 15 mai prochain.

Les bureaux des services municipaux seront fermés le 20 mai (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard informe la population que les bureaux des services municipaux seront fermés le lundi 20 mai prochain, à l'occasion de la fête de Dollard.

L'enregistrement des bicyclettes est obligatoire
(M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière rappelle à la population que tout propriétaire d'une bicyclette doit en faire l'enregistrement auprès du Service de la sécurité publique.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: **M. Gérard Prince**, 1942 boul. Mercure.

M. Prince ne comprend pas que la Ville se vante d'avoir un surplus de 863 000 $ alors que la dette augmente de 300 000 $.

Madame la mairesse tente d'expliquer que le surplus de 863 000 $ touche les opérations alors que la dette est affectée par les immobilisations. Elle rappelle que depuis 6 ans, la dette a baissé, sauf en 1995, où on connait une légère hausse due au programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec. Ce programme a permis à la Ville de faire des travaux importants et de profiter d'une participation financière des gouvernements supérieurs.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **mardi le 21 mai 1996**.

436/5/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 45.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
84
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

13 mai 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 13 mai 1996 à 18 h 45, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

Renonciation à l'avis de convocation par les membres du Conseil

Considérant que l'avis de convocation de la présente séance spéciale prévoyait sa tenue pour 19 h 15;

Considérant que les membres du Conseil sont tous présents et qu'ils souhaitent devancer le début de la séance;

En conséquence, **les élus municipaux**, conformément à la Loi sur les Cités et Villes, **ont renoncé à l'avis de convocation** afin de modifier l'heure et ont signé un document à cet effet.

437/5/96 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

438/5/96 - **Affichage temporaire - Activités de la Coupe du Monde de Triathlon Cascades 1996**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les organisateurs de la Coupe du Monde de Triathlon Cascades 1996 à afficher les activités à différents endroits à l'intérieur des limites de la Ville, le tout en conformité avec la réglementation municipale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

439/5/96 - **Politique antinépotisme à l'embauche des fonctionnaires et à la promotion à un poste de cadre**

Attendu qu'il est du devoir de la Ville de Drummondville d'éviter tout conflit d'intérêts réel ou éventuel entre les intérêts de la Ville et ceux d'individus;

Attendu qu'il faut favoriser l'impartialité et l'apparence d'impartialité dans l'embauche des fonctionnaires, la promotion à un poste de cadre et l'exécution des fonctions des fonctionnaires et cadres de la Ville;

Attendu qu'il y a lieu d'adopter des règles pour éviter les abus de pouvoir et favoriser l'intégrité de la fonction publique municipale;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que:

1) Les "Attendus" font partie intégrante de la résolution;

2) Nul ne peut appliquer, ni obtenir un poste, à l'embauche de fonctionnaire ou à la promotion à un poste de cadre:

   - si un époux (ou épouse)
   - si un conjoint (ou conjointe) de fait depuis au moins trois ans
   - si un parent, par les liens du sang ou de l'adoption de 3 degrés ou moins, selon qu'établi aux articles 655 à 659 du Code Civil du Québec

détient un lien d'autorité, en vertu de l'organigramme hiérarchique de la Ville alors en vigueur, si tel candidat obtenait le poste,

ou si le poste, à l'embauche de fonctionnaire ou à la promotion à un poste de cadre, donnerait au candidat, s'il obtenait le poste, un lien d'autorité sur une personne ainsi apparentée par les liens du sang ou de l'adoption, époux(se) ou conjoint(e) de fait depuis au moins trois ans, en vertu de l'organigramme hiérarchique de la Ville alors en vigueur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

440/5/96 - **Appui à la nouvelle région administrative 04-Sud**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la requête déposée par le Comité chargé de l'étude d'une nouvelle région administrative 04-Sud couvrant les territoires de:

- la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska
- la Municipalité régionale de comté de Drummond
- la Municipalité régionale de comté de l'Érable
- la Municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska,

le tout tel que proposé dans le document de consultation daté du 26 avril 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

86

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

441/5/96 - **Radiation de comptes pour une somme de 108 369,22 $**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la radiation de certains comptes dus à la Ville pour les années 1988 à 1995 inclusivement et ce pour une somme totale de 108 369,22 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

442/5/96 - **Signature de la convention collective et d'une entente - Syndicat des Employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse, le directeur général, le directeur des Ressources humaines et l'agent de personnel soient et sont par les présentes autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville la convention collective à intervenir avec le Syndicat des Employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN), de même qu'une entente sur la signature de ladite convention collective.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

443/5/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 00.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Lapoint
Greffière.

Germain Lemay
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
87
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

21 mai 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 21 mai 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

444/5/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

445/5/96 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 6 mai 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 6 mai 1996 à 19 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

446/5/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 6 mai 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 6 mai 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

447/5/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 13 mai 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 13 mai 1996 à 18 h 45 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

448/5/96

1- **RÉFECTION DU CHEMIN D'ACCES - AÉROPORT MUNICIPAL (TRAVAUX DE VOIRIE ET D'ÉGOUTS PLUVIAUX) - (Soumissions ouvertes le 15 mai 1996)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. EXCAVATION F. MAJEAU & FILS INC. 970 St-Jean Drummondville	51 450,40 $
. R.C. HÉBERT TRANSPORT INC. 900 St-Pierre Drummondville	48 838,83 $
. EXCAVATIONS TOURVILLE INC. 5900 boul. Tourville, R.R. 1 Drummondville	29 639,81 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boul. Lemire Drummondville	51 442,32 $
. LACBEC INC. C.P. 129 Wickham	42 331,69 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	39 437,55 $
. LES ENTREPRISES CAMVRAC INC. 389 Notre-Dame N.D. Bon-Conseil	43 669,83 $
. EXCAVATION Mc.B.M. INC. 1 Notre-Dame-de-Lourdes St-Edmond	34 416,65 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la soumission de **Excavations Tourville Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
89
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

449/5/96

2- **STRUCTURE DE CHAUSSÉE, ÉLECTRICITÉ ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER - STATIONNEMENT ADJACENT A LA RUE MARCHAND (ME96DR01) - (Soumissions ouvertes le 15/05/96)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. EXCAVATIONS TOURVILLE INC. 5900 boul. Tourville, R.R. 1 Drummondville	92 453,59 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boul. Lemire Drummondville	109 753,02 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	101 055,29 $
. EXCAVATION Mc.B.M. INC. 1 Notre-Dame-de-Lourdes St-Edmond	102 843,70 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la soumission de **Excavations Tourville Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

450/5/96

3- **VOITURES DE POLICE IDENTIFIÉES ET CAMIONNETTE (NO 6-030) (Soumissions ouvertes le 8 mai 1996)**

(Le détail de ces soumissions apparait à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Automobiles J.P. Yergeau Inc.**, au montant de 89 267,79 $ (taxes incluses), soit retenue pour les 3 voitures de police, étant la plus basse soumission conforme.

Vu que Garage Montplaisir Ltée ne peut se conformer aux exigences du devis relatif à la camionnette, sa soumission doit être rejetée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

451/5/96

4- **ENTRETIEN PRÉVENTIF DES SYSTEMES DE CLIMATISATION, DE VENTILATION ET DE RÉFRIGÉRATION, AINSI QUE DES CONTROLES ÉLECTRIQUES ET COMPOSANTES PNEUMATIQUES DES ÉDIFICES MUNICIPAUX (TP-96-08) - Soumissions ouvertes le 8/05/96**

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. RÉFRIGÉRATION DEN-MAR INC. 110 - 8e Avenue Drummondville	5 811,71 $
. RÉFRIGÉRATION POLE-NORD LTÉE 1050 boul. St-Joseph Drummondville	5 424,26 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la soumission de **Réfrigération Pôle-Nord Ltée** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

452/5/96

5- **NETTOYAGE DES CHAUDIERES (TP-96-09)**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 13 mai 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. COMBUSTION A.C. INC. 3115 Gendron Ste-Rosalie	3 854,44 $
. ÉQUIPEMENT DE COMBUSTION IDÉAL LTÉE 1030 Deschaillons Sherbrooke	4 184,43 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la soumission de **Combustion A.C. Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

6- **NETTOYAGE DES TERRAINS VACANTS OU CONSTRUITS**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 15 mai 1996)

453/5/96

a) **Superficie inférieure à 743,2 mètres carrés**

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. ATHANASE GÉLINEAU	28,49 $ par terrain ou 22,79 $/heure
. VERT GAZON ENR.	150,00 $ par terrain
. SERVICE DE PELOUSE J.P. AUCLAIR	20,51 $/heure
. SERVICE TONTE G. FRÉCHETTE	20,00 $ par terrain
. RENÉ BOLDUC, PAYSAGISTE	199,42 $ par terrain

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la soumission de **Service de Tonte de Pelouse G. Fréchette** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

454/5/96

b) **Superficie supérieure à 743,2 mètres carrés**

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. ATHANASE GÉLINEAU	28,49 $/heure
. VERT GAZON ENR.	16,00 $/heure
. SERVICE DE PELOUSE J.P. AUCLAIR	28,49 $/heure
. SERVICE TONTE G. FRÉCHETTE	20,00 $/heure
. RENÉ BOLDUC, PAYSAGISTE	17,09 $/heure

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la soumission de **René Bolduc, Paysagiste** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ



455/5/96

7- **BORDURES ET PAVAGE (MDV9605)**
(Soumissions ouvertes le 15 mai 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boul. Lemire Drummondville	250 164,14 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	267 959,48 $

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de **R. Guilbeault Construction Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

456/5/96

8- **ÉGOUT PLUVIAL ET VOIRIE - 117e Avenue (MDV9604)**
(Soumissions ouvertes le 15 mai 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. EXCAVATION MC.B.M. INC. 1 Notre-Dame-de-Lourdes St-Edmond	131 253,37 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boul. Lemire Drummondville	115 656,55 $
. EXCAVATIONS TOURVILLE INC. 5900 boul. Tourville, R.R. 1 Drummondville	118 061,81 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	111 938,00 $
. LES ENTREPRISES CAMVRAC INC. 389 Notre-Dame N.D. Bon-Conseil	132 472,99 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la soumission de **Sintra Inc. (région Centre du Québec)** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

457/5/96

9- **RÉFECTION DE TROTTOIRS (DOSSIER NO 96-02)**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 10 mai 1996)

Soumissionnaire	Prix (taxes incluses)
. LAMBERT ET GRENIER INC. 1244 Chemin Quatre Saisons N.D. Bon-Conseil	49 778,40 $

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de **Lambert et Grenier Inc.** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres de remerciements, ainsi que de demandes de services et d'aide financière.

458/5/96 - **Tenue d'une vente-trottoir - Magasin Chaussures Croteau (1981)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le magasin Chaussures Croteau (1981) à tenir une vente-trottoir les 12, 13, 14 et 15 juin 1996 sur son terrain de stationnement situé au 1264 St-Edgar, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

459/5/96 - **Tenue d'un feu de joie - Centre Frederick-George-Heriot**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Frederick-George-Heriot à faire un petit feu de joie le 24 juin 1996 pour les résidents du Centre dans le cadre de la Fête de la St-Jean-Baptiste.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

460/5/96 - **Autorisation d'apposer le logo sur la surface glacée du C.M.D. et de l'O.Y.C. - Centraide Coeur du Québec Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Centraide Coeur du Québec Inc. à apposer le logo sur la surface glacée du Centre Marcel Dionne et de l'Olympia Yvan Cournoyer pour la saison 1996/1997.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

461/5/96 - **Tenue d'un marchethon - Scouts et Guides de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Scouts et Guides de Drummondville à tenir un marchethon le 2 juin 1996 selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique et selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

462/5/96 - **Tenue de la Journée du Vélo au parc Ste-Thérèse - Réseaux Plein Air Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'organisme Réseaux Plein Air Drummond Inc. à tenir une Journée du Vélo au parc Ste-Thérèse le 15 juin 1996, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

463/5/96 - **Vente de produits alimentaires dans le cadre du Festival mondial de folklore de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Festival mondial de folklore de Drummondville à procéder à la vente de produits alimentaires du 5 au 14 juillet 1996 dans le cadre de la 15e édition du festival et ce aux endroits déterminés dans une lettre datée du 6 mai 1996, laquelle lettre est annexée à la présente pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

464/5/96 - **Sollicitation de permis d'alcool - Festival mondial de folklore**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Festival mondial de folklore de Drummondville à solliciter des permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées au parc Woodyatt dans le cadre des activités de la 15e édition du festival et ce aux endroits démontrés sur un plan présenté par les organisateurs.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

465/5/96 - **Installation de tentes au parc Woodyatt - Festival mondial de folklore de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Festival mondial de folklore de Drummondville à installer des tentes au parc Woodyatt pour la durée de la 15e édition du festival, le tout selon un plan soumis le 6 mai 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

466/5/96 - **Utilisation d'équipements - Festival mondial de folklore**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Festival mondial de folklore de Drummondville à:

1) utiliser les équipements nautiques du parc Ste-Thérèse, selon les tarifs réduits;
2) bénéficier gratuitement des piscines publiques;
3) circuler à bicyclette sans immatriculation.

Ces autorisations sont valables pour les membres des troupes qui participent à la 15e édition du Festival mondial de folklore.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

467/5/96 - **Embauche de Mme Céline Bergeron en remplacement temporaire de Mme Denise Forget, secrétaire à la mairie**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville embauche Mme Céline Bergeron au poste de secrétaire à la mairie et ce en remplacement temporaire de Mme Denise Forget.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

468/5/96 - **Embauche de M. Charles Renaud à titre de policier à l'essai**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Charles Renaud à titre de policier à l'essai au Service de la sécurité publique et ce à une date déterminée par la direction du Service; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Charles Renaud s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

469/5/96 - **Nomination de M. Paul Gagné au poste de préposé aux communications au Service de la sécurité publique**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que M. Paul Gagné soit nommé à titre de préposé aux communications à temps partiel régulier au Service de la sécurité publique, et ce à compter du 25 avril 1996, conformément à l'article 15 de la convention collective du Syndicat des Employé(e)s municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

De plus, M. Paul Gagné s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant à son lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

470/5/96 - **Mandat au Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Préparation de plans & devis et demande de soumissions publ. (règ. 2538 et 2550)**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. aux fins de préparer les plans et devis et une demande de soumissions publiques pour l'exécution des travaux suivants:

- Pavage et bordures sur la rue Paul-H. Frigon (travaux prévus au règlement no 2538);
- Pavage, bordures et éclairage dans le parc industriel régional (travaux prévus au règlement no 2550).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

471/5/96 - **Mandat à la firme Aqua Data Inc. - Inspection et analyse des vannes du réseau d'aqueduc localisées sur des conduites de 200 mm et moins**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Aqua Data Inc., consultant, aux fins de procéder à la phase 2 de l'inspection et de l'analyse des vannes du réseau d'aqueduc localisées sur des conduites de 200 mm et moins.

Les honoraires professionnels sont de l'ordre de 34 200 $, taxes en sus.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

472/5/96 - **Mandat à SNC Lavalin Inc. - Surveillance des travaux prévus au règlement no 2535 (Systèmes de pompage d'eau - U.T.E.)**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme SNC Lavalin Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux décrétés par le règlement no 2535 décrétant l'exécution de travaux de modifications aux systèmes de pompage d'eau traitée et d'eau brute à l'usine de traitement d'eau.

INITIALES DE LA MAIRESSE
95
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Les honoraires sont de l'ordre de 4 % du montant des travaux réalisés.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

473/5/96 - **Dépôt du procès-verbal (8/5/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 8 mai 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

474/5/96 - **Acceptation des travaux d'agrandissement d'un stationnement existant au 400 St-Jean - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'agrandissement d'un stationnement existant à l'angle de la rue St-Jean et du boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est localisé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale pour les travaux d'agrandissement d'aire de stationnement;

Considérant qu'il existe déjà une aire de stationnement importante à l'angle des voies de circulation citées ci-haut;

Considérant que le projet consiste plus particulièrement à utiliser l'ancienne emprise de voie ferrée nouvellement acquise par les demandeurs pour y ajouter des cases de stationnement supplémentaires (environ vingt-huit (28) cases);

Considérant que cette ancienne emprise longe le boulevard St-Joseph et une partie de la rue St-Jean;

Considérant que le projet d'aménagement respecte les bandes gazonnées minimales entre l'aire de stationnement et l'emprise de rue (soit deux mètres (2 m)) le long du boulevard St-Joseph tout en offrant un dégagement supérieur (cinq virgule cinq mètres (5,5 m)) le long de la rue St-Jean;

Considérant que la Ville de Drummondville est propriétaire d'une portion de terrain située immédiatement à l'intersection des deux (2) voies de circulation;

Considérant le flux de circulation important de cette intersection et la très grande visibilité de l'aire de stationnement;

Considérant que l'aménagement projeté des cases de stationnement et allées d'accès respectent la réglementation de zonage applicable;

Considérant l'absence d'aménagement paysager visant à améliorer l'esthétique de cette aire de stationnement (à l'exception de trois (3) arbres plantés par la Ville le long du boulevard St-Joseph et d'un aménagement au pied de l'enseigne sur la rue St-Jean);

Considérant que les critières du plan d'implantation et d'intégration architecturale ont pour objectif d'atténuer la présence d'aire de stationnement sur rue par l'éloignement de celle-ci de la rue et/ou la réalisation d'un aménagement paysager;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accepte la réalisation des travaux d'agrandissement de stationnement au 400 St-Jean dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale à la condition qu'un plan d'aménagement montrant l'intégration d'aménagements paysagers et/ou la plantation d'arbres dans les bandes gazonnées prévues soit déposé et accepté par la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

475/5/96 - **Acceptation des travaux majeurs de rénovation du bâtiment situé au 284 Lindsay et du projet d'affichage sur bâtiment - P.I.A.**

Considérant le projet de rénovation des façades intégrant certaines modifications apportées au projet soumis à la séance du 17 avril 1996 (résolution du Comité consultatif d'urbanisme numéro 96.04.13 et du Conseil municipal numéro 405/5/96), de même d'un nouvel affichage sur bâtiment;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale quant aux travaux de rénovation extérieure et d'affichage;

Considérant que l'intervention consiste à rénover complètement la façade principale du bâtiment donnant sur la rue Lindsay, de même qu'une partie des façades latérales, soit environ trois virgule six mètres (3,6 m) (mesuré à partir de la façade principale);

Considérant que l'intervention consiste à remplacer le matériau de parement extérieur de type "déclin" par de la brique de couleur rouge pour le rez-de-chaussée et un enduit acryfix (crépi) de couleur blanche pour l'étage;

Considérant que le choix et la couleur de ces matériaux visent à les intégrer au déclin existant et conservé sur les autres portions du bâtiment;

Considérant qu'un entablement et une corniche à modillons avec bordures (de couleur vert foncé) sont proposés afin d'ornementer la façade principale et la partie des façades latérales visées par le projet;

Considérant que la fenêtre et la porte existantes en façade principale à l'étage, de même que la fenêtre également située à l'étage en façade latérale gauche seront de type "à guillotine";

Considérant que des appliqués en arc-de-cercle seront installés en partie supérieure des vitrines commerciales (façades principale et latérale droite);

Considérant que le traitement architectural de l'entrée à l'établissement commercial légèrement plus haut que l'entablement avec jeux de brique de part et d'autre donne un relief à la façade;

Considérant que l'ajout d'un auvent de forme rectangulaire au-dessus de l'entrée respecte l'esprit du traitement architectural de la façade;

Considérant que des jeux de brique sont proposés sur les façades latérales afin d'améliorer visuellement la transition entre le nouveau matériau (la brique) et le matériau conservé (déclin) sur lesdites façades;

Considérant que le projet de rénovation propose l'intégration d'un affichage réalisé en bois ouvragé avec éclairage par réflexion;

Considérant que l'affichage propose des couleurs qui s'inscrivent en continuité avec la couleur des matériaux de parement extérieur (rouge, blanc, vert, or);

Considérant l'intégration de l'enseigne au nouveau traitement architectural de l'entrée;

Considérant que les dimensions et la localisation de l'enseigne respectent les normes d'affichage applicables;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accepte le projet de rénovation des façades principale et latérales (en partie) pour l'immeuble du 284 rue Lindsay, de même que le projet d'affichage déposé, le tout dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

476/5/96 - **Acceptation des travaux de remplacement de la galerie existante du bâtiment situé aux 606 et 608 Brock - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but de remplacer la galerie existante au rez-de-chaussée du bâtiment situé aux 606 et 608 Brock, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est localisé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que, plus précisément, les travaux consistent à refaire le plancher, les marches, les garde-corps, les poteaux de support de l'avant-toit, de même que le dessous de celui-ci;

Considérant que les garde-corps actuels seront remplacés par des garde-corps en aluminium d'une hauteur de zéro virgule neuf mètre (0,9 m) conforme à la réglementation;

Considérant que les poteaux de support seront remplacés par des poteaux de quinze centimètres par quinze centimètres (15 cm x 15 cm);

Considérant que la galerie conservera les mêmes dimensions ainsi que son accès central avec garde-corps séparant ladite galerie en deux (2) pour chacun des occupants des deux (2) logements;

Considérant que le choix de matériaux pour le plancher, les marches et le dessous d'avant-toit est sans incidence pour l'intégration architecturale de l'intervention;

Considérant que, globalement, l'intervention respecte le caractère architectural du bâtiment et contribue au renforcement de l'effet d'ensemble des constructions de même type situées sur cette rue;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les travaux de remplacement de la galerie existante pour l'immeuble aux 606 et 608 rue Brock dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

477/5/96 - **Nomination de la rue "des Orchidées" - Collect. du Boisé Messier**

Considérant qu'une nouvelle rue sera bientôt ouverte au Boisé Messier;

Considérant que la thématique des noms de fleurs a déjà été retenue pour ce développement domiciliaire;

Considérant que les noms "des Camélias" et "des Jonquilles" ont déjà été retenus pour deux (2) rues locales existantes;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de la rue "des Orchidées" pour le lot 109-334 et autre(s) lot(s) à venir dans le prolongement de cette rue.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

478/5/96 - **Autorisation d'afficher des encarts publicitaires - Centre d'Emploi du Canada pour Étudiants**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre d'Emploi du Canada pour Étudiants à afficher des encarts publicitaires en bordure des principales artères de la Ville pour un nombre maximum de 15 sites.

Cette autorisation est valable du 21 mai jusqu'au 31 juillet 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

479/5/96 - **Acte de correction affectant le lot 2 Ptie (Échange de terrain entre la Ville et Mme Suzanne Dorais)**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de correction à intervenir entre la Ville de Drummondville et Madame Suzanne Dorais et portant plus particulièrement sur le lot deux (2) Ptie du cadastre du Canton de Grantham.

Cet acte de correction affecte l'acte de vente enregistré sous le numéro 371755 au bureau de la publicité des droits de la Circonscription foncière de Drummond.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

480/5/96 - **Vente par Crain Drummond Inc. à la Société en commandite Cramex du lot 174-5 du Canton de Grantham**

Considérant que la Ville de Drummondville a vendu à la compagnie Crain Drummond Inc. une partie du lot 174 du cadastre du Canton de Grantham, maintenant connue sous le numéro 174-5 et ce en vertu d'un acte enregistré au bureau de la publicité des droits de la Circonscription foncière de Drummond sous le numéro 369244;

Considérant que dans cet acte, Crain Drummond Inc. peut revendre ledit terrain au même prix et selon les conditions prévues audit acte;

Considérant que Crain Drummond Inc. s'apprête à vendre ledit immeuble à la Société en commandite Cramex pour et en considération du prix payé, soit 261 027,00 $;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents donnant effet à la vente par Crain Drummond Inc. à la Société en commandite Cramex.

La présente autorisation est donnée en exécution de l'article 8 du paragraphe intitulé "Déclaration du vendeur" de l'acte enregistré sous le numéro 369244.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

481/5/96 - **Adoption du projet de règlement no 2551 - Zonage**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2551 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier la limite de deux (2) zones industrielles (I11-03 et I11-04) dans le secteur des rues Janelle, Haggerty et Farrell, de prévoir que la marge arrière peut être nulle (0 m) dans la nouvelle zone I11-03 à la condition que les bâtiments situés sur les terrains voisins soient localisés à une distance de six mètres (6 m) et de soustraire la catégorie d'affichage "H" de la nouvelle zone I11-04, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

482/5/96 - **Avis de motion d'un règlement (no 2551) - Zonage**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2551) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier la limite de deux (2) zones industrielles (I11-03 et I11-04) dans le secteur des rues Janelle, Haggerty et Farrell, de prévoir que la marge arrière peut être nulle (0 m) dans la nouvelle zone I11-03 à la condition que les bâtiments situés sur les terrains voisins soient localisés à une distance de six mètres (6 m) et de soustraire la catégorie d'affichage "H" de la nouvelle zone I11-04.

483/5/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2551**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2551 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier la limite de deux (2) zones industrielles (I11-03 et I11-04) dans le secteur des rues Janelle, Haggerty et Farrell, de prévoir que la marge arrière peut être nulle (0 m) dans la nouvelle zone I11-03 à la condition que les bâtiments situés sur les terrains voisins soient localisés à une distance de six mètres (6 m) et de soustraire la catégorie d'affichage "H" de la nouvelle zone I11-04, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

484/5/96 - **Adoption du règlement no 2547 - Entente intermunicipale avec la Municipalité de Saint-Germain (Entretien du Cinquième Rang Ouest)**

Lecture est donnée du règlement no 2547 autorisant une entente intermunicipale relative à l'entretien du Cinquième Rang Ouest entre les municipalités de Drummondville et Saint-Germain de Grantham.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

485/5/96 - **Adoption du règlement no 2548 - Modification à l'art. 7 du règlement no 2491 (Limite de vitesse)**

Lecture est donnée du règlement no 2548 modifiant l'article 7 du règlement numéro 2491 (zone de sécurité pour piétons) en fixant la vitesse maximale permise à 30 km/h.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

486/5/96 - **Adoption du règlement no 2549 - Transformation du garage municipal actuel en poste de police**

Lecture est donnée du règlement no 2549 décrétant des travaux de transformation du garage municipal actuel en poste de police et prévoyant un emprunt de 2 518 270 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2549 et ce de 9 heures à 19 heures le 4 juin 1996.

487/5/96 - **Adoption du règlement no 2550 - Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage dans le parc industriel régional**

Lecture est donnée du règlement no 2550 décrétant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Bergeron et Théo-Ketterer, entre les rues Sigouin et Power, ainsi que sur la rue Rocheleau, entre les rues Power et Gauthier, et prévoyant un emprunt de 500 550 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2550 et ce de 9 heures à 19 heures le 4 juin 1996.

Informations des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à M. Gilles Forcier, employé au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de sa soeur, Mme Yvonne Forcier Allard.

Réglementation sur l'utilisation de l'eau potable (M. Gilles Fontaine)

Le conseiller Gilles Fontaine rappelle aux citoyens que le règlement sur l'utilisation de l'eau potable est en vigueur depuis le 1er mai jusqu'au 1er octobre sur le territoire de la Ville de Drummondville, ainsi que dans les municipalités desservies en eau potable par la Ville, soit St-Nicéphore et St-Charles.

Service 9-1-1 (Mme Francine Ruest-Jutras)

Madame la mairesse annonce à toute la population que le Service 9-1-1 sera en opération à compter du 27 mai 1996.

Le conseiller Denis Savoie demande si le coût de 0,79 $ s'applique à chaque ligne téléphonique.

Madame la mairesse répond que oui.

INITIALES DE LA MAIRESSE

101

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Pistes cyclables (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean rappelle que l'utilisation des pistes cyclables est autorisée pour les piétons, les cyclistes et les adeptes de patins à roues alignées. Il souhaite que les utilisateurs fassent preuve de courtoisie.

De plus, le conseiller Réal Jean invite tous les cyclistes à participer au Rendez-vous du vélo qui se tiendra le 26 mai 1996. Il souhaite que les organismes prennent modèle sur cette activité quant à leur autofinance-ment.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 3 juin 1996.**

488/5/96 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 15.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

27 mai 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 27 mai 1996 à 17 h 00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personne ressource:

M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

489/5/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir retiré l'item no 11 de l'ordre du jour.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

490/5/96

1- **CONSTRUCTION D'UN CHALET (INCLUANT INSTALLATION SEPTIQUE) AU PARC COTÉ**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 23 mai 1996)

Soumissionnaires	Prix
. CONSTRUCTION J.M.G. SIMARD INC. 90 Léger Drummondville	31 626,79 $
. CONSTRUCTION MARTIN ET MARTIN INC. 915 Godbout Drummondville	32 551,84 $
. CONSTRUCTION MARCEL PROVENCHER LTÉE 535 Surprenant Drummondville	35 859,36 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la soumission de **Construction J.M.G. Simard Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

491/5/96

2- **AMÉNAGEMENT D'UNE PISTE CYCLABLE - PARC COTÉ (INCLUANT BRANCHEMENT D'AQUEDUC) - (Soumissions sur invitation: Ouverture le 23 mai 1996)**

Soumissionnaires	Prix
. EXCAVATION Mc.B.M. INC. 980 - 5e Rang Drummondville	32 977,64 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	36 215,58 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	37 263,29 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la soumission de **Excavation Mc.B.M. Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

492/5/96 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 3025 rue Power

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 3025 rue Power;

Considérant que la dérogation demandée concerne la hauteur maximale des constructions accessoires;

Considérant que le projet consiste à ériger deux (2) silos pour entreposage de grains avec élévateurs dans la cour arrière du bâtiment principal;

Considérant que la hauteur projetée des silos est d'environ vingt-deux mètres (22 m) et que la hauteur d'un (1) des élévateurs est d'environ vingt-six mètres (26 m);

Considérant que le règlement de zonage prévoit que la hauteur maximale de tout bâtiment ou construction accessoire est équivalente à la hauteur maximale d'un bâtiment principal soit quinze mètres (15 m) pour la zone industrielle I12-07 visée;

Considérant que les silos proposés auront une implantation au sol d'environ

. quatre virgule six mètres (4,6 m) de diamètre
ou
. trois virgule sept mètres (3,7 m) par trois virgule sept mètres (3,7 m);

Considérant qu'il est possible que d'autres silos soient éventuellement installés;

Considérant que les élévateurs aménagés le long des silos sont de structure légère;

Considérant que tout type de silo ou élévateur peut difficilement rencontrer les exigences réglementaires actuelles en terme de hauteur maximale;

Considérant qu'un tel type de construction accessoire ne peut être implanté dans une cour avant d'un bâtiment principal;

Considérant que la norme actuelle rend quasi impossible l'installation de ce type de structure d'entreposage et cause, par conséquent, un préjudice sérieux au demandeur;

Considérant que la dérogation demandée ne semble pas causer préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu d'accorder une dérogation mineure à l'égard de la hauteur de constructions accessoires de type silo et élévateur dans la cour arrière du bâtiment situé au 3025 rue Power fixant celle-ci à vingt-six mètres (26 m) plutôt que quinze mètres (15 m).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

493/5/96 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 805 boulevard Lemire**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 805 boulevard Lemire;

Considérant que la dérogation demandée concerne la marge de recul applicable dans la zone où l'immeuble est situé;

Considérant qu'un nouveau bâtiment principal est projeté sur le terrain visé en remplacement du bâtiment principal actuel;

Considérant que le demandeur souhaite implanter le nouveau bâtiment suivant une marge de recul de vingt-cinq mètres (25 m) mesurée à partir de l'emprise du boulevard Lemire;

Considérant que le demandeur a obtenu des informations en décembre 1995 et en janvier et février 1996 alors que le règlement de zonage numéro 1850 était en application et que la marge de recul était fixée à quinze mètres (15 m) minimum, sans maximum (sans excéder trente pour cent (30 %) de la profondeur du terrain);

Considérant que la nouvelle réglementation de zonage (règlement numéro 2520) est venue apporter une précision à l'égard du calcul de la marge de recul pour la zone industrielle I11-07 fixant celle-ci à quinze mètres (15 m) minimum, tenant compte de la moyenne des implantations des bâtiments principaux situés sur les terrains voisins et à laquelle s'applique une variante de plus ou moins dix pour cent (10 %);

Considérant que le respect de la marge de recul applicable (15 m) a pour incidences de

- rendre dispendieux l'installation d'un puisard pour une (1) seule rangée de cases de stationnement en façade du bâtiment;
- limiter l'espace disponible pour la réalisation d'un aménagement paysager entre le bâtiment et l'aire de stationnement;
- diminuer le nombre de cases de stationnement possible pour automobiles sur le terrain puisque tout l'espace disponible derrière la clôture prévue est nécessaire aux manoeuvres de véhicules lourds (le nombre de cases proposé est déjà en deça du besoin réel);
- rendre impossible tout agrandissement éventuel pour bureaux dans la cour avant; tout agrandissement en cour latérale gauche étant par ailleurs impossible puisqu'on y retrouve la voie d'accès principale;

Considérant qu'un agrandissement éventuel des bureaux par l'intérieur du bâtiment impliquerait le déplacement de la mezzanine prévue pour la section des pièces et d'un pont roulant, ce qui engendrerait des coûts importants pour l'entreprise;

Considérant que la hauteur du bâtiment mesurée au faîte du toit est d'environ dix virgule neuf mètres (10,9 m) et que ledit bâtiment est peu large, ce qui en accentue l'effet de hauteur;

Considérant qu'un éloignement par rapport au boulevard Lemire supérieur à quinze mètres (15 m) aura pour effet de diminuer l'incidence d'une telle hauteur de bâtiment;

INITIALES DE LA MAIRESSE
105
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que le demandeur prévoit réaliser un aménagement paysager dans les aires gazonnées dans la cour avant du bâtiment;

Considérant que la dérogation mineure demandée ne semble pas causer préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu d'accorder une dérogation mineure à l'égard de la marge de recul fixant celle-ci à vingt-cinq mètres (25 m) plutôt que quinze mètres (15 m) pour le bâtiment principal projeté au 805 boulevard Lemire.

La conseillère Réjeanne Viens et le conseiller Guy Drouin enregistrent leur dissidence.

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

494/5/96 - Dépôt du procès-verbal (22/5/96) - C.C.U.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 22 mai 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

495/5/96 - **Acceptation d'un nouvel aménagement paysager au 1800 Michaud - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet de réaliser des travaux majeurs d'aménagement paysager à l'immeuble situé au 1800 Michaud, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'immeuble se situe dans la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, tous travaux majeurs d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que depuis la construction de l'immeuble, seuls des travaux d'engazonnement des espaces libres (et non voués à la circulation des véhicules) ont été réalisés;

Considérant que le projet consiste en

. la réalisation d'un alignement de plantation d'arbres dans la cour comprise entre le bâtiment et l'autoroute 20;
. la plantation d'une haie le long de l'aire de chargement/déchargement;
. la réalisation d'aménagement paysager (haie, arbres et rocailles) aux abords de l'aire de stationnement et de part et d'autre de l'entrée principale du bâtiment;

Considérant que l'aménagement proposé répond aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale quant à

. l'atténuation de l'incidence visuelle des aires de stationnement et de chargement/déchargement;
. la délimitation des allées d'accès et l'orientation de la circulation véhiculaire et piétonne;
. l'amélioration de l'image globale de la propriété et la mise en valeur du caractère de prestige de la vitrine industrielle;

Considérant que les espaces destinés au stationnement et au chargement/déchargement, de même que les allées d'accès s'y rapportant, sont déjà asphaltés;

Considérant que, globalement, la proposition d'aménagement respecte les principes d'aménagement de terrain du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que les interventions proposées respectent également les normes d'aménagement qui étaient applicables lors de la construction de l'immeuble;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la réalisation des travaux d'aménagement paysager, tel que déposé pour l'immeuble du 1800 rue Michaud, et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

496/5/96 - **Refus des travaux de modification aux ouvertures et aux matériaux de parement extérieur de la bâtisse située au 184 Heriot - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à réaliser des travaux de modification aux ouvertures et aux matériaux de parement extérieur du bâtiment localisé au 184 rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'intervention consiste, plus précisément, à

- réaménager légèrement l'entrée principale soit en remplaçant la colonne centrale par une partie de mur plus large;
- remplacer les matériaux de parement existant au rez-de-chaussée soit de la brique de couleur brun-rouge et des carreaux de céramique anthracite par de la brique de couleur beige;
- installer des portes ouvrant sur un axe horizontal (de type porte de garage) pour l'établissement situé dans la portion droite du rez-de-chaussée (portes déjà installées);

Considérant que le réaménagement mineur de l'entrée ne modifie pas l'équilibre architectural du rez-de-chaussée;

Considérant que la proposition de brique de couleur beige pour le rez-de-chaussée en remplacement du stuc et du bois telle que déjà acceptée dans le cadre d'une proposition antérieure (résolution du Comité consultatif d'urbanisme numéro 95.06.19 et du Conseil municipal numéro 629/6/95), pourrait s'avérer une alternative intéressante;

Considérant que la proposition d'ouvertures pour la portion droite du rez-de-chaussée (portes de garage) correspond à une mode qui risque de passer rapidement et qu'elle ne constitue pas une intervention durable en regard du bâtiment;

Considérant que les ouvertures proposées ne sont pas en accord avec la vocation de commerce de détail et de service du secteur et font plutôt directement référence à une utilisation commerciale plus "lourde" (commerce relatif aux véhicules);

Considérant que le choix des ouvertures répond aux besoins spécifiques de l'établissement visé sans égard à l'intégration des vitrines commerciales des bâtiments voisins;

Considérant que le choix de ces ouvertures repose sur des considérations de coût, de facilité d'utilisation et d'isolation mais ce, sans égard à l'intégration architecturale de l'intervention tant pour le bâtiment lui-même que pour les bâtiments situés dans l'environnement;

Considérant que l'intervention ne contribue pas à améliorer l'image globale du bâtiment ou à lui conférer un cachet plus noble ou à améliorer sa valeur architecturale;

Considérant que l'intervention affecte grandement l'équilibre architectural entre les portions gauche et droite du bâtiment;

INITIALES DE LA MAIRESSE
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant la très grande visibilité de ces ouvertures tant sur rue (Heriot) que par la rue Cockburn située presqu'en face desdites ouvertures;

Considérant que les critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale visent spécifiquement à éviter l'aménagement de portes de grande dimension de tout type (telles portes de garage et portes patio) sans que la présence de celles-ci ne soit atténuée par le choix des façades où elles sont aménagées (latérales et arrière) ou par la réalisation d'aménagements quelconques tels décrochés, avant-toits, balcons, etc;

Considérant que l'ajout d'un carrelage dans les ouvertures de la portion gauche du bâtiment et l'installation de boîtes à fleurs ne permettent pas de corriger les incidences de l'installation de portes de garage dans la portion droite;

Considérant qu'une nouvelle proposition en matière d'ouverture pour la portion droite du rez-de-chaussée peut avoir une incidence sur l'harmonisation d'ensemble du rez-de-chaussée;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville refuse les travaux proposés pour l'immeuble du 184 rue Heriot dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale et exige la présentation d'un nouveau plan démontrant l'intégration d'ensemble des interventions proposées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

497/5/96 - **Acceptation de l'installation d'une nouvelle enseigne sur poteau au 141 boulevard St-Joseph - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet le remplacement de l'enseigne existante sur poteau au 141 boulevard St-Joseph dans le cadre d'un changement de bannière, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la propriété visée est située à l'entrée de la Ville et fait partie d'une zone où tout nouvel affichage est soumis à des critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la localisation de l'enseigne respecte les normes de dégagement applicables à l'égard des emprises des voies de circulation adjacentes, de même que le triangle de visibilité (intersection boulevard St-Joseph/rue Hains);

Considérant que les dimensions de l'enseigne sont conformes à la réglementation d'affichage;

Considérant que le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale vise une intégration harmonieuse de l'enseigne avec le bâtiment et son environnement et exige la réalisation d'un aménagement paysager au pied de l'enseigne;

Considérant que la proposition déposée prévoit un aménagement paysager dont les dimensions extérieures sont d'environ trois mètres par trois mètres (3 m x 3 m);

Considérant que le projet permettra l'engazonnement d'une superficie appréciable de terrain à l'intersection tout en délimitant plus clairement les accès pour véhicules au terrain;

Considérant que la nouvelle localisation de l'enseigne sur poteau permet de déconcentrer l'affichage sur le terrain, tenant compte d'un affichage déjà existant sur le bâtiment, de même qu'au dessus de l'îlot des pompes;

Considérant que la nouvelle enseigne ne nuit pas à la visibilité du bâtiment ni à celle des bâtiments et enseignes situés sur les terrains voisins;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville accepte l'installation d'une nouvelle enseigne sur poteau au 141 boulevard St-Joseph dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

498/5/96 - **Nomination de MM. Martin Elie et Jean Sébastien Trudel aux postes de préposés aux communications au S.S.P.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que MM. Martin Elie et Jean Sébastien Trudel soient nommés à titre de préposés aux communications avec statut de temps partiel régulier au Service de la sécurité publique et ce en exécution de la lettre d'entente signée avec le Syndicat des employé(e)s municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023) le 16 avril 1996.

De plus, MM. Martin Elie et Jean Sébastien Trudel s'engagent à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant à leur lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

499/5/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 17 h 10.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Caporet
Greffière.

Jacques Gauthier
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

3 juin 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 3 juin 1996 à 19 h 15, **sous la présidence du maire suppléant, M. Robert Lafrenière**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

  Estelle Demers
  Guy Drouin
  Mario Jacques
  Réal Jean
  Denis Savoie
  Jean-Guy Spénard
  Dominique Thériault
  Christian Tourigny
  Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

  M. Gérald Lapierre, directeur général
  M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
  Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
  M. Denis Jauron, coordonnateur urbaniste

- Secrétaire:

  Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Le maire suppléant déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

500/6/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Monsieur le maire suppléant explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- Règlement no 2545 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier le plan de zonage de façon à inclure à la zone commerciale existante C05-01 située du côté sud-ouest de l'intersection des boulevards Jean-de-Brébeuf et Mercure, un terrain formé des lots 102-136 et 102-137 localisé du côté est du boulevard Mercure et actuellement situé dans la zone résidentielle H05-07;
- Règlement no 2546 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone résidentielle H10-10 y intégrant les terrains des zones résidentielles H10-01 et H10-05 situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame, entre les rues Surprenant et St-Alfred, et d'autoriser à l'intérieur de cette nouvelle zone les usages résidentiels de type unifamilial, bifamilial et trifamilial, de même que l'usage "centre d'accueil avec bureau d'organisme

communautaire intégré", de prévoir toutes les normes afférentes à l'égard du type de structure, des dimensions de terrain, des marges, du gabarit des bâtiments et des rapports entre ledit bâtiment, le nombre de logements ou chambres et le terrain et d'assujettir les travaux de modification extérieurs d'un bâtiment utilisé à des fins de centre d'accueil et les travaux d'aménagement de terrain relatifs à un tel établissement à un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

501/6/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 19.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Lagacé
Greffière.

Robert Lalancette
Maire suppléant.

INITIALES DE LA MAIRESSE
111
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

3 juin 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 3 juin 1996, **sous la présidence du maire suppléant, M. Robert Lafrenière**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Mario Jacques
Réal Jean
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Le maire suppléant déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

502/6/96 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

503/6/96 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 21 mai 1996

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 21 mai 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

504/6/96 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 27 mai 1996

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 27 mai 1996 à 17 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

505/6/96

Le Conseil prend connaissance de la soumission suivante:

- **VENTE DU LOT 790-135 DU CANTON DE WICKHAM - PARC BOISÉ DE LA MARCONI**
  (Soumission ouverte le 29 mai 1996)

Soumissionnaire	Prix
. M. HUGO GUILLEMETTE 1300 de la Sentinelle Drummondville	24,35 $ le mètre carré

Considérant que le prix soumis est inférieur à l'évaluation municipale, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que **cette soumission ne soit pas retenue.**

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres de demandes d'aide financière.

506/6/96 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 6 mai au 3 juin 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 2 630 075,15 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

507/6/96 - **Tenue d'un pique-nique annuel au parc Milette - Église Baptiste de la Foi**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Église Baptiste de la Foi à utiliser le parc Milette le 7 juillet 1996, ou le 14 juillet 1996 en cas de pluie, pour la tenue de son pique-nique annuel, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

508/6/96 - **Campagne de financement - Centraide Coeur du Québec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Centraide Coeur du Québec Inc. à installer une banderole sur la rue Lindsay pour sa campagne de financement et ce au cours du mois d'octobre 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

509/6/96 - **Bal des retrouvailles le 15 juin 1996 au parc Frigon - Centre Communautaire St-Pierre**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Communautaire St-Pierre à tenir le Bal des retrouvailles le 15 juin 1996, de 13 h 00 à 19 h 30, au parc Frigon, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires. Le montant des services est évalué à 650 $.

INITIALES DE LA MAIRESSE
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

510/6/96 - **Festival de l'Épi le 8 août 1996 au parc Guilbault - Centre Communautaire St-Pierre**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Communautaire St-Pierre à tenir le Festival de l'Épi le 8 août 1996 au parc Guilbault, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

511/6/96 - **Tenue de ventes-trottoir au centre-ville - Sidac Alain Limoges**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Sidac Alain Limoges de Drummondville Inc. à tenir:

- la vente-trottoir pour la rue Lindsay du 19 au 22 juin 1996;
- la vente-trottoir pour la rue Heriot du 3 au 7 juillet 1996;

le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

Cette autorisation permet également un encan populaire qui se tiendra le 4 juillet 1996 sur la rue Cockburn près de la rue Heriot.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

512/6/96 - **Installation d'une tente pour une vente-trottoir - Magasin Zellers de la Place Drummond**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le magasin Zellers de la Place Drummond à installer une tente sur son terrain de stationnement pour une vente-trottoir et ce pour une période maximale de 4 jours, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

513/6/96 - **Installation d'une tente pour une vente-trottoir - Denis Lauzon Meubles**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Denis Lauzon Meubles à installer une tente dans le stationnement de son commerce pour une vente-trottoir et ce pour une période maximale de 4 jours, soit du 6 au 10 juin 1996, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

514/6/96 - **Tenue d'une vente-trottoir - Regroupement des marchands du boulevard René-Lévesque**

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Regroupement des marchands du boulevard René-Lévesque à tenir une vente-trottoir du 3 au 7 juillet 1996, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

515/6/96 - **Participation de la Ville à la campagne d'économie d'eau potable 1996 - AQTE/AESEQ**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville participe à la campagne d'économie d'eau potable 1996 de l'Association québécoise des techniques de l'environnement et de l'Association des entrepreneurs de services en environnement du Québec. Le coût est évalué à environ 2 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

516/6/96 - **Reconduction de convention - Maintien du pavillon-jardin au 3125 rue Louise**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de renouvellement de la convention à intervenir avec Madame Colette Bernier, Monsieur Rénald Turcotte et la Société d'habitation du Québec.

Cette convention permet l'installation d'un pavillon-jardin sur le lot 309-7 partie, Rang V, du cadastre officiel du Canton de Grantham, soit au 3125 rue Louise.

La reconduction est autorisée pour une période de 2 ans.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

517/6/96 - **Addenda à l'entente intermunicipale avec la mun. de Saint-Germain de Grantham - Entretien du Cinquième Rang Ouest**

Attendu qu'il y a lieu de clarifier la signification du terme "entretien" qui selon les données du ministère des Transports peut inclure ou non les travaux de resurfaçage et/ou couche d'usure;

Attendu que lors du projet de règlement et d'entente, il n'était pas dans l'esprit de la Ville de Drummondville d'inclure les travaux majeurs;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que les attendus fassent partie intégrante de la résolution et que le terme "entretien" n'inclue aucuns travaux majeurs (ex: resurfaçage et/ou couche d'usure ni reprofilage des fossés dudit chemin).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

518/6/96 - **Vente d'une partie du lot 142B à M. Yvan Majeau et/ou Excavation F. Majeau & Fils Inc.**

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseil-ler Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville vende à M. Yvan Majeau et/ou Excavation F. Majeau & Fils Inc. une bande de terrain connue et désignée comme étant une partie du lot 142B du cadastre du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'une somme de 3,02 $ le mètre carré payable comptant à la signature de l'acte de vente.

De plus, l'acquéreur s'engage à assumer les coûts de la description technique et les frais de notaire, et s'engage également à défrayer l'achat et l'installation d'une clôture à mailles de chaine et d'une haie de cèdres pour l'amélioration visuel du secteur. Ladite haie devra avoir une hauteur minimale de 5 pieds.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

519/6/96 - **Acte de quittance en faveur de la compagnie Crain Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de quittance en faveur de Crain Drummond Inc. pour une somme de 208 822 $ et intérêts. Ladite somme était due à la Ville de Drummondville en vertu d'un acte de vente passé devant Me Nathalie Blais, notaire, le 2 octobre 1995, et dont copie a été enregistrée au bureau de la publicité des droits de la Circonscription foncière de Drummond sous le numéro 369244.

De plus, la Ville renonce à toutes les clauses résolutoires et de dation en paiement contenues dans le susdit acte et consent aux radiations nécessaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

520/6/96 - **Autorisation à l'ingénieur municipal - Signature d'un procès-verbal de bornage (lot sur la rue St-Damase)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'ingénieur municipal à agir pour et au nom de la Ville de Drummondville dans les opérations de bornage entre la Ville de Drummondville et Dame Armande Beauchesne Daigle, propriétaire du lot 150-198 du cadastre du Canton de Grantham. Lesdites opérations de bornage seront effectuées par Martine Lauzon, arpenteure-géomètre. De plus, l'ingénieur municipal est autorisé à signer tout document relatif au bornage.

Les honoraires professionnels maximums assumés par la Ville sont de l'ordre de 750 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

521/6/96 - **Protocole d'entente avec la Corporation du Centre Culturel Animation et opération des piscines extérieures**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc. pour l'animation et l'opération des piscines extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

522/6/96 - **Mandat au Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. - Travaux sur la 129e Avenue et sur la rue des Jonquilles**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. aux fins de préparer les plans et devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux de pavage et de bordures sur la 129e Avenue et des travaux de pavage, de bordure et d'éclairage sur la rue des Jonquilles, lesquels sont prévus aux règlements nos 2542-1 et 2544.

Les honoraires professionnels maximums assumés par la Ville sont de l'ordre de 8 %.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

523/6/96 - **Acceptation de l'offre du M.T.Q. - réfection du pont Antoine-Biron**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et résolu:

1) QUE la Ville de Drummondville accepte la subvention offerte par le ministère des Transports du Québec pour l'exécution et la surveillance des travaux prévus pour la réfection du pont Antoine-Biron;

2) QUE la Ville de Drummondville demande au ministère des Transports de lui fournir les plans et devis pour effectuer lesdits travaux;

3) QUE les travaux visés par l'offre du Ministère ne fassent pas l'objet d'une autre subvention.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

524/6/96 - **Mandat au Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. - Demande de soumissions publ. et surveillance des travaux (Pont Antoine-Biron)**

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. aux fins de procéder à la demande de soumissions publiques et à la surveillance des travaux de réfection du pont Antoine-Biron.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

525/6/96 - **Dépôt du compte rendu (28/5/96) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 28 mai 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

526/6/96 - **Dépôt du compte rendu (29/5/96) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 29 mai 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

527/6/96 - **Enlèvement des enseignes limitant le stationnement à 30 minutes sur la rue Brock (côté est), entre Dumoulin et Dunkin**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'enlèvement des enseignes limitant le stationnement à trente (30) minutes sur la rue Brock (côté est), entre les rues Dumoulin et Dunkin.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

528/6/96 - **Installation d'enseignes limitant le stationnement à 30 minutes sur la rue Heriot face aux 450, 450A et 452 Heriot**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'enseignes limitant le stationnement à trente (30) minutes sur la rue Heriot, face aux 450, 450A et 452 rue Heriot.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

529/6/96 - **Installation d'enseignes interdisant le stationnement sur la rue des Forges, entre la rue Lindsay et le boulevard St-Joseph**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'enseignes interdisant le stationnement sur la rue des Forges, entre la rue Lindsay et le boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

530/6/96 - **Modifications à la signalisation - intersections St-Georges/St-Joseph, St-Pierre/Lemire, Mercure/St-Joseph, St-Pierre/St-Joseph**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les modifications suivantes à la signalisation aux intersections St-Georges/St-Joseph, St-Pierre/Lemire, Mercure/St-Joseph, St-Pierre/St-Joseph et des Forges/St-Joseph:

1) l'implantation d'une voie de virage à gauche et d'une voie permettant d'aller tout droit ou de tourner à droite sur la rue St-Georges à l'intersection du boulevard St-Joseph, direction ouest;

2) l'implantation d'une voie de virage à gauche et d'une voie permettant d'aller tout droit ou de tourner à droite sur la rue St-Pierre à l'intersection du boulevard Lemire dans les deux (2) directions et sur le boulevard Lemire dans les deux (2) directions;

3) l'implantation d'une voie de virage à gauche et d'une voie permettant d'aller tout droit ou de tourner à droite sur le boulevard Mercure à l'intersection du boulevard St-Joseph;

4) l'implantation d'une voie de virage à gauche et d'une voie permettant d'aller tout droit ou de tourner à droite sur la rue St-Pierre à l'intersection du boulevard St-Joseph dans les deux (2) directions;

5) l'implantation d'une voie de virage à gauche et d'une voie permettant d'aller tout droit ou de tourner à droite sur la rue des Forges à l'intersection du boulevard St-Joseph, direction ouest.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2540, 2541 et 2542-1

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no 2540 amendant le règlement de zonage municipal no 2520;
- règlement no 2541 amendant le règlement de zonage municipal no 2520;
- règlement no 2542-1 décrétant l'exécution de travaux de pavage et de bordures sur la 129e Avenue, située dans le développement résidentiel Carré Voyer, et prévoyant un emprunt de 62 000 $.

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de mai 1996 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1995.

531/6/96 - Subvention de 100 $ - Diabète Drummond Inc.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à Diabète Drummond Inc. à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

532/6/96 - Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no 1847 (Modification du trajet de la ligne 3 - S.T.C.)

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 1847 et ses amendements de façon à modifier le trajet de la ligne 3 du Service de transport en commun de la Ville de Drummondville et dépose le projet de règlement no 2552.

533/6/96 - Adoption du règlement no 2545 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2545 a été donné (réf: 422/5/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2545 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier le plan de zonage de façon à inclure à la zone commerciale existante C05-01 située du côté sud-ouest de l'intersection des boulevards Jean-de-Brébeuf et Mercure, un terrain formé des lots 102-136 et 102-137 localisé du côté est du boulevard Mercure et actuellement situé dans la zone résidentielle H05-07.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2545 et ce de 9 heures à 19 heures le 25 juin 1996.

534/6/96 - Adoption du règlement no 2546 - Zonage

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2546 a été donné (réf: 425/5/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2546 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier le plan de zonage afin de créer une nouvelle zone résidentielle H10-10 y intégrant les terrains des zones résidentielles H10-01 et H10-05 situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame, entre les rues

Surprenant et St-Alfred, et d'autoriser à l'intérieur de cette nouvelle zone les usages résidentiels de type unifamilial, bifamilial et trifamilial, de même que l'usage "centre d'accueil avec bureau d'organisme communautaire intégré", de prévoir toutes les normes afférentes à l'égard du type de structure, des dimensions de terrain, des marges, du gabarit des bâtiments et des rapports entre ledit bâtiment, le nombre de logements ou chambres et le terrain et d'assujettir les travaux de modification extérieurs d'un bâtiment utilisé à des fins de centre d'accueil et les travaux d'aménagement de terrain relatifs à un tel établissement à un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2546 et ce de 9 heures à 19 heures le 25 juin 1996.

Informations des membres du Conseil

Journée de l'environnement (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière informe la population que mercredi le 5 juin 1996 est consacré "Journée de l'environnement".

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Monsieur le maire suppléant informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 17 juin 1996.**

535/6/96 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 10.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Maire suppléant.

INITIALES DE LA MAIRESSE
120
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

10 juin 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 10 juin 1996 à 17 h 00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

536/6/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

537/6/96 - **Protocole d'entente avec le MAM - Réfection de la 117e Avenue Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Ministre des Affaires municipales relatif à une aide financière aux fins de réaliser des travaux de réfection sur la 117e Avenue, entre les rues Fabre et Léger, dans le cadre du volet 1 du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

538/6/96 - **Renonciation à une servitude restrictive d'usage affectant le lot 162B-328 (485 Toupin)**

Considérant le fait que la Ville de Drummondville a, le 19 juin 1961 en vertu d'un acte de vente, imposé une servitude restrictive d'usage sur le lot 162B-328 du cadastre du Canton de Grantham;

Considérant que ladite servitude restreignait l'usage à une utilisation industrielle pour la fabrication de bijoux;

Considérant que, depuis 1961, la vocation industrielle a été modifiée par les différents règlements de zonage;

AMENDÉE PAR RÉS. 604/7/96

Considérant que ledit lot 162B-328 fait partie de la zone I11-06 et que les usages permis sont ceux annexés à la présente;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville renonce à la servitude restrictive d'usage qui affecte le lot 162B-328 du cadastre du Canton de Grantham. De plus, la Ville impose une servitude de bruit sur ledit lot en précisant qu'un maximum de 50 décibels sera toléré à la limite du terrain, entre 18 h 00 et 7 h 00.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

539/6/96 - **Avis de motion d'un règlement - Fermeture d'une partie de la rue Fournier**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement décrétant la fermeture d'une partie de la rue Fournier portant sur une partie du lot 162B-329-1.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

540/6/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 17 h 05.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

17 juin 1996

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 17 juin 1996 à 19 h 15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

541/6/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet du projet de règlement suivant:

- **Règlement no 2551** amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier la limite de deux (2) zones industrielles (I11-03 et I11-04) dans le secteur des rues Janelle, Haggerty et Farrell, de prévoir que la marge arrière peut être nulle (0 m) dans la nouvelle zone I11-03 à la condition que les bâtiments situés sur les terrains voisins soient localisés à une distance minimale de six mètres (6 m) et de soustraire la catégorie d'affichage "H" de la nouvelle zone I11-04.

Période de questions

Le conseiller Robert Lafrenière demande si l'usine Dubois & Nadeau Inc. située du côté de la rue Roberge est affectée par la modification.

La conseillère Réjeanne Viens répond que non, la zone visée est très restreinte.

INITIALES DE LA MAIRESSE

2

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

542/6/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 19.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
3
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

17 juin 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 17 juin 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

Madame la mairesse souhaite la bienvenue à une délégation hongroise.

543/6/96 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

544/6/96 - Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 3 juin 1996

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 3 juin 1996 à 19 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

545/6/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 3 juin 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 3 juin 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

546/6/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 10 juin 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 10 juin 1996 à 17 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

547/6/96

1- **ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES (NO 6-037)**
(Soumissions ouvertes le 22 mai 1996)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus pour chacun des groupes de produits:

. Item A - **Le 9e Bit Inc.** pour un montant total de 63 205,14 $ (taxes incluses)
. Item B - **Systèmes Pelerin Inc.** pour un montant total de 13 748,67 $ (taxes incluses).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

548/6/96

2- **ÉQUIPEMENTS DE JEUX DE PARCS (NO 6-045)**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 30 mai 1996)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus, étant les plus basses soumissions conformes pour chacun des parcs:

A) Parc Messier -
Distribution Richard Tessier Inc. au montant total de 12 525,93 $ (taxes incluses)

B) Parcs Godbout, Woodyatt et Boisé Messier -
Distribution Richard Tessier Inc. au montant total de 6 601,41 $ (taxes incluses)

C) Parc Boisé Messier -
Avantage Raymond Canada Inc. au montant total de 6 829,32 $ (taxes incluses).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

5

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

549/6/96

3- **VENTE DU LOT 790-135 DU CADASTRE DU CANTON DE WICKHAM (BOISÉ DE LA MARCONI) - (Soumission ouverte le 10 juin 1996)**

Soumissionnaire	Prix
. M. HUGO GUILLEMETTE 1300 de la Sentinelle Drummondville	27,23 $ le mètre carré

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la soumission de **M. Hugo Guillemette** soit retenue.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception d'une lettre de M. Rémy Trudel, Ministre des Affaires municipales, concernant la politique gouvernementale de consolidation des institutions municipales du Québec, ainsi que de demandes d'aide financière.

550/6/96 - **Tenue d'une parade - Assemblée Evêque Lafortune (Chevaliers de Colomb - Quatrième Degré)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Assemblée Evêque Lafortune (Chevaliers de Colomb - Quatrième Degré) à tenir une parade le 7 septembre 1996, le tout selon le parcours approuvé par le Service de la sécurité publique et selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

551/6/96 - **Autorisation aux Services juridiques de la Ville de présenter une requête en Cour supérieure - Immeuble du 49 - 15e Avenue**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la direction des Services juridiques à procéder et présenter une requête en Cour supérieure selon l'article 227 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme pour l'immeuble du 49 - 15e Avenue.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

552/6/96 - **Amendement à la résolution no 233/3/96 - Vente d'un terrain industriel à M. Jacques Boutin**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la résolution no 233/3/96 du 18 mars 1996 soit amendée de façon à remplacer le nom du notaire par celui de Me Jacques Lafond.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

553/6/96 - **Appui à Action Environnement Drummond - Projet d'information et de sensibilisation au compostage domestique**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la démarche de Action Environnement Drummond formulée auprès du ministère de l'Environnement et de la Faune pour l'obtention d'une aide financière dans le cadre d'un projet d'information et de sensibilisation au compostage domestique.

De plus, advenant que l'organisme bénéficie d'une aide financière provenant du ministère de l'Environnement et de la Faune, la Ville s'engage à verser une somme de 1 250 $ à titre de subvention au projet.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

554/6/96 - **Tenue d'une activité au parc Woodyatt - Action Environnement Drummond**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Action Environnement Drummond à tenir une activité de sensibilisation à la collecte sélective au parc Woodyatt le 9 août 1996, ou en cas de pluie le 16 août 1996. De plus, les organisateurs sont autorisés à tenir une parade, le tout selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique.

L'activité devra se tenir en conformité avec la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Robert Lafrenière souhaite que l'on essaie de limiter le blocage des rues au centre-ville afin d'aider les commerçants du secteur.

555/6/96 - **Participation de la Ville - Échange avec l'Association Québec-France (Subvention de 300 $)**

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville participe à l'échange avec l'Association Québec-France et verse une somme de 300 $ à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

556/6/96 - **Délégation de 2 élus au congrès de l'UMRCQ**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que Mme Francine Ruest-Jutras, mairesse, et M. Gilles Fontaine, conseiller, soient délégués au congrès de l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec qui se tiendra à Québec les 5, 6 et 7 septembre 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

557/6/96 - **Protocole de reconnaissance avec Les Groupes Populaires Associés de Drummondville Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole de reconnaissance avec Les Groupes Populaires Associés de Drummondville Inc.

Le protocole de reconnaissance est valable pour l'année 1996 et comprend le versement d'une subvention de 1 600 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Guy Drouin identifie les 8 organismes qui bénéficient de l'aide financière.

558/6/96 - **Acte d'acquisition d'une partie du lot 1530 de la Compagnie 9031-1507 Québec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Jean Shooner, notaire, aux fins de préparer et rédiger un acte d'acquisition d'une partie du lot 1530 du cadastre du Canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond, tel que plus amplement décrite à une description technique préparée par M. Michel Dubé, arpenteur-géomètre, en date du 7 mai 1996, sous le numéro de minute 4596 et le numéro de répertoire 1799.

Ledit lot, propriété actuelle de la Compagnie 9031-1507 Québec Inc., est acquis par la Ville au prix de quatre-vingt-quatorze mille cinq cents dollars (94 500 $) payable comptant lors de la signature de l'acte.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

559/6/96 - **Emprunt de 94 500 $ au fonds de roulement**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 94 500 $ à son fonds de roulement pour l'acquisition d'une partie du lot 1530 du cadastre du Canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond.

Cet emprunt sera remboursable sur une période de 5 ans et de la façon suivante:

1997 - 18 900 $
1998 - 18 900 $
1999 - 18 900 $
2000 - 18 900 $
2001 - 18 900 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

560/6/96 - **Modification du réseau de pistes cyclables (Deuxième phase)**

Considérant que la Ville de Drummondville a déjà son réseau de pistes cyclables;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le réseau de pistes cyclables de façon à le rendre plus fonctionnel et à desservir une plus grande clientèle;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville accepte le plan d'aménagement du réseau de pistes cyclables (deuxième phase), le tout tel que modifié et déposé en annexe. Le budget accordé à ces aménagements représente un investissement de 38 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Savoie demande que l'on relocalise la piste cyclable sur la rue Celanese.

561/6/96 - **Signature d'un permis d'occupation avec Canadien Pacifique Ltée Utilisation d'une partie de terrain**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un permis d'occupation avec Canadien Pacifique Ltée d'une partie du lot 149 du quartier Sud de la Ville de Drummondville (emprise de la voie ferrée du Canadien Pacifique Ltée) et ce aux conditions précisées dans un projet soumis par ladite compagnie en date du 12 juin 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

562/6/96 - **Abolition du poste d'homme d'utilité**

Considérant que M. Rosario Raymond Gagné, titulaire du poste d'homme d'utilité, a pris sa retraite le 30 avril 1996;

Considérant que la convention collective prévoit que lorsqu'un poste devient vacant, l'employeur dispose de 60 jours pour l'abolir;

Considérant la décision du commissaire général adjoint;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'abolition du poste d'homme d'utilité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

563/6/96 - **Embauche de M. Eric Lacroix à titre de salarié temporaire**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Eric Lacroix à titre de salarié temporaire, le tout conformément à la convention collective du Syndicat des Employé(e)s municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

De plus, M. Eric Lacroix s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant à son lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

564/6/96 - **Congédiement d'une brigadière scolaire**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville procède au congédiement d'une brigadière scolaire tel que recommandé dans le rapport du Service de la sécurité publique daté du 30 mai 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

565/6/96 - **Embauche de M. Patrick Beaudry au poste d'aide-opérateur à titre d'employé surnuméraire à l'usine de traitement d'eau**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que M. Patrick Beaudry soit engagé au poste d'aide-opérateur à titre d'employé surnuméraire à l'usine de traitement d'eau selon la convention collective du Syndicat des Employés municipaux COLS BLEUS de Drummondville (CSN).

De plus, M. Patrick Beaudry devra s'engager à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant à son lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

566A/6/96 - **Embauche de Mme Francine Caron à titre d'employée temporaire au Service de la sécurité publique**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de Madame Francine Caron à titre d'employée temporaire au Service de la sécurité publique conformément à la convention collective du Syndicat des Employé(e)s municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

De plus, Madame Francine Caron devra s'engager à respecter la réglementation municipale relative au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

566B/6/96 - **Embauche de Mme Renée Nichols à titre d'employée temporaire au Centre d'information documentaire Côme St-Germain**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de Madame Renée Nichols à titre d'employée temporaire au Centre d'information documentaire Côme St-Germain conformément à la convention collective du Syndicat des Employé(e)s municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

De plus, Madame Renée Nichols devra s'engager à respecter la réglementation municipale relative au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

567/6/96 - **Dépôt du procès-verbal (5/6/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 5 juin 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

568/6/96 - **Acceptation de la construction d'une nouvelle toiture pour le bâtiment situé au 324 St-Marcel - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but de construire une nouvelle toiture sur le bâtiment situé au 324 St-Marcel, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que ledit bâtiment est localisé à l'intérieur du secteur centre-ville du quartier Saint-Joseph et que, par conséquent, est soumis aux critères d'évaluation du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la toiture actuelle du bâtiment est de type "plat";

Considérant que le demandeur souhaite remplacer ce type de toiture par une toiture à deux (2) versants (pente 4/12);

Considérant que le bâtiment a connu des transformations extérieures au fil des ans et qu'il est difficile d'identifier le caractère architectural d'origine du bâtiment;

Considérant que la reconstruction d'une toiture de type "plat" s'avère difficile en regard de la capacité portante de la structure du bâtiment qui est à l'origine d'affaissement important de la toiture actuelle;

Considérant que le gabarit actuel du bâtiment s'inscrit en continuité avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

Considérant que les types de toiture les plus fréquents dans ce secteur sont "à deux (2) versants" et "plat";

Considérant que l'intervention proposée permettra de respecter le volume général des bâtiments du secteur;

Considérant que les pignons de la nouvelle toiture seront recouverts de déclin, soit du même matériau que celui qui recouvre actuellement le bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la construction d'une toiture à deux (2) versants pour le bâtiment situé au 324 rue Saint-Marcel dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

569/6/96 - **Acceptation d'un nouvel affichage rattaché au bâtiment situé au 252 St-Marcel - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but d'installer un nouvel affichage de type "enseigne suspendue" rattaché au bâtiment situé au 252 St-Marcel, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'immeuble visé est situé dans le périmètre du centre-ville du quartier St-Joseph et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la demanderesse souhaite installer un nouvel affichage en bois peint suspendu au balcon localisé immédiatement au-dessus de l'entrée de l'établissement commercial;

Considérant que cette enseigne sera installée perpendiculairement à la façade d'angle du bâtiment donnant sur l'intersection des deux (2) voies de circulation bordant l'immeuble;

Considérant que la localisation de cette enseigne vient souligner l'entrée à l'établissement de façon sobre mais efficace tout en évitant de surcharger les murs de façade du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'un nouvel affichage suspendu au bâtiment pour l'établissement du 252 St-Marcel et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

570/6/96 - **Acceptation d'un remplacement partiel des ouvertures sur la façade arrière de la résidence située au 106 Biron - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet de procéder au remplacement de la fenestration et d'une porte du rez-de-chaussée de la façade arrière du bâtiment principal situé au 106 Biron, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la propriété visée est située dans la portion de la zone résidentielle H11-29 régie par un plan d'implantation et d'intégration architecturale et que, par conséquent, toute modification à un bâtiment principal est soumise à des critères d'évaluation particuliers;

Considérant que l'intervention consiste plus précisément à remplacer cinq (5) fenêtres existantes, à percer une nouvelle fenêtre sur la portion déjà agrandie du bâtiment et à remplacer la porte patio existante par une porte jardin;

Considérant que les nouvelles fenêtres proposées sont de type "à battant";

Considérant que les ouvertures remplacées sont de même dimension;

INITIALES DE LA MAIRESSE
11
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que l'intervention proposée ne vient pas altérer le caractère architectural du bâtiment;

Considérant que la façade visée n'est visible d'aucune voie de circulation;

Considérant que le choix de fenestration respecte le caractère architectural du bâtiment et s'inscrit en continuité avec la fenestration de la majorité des bâtiments du secteur ayant un tel caractère architectural;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux tels que proposés aux ouvertures sur la façade arrière du bâtiment pour l'immeuble du 106 Biron dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

571/6/96 - **Acceptation des travaux aux matériaux de parement extérieur et à la terrasse existante du bâtiment situé au 139 Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet de réaliser des travaux mineurs aux matériaux de parement extérieur du bâtiment principal et d'effectuer certains travaux à la terrasse du bâtiment situé au 139 Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'immeuble visé est situé dans le périmètre du centre-ville et que, par conséquent, est soumis aux critères d'évaluation du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'intervention consiste à

. repeindre le bois recouvrant l'étage du bâtiment de même couleur qu'actuellement, soit brun sable;
. nettoyer la brique recouvrant les façades latérales et arrière du rez-de-chaussée du bâtiment (actuellement peinte beige) pour lui redonner sa couleur d'origine, soit le rouge;
. réparer la terrasse existante en façade principale, procéder à son agrandissement le long de la façade latérale droite du bâtiment et repeindre le tout de couleur blanche;

Considérant que les travaux de peinture et de nettoyage de brique contribueront à rafraichir l'image globale du bâtiment;

Considérant que les couleurs de matériaux sont sobres et s'agencent harmonieusement entre elles tout en respectant l'environnement bâti;

Considérant que le nettoyage de brique permettra de retrouver le caractère d'origine de ce matériau de parement;

Considérant que les travaux d'agrandissement de celle-ci permettront de dynamiser l'espace libre entre le bâtiment visé et le bâtiment situé immédiatement à sa droite; cet espace étant utilisé à des fins de stationnement et d'aire de manoeuvres pour les véhicules;

Considérant que les travaux projetés à la terrasse seront, somme toute, de peu d'incidence sur l'image globale du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux projetés aux matériaux de parement extérieur et à la terrasse tels que proposés pour l'immeuble du 139 rue Lindsay, le tout dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

572/6/96 - **Acceptation d'un nouvel affichage sur bâtiment pour l'immeuble situé au 127 Heriot - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but d'installer un nouvel affichage sur bâtiment au 127 de la rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'établissement visé est localisé dans le périmètre du centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'affichage proposé est de type "sur auvent" mais d'une profondeur d'environ seulement vingt-trois centimètres (23 cm);

Considérant que la localisation projetée de l'enseigne vient souligner l'entrée de l'établissement;

Considérant que la forme de l'enseigne et son ornementation contribuent à occuper l'espace disponible et à dynamiser la façade de cet établissement;

Considérant que cette forme et cette ornementation s'inscrivent en continuité avec la forme rectangulaire des deux (2) enseignes des établissements voisins tout en y apportant une variante en hauteur;

Considérant que les couleurs proposées, soit le bleu, le rouge, le or et le caramel, constituent un choix intéressant en regard de l'environnement bâti plutôt sobre et de la couleur du bâtiment visé;

Considérant que le concept de l'enseigne est en relation avec la nature des activités de l'établissement tout en s'intégrant harmonieusement à l'environnement;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la réalisation d'un nouvel affichage sur bâtiment tel que proposé pour l'établissement du 127 rue Heriot dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

573/6/96 - **Refus d'une construction d'un nouveau bâtiment incluant une dérogation mineure pour l'immeuble au 111 Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but la construction d'un nouveau bâtiment visant à accueillir le restaurant qui sera situé au 111 Lindsay et à offrir un local commercial en location, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le terrain visé est localisé dans le périmètre du centre-ville et que, par conséquent, la construction d'un nouveau bâtiment est soumise aux critères d'évaluation du plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le règlement de zonage prévoit que tout bâtiment dans la zone visée (zone C03-02) doit avoir au moins deux (2) étages et que le bâtiment proposé n'a qu'un (1) seul étage;

Considérant que le projet soumis comporte, certes, des qualités intéressantes en matière d'intégration, à savoir:

. le choix de la brique comme matériau de parement extérieur et sa couleur (brun-rouge);
. la fenestration avec carrelage en partie supérieure;
. la toiture à versants multiples;
. les décrochés aménagés dans la façade donnant sur la rue Lindsay;
. le choix de l'acier prépeint de couleur verte pour le recouvrement de la toiture;

Considérant que certains aspects mériteraient, par contre, d'être revus tels le choix de l'acier ondulé pour le recouvrement extérieur des pignons et le traitement des encadrements d'ouvertures;

Considérant que le bâtiment projeté est situé dans l'arrondissement de la maison Mitchell-Marchessault;

Considérant que le terrain visé est situé à un endroit stratégique de la Ville, soit à une entrée de la Ville et à une entrée importante du centre-ville;

Considérant que toute intervention à ce carrefour stratégique doit permettre de fermer le cadre bâti et de marquer cette porte d'entrée du centre-ville;

Considérant que l'environnement immédiat du site est composé de bâtiments de deux (2), trois (3) et même de quatre (4) étages;

Considérant que la notion d'implantation et d'intégration architecturale du bâtiment présenté est intimement liée avec la demande de dérogation mineure quant au non respect du nombre d'étages minimal;

Considérant la très grande visibilité du bâtiment qui sera construit sur ce terrain, tant par l'ouverture que procure l'aménagement de l'intersection des rues que par l'achalandage véhiculaire quotidien;

Considérant qu'une forme de toiture à pente prononcée a été utilisée pour tenter de compenser l'absence d'un second niveau au bâtiment;

Considérant que la hauteur mesurée au faite du toit est intéressante en regard de l'environnement bâti lorsque considérée en mètres (neuf virgule huit mètres (9,8 m) mais qu'elle ne réussit pas à combler l'absence réelle d'un étage;

Considérant que cet aspect s'avère déterminant dans l'acceptation du projet en regard de son intégration architecturale au niveau de son gabarit;

Considérant que l'absence dudit étage fait en sorte que le bâtiment proposé ne répond pas suffisamment aux principes préalablement énoncés quant à l'importance de fermer et de souligner architecturalement cette intersection stratégique par la construction d'un bâtiment dont le gabarit, viendrait marquer ladite intersection;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville:

- refuse le projet de construction d'un bâtiment tel que déposé pour le terrain situé à l'angle des rues Lindsay et St-Georges (111 rue Lindsay) dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;
- n'accorde pas de dérogation mineure à l'égard du nombre minimal d'étages pour ledit immeuble.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

574/6/96 - **Changement de nom de la rue "Théo-Ketterer" par le nom de "George-H.-Boulay"**

Considérant que les membres du Comité de toponymie ont pris connaissance de la possibilité de remplacer le nom de la rue "Théo-Ketterer" par le nom de "George-H.-Boulay";

Considérant que M. Boulay a été à l'emploi de l'entreprise Celanese de Drummondville dès 1949 à la fin de ses études et qu'il a été directeur de l'usine de 1970 à 1977;

Considérant qu'il a occupé différentes fonctions aux usines de Montréal et Saint-Jean de 1977 à 1984;

Considérant que M. Boulay a pris sa retraite le 30 mai 1988 et est décédé le 14 mai 1990;

Considérant que les personnes rejointes afin de discuter de cette nomination, à savoir: l'épouse de M. Boulay et M. Martial Lemay, directeur de l'entreprise Celanese, sont très heureux de l'initiative;

Considérant que sur les correspondances officielles signées par M. Boulay, ce dernier signait: George H. Boulay;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville procède au remplacement du nom de la rue "Théo-Ketterer" par le nom de "George-H.-Boulay".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

575/6/96 - **Renouvellement de mandat de 4 membres du C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville renouvelle le mandat de certains membres du Comité consultatif d'urbanisme pour une période de 2 ans, soit:

- Mme Gisèle Ménard, professeur
- Mme Yolande Allard, historienne
- M. Gaston Houle, thanatologue
- M. Pierre Daniel, technicien en génie civil.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

576/6/96 - **Autorisation au directeur des Services juridiques à agir comme greffier par intérim**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que le directeur des Services juridiques de la Ville de Drummondville soit autorisé à agir comme greffier par intérim en l'absence de la greffière et de l'assistant-greffier.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

577/6/96 - **Subvention de 2 500 $ - Fondation Rivier**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 500 $ à la Fondation Rivier à titre de subvention 1996.

Le conseiller Guy Drouin se dit contre la proposition car, selon lui, il n'est pas du rôle de la Ville de subventionner un organisme à caractère religieux. La Fondation Rivier relève de la Maison Rivier qui est un organisme pastoral laïc.

Le conseiller Réal Jean, pour les mêmes motifs, vote contre la proposition.

Madame la mairesse demande le vote.

Votent POUR	Votent CONTRE
Mme Estelle Demers	M. Guy Drouin
M. Gilles Fontaine	M. Réal Jean
M. Mario Jacques	M. Denis Savoie
M. Robert Lafrenière	M. Christian Tourigny
M. Jean-Guy Spénard	
Mme Dominique Thériault	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

578/6/96 - **Subvention de 100 $ - Fondation Centre Universitaire de Santé de l'Estrie**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation Centre Universitaire de Santé de l'Estrie à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

579/6/96 - **Subvention de 100 $ - Fondation du CLSC Drummond**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation du CLSC Drummond à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

La conseillère Réjeanne Viens se retire pour la discussion sur l'item suivant.

580/6/96 - **Installation d'une roulotte face au commerce du 126 Heriot - Alimentation R. Viens Inc.**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Alimentation Réjeanne Viens Inc. à installer une roulotte face au commerce du 126 Heriot et ce pour la durée du Festival mondial de folklore.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

La conseillère Réjeanne Viens reprend son siège.

581/6/96 - **Installation de panneaux publicitaires du 5 au 14 juillet Autorisation à CHRD-1480**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise CHRD-1480 à installer des panneaux publicitaires aux entrées de la Ville et ce pour la durée du Festival mondial de folklore, soit du 5 au 14 juillet 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

582/6/96 - **Tenue d'une vente de garage - Club Optimiste St-Pierre**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club Optimiste St-Pierre de Drummondville Inc. à tenir une vente de garage les 13 et 14 juillet 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2549 et 2550

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no 2549 décrétant des travaux de transformation du garage municipal actuel en poste de police et prévoyant un emprunt de 2 518 270 $;
- règlement no 2550 décrétant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Bergeron et Théo-Ketterer, entre les rues Sigouin et Power, ainsi que sur la rue Rocheleau, entre les rues Power et Gauthier, et prévoyant un emprunt de 500 550 $.

583/6/96 - **Adoption du projet de règlement no 2553 - P.I.A.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par la conseillère Dominique Thériault,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2553 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'assujettir la nouvelle zone résidentielle comprenant les terrains situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame, entre les rues Surprenant et St-Alfred, à des critères d'évaluation pour toute modification extérieure à un bâtiment de type "centre d'accueil", de même que pour tout réaménagement de terrain relatif à un tel usage, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

584/6/96 - **Avis de motion d'un règlement (no 2553) - P.I.A.**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement (no 2553) amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'assujettir la nouvelle zone résidentielle comprenant les terrains situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame, entre les rues Surprenant et St-Alfred, à des critères d'évaluation pour toute modification extérieure à un bâtiment de type "centre d'accueil", de même que pour tout réaménagement de terrain relatif à un tel usage.

585/6/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2553**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2553 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'assujettir la nouvelle zone résidentielle comprenant les terrains situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame, entre les rues Surprenant et St-Alfred, à des critères d'évaluation pour toute modification extérieure à un bâtiment de type "centre d'accueil", de même que pour tout réaménagement de terrain relatif à un tel usage, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

586/6/96 - **Adoption du projet de règlement no 2554 - P.I.A.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2554 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'ajouter un nouveau chapitre 10 applicable à la zone résidentielle H05-26 et y précisant la description du territoire assujetti par ce nouveau chapitre, le contenu minimal des plans à fournir quant aux caractéristiques architecturales des bâtiments et à l'aménagement de terrain, les dispositions administratives particulières se rapportant à l'application de ce nouveau chapitre et les objectifs et critères d'aménagement applicables à l'architecture des nouveaux bâtiments et à l'aménagement des terrains, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

587/6/96 - Avis de motion d'un règlement (no 2554) - P.I.A.

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (no 2554) amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'ajouter un nouveau chapitre 10 applicable à la zone résidentielle H05-26 et y précisant la description du territoire assujetti par ce nouveau chapitre, le contenu minimal des plans à fournir quant aux caractéristiques architecturales des bâtiments et à l'aménagement de terrain, les dispositions administratives particulières se rapportant à l'application de ce nouveau chapitre et les objectifs et critères d'aménagement applicables à l'architecture des nouveaux bâtiments et à l'aménagement des terrains.

588/6/96 - Dispense de lecture du règlement no 2554

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2554 amendant le règlement no 2526 dans le but d'ajouter un nouveau chapitre 10 applicable à la zone résidentielle H05-26 et y précisant la description du territoire assujetti par ce nouveau chapitre, le contenu minimal des plans à fournir quant aux caractéristiques architecturales des bâtiments et à l'aménagement de terrain, les dispositions administratives particulières se rapportant à l'application de ce nouveau chapitre et les objectifs et critères d'aménagement applicables à l'architecture des nouveaux bâtiments et à l'aménagement des terrains, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

589/6/96 - Adoption du projet de règlement no 2555 - ZONAGE

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2555 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'augmenter de quinze mètres (15 m) à trente mètres (30 m) la hauteur maximale permise pour la construction d'antennes de télécommunication pour les usages d'utilité publique à l'exception des usages de type "gare" et "terminus", soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Guy Drouin demande des précisions sur les mots "utilité publique".

Le conseiller Gilles Fontaine précise qu'il s'agit des installations pour les travaux publics et la sécurité publique.

590/6/96 - Avis de motion d'un règlement (no 2555) - ZONAGE

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2555) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'augmenter de quinze mètres (15 m) à trente mètres (30 m) la hauteur maximale permise pour la construction d'antennes de télécommunication pour les usages d'utilité publique à l'exception des usages de type "gare" et "terminus.

591/6/96 - Dispense de lecture du règlement no 2555

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que comme les membres du Conseil ont

INITIALES DE LA MAIRESSE
18
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

déjà en main copie du règlement no 2555 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'augmenter de quinze mètres (15 m) à trente mètres (30 m) la hauteur maximale permise pour la construction d'antennes de télécommunication pour les usages d'utilité publique à l'exception des usages de type "gare" et "terminus, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

592/6/96 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no 2160 Enregistrement des bicyclettes**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 2160 concernant l'enregistrement des bicyclettes et ayant pour effet, entre autres, de réduire le délai de l'avis d'enregistrement, le coût d'enregistrement et autre.

593/6/96 - **Adoption du règlement no 2551 - ZONAGE**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2551 a été donné (réf: 82/5/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2551 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de modifier la limite de deux (2) zones industrielles (I11-03 et I11-04) dans le secteur des rues Janelle, Haggerty et Farrell, de prévoir que la marge arrière peut être nulle (0 m) dans la nouvelle zone I11-03 à la condition que les bâtiments situés sur les terrains voisins soient localisés à une distance minimale de six mètres (6 m) et de soustraire la catégorie d'affichage "H" de la nouvelle zone I11-04.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire des secteurs concernés pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2551 et ce de 9 heures à 19 heures le 9 juillet 1996.

Le conseiller Robert Lafrenière rassure la population du secteur en leur précisant que la modification n'affecte que la partie Sud.

Informations des membres du Conseil

Enlèvement des ordures ménagères et collecte sélective reportés aux mercredis suivants (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie informe la population qu'il n'y aura pas d'enlèvement des ordures ménagères, ni de collecte sélective les lundis 24 juin et 1er juillet prochains, à l'occasion de la Fête nationale et de la Fête du Canada. Les opérations d'enlèvement des ordures ménagères et de collecte sélective, prévus le lundi, seront reportées aux mercredis suivants, soit les 26 juin et 3 juillet prochains.

2e opération d'enlèvement des gros rebuts à Drummondville du 25 au 28 juin (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie informe la population que la seconde opération d'enlèvement des gros rebuts aura lieu du 25 au 28 juin prochains.

Ouverture des piscines extérieures le dimanche 23 juin (Me Céline Trottier)

La conseillère Céline Trottier informe la population que l'ouverture des piscines extérieures se fera le dimanche 23 juin prochain et qu'à nouveau l'accès en sera gratuit pour les personnes détenant la carte accès-loisirs.

La conseillère Estelle Demers demande si la piscine Frigon sera ouverte en même temps que les autres.

Il est confirmé que la piscine sera accessible cet été et probablement en opération à compter du 23 juin 1996.

Fermeture des bureaux des services municipaux les lundis 24 juin et 1er juillet (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard informe la population que les bureaux des services municipaux seront fermés les lundis 24 juin et 1er juillet prochains, à l'occasion de la Fête nationale et la Fête du Canada.

Le Service de transport en commun sera interrompu les lundis 24 juin et 1er juillet (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean informe les usagers du transport en commun que le service sera interrompu les lundis 24 juin et 1er juillet prochains, à l'occasion de la Fête nationale et de la Fête du Canada.

Fermeture de la rue Heriot, de la rue Dupont et du Pont Curé-Marchand (Mme Réjeanne Viens)

La conseillère Réjeanne Viens désire aviser la population que différentes voies de circulation dans le centre-ville seront fermées à la circulation à l'occasion de la vente-trottoir de la Sidac centre-ville et du Festival mondial de folklore.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **mardi le 2 juillet 1996.**

594/6/96 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 15.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
20
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

2 juillet 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 2 juillet 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

595/7/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

596/7/96 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 17 juin 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 17 juin 1996 à 19 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

597/7/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 17 juin 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 17 juin 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

598/7/96

1- **ENTRETIEN MENAGER DES ATELIERS MUNICIPAUX (TP-96-10)**
(Soumissions ouvertes le 26 juin 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. JULES LOZEAU NETTOYAGE ENR. C.P. 463 Drummondville	25 059,57 $
. SERVICE D'ENTRETIEN DANIEL JUTRAS 49 des Tilleuls Drummondville	15 725,79 $
. ENTRETIEN CHEVALIER RIVE-SUD LTÉE 328 boul. Fiset Sorel	17 947,91 $
. D.L. SANITATION ENR. 36 Leblanc Arthabaska	18 232,80 $
. RÉCUPÉRACTION CENTRE DU QUÉBEC INC. 5620 St-Roch Drummondville	18 215,71 $
. PRO-NET DRUMMOND INC. 1850 Fradet Drummondville	14 814,15 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Pro-Net Drummond Inc.**, au montant de 14 814,15 $ pour une période de 9 mois débutant le 15 juillet 1996, soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

599/7/96

2- **ÉLIMINATION DES DÉCHETS SOLIDES (TP-96-11)**
(Soumission ouverte le 26 juin 1996)

Soumissionnaire	Prix la tonne métrique
. LES ENTREPRISES DE REBUTS SANIPAN INC. 25 Gagnon St-Nicéphore	22,93 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la soumission de **Les Entreprises de Rebuts Sanipan Inc.** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

600/7/96

3- **AQUEDUC, ÉGOUTS & VOIRIE - CENTRE-VILLE, SECTEUR LORING (LOT 3)**
(Soumissions ouvertes le 28 juin 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boul. Lemire Drummondville	1 231 877,99 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon-Conseil	1 353 691,22 $
. BERTRAND MATHIEU LTÉE 1555 Brouillette St-Hyacinthe	1 251 223,30 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de **R. Guilbeault Construction Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

601/7/96

4- **PAVAGE, BORDURES ET ÉCLAIRAGE - PARC INDUSTRIEL RÉGIONAL (ME96DR02)**
PAVAGE ET BORDURES - RUE PAUL-H. FRIGON (ME96DR02)
(Soumission ouverte le 2 juillet 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon Conseil	524 904,65 $

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la soumission de **Sintra Inc. (Région Centre du Québec)** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

602/7/96

5- **PAVAGE, BORDURES ET ÉCLAIRAGE - 129e AVENUE ET BOISÉ MESSIER (NO 0596039)**
(Soumissions ouvertes le 2 juillet 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 St-Mathieu N.D. Bon Conseil	227 234,44 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boul. Lemire Drummondville	247 852,25 $

INITIALES DE LA MAIRESSE
23
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la soumission de **Sintra Inc. (Région Centre du Québec)** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de:

- Pétition des propriétaires de la rue Martine demandant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage;
- Demandes d'aide financière;
- Lettres de remerciements.

603/7/96 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 3 juin au 2 juillet 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 2 355 324,18 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

604/7/96 - **Amendement à la résolution no 538/6/96 - Modification de la limite du terrain (calcul des décibels) et des heures d'opération**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville amende la résolution no 538/6/96 du 10 juin 1996 de façon à préciser que la limite du terrain où seront calculés les décibels maximaux autorisés, sera la limite sud-est du fonds dominant, soit la rue.

De plus, la limitation du bruit sera effective entre 23 h 00 et 07 h 00.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

605/7/96 - **Amendement à la résolution no 337/4/96 - Ajout du nom de Mme Anne Touchette**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la résolution no 337/4/96 du 15 avril 1996 soit amendée de façon à ajouter le nom de Mme Anne Touchette.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

606/7/96 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 2725 boulevard Lemire**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 2725 boulevard Lemire;

Considérant que cette dérogation mineure concerne les marges de recul applicables au bâtiment principal;

Considérant que la demanderesse souhaite procéder à l'agrandissement du bâtiment existant sur le terrain;

INITIALES DE LA MAIRESSE
24
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que l'immeuble visé est situé à l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Nelson et qu'une marge de recul s'applique au bâtiment en regard de ces deux (2) voies de circulation;

Considérant que la marge de recul minimale applicable en vertu de la réglementation est de sept virgule six mètres (7,6 m);

Considérant que le bâtiment est actuellement situé à une distance de:
. trois virgule quatre-vingt-onze mètres (3,91 m) du boulevard Lemire;
. six virgule trente-et-un mètres (6,31 m) de la rue Nelson;

Considérant que la réglementation autorise le prolongement d'un mur empiétant dans une marge à la condition qu'au moins cinquante pour cent (50 %) de la longueur totale du mur visé soit déjà en dérogation et que le prolongement dudit mur n'augmente pas la dérogation existante et ne crée pas d'autres non-conformités;

Considérant que la totalité du mur est déjà en dérogation à trois virgule quatre-vingt-onze mètres (3,91 m);

Considérant que l'augmentation de la dérogation à trois virgule quatre-vingt-huit mètres (3,88 m) découle du simple fait que le mur avant du bâtiment et l'emprise du boulevard ne sont pas parfaitement parallèles;

Considérant que le prolongement projeté du mur respecte l'esprit de la réglementation;

Considérant le caractère mineur de la dérogation, soit zéro virgule zéro trois mètre (0,03 m);

Considérant que quarante-six virgule cinq pour cent (46,5 %) du mur visé est déjà en dérogation à six virgule trente-et-un mètres (6,31 m) plutôt que cinquante pour cent (50 %);

Considérant que l'intervention projetée consiste à prolonger ledit mur pour rejoindre le mur parallèle au boulevard Lemire qui sera lui aussi prolongé;

Considérant que ladite intervention représente une augmentation de la dérogation à six virgule un mètres (6,1 m) plutôt que six virgule trente-et-un mètres (6,31 m), alors que la marge applicable est de sept virgule six mètres (7,6 m);

Considérant que cette augmentation de la dérogation découle du fait que l'intersection des deux (2) voies de circulation se fait en arc-de-cercle;

Considérant que le respect de la réglementation permettrait un agrandissement de seulement zéro virgule cinquante-huit mètre (0,58 m) plutôt que deux virgule zéro huit mètres (2,08 m) tel que souhaité;

Considérant que l'agrandissement projeté aura peu d'incidence visuelle quant à la proximité du bâtiment à l'égard des deux (2) voies de circulation;

Considérant que, globalement, les demandes de dérogations à l'égard des marges de recul ne semblent pas causer de préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu d'accorder une dérogation mineure à l'égard des marges de recul applicables au bâtiment principal situé au 2725 boulevard Lemire fixant celles-ci à:

. trois virgule quatre-vingt-huit mètres (3,88 m) plutôt que trois virgule quatre-vingt-onze mètres (3,91 m) pour la marge calculée à partir du boulevard Lemire;

. six virgule un mètres (6,1 m) plutôt que sept virgule six mètres (7,6 m) pour la marge de recul calculée à partir de la rue Nelson.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

607/7/96 - **Appui à la demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole d'une ptie du lot 27-27 (C.P.T.A.Q.)**

Considérant qu'une partie du lot 27-27 fait partie de la zone permanente agricole;

Considérant qu'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole de cette partie du lot 27-27 a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le lot visé est intégré à la zone H01-02;

Considérant que la classe d'usage h_1, soit habitation unifamiliale isolée, est autorisée pour le lot visé;

Considérant que la demanderesse veut ériger une résidence unifamiliale isolée sur le lot visé;

Considérant que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, le tout formulé par Madame Annie Caya pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole d'une partie du lot 27-27 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

608/7/96 - **Demande d'aide financière pour la bibliothèque municipale - Fonds de l'autoroute de l'information**

Attendu que le gouvernement du Québec a indiqué, le 12 mai 1994, dans le discours du budget, son intention de financer un plan d'action relatif à l'autoroute de l'information;

Attendu que le Gouvernement a prévu que le financement du plan d'action serait réalisé dans le cadre du volet "Priorités gouvernementales" du Fonds de développement technologique;

Attendu qu'une enveloppe globale de 50 000 000 $ sur deux ans est réservée au financement de projets liés à l'autoroute de l'information, engagements pouvant donner lieu à des déboursés sur une période de quatre ans;

Attendu que le Fonds de l'autoroute de l'information a été créé pour soutenir et accélérer les investissements d'entreprises et d'organismes québécois dans des projets visant la mise en oeuvre de l'autoroute de l'information;

Attendu que le Ministre de la Culture et des Communications du Québec, Mme Louise Beaudoin, a récemment annoncé que 7 000 000 $ sont réservés au Fonds de l'autoroute de l'information pour rendre les inforoutes accessibles aux citoyens à partir de leur bibliothèque publique;

Attendu que le réseau Internet donne accès à l'information disponible sur une multitude de serveurs informatiques partout dans le monde;

Attendu que les Drummondvillois s'intéressent de plus en plus à l'information disponible sur le réseau Internet;

Attendu que la bibliothèque publique est un lieu privilégié pour accéder à l'information et à la culture;

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville:

1° demande au gouvernement du Québec de lui verser, dans le cadre de son Fonds de l'autoroute de l'information, une aide financière pour permettre à la bibliothèque municipale d'aménager trois sites d'accès au réseau Internet;

2° s'engage à offrir à ses citoyens, pour une période minimum de trois ans, un accès au réseau Internet et, plus particulièrement, à défrayer partiellement le coût du lien à ce réseau pour les deux premières années et totalement pour la troisième année, pour les sites qui feront l'objet d'une subvention de la part du gouvernement du Québec;

3° mandate le régisseur de la bibliothèque, M. Pierre Meunier, pour présenter cette demande et assurer le suivi du dossier.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

609/7/96 - **Reconnaissance - Centre Communautaire Drummondville-Sud oeuvrant en complémentarité avec la Ville**

Considérant que la Ville de Drummondville a conclu un protocole de reconnaissance avec le Centre Communautaire Drummondville-Sud Inc.;

Considérant que le Centre Communautaire Drummondville-Sud Inc. désire présenter une demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisirs;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville confirme qu'elle reconnait que le Centre Communautaire Drummondville-Sud Inc. oeuvre en complémentarité avec la municipalité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Me Trottier félicite Me Jean Shooner, nouveau président du Centre, et souligne également la réussite du tournoi de golf.

610/7/96 - **Versement d'un montant de 71 375 $ à la SOLIDE de la MRC de Drummond**

Considérant que le Conseil de la MRC de Drummond a consenti à la création d'une Société Locale d'Investissement dans le Développement de l'Emploi (SOLIDE);

Considérant que cette implantation représente un engagement financier pour les municipalités de la MRC de Drummond;

Considérant que la participation financière est basée sur la richesse foncière uniformisée;

Considérant que la participation de la Ville de Drummondville a été établie à 71 375 $;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le trésorier à verser une somme de 71 375 $ à la SOLIDE de la MRC de Drummond, à même le surplus accumulé de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
27
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

611/7/96 - **Mandat à M. Yves Noël, arpenteur-géomètre - Description technique d'une partie de la rue Fournier**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Yves Noël, arpenteur-géomètre, aux fins de procéder à la rédaction de la description technique d'une partie du lot 162B-329-1 (partie de la rue Fournier).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

612/7/96 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des matériaux utilisés pour les travaux du centre-ville, secteur Loring (lot 3)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'infrastructures au centre-ville, secteur Loring, lot 3 (règlements nos 2343 et 2543).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

613/7/96 - **Mandat à la firme GéoLab Inc. - Analyse des matériaux utilisés pour les travaux - Parc ind. rég., 129e Avenue et rue des Jonquilles**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme GéoLab Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de pavage, de bordures et d'éclairage dans le parc industriel régional et les travaux de pavage et de bordures sur la 129e Avenue et sur la rue des Jonquilles, lesquels travaux sont prévus aux règlements nos 2550 et 2542-1.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

614/7/96 - **Mandat au Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Surveillance des travaux (règlements nos 2538 et 2550)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. aux fins de procéder à la surveillance des travaux suivants:

- Pavage et bordures sur la rue Paul-H. Frigon (travaux prévus au règlement no 2538);
- Pavage, bordures et éclairage dans le parc industriel régional (travaux prévus au règlement no 2550).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

615/7/96 - **Mandat à Me Pierre Roy - Représentation de la Ville - Contestation de Journey's End**

Considérant que la compagnie Journey's End a fait signifier une requête aux villes de Drummondville, Brossard, Rimouski, Rivière-du-Loup et Lévis pour être relevée du défaut de produire une contestation du rôle triennal 1996, 97 et 98;

Considérant que ladite requête s'applique aux villes ci-haut énumérées;

Considérant qu'il serait préférable légalement et financièrement que toutes les villes concernées mandatent le même avocat;

INITIALES DE LA MAIRESSE
28
INITIALES DE LA GREFFIERE

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Pierre Roy, de l'étude Roy & Mercier, aux fins de représenter la Ville de Drummondville dans la contestation d'une requête présentée par la compagnie Journey's End pour être relevée du défaut de déposer des plaintes conformément à l'article 130 de la Loi sur la Fiscalité municipale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

616/7/96 - **Subvention de 2 500 $ - Challenge des Amériques 1996**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 500 $ au Challenge des Amériques 1996 (tournoi de handball) à titre de subvention 1996.

De plus, des services évalués à 3 960 $ seront fournis à l'organisation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

617/7/96 - **Dépôt du procès-verbal (21/6/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 21 juin 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

618/7/96 - **Acceptation du remplacement partiel de la fenestration en façade principale du bâtiment situé au 106 Biron - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet de procéder au remplacement de la fenestration au rez-de-chaussée des façades avant et latérale du bâtiment situé au 106 Biron, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la propriété visée est située dans la portion de la zone résidentielle H11-29 régie par un plan d'implantation et d'intégration architecturale et que, par conséquent, toute modification à un bâtiment principal est soumise à des critères particuliers d'évaluation;

Considérant que l'intervention consiste plus précisément à remplacer la fenêtre située en façade principale au rez-de-chaussée, de même que celle située en façade latérale droite également au rez-de-chaussée;

Considérant que les nouvelles fenêtres proposées sont de type "à battant";

Considérant que les ouvertures remplacées sont de même dimension;

Considérant que l'intervention proposée ne vient pas altérer le caractère architectural du bâtiment;

Considérant que le remplacement partiel de la fenestration existante sur la façade arrière (au rez-de-chaussée) par des fenêtres de type "à battant" a déjà été accepté (résolution du Comité consultatif d'urbanisme numéro 96.06.06 et résolution du Conseil municipal numéro 570/6/96);

Considérant que le choix de fenestration respecte le caractère architectural du bâtiment et s'inscrit en continuité avec la fenestration de la majorité des bâtiments du secteur ayant un tel caractère architectural;

Considérant que ce type de fenêtre (à battant) s'avère intéressant pour le remplacement éventuel de l'ensemble de la fenestration du bâtiment;

INITIALES DE LA MAIRESSE
29
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux tels que proposés aux fenêtres des façades avant et latérale du bâtiment pour l'immeuble du 106 rue Biron et autorise également tout remplacement éventuel de fenêtres existantes sur ledit bâtiment par des fenêtres de type "à battant", et ce dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

619/7/96 - **Acceptation de nouvelles enseignes sur poteau et sur bâtiment - Immeuble situé au 1750 Michaud (P.I.A.)**

Considérant qu'une demande ayant pour but d'installer:

- un nouvel affichage principal sur bâtiment sur la façade parallèle à l'autoroute 20;
- un affichage secondaire sur la façade parallèle au boulevard Lemire;
- une enseigne sur poteau dans la cour avant du bâtiment;

Considérant que l'immeuble visé est situé dans la vitrine industrielle de prestige (zone I11-02) et que, par conséquent, tout nouvel affichage doit répondre à des critères particuliers d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le projet d'affichage respecte la réglementation en vigueur quant aux superficies et à la localisation, tant pour les enseignes sur poteau que sur bâtiment;

Considérant que l'affichage proposé est d'un design moderne et sobre s'intégrant harmonieusement à l'architecture du bâtiment projeté;

Considérant que le choix de la couleur des lettres composant l'affichage, soit le rouge, avec éclairage intérieur permettra d'ajouter un accent de couleur à l'ensemble sans nuire à l'image de prestige du projet;

Considérant que l'affichage proposé en façade principale s'intègre harmonieusement à l'architecture du bâtiment par son choix de localisation, soit entre les jeux de toit en verre de la section "bureaux" (qui se trouve en avancé par rapport à la section "production");

Considérant que l'affichage proposé en façade latérale est similaire à celui prévu en façade principale et que sa localisation vient souligner l'entrée au bâtiment qui se trouve sur ladite façade;

Considérant que l'affichage sur poteau s'inscrit en continuité de design et de couleur avec les enseignes projetées sur le bâtiment, ce qui contribue au renforcement de l'effet d'ensemble et de prestige du projet;

Considérant que l'enseigne sera localisée immédiatement à la gauche de l'accès pour véhicules au terrain (à partir de la rue Michaud), ce qui évitera de concentrer l'affichage en un même point pour la propriété visée tout en éloignant ladite enseigne sur poteau de celle déjà existante sur la propriété voisine (Molson-O'Keefe);

Considérant qu'aucun aménagement n'est présentement suggéré au pied de l'enseigne sur poteau;

Considérant que les responsables de l'entreprise sont à faire préparer un plan d'aménagement global pour l'ensemble du terrain;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'enseignes sur bâtiment (deux (2) enseignes) et sur poteau (une (1) enseigne) telles que proposées pour l'immeuble du 1750 rue Michaud à la condition qu'un aménagement paysager soit réalisé à la base de l'enseigne sur poteau, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

L'aménagement exigé sera évalué lors de l'acceptation du plan global d'aménagement paysager.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

620/7/96 - **Acceptation d'une nouvelle enseigne sur bâtiment - Immeuble situé au 441 Lindsay (P.I.A.)**

Considérant qu'une demande ayant pour but d'installer une nouvelle enseigne suspendue et rattachée au bâtiment situé au 441 Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères particuliers d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant qu'il existe déjà une enseigne sur poteau (détachée du bâtiment) installée devant l'établissement;

Considérant que l'enseigne proposée est faite de bois, que ce matériau est déjà très présent en façade du bâtiment (colonnes, ornementations au-dessus de l'entrée, pignons, etc.) et que l'enseigne existante sur poteau est également faite de ce matériau;

Considérant que les couleurs proposées pour la nouvelle enseigne s'inscrivent en continuité avec celles déjà utilisées sur l'enseigne existante (soit le bleu et le jaune or);

Considérant qu'il est proposé d'installer l'enseigne entre les deux (2) colonnes centrales situées en façade;

Considérant qu'en fonction des critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale, toute enseigne doit éviter de camoufler des éléments d'ornementation d'un bâtiment;

Considérant que la localisation proposée dissimule des éléments d'ornementation qui sont caractéristiques au bâtiment et brise le caractère monumental de l'entrée au bâtiment;

Considérant que le bâtiment visé a remporté le "Prix Mitchell '95" dans la catégorie "Conservation" et qu'ainsi, toute intervention doit contribuer à la protection de son cachet et sa mise en valeur;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une nouvelle enseigne suspendue telle que proposée pour l'établissement du 441 rue Lindsay à la condition que celle-ci soit suspendue à un des balcons de l'étage, et ce conformément aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

621/7/96 - **Acceptation d'un nouveau revêtement sur le mur arrière de l'immeuble situé aux 478/484 Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but d'installer un nouveau matériau de parement extérieur pour la façade arrière qui est actuellement sans revêtement pour le bâtiment situé aux 478/484 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, celui-ci est soumis à des critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que les façades avant et latérales sont actuellement recouvertes d'acier émaillé de couleur beige avec toit en pente également recouvert d'acier émaillé mais de couleur verte;

Considérant que le demandeur souhaite installer sur la façade visée un stuc de ciment de couleur "gris nature";

Considérant que le choix du stuc constitue une alternative intéressante en terme de matériau de recouvrement dans le contexte où le reste du bâtiment est recouvert d'acier émaillé;

Considérant que la couleur proposée constitue un ajout en regard des couleurs existantes sur le bâtiment visé;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'utilisation de stuc de ciment comme matériau de parement extérieur pour la façade arrière du bâtiment portant les numéros civiques 478 à 484 rue Lindsay à la condition que ledit matériau soit de couleur beige s'inscrivant en continuité avec la couleur de l'acier émaillé recouvrant les autres façades du bâtiment, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

622/7/96 - **Acceptation d'un nouveau matériau en façade principale du bâtiment situé au 153 Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but de remplacer le matériau de parement extérieur en façade principale du bâtiment situé au 153 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, est soumis à des critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la façade visée est actuellement recouverte de papier-brique à l'étage (ayant été endommagé suite à un incendie mineur) et d'acier émaillé de part et d'autre des vitrines commerciales et de l'accès au bâtiment au rez-de-chaussée;

Considérant que le demandeur souhaite remplacer le parement extérieur existant par un parement de brique de couleur rouge (de type Novabrik) sur la totalité de la façade;

Considérant que les matériaux de revêtement extérieur des bâtiments situés dans l'environnement sont assez variés tant par leurs types (brique, acier, bois, déclin) que leurs couleurs (brun, bleu, gris, blanc, rouge);

Considérant que le matériau choisi par le demandeur constitue un choix sobre tant par la nature du matériau que sa couleur;

Considérant que le mur latéral droit a déjà été recouvert de déclin de vinyle de couleur gris sable il y a quelques années dans le cadre de travaux partiels de rénovation;

Considérant que le matériau proposé en façade principale s'harmonise en terme de couleur au déclin déjà installé;

Considérant la présence d'une corniche en bois en partie supérieure de la façade;

Considérant que le plan déposé ne montre aucune ornementation et que le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale favorise l'intégration d'ornementations dans le respect de l'architecture du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'un nouveau matériau de parement extérieur en façade principale tel que proposé (de type Novabrik) pour l'immeuble du 153 rue Lindsay à la condition:

- que la corniche en partie supérieure du bâtiment soit conservée et repeinte;
- que des allèges et ornementations au-dessus des fenêtres localisées à l'étage soient réalisées en brique (type Novabrik) ou autre matériau s'y apparentant;

et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

623/7/96 - **Acceptation d'une nouvelle enseigne sur le bâtiment situé au 472 Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'un nouvel affichage appliqué sur le bâtiment situé au 472 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères particuliers d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'enseigne proposée sera réalisée en bois peint de forme ovale;

Considérant que l'enseigne sera installée au-dessus des vitrines de l'établissement;

Considérant que les inscriptions seront peintes de couleur verte (Marco Polo) et de couleur noire (pour les autres inscriptions) sur fond ivoire et que le logo ajoutera une note colorée à l'ensemble (couleurs multiples);

Considérant que l'enseigne de l'établissement voisin situé dans le même bâtiment est également réalisée en bois peint et de forme ovale;

Considérant que la localisation proposée de l'enseigne contribue à ornementer le mur de façade du bâtiment dont le parement extérieur est de brique de couleur beige;

Considérant que les deux (2) enseignes sur le bâtiment s'inscriront en continuité et contribueront à l'équilibre de la façade;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de l'enseigne sur bâtiment telle que proposée pour l'établissement du 472 rue Lindsay, et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

624/7/96 - **Acceptation des travaux majeurs de rénovation de l'immeuble situé au 1600 boulevard St-Joseph - P.I.A.**

Considérant que la Ville de Drummondville a déposé un projet prévoyant la réalisation de travaux majeurs de rénovation au bâtiment situé au 1600 boulevard St-Joseph et d'aménagement de terrain;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que toute intervention relative à la modification extérieure du bâtiment et à l'aménagement paysager est soumise aux critères d'évaluation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que, globalement, l'intervention proposée est respectueuse de la morphologie originale et actuelle du bâtiment, le tout selon les plans joints au dossier;

Considérant que le traitement architectural proposé est de type traditionnel, tout en conférant un caractère de prestige à l'immeuble, et ce notamment:

- par le choix des matériaux, à savoir: la brique, la pierre et le stuc;
- par l'agencement des matériaux qui représente une colonnade, et ce sur les quatre (4) façades du bâtiment;
- par l'intégration d'une ornementation créée par des jeux de matériaux qui contribue à animer architecturalement la façade sans la surcharger;
- par un choix de couleurs traditionnelles et sobres, à savoir: brique rouge, pierre/stuc beige, toit vert, s'agençant à l'environnement bâti;

Considérant que le bandeau de pierre ou stuc (à déterminer) avec ornementation entre le rez-de-chaussée et l'étage constitue un rappel du bandeau existant;

Considérant que le traitement architectural "en colonnade" confère de la verticalité au bâtiment;

Considérant que l'intervention respecte le gabarit actuel du bâtiment (incluant la tour) tout en y intégrant des ajouts volumétriques qui dynamisent l'ensemble (exemples: entrée sur St-Joseph, jeux de toit aux entrées, etc.);

Considérant que le maintien d'une toiture de type "plat" maximise l'intégration du bâtiment à son environnement où les bâtiments de gabarit comparable présentent ce même type de toiture (exemples: Palais de justice, Centre Marcel-Dionne, Résidences Philippe-Bernier);

Considérant que les jeux de toit (en pente) des entrées du côté du boulevard St-Joseph et vers le Palais de justice permettent de marquer les deux (2) principales entrées au bâtiment; ces entrées étant destinées à des clientèles différentes;

Considérant que la proposition maintient une fenestration abondante sur toutes les façades du bâtiment avec carrelage (semblable à l'existant) et qui s'inscrit en relation étroite avec la proportion verre/maçonnerie actuelle du bâtiment;

Considérant que le plan d'aménagement paysager déposé montre la conservation des aires paysagères et des arbres existants tout en augmentant les superficies gazonnées et/ou paysagères par rapport à la situation existante;

Considérant qu'un accès pour véhicules est prévu entre la rue Corriveau et le boulevard St-Joseph afin de faciliter l'accessibilité au bâtiment;

Considérant que l'aménagement des aires de stationnement distingue les sections vouées aux employés de celles destinées aux visiteurs;

Considérant que des terre-pleins aménagés en façade du bâtiment (donnant sur la rue Cockburn) avec plantation, viendront couper visuellement l'importance de l'aire asphaltée dans cette cour avant;

Considérant que la circulation piétonnière est concentrée à un (1) seul endroit (accès du côté boulevard St-Joseph);

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville:

- autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment tels que proposés pour l'immeuble du 1600 boulevard St-Joseph dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- accepte les travaux d'aménagement paysager tels que proposés pour ledit immeuble conformément à la réglementation applicable dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

625/7/96 - **Dépôt du compte rendu (26/6/96) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 26 juin 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

626/7/96 - **Installation d'enseignes "Attention à nos enfants" sur la rue St-Georges à l'intersection du boulevard Lemire**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'enseignes "Attention à nos enfants" sur la rue St-Georges à l'intersection du boulevard Lemire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

627/7/96 - **Ajout de cases de stationnement avec parcomètres sur la rue Lindsay entre la rue Marchand et le stationnement St-Frédéric (no 5)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'ajout de cases de stationnement avec parcomètres sur la rue Lindsay entre la rue Marchand et le stationnement St-Frédéric (no 5).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

628/7/96 - **Ajout de cases de stationnement avec parcomètres sur la rue Heriot entre la voie ferrée et le 306 rue Heriot**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'ajout de cases de stationnement avec parcomètres sur la Heriot, entre la voie ferrée et le 306 rue Heriot.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

629/7/96 - **Tenue d'un feu de camp - C.R.S.J.B.**

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste à faire un feu de camp sur le terrain du centre, situé au 114 - 18e avenue, dans le cadre d'une activité, le tout sujet à l'approbation du Service de la sécurité publique et selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

630/7/96 - **Tenue d'une vente-trottoir - La Voûte Enchantée**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Voûte Enchantée à tenir une vente-trottoir, du 4 au 7 juillet 1996, sur son terrain de stationnement situé au 1320 boulevard Jean-de-Brébeuf, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

631/7/96 - **Formation du comité de travail - Élaboration d'une entente globale entre le ministère des Affaires culturelles et la Ville**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville, dans le cadre d'une démarche permettant l'établissement d'une entente globale à intervenir avec le ministère de la Culture et des Communications, procède à la formation d'un comité de travail.

Ledit comité sera composé de: Mme Francine Ruest-Jutras, mairesse, M. Guy Drouin, conseiller municipal, Mme Solange Lebel, présidente de la Corporation du Centre Culturel, M. André Paquet, directeur du Service loisir et vie communautaire, M. Denis Jauron, coordonnateur-urbaniste, et M. Pierre Meunier, régisseur du Centre d'information documentaire Côme St-Germain.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

632/7/96 - **Tenue d'un kiosque à hot dogs - Café Rencontre Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'organisme Café Rencontre Drummond Inc. à tenir un kiosque à hot dogs durant certaines activités au centre-ville, à savoir:

- du 3 au 14 juillet 1996: Vente-trottoir et Festival mondial de folklore
- du 25 au 28 juillet 1996 et du 1er au 4 août 1996: Festival de Blues

le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

633/7/96 - **Gérance du stationnement Montplaisir - F.M.F.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Festival mondial de folklore de Drummondville à gérer le stationnement Montplaisir durant la période de la 15e édition du Festival.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport du trésorier au 31 mai 1996

Le conseiller Jean-Guy Spénard commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 31 mai 1996.

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2545 et 2546

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements numéros 2545 et 2546 amendant le règlement de zonage municipal no 2520.

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de juin 1996 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1995.

634/7/96 - **Adoption du règlement no 2556 - Amendement au règlement no 2160**

Lecture est donnée du règlement no 2556 amendant le règlement numéro 2160 concernant l'enregistrement des bicyclettes.

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
36
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: M. Alain Jr. Madore, 184 rue Heriot.

M. Madore désire traiter du dossier entourant le refus par la Ville d'émettre un permis de construction pour le 184 rue Heriot. Selon M. Madore, aucune réponse valable ne lui a été fournie par le Service et aucune solution ne lui aurait été proposée.

Madame la mairesse confirme que le dossier a été traité à quelques reprises par le Conseil et que le projet ne rencontre pas les exigences du P.I.A. Elle rappelle également à M. Madore que le permis a été demandé après la pose des portes. Elle souligne la formation du comité consultatif d'urbanisme et explique les exigences d'un P.I.A.

Elle invite M. Madore à rencontrer les responsables afin qu'une solution soit trouvée et que des suggestions puissent être émises.

Madame la mairesse souhaite un BON FESTIVAL à toute la population.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 15 juillet 1996**.

635/7/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 25.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Paquet
Greffière.

Jeannine Gauthier
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
37
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

15 juillet 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 15 juillet 1996 à 19 h 15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, coordonnateur urbaniste

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

636/7/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- **Règlement no 2553** amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'assujettir la nouvelle zone résidentielle H10-10 comprenant les terrains situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame, entre les rues Surprenant et St-Alfred, à des critères d'évaluation pour toute modification extérieure à un bâtiment de type "centre d'accueil", de même que pour tout réaménagement de terrain relatif à un tel usage;
- **Règlement no 2554** amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'ajouter un nouveau chapitre 10 applicable à la zone résidentielle H05-26 et y précisant la description du territoire assujetti par ce nouveau chapitre, le contenu minimal des plans à fournir quant aux caractéristiques architecturales des bâtiments et à l'aménagement de terrain, les dispositions administratives particulières se rapportant à l'application de ce nouveau chapitre et les objectifs et critères d'aménagement applicables à l'architecture des nouveaux bâtiments et à l'aménagement des terrains;



- **Règlement no 2555** amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'augmenter de quinze mètres (15 m) à trente mètres (30 m) la hauteur maximale permise pour la construction d'antennes de télécommunication pour les usages d'utilité publique à l'exception des usages de type "gare" et "terminus".

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

637/7/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 20.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

15 juillet 1996

INITIALES DE LA MAIRESSE

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 15 juillet 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

638/7/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

639/7/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 2 juillet 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 2 juillet 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

640/7/96

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- FOURNITURE ET INSTALLATION DE FEUX DE PIÉTONS ET CYCLISTES - BOULEVARD LEMIRE/RUE MARCHAND (NO 96-212) - (Soumissions sur inv.: Ouv. 19/06/96)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. ELECTRO-SYSTEME P.L. INC. 235 Lévis Drummondville	15 900,15 $
. PAUL SAVARD INC. 532 Lindsay Drummondville	18 612,27 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de Électro-Système P.L. Inc. soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Comité d'école St-Étienne (Maintien du service d'une brigadière adulte - Intersection des boulevards St-Joseph/Mercure)
. Pétition de commerçants (Changement de nom de rue - Théo-Ketterer / George-H. Boulay).

La greffière fait également mention de lettres de remerciements.

641/7/96 - Acceptation des comptes

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 2 juillet au 15 juillet 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 3 667 226,97 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

642/7/96 - **Contrat de location avec Le Fonds Provincial des Hockeyeurs Élites Inc. - Utilisation du Centre Marcel Dionne**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de location de glace au Centre Marcel Dionne, à intervenir avec Le Fonds Provincial des Hockeyeurs Élites Inc. pour l'École de Hockey Spécialisée de Drummondville.

Le contrat de location est valable du 21 juillet au 9 août 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

643/7/96 - **Protocole d'entente avec le Club de Hockey Drummond Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Club de Hockey Drummond Inc. et ce pour une période de 3 ans.

De plus, l'autorisation de signature est valable pour tout document permettant à la Ville d'obtenir certaines garanties quant au remboursement des sommes versées et cautionnées et ce advenant une vente ou une cession de franchise.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

644/7/96 - **Caution de 80 000 $ au Club de Hockey Drummond Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire du Club de Hockey Drummond Inc. pour le remboursement d'une somme de 80 000 $ consentie ou à être consentie par la Caisse populaire St-Pierre de Drummondville. Ladite caution est valable pour une période de trois ans et est sujette à l'approbation du ministère des Affaires municipales suivant l'article 28,3 de la Loi sur les Cités et Villes.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents dès que l'autorisation du ministère des Affaires municipales sera reçue.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

645/7/96 - **Tenue du Tournoi Provincial 3 vs 3 Basketball - Polyvalente La Poudrière**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'organisme Basketball La Poudrière à tenir le Tournoi Provincial 3 vs 3 Basketball sur le site de la Polyvalente La Poudrière et dans le stationnement de l'Olympia Yvan Cournoyer, les 3 et 4 août 1996, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

Cette autorisation représente une subvention en services évaluée à environ 1 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

646/7/96 - **Tenue d'un Championnat de balle donnée - Terrain de balle Celanese**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'utilisation du terrain de balle Celanese, les 6, 7 et 8 septembre 1996 pour un Championnat de balle donnée, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville autorise les organisateurs à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec, pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de l'activité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

647/7/96 - **Autorisation d'affichage - Fédération équestre du Québec**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fédération équestre du Québec à installer des affiches publicitaires pour annoncer le Championnat provincial western qui se tiendra les 10 et 11 août 1996, le tout selon la demande formulée le 12 juillet 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
42
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

648/7/96 - **Amendement au règ. 2383 - Travaux de drainage, d'égouts pluviaux, de pavage et d'aménagement du terre-plein sur le boul. St-Joseph**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville amende le règlement no 2383 décrétant l'exécution de travaux de drainage et d'installation d'égouts pluviaux sur le boulevard St-Joseph, entre l'avenue Des Lilas et le pont de la rivière St-Germain, ainsi que des travaux de pavage et d'aménagement du terre-plein, de façon à préciser, à l'article 2, la date et le numéro des plans, à savoir: "les plans ont été préparés par le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. en date du 5 décembre 1994 et portent le numéro ME94DR07, feuillets 1 de 6 à 6 de 6".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

649/7/96 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 1470 boulevard Lemire**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 1470 boulevard Lemire;

Considérant que cette dérogation mineure concerne le prolongement d'un mur de bâtiment dérogatoire;

Considérant que le demandeur souhaite procéder à l'agrandissement du bâtiment existant dans la cour arrière de ce dernier;

Considérant que le bâtiment actuel est déjà dérogatoire quant à sa marge arrière, soit un virgule cinq mètre (1,5 m) plutôt que dix mètres (10 m), tel que prescrit au règlement de zonage pour la zone visée (zone C11-16);

Considérant que le règlement de zonage autorise l'agrandissement d'un bâtiment dans le prolongement d'un mur dont l'implantation est dérogatoire à la condition que la portion dudit mur en dérogation représente au moins cinquante pour cent (50%) de la longueur totale de celui-ci;

Considérant que la portion de mur actuellement en dérogation représente quarante-neuf pour cent (49%) de la longueur totale dudit mur;

Considérant qu'une haie de cèdre d'une hauteur importante (plus de deux mètres [2 m]) sépare le terrain visé des terrains situés immédiatement derrière et dont l'utilisation est de type "résidentiel unifamilial";

Considérant qu'une distance d'environ quinze mètres (15 m) sépare le mur arrière desdites résidences avec la ligne de terrain le long de laquelle sera agrandi le bâtiment visé;

Considérant que la cour latérale droite, dans laquelle pourrait également être agrandi le bâtiment, est déjà aménagée à des fins de stationnement;

Considérant qu'il serait impossible de compenser la perte de stationnement de la cour latérale dans l'espace qui serait laissé libre dans la cour arrière là où est prévu l'agrandissement;

Considérant que si le mur actuellement en dérogation avait mesuré zéro virgule trois mètre (0,3 m) de plus, un permis aurait déjà pu être émis pour l'agrandissement souhaité;

Considérant que le projet du demandeur ne semble pas causer un préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Considérant que le respect de la réglementation cause un préjudice sérieux au demandeur à l'égard de l'aménagement des cases de stationnement desservant l'établissement;

INITIALES DE LA MAIRESSE
43
INITIALES DE LA GREFFIERE

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu d'accorder une dérogation mineure quant à l'exigence applicable pour le prolongement d'un mur dont l'implantation est dérogatoire prévoyant que ledit mur peut être prolongé s'il représente quarante-neuf pour cent (49%) de la longueur totale du mur visé plutôt que cinquante pour cent (50%), tel que stipulé par le règlement de zonage, et ce pour le bâtiment localisé au 1470 boulevard Lemire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

650/7/96 - **Dépôt du procès-verbal (11/7/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 11 juillet 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

651/7/96 - **Acceptation d'un aménagement paysager aux abords du terrain de stationnement de l'immeuble situé au 400 St-Jean - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet la réalisation de travaux d'aménagement paysager aux abords du terrain de stationnement desservant l'immeuble situé au 400 rue St-Jean, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'immeuble visé est localisé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale pour les travaux d'aménagement paysager lors de l'agrandissement d'aire de stationnement existante;

Considérant que le projet d'agrandissement de l'aire de stationnement existante a déjà été approuvé (résolution du Comité consultatif d'urbanisme numéro 96.05.10. et du Conseil municipal numéro 474/5/96) à la condition qu'un aménagement paysager soit réalisé à l'intérieur des bandes gazonnées longeant les voies de circulation;

Considérant que la proposition d'aménagement soumise prévoit:

- la réalisation d'un aménagement paysager au pied de l'enseigne sur poteau installée le long de la rue St-Jean;
- la réalisation d'un aménagement paysager au pourtour de l'abribus et du banc de parc installés entre l'aire de stationnement existante et l'emprise de la rue St-Jean;
- la réalisation d'un aménagement paysager le long du boulevard St-Joseph, là où il y a des contraintes à l'aménagement du stationnement (poteaux d'utilité publique et haubans);
- la plantation d'arbustes isolés entre les îlots d'aménagement décrits ci-haut;

Considérant que l'approche retenue vise à créer des "points d'intérêt paysagers" et à couper le caractère très ouvert, voire trop dégagé de l'aire de stationnement;

Considérant la présence d'une dénivellation entre l'aire de stationnement et le boulevard St-Joseph, limitant les possibilités d'aménagement paysager à l'intérieur même de cette bande gazonnée;

Considérant que l'aménagement proposé permettra de limiter l'incidence visuelle de l'aire de stationnement tout en préservant la visibilité sur rue des établissements commerciaux;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la réalisation des travaux d'aménagement paysager tels que proposés au 400 rue St-Jean dans le cadre des travaux d'agrandissement de l'aire de stationnement, et ce conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
44
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

652/7/96 - **Subvention de 380 $ - Réseaux Plein Air Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 380 $ à Réseaux Plein Air Drummond Inc., et ce à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

653/7/96 - **Subvention de 500 $ - Association forestière des Cantons de l'Est**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à l'Association forestière des Cantons de l'Est et ce à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

654/7/96 - **Subvention de 400 $ - Association canadienne des Dons d'Organes**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 400 $ à l'Association canadienne des Dons d'Organes et ce à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

655/7/96 - **Tenue d'une vente de garage - Pavillon Mona Lisa**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Pavillon Mona Lisa à tenir une vente de garage au 955 boulevard Jean-de-Brébeuf les 19 et 20 juillet 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

656/7/96 - **Prime de remplacement à MM. Gilles Bélisle et Serge Langelier**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le paiement d'une prime de remplacement de 5% à M. Gilles Bélisle, trésorier, et de 10% à M. Serge Langelier, programmeur analyste, durant l'absence de M. Yvan Morin, assistant-trésorier, le tout conformément aux conditions de travail du personnel cadre de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

657/7/96 - **Lettre d'entente avec le Syndicat des Employé(e)s municipaux de Drummondville (CSN)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse, le directeur général et le directeur des Ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente avec le Syndicat des Employé(e)s municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023) relative à la modification des horaires de travail des préposés aux communications.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ



658/7/96 - **Embauche de M. Christian Charbonneau au poste de journalier (employé surnuméraire) au S.T.P.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que M. Christian Charbonneau soit engagé au poste de journalier avec statut d'employé surnuméraire au Service des travaux publics, selon la convention collective du Syndicat des Employés municipaux COLS BLEUS de Drummondville (CSN).

De plus, M. Christian Charbonneau devra s'engager à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant à son lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

659/7/96 - Nomination d'un maire suppléant

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le conseiller Réal Jean soit nommé maire suppléant pour la période du 16 juillet 1996 au 18 novembre 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse remercie M. Robert Lafrenière pour sa disponibilité.

660/7/96 - Délégation de M. Jean-Guy Spénard - c.a. de la SOLIDE

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que M. Jean-Guy Spénard, conseiller, soit délégué pour siéger au sein du conseil d'administration de la SOLIDE (Société Locale d'Investissement dans le Développement de l'Emploi).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

661/7/96 - Participation d'élus - Grand Forum de la gestion municipale

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la conseillère Réjeanne Viens, de même que les conseillers Jean-Guy Spénard et Denis Savoie soient autorisés à participer au Grand Forum de la gestion municipale qui se tiendra à Sherbrooke les 3 et 4 octobre 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

662/7/96 - Vente d'un terrain industriel à Bacon América Inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Bacon América Inc. une partie du lot 271-2 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 9 291,2 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 20 janvier 1995 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 7410), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit vingt-sept mille huit cent soixante-treize dollars et soixante cents (27 873,60 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Paul-Henri Lacroix et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

663/7/96 - Vente d'un terrain industriel à Placements Louis Choinière Inc.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Placements Louis Choinière Inc. une partie du lot 281 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 1 858,3 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 9 juillet 1996 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 7801), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit cinq mille cinq cent soixante-quatorze dollars et quatre-vingt-dix cents (5 574,90 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Daniel Landry et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Dépôt du certificat relatif au règlement no 2551

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement numéro 2551 amendant le règlement de zonage municipal no 2520.

664/7/96 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Martine**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement décrétant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Martine et prévoyant un emprunt n'excédant pas 111 000 $.

Bordures	29 280 $
Pavage	40 500 $
Éclairage	26 400 $
	96 180 $
Honoraires professionnels	12 120 $
Frais de financement	2 700 $
TOTAL - EMPRUNT:	111 000 $

665/7/96 - Adoption du règlement no 2553 - P.I.A.

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2553 a été donné (réf: 584/6/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2553 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'assujettir la nouvelle zone résidentielle H10-10 comprenant les terrains situés de part et d'autre de la rue Notre-Dame, entre les rues Surprenant et St-Alfred, à des critères d'évaluation pour toute modification extérieure à un bâtiment de type "centre d'accueil", de même que pour tout réaménagement de terrain relatif à un tel usage.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
47
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

666/7/96 - **Adoption du règlement no 2554 - P.I.A.**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2554 a été donné (réf: 587/6/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2554 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'ajouter un nouveau chapitre 10 applicable à la zone résidentielle H05-26 et y précisant la description du territoire assujetti par ce nouveau chapitre, le contenu minimal des plans à fournir quant aux caractéristiques architecturales des bâtiments et à l'aménagement de terrain, les dispositions administratives particulières se rapportant à l'application de ce nouveau chapitre et les objectifs et critères d'aménagement applicables à l'architecture des nouveaux bâtiments et à l'aménagement des terrains.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

667/7/96 - **Adoption du règlement no 2555 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2555 a été donné (réf: 590/6/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2555 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'augmenter de quinze mètres (15 m) à trente mètres (30 m) la hauteur maximale permise pour la construction d'antennes de télécommunication pour les usages d'utilité publique à l'exception des usages de type "gare" et "terminus".

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2555, et ce de 9 heures à 19 heures le 23 juillet 1996.

668/7/96 - **Adoption du règlement no 2552 - Modification au règlement no 1847 et amendements (Service de transport en commun)**

Lecture est donnée du règlement no 2552 modifiant le règlement no 1847 et ses amendements relatifs au Service de transport en commun de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

669/7/96 - **Adoption du projet de règlement no 2557 - Zonage**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et résolu:

INITIALES DE LA MAIRESSE
48
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1° QUE le projet de règlement no 2557 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter de nouveaux usages dans la zone communautaire P03-11 existante et localisée à l'angle est de l'intersection du boulevard St-Joseph et de la rue Cockburn à savoir la classe d'usages de type "utilité publique légère", soit la classe d'usages u_1; les usages de type "services de transport de personnes" en tant qu'usage spécifiquement permis et d'assujettir la construction de nouveaux bâtiments et la modification de bâtiments existants aux normes établies pour les autres catégories d'usages déjà autorisées quant aux normes d'implantation minimales, aux gabarits des bâtiments, aux rapports entre la superficie du bâtiment et le terrain, à l'affichage et à l'obligation de soumettre toute construction ou modification à un bâtiment aux dispositions applicables en vertu du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.), soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

670/7/96 - **Avis de motion d'un règlement (no 2557) - Zonage**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2557) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter de nouveaux usages dans la zone communautaire P03-11 existante et localisée à l'angle est de l'intersection du boulevard St-Joseph et de la rue Cockburn à savoir la classe d'usages de type "utilité publique légère", soit la classe d'usages u_1; les usages de type "services de transport de personnes" en tant qu'usage spécifiquement permis et d'assujettir la construction de nouveaux bâtiments et la modification de bâtiments existants aux normes établies pour les autres catégories d'usages déjà autorisées quant aux normes d'implantation minimales, aux gabarits des bâtiments, aux rapports entre la superficie du bâtiment et le terrain, à l'affichage et à l'obligation de soumettre toute construction ou modification à un bâtiment aux dispositions applicables en vertu du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.).

671/7/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2557**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2557 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter de nouveaux usages dans la zone communautaire P03-11 existante et localisée à l'angle est de l'intersection du boulevard St-Joseph et de la rue Cockburn à savoir la classe d'usages de type "utilité publique légère", soit la classe d'usages u_1; les usages de type "services de transport de personnes" en tant qu'usage spécifiquement permis et d'assujettir la construction de nouveaux bâtiments et la modification de bâtiments existants aux normes établies pour les autres catégories d'usages déjà autorisées quant aux normes d'implantation minimales, aux gabarits des bâtiments, aux rapports entre la superficie du bâtiment et le terrain, à l'affichage et à l'obligation de soumettre toute construction ou modification à un bâtiment aux dispositions applicables en vertu du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.), dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

49

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Informations des membres du Conseil

Modifications temporaires aux parcours des lignes 1 et 2 du Service de transport en commun (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean désire aviser les usagers du Service de transport en commun qu'en raison de travaux majeurs qui seront réalisés prochainement dans le centre-ville, des modifications temporaires seront apportées aux parcours réguliers des lignes 1 et 2 entre le 15 juillet et le 12 août 1996.

L'enregistrement des bicyclettes de 14 pouces et moins est maintenant gratuit (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière informe la population que le règlement concernant l'enregistrement obligatoire des bicyclettes a été modifié et que dorénavant cet enregistrement sera gratuit pour les bicyclettes de 14 pouces et moins.

Le troisième versement des taxes municipales sera échu le 13 août (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard rappelle aux contribuables que le troisième versement des taxes municipales viendra à échéance le mardi 13 août prochain.

Policier communautaire (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean précise que le policier communautaire devrait également travailler dans le quartier St-Joseph.

La conseillère Réjeanne Viens confirme que le quartier St-Joseph est également visité.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 19 août 1996.**

672/7/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 05.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Coyolet
Greffière

Jeanne-Mance Jutras
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

19 août 1996

INITIALES DE LA MAIRESSE 50 INITIALES DE LA GREFFIÈRE

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 19 août 1996 à 19 h 15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, coordonnateur urbaniste

- Secrétaire:

M. Gilles Raiche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistant-greffier récite la prière.

673/8/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet du projet de règlement suivant:

- **Règlement no 2557** amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter de nouveaux usages dans la zone communautaire P03-11 existante et localisée à l'angle est de l'intersection du boulevard St-Joseph et de la rue Cockburn à savoir la classe d'usages de type "utilité publique légère", soit la classe d'usages u_1; les usages de type "services de transport de personnes" en tant qu'usage spécifiquement permis et d'assujettir la construction de nouveaux bâtiments et la modification de bâtiments existants aux normes établies pour les autres catégories d'usages déjà autorisées quant aux normes d'implantation minimales, aux gabarits des bâtiments, aux rapports entre la superficie du bâtiment et le terrain, à l'affichage et à l'obligation de soumettre toute construction ou modification à un bâtiment aux dispositions applicables en vertu du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.).

INITIALES DE LA MAIRESSE
51
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

674/8/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 20.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

.....
Assistant-greffier

.....
Mairesse

INITIALES DE LA MAIRESSE
52
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

19 août 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 19 août 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, coordonnateur urbaniste

- Secrétaire:

M. Gilles Raiche, assistant-greffier.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistant-greffier récite la prière.

675/8/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

676/8/96 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 15 juillet 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 15 juillet 1996 à 19 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'assistant-greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
53
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

677/8/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 15 juillet 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 15 juillet 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'assistant-greffier soit dispensé d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

L'assistant-greffier fait part aux membres du Conseil de la réception de deux lettres du ministère des Transports relativement à la signalisation sur l'autoroute 20 et la gestion des corridors routiers, de diverses lettres de personnes et d'organismes, ainsi que des lettres de remerciements.

678/8/96 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 15 juillet au 19 août 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 2 920 164,06 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

679/8/96 - **Autorisation du prêt de tables au comité d'entraide internationale du Cégep de Drummondville - Activité du 24 août 1996**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin et résolu que la Ville de Drummondville autorise le prêt d'équipements au comité d'entraide internationale du Cégep de Drummondville pour la tenue d'une activité au Collège St-Bernard le 24 août 1996, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

680/8/96 - **Demande d'exemption de taxes - Dessercom Inc.**

Attendu que la compagnie Dessercom Inc. a soumis à la Commission municipale du Québec une demande pour fins d'exemption de taxes, en vertu de l'article 204 (10) B de la Loi sur la fiscalité municipale, lequel se lit comme suit:

"204. Sont exempts de toute taxe foncière, municipale ou scolaire:

10° un immeuble qui appartient à une institution ou à un organisme et à l'égard duquel la Commission reconnaît l'institution ou l'organisme, après consultation de la municipalité locale, en raison du fait que l'immeuble remplit l'une des conditions suivantes:

b) être utilisé par une institution ou un organisme qui est un organisme de charité enregistré aux fins de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre 1-3), pour y faire la charité ou pour y exercer des activités administratives dans la poursuite de cet objectif;";

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu d'aviser la Commission municipale du Québec que la Ville de Drummondville s'objecte à ce que cette entreprise soit exemptée du paiement de ses taxes puisque cette compagnie ne répond pas aux critères de la loi.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

681/8/96 - Autorisations pour la tenue d'épluchettes de blé d'inde

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la tenue d'épluchettes de blé d'inde aux endroits ci-après mentionnés:

a) Utilisation du parc Poirier le 21 août 1996, de 18h00 à 23h30, par le Club les Cyclophiles de Drummondville;
b) Utilisation du parc Woodyatt les 22 et 23 août 1996, de 11h00 à 20h00, et le 24 août 1996, de 11h00 à 18h00, par la Sidac Centre-Ville et l'Intermarché Réjeanne Viens au profit du Club de natation les Requins de Drummondville;
c) Fermeture de la rue Carmen le 18 août 1996, de 13h00 à 21h00; épluchette organisée par Mme Nicole Ouellet;
d) Fermeture de la rue Des Martinets le 24 août 1996, de 18h00 à 23h30; épluchette organisée par Mme Marcelle Langis;
e) Utilisation du parc Ste-Thérèse le 17 août 1996, de 13h00 à 20h00, par l'organisme L'Étincelle de Drummondville;

le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

682/8/96 - **Utilisation de la Place St-Frédéric - Club d'Astronomie Drummondville Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club d'Astronomie Drummondville Inc. à utiliser la Place St-Frédéric pour une activité le 21 septembre 1996, de 15h00 à 23h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

683/8/96 - **Autorisation au Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - (Travaux d'infrastructures sur le boulevard St-Joseph)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. à présenter, pour approbation, au ministère de l'Environnement et de la Faune les plans et devis pour l'exécution de travaux d'infrastructures sur le boulevard St-Joseph, entre les rues des Lilas et de Boucherville, lesquels travaux sont prévus au règlement no 2383.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

684/8/96 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 185 Lionel-Groulx

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble situé au 185 rue Lionel-Groulx;

Considérant que cette dérogation mineure concerne le total des marges latérales du bâtiment principal;

Considérant qu'un certificat de localisation a été préparé pour l'immeuble visé;

Considérant qu'en vertu de la réglementation de zonage applicable pour la zone visée (zone H02-04), le total des deux (2) marges latérales est de cinq mètres (5 m) minimum;

Considérant que ledit certificat établit à quatre virgule quatre-vingt-quatorze mètres (4,94 m) le total réel des marges latérales;

Considérant que le total minimal des marges latérales était également applicable en vertu de la réglementation en vigueur à l'époque de la construction (1984);

Considérant le caractère mineur de la non-conformité, soit zéro virgule zéro six mètre (0,06 m);

Considérant que l'occupation actuelle du terrain ne semble pas causer de préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Considérant que la demande vise à confirmer une situation existante;

Considérant que les travaux semblent avoir été effectués de bonne foi, étant donné le très faible écart entre la norme prescrite et l'implantation du bâtiment;

Considérant que l'implantation du bâtiment respecte la marge latérale minimale prévue au règlement, soit deux mètres (2 m), et ce pour les deux (2) marges visées et que seul le total de ces marges n'est pas conforme;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu d'accorder une dérogation mineure à l'égard du total des marges latérales pour l'immeuble du 185 rue Lionel-Groulx fixant celui-ci à quatre virgule quatre-vingt-quatorze mètres (4,94 m) plutôt que cinq mètres (5 m) tel que prescrit.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

685/8/96 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 5755 Place Kubota**

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble du 5755 Place Kubota (lot 175P);

Considérant que cette dérogation mineure concerne le frontage minimal du terrain et la marge de recul maximale applicable à la construction d'un bâtiment principal;

Considérant que la superficie totale résiduelle de terrain sur la rue Place Kubota est d'environ trente-six mille mètres carrés (36 000 m^2);

Considérant qu'il apparait avantageux de subdiviser cet espace disponible en deux (2) terrains afin:

- de maximiser l'espace disponible en vitrine industrielle;
- de faciliter le respect de la norme applicable à la superficie minimale du bâtiment à construire en fonction du terrain visé (soit dix pour cent (10%) minimum);

Considérant qu'un terrain bordant le rond de virage de cette rue a déjà été vendu;

Considérant que le frontage minimal des terrains dans cette zone est de quarante mètres (40 m);

Considérant que lorsqu'il s'agit d'un terrain situé à l'extérieur d'une courbe, ce frontage minimal peut être réduit de quinze pour cent (15%) diminuant ainsi à trente-quatre mètres (34 m) le frontage minimal exigé;

Considérant que l'espace total disponible en front sur le rond de virage est d'environ cinquante-huit mètres (58 m);

Considérant que cela permettrait de créer deux (2) terrains ayant chacun vingt-neuf mètres (29 m) de frontage sur rue;

Considérant que le frontage proposé (soit vingt-neuf mètres (29 m)) permettrait d'avoir une accessibilité convenable au terrain;

Considérant que la disposition réglementaire quant à la largeur minimale des terrains cause un préjudice sérieux en vue de la création de deux (2) terrains; cette subdivision du terrain total disponible étant en fait impossible;

Considérant que la diminution du frontage minimal des terrains ne cause pas de préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Considérant que le règlement de zonage fixe une marge de recul minimale à la grille des usages et normes et que celle-ci peut varier en fonction de l'implantation des bâtiments principaux sur les terrains voisins;

Considérant que le respect de cette disposition réglementaire rendrait impossible la construction de tout bâtiment principal sur ledit terrain considérant sa forme particulière (largeur réduite en bordure de la rue);

Considérant qu'il serait possible pour le bâtiment à construire d'avoir une visibilité fort intéressante à partir de l'autoroute notamment si celui-ci peut être construit relativement éloigné de la rue Place Kubota (soit sans respecter la marge de recul maximale);

Considérant la configuration très particulière de ce terrain qui découle de l'intérêt de longer l'autoroute;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu d'accorder une dérogation mineure:

- quant au frontage minimal du terrain à être créé au 5755 de la rue Place Kubota en fixant le frontage minimal de celui-ci à vingt-neuf mètres (29 m) plutôt que trente-quatre mètres (34 m) tel que prescrit;
- à l'égard de la marge de recul en établissant que celle-ci n'est soumise à aucun maximum soit en soustrayant le terrain projeté de l'application de l'article 11.1.1.1 du règlement de zonage.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

<u>686/8/96 - **Dérogation mineure - Immeuble situé au 5770 Place Kubota**</u>

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble du 5770 Place Kubota (lot 175 P);

Considérant que cette dérogation mineure concerne le frontage minimal du terrain et la marge de recul maximale applicable à la construction d'un bâtiment principal;

Considérant que la superficie totale résiduelle de terrain sur la rue Place Kubota est d'environ trente-six mille mètres carrés (36 000 m.c.);

Considérant qu'il apparait avantageux de subdiviser cet espace disponible en deux (2) terrains afin:

. de maximiser l'espace disponible en vitrine industrielle;
. de faciliter le respect de la norme applicable à la superficie minimale du bâtiment à construire en fonction du terrain visé (soit dix pour cent (10 %) minimum);

Considérant qu'un terrain bordant le rond de virage de cette rue a déjà été vendu;

Considérant que le frontage minimal des terrains dans cette zone est de quarante mètres (40 m);

Considérant que lorsqu'il s'agit d'un terrain situé à l'extérieur d'une courbe, ce frontage minimal peut être réduit de quinze pour cent (15 %) diminuant ainsi à trente-quatre mètres (34 m) le frontage minimal exigé;

Considérant que l'espace total disponible en front sur le rond de virage est d'environ cinquante-huit mètres (58 m);

INITIALES DE LA MAIRESSE
57
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que cela permettrait de créer deux (2) terrains ayant chacun vingt-neuf mètres (29 m) de frontage sur rue;

Considérant que le frontage proposé (soit vingt-neuf mètres (29 m)) permettrait d'avoir une accessibilité convenable au terrain;

Considérant que la disposition réglementaire quant à la largeur minimale des terrains cause un préjudice sérieux en vue de la création de deux (2) terrains; cette subdivision du terrain total disponible étant en fait impossible;

Considérant que la diminution du frontage minimal des terrains ne cause pas de préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Considérant que le règlement de zonage fixe une marge de recul minimale à la grille des usages et normes et que celle-ci peut varier en fonction de l'implantation des bâtiments principaux sur les terrains voisins;

Considérant que pour le terrain visé la marge de recul pourrait varier de cinq virgule soixante-dix-neuf mètres (5,79 m) à sept virgule zéro sept mètres (7,07 m);

Considérant que le respect de cette disposition réglementaire rendrait impossible la construction de tout bâtiment principal sur ledit terrain considérant sa forme particulière (largeur réduite en bordure de la rue);

Considérant qu'il serait possible pour le bâtiment à construire d'avoir une visibilité fort intéressante à partir de l'autoroute notamment si celui-ci peut être construit relativement éloigné de la rue Place Kubota (soit sans respecter la marge de recul maximale);

Considérant la configuration très particulière de ce terrain qui découle de l'intérêt de longer l'autoroute;

Considérant que la dérogation demandée ne semble pas causer de préjudice à la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu d'accorder une dérogation mineure:

. quant au frontage minimal du terrain à être créé au 5770 de la rue Place Kubota en fixant le frontage minimal de celui-ci à vingt-neuf mètres (29 m) plutôt que trente-quatre mètres (34 m) tel que prescrit;

. à l'égard de la marge de recul en établissant que celle-ci n'est soumise à aucun maximum soit en soustrayant le terrain projeté de l'application de l'article 11.1.1.1 du règlement de zonage.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

687/8/96 - **Candidature de la Ville au Prix d'excellence Groupe Commerce**

Considérant que la Ville de Drummondville participe au programme Rues principales depuis 1991;

Considérant que depuis, la Ville de Drummondville a bénéficié de l'expertise de l'organisme;

Considérant que, malgré certaines contraintes, la Ville de Drummondville a réussi à développer le sens de conservation du patrimoine aux propriétaires du secteur centre-ville;

Considérant que les propriétaires du centre-ville ont investi efforts et argent pour redonner au centre-ville sa beauté et son coeur en alliant commerces et lieux de vie;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville dépose sa candidature au Prix d'excellence Groupe Commerce, lequel est remis dans le cadre du colloque annuel Rues principales.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

688/8/96 - **Appui à la demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole des lots 2-49 et 2-50 (C.P.T.A.Q.)**

Considérant que les lots 2-49 et 2-50 font partie de la zone permanente agricole;

Considérant qu'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole des lots 2-49 et 2-50 a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que les lots visés sont intégrés à la zone A01-03;

Considérant que la classe d'usage h_1, soit habitation unifamiliale isolée, est autorisée pour les lots visés et ceci, en autant qu'ils bénéficient d'une autorisation au sens de ladite loi;

Considérant que cette demande est faite dans le but d'ériger une résidence unifamiliale isolée;

Considérant que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec par M. Roger Leclair pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole des lots 2-49 et 2-50 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

689/8/96 - **Tarification de la nouvelle discipline tumbling (Ajout au recueil de politique de tarification en loisir)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le recueil de politique de tarification en loisir 1995 soit modifié de façon à ajouter la tarification de la nouvelle discipline tumbling, à savoir:

-résident	10 $
-non résident	50 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

690/8/96 - **Protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. - Utilisation de la glace au C.M.D. et à l'O.Y.C.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Drummond Sports Inc. pour l'utilisation de la glace au Centre Marcel Dionne et à l'Olympia Yvan Cournoyer.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1996-1997.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
59
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

691/8/96 - **Participation de la Ville au National de machineries agricoles d'autrefois**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise un vin d'honneur et fournisse les services de la sécurité publique et des travaux publics demandés par le National de machineries agricoles d'autrefois lors d'une activité qui se tiendra les 31 août et 1er septembre 1996 au Pavillon Thématique et Multifonctionnel (V.Q.A.) Inc., le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

692/8/96 - **Mandat au Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. - Surveillance des travaux sur la rue Jade (entre St-Georges et Auguste)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. aux fins d'assurer la surveillance des travaux réalisés sur la rue Jade, entre les rues St-Georges et Auguste, le tout aux frais du promoteur Les Entreprises Brouillette & Frères Enr.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

693/8/96 - **Mandat à la firme Geo Lab Inc. - Analyse de matériaux pour les travaux exécutés sur la rue Jade**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Geo Lab Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux sur la rue Jade, entre les rues St-Georges et Auguste. Les honoraires professionnels seront à la charge du promoteur Les Entreprises Brouillette & Frères Enr.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

694/8/96 - **Demande au ministère des Transports - Indication de la direction de l'autoroute 20 sur le boul. Métropolitain et sur d'autres artères**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Transports de bien signaliser:

- sur le boulevard Métropolitain qu'il est possible de se rendre à Québec par l'autoroute 20;
- sur l'autoroute 40 à Québec que l'autoroute 20 sert à se rendre à Montréal;
- sur d'autres routes importantes la direction de l'autoroute 20;

afin que les automobilistes soient mieux orientés sur les possibilités d'utiliser cette grande autoroute.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

695/8/96 - **Délégation de Mme Francine Ruest-Jutras au sein du Groupe de travail Régions-Municipalités pour l'entrepreneurship**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Mme Francine Ruest-Jutras, mairesse, à siéger au sein du Groupe de travail Régions-Municipalités pour l'entrepreneurship local et régional.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

696/8/96 - **Acceptation du paiement d'un montant de 987 $ pour fins de parc (lot 181-112) (Dossier de MM. Guy Genest et Donald Cusson)**

Attendu que l'article 5.1 du règlement de lotissement no 2521 de la réglementation d'urbanisme en matière de cession pour fins de parc est assujetti à l'opération cadastrale;

Attendu que l'article 5.2 du même règlement stipule que le Conseil municipal doit choisir, soit une cession de terrain, soit le paiement d'une somme d'argent, soit une combinaison des deux;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que le Conseil municipal accepte que pour l'opération cadastrale du lot 181-112 les propriétaires, MM. Guy Genest et Donald Cusson, paient une somme de 987,00 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

697/8/96 - **Demande à la MRC de Drummond - Établissement de cotes précises des limites des hautes eaux (Chemin Hemming)**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la MRC de Drummond d'établir des cotes précises des limites des hautes eaux afin de pouvoir émettre des permis de construction dans le secteur du Chemin Hemming.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

698/8/96 - **Amendement à la résolution no 386/5/96 - Modification de dates du Tournoi industriel de balle donnée Normand Pelletier**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la résolution no 386/5/96 du 6 mai 1996 soit amendée de façon à modifier les dates du Tournoi industriel de balle donnée Normand Pelletier qui se tiendra les 13, 14 et 15 septembre 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

699/8/96 - **Embauche de M. Conrad Vanasse au poste d'homme d'entretien à titre d'employé surnuméraire au Service des travaux publics**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que M. Conrad Vanasse soit engagé au poste d'homme d'entretien à titre d'employé surnuméraire au Service des travaux publics, le tout conformément à la convention collective du Syndicat des Employés municipaux COLS BLEUS de Drummondville (CSN).

De plus, M. Conrad Vanasse s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant à son lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

700/8/96 - **Embauche de M. Mario De Grandpré au poste d'aide-opérateur à titre d'employé surnuméraire à l'usine de traitement d'eau**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que M. Mario De Grandpré soit engagé au poste d'aide-opérateur à titre d'employé surnuméraire à l'usine de traitement d'eau, le tout conformément à la convention collective du Syndicat des Employés municipaux COLS BLEUS de Drummondville (CSN).

De plus, M. Mario De Grandpré s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant à son lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
61
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

701/8/96 - **Embauche de M. Bryan Romanesky à titre d'urbaniste junior au Service de l'habitation**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que M. Bryan Romanesky soit engagé à titre d'urbaniste junior au Service de l'habitation pour une période déterminée de huit semaines.

Le directeur général et le directeur du Service des ressources humaines de la Ville sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente contractuelle avec M. Romanesky.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

702/8/96 - **Entente contractuelle avec 17 brigadiers(ères) scolaires adultes**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville embauche 17 brigadiers(ères) scolaires adultes, dont 13 à titre régulier et 4 à titre de substitut, pour la période du 25 août 1996 au 23 juin 1997.

Le directeur du Service des ressources humaines est par la présente autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente contractuelle avec les brigadiers(ères) scolaires adultes sélectionné(e)s.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

703/8/96 - **Nomination de M. Gaston Bellemare au poste de Capitaine aux enquêtes au Service de la sécurité publique**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que M. Gaston Bellemare soit nommé Capitaine aux enquêtes au Service de la sécurité publique de la Ville de Drummondville, le tout selon la politique salariale du personnel cadre de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

704/8/96 - **Mandat à Me Paul Biron, avocat - Dossier sur la politique antinépotisme**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que Me Paul Biron, avocat, soit mandaté afin de représenter la Ville de Drummondville dans le dossier de plainte sur la politique antinépotisme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

705/8/96 - **Mandat à Me Annie Cusson, notaire - Acte de servitude permanente consentie à la Ville par la compagnie 2952 6183 Québec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que Me Annie Cusson, notaire, soit mandatée afin de préparer un acte de servitude permanente consentie à la Ville de Drummondville par la compagnie 2952 6183 Québec Inc. concernant la réfection d'un trottoir sur le terrain situé au 154 rue Lindsay, le tout pour le prix d'un dollar (1,00 $). Les frais inhérents seront payés par la Ville.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
62
INITIALES DE LA GREFFIERE

706/8/96 - **Subvention de 3 500 $ - Centre communautaire Drummondville-Sud**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 3 500 $ au Centre communautaire Drummondville-Sud Inc. pour l'achat d'un jeu de palet portatif.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

707/8/96 - **Subvention de 1 500 $ - Fondation Ste-Croix Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ à la Fondation Ste-Croix Inc. à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Dépôt du certificat relatif au règlement no 2555

Conformément à la loi, l'assistant-greffier dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement no 2555 amendant le règlement de zonage municipal no 2520.

708/8/96 - **Dépôt du procès-verbal (14/8/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 août 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

709/8/96 - **Acceptation de l'aménagement de nouvelles ouvertures en façades principale et latérale droite du bâtiment situé au 425 Heriot**

Considérant qu'une demande ayant pour objet de percer une nouvelle fenêtre et une nouvelle porte dans la façade principale du bâtiment et à créer quatre (4) nouvelles fenêtres dans la façade latérale droite dudit bâtiment, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'immeuble visé est localisé à l'intérieur des limites du centre-ville et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'ensemble des travaux projetés seront réalisés à l'étage du bâtiment, soit dans sa portion résidentielle;

Considérant que la fenêtre proposée sera sensiblement de même largeur que les deux (2) autres fenêtres déjà aménagées à l'étage de l'immeuble adjacent;

Considérant que le propriétaire est disposé à installer une fenêtre qui serait sensiblement de la même hauteur que les deux (2) autres fenêtres déjà existantes (donc allongée par rapport au plan soumis);

Considérant que la fenêtre proposée est de type "à battant" en continuité avec la majorité des fenêtres que l'on retrouve en façade des bâtiments situés dans l'environnement immédiat;

Considérant que le projet montre également l'installation d'une porte fenêtre coulissante de type "porte patio";

Considérant qu'un des critères du règlement de Plan d'implantation et d'intégration architecturale consiste à éviter l'aménagement de telle ouverture en façade principale à moins qu'elle ne soit intégrée au bâtiment par l'aménagement d'un décroché dans le mur du bâtiment, d'un porche ou d'autres éléments d'architecture;

INITIALES DE LA MAIRESSE
63
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que la porte patio proposée donne directement sur rue et que les bâtiments situés dans l'environnement immédiat possèdent des portes ouvrant sur un axe vertical;

Considérant que le demandeur souhaite aménager un balcon d'une largeur qui couvrirait la porte patio et la nouvelle fenêtre (donc allongé vers la gauche par rapport au plan soumis);

Considérant que les garde-corps seront réalisés en fer forgé ou en aluminium;

Considérant que les travaux d'aménagement de quatre (4) nouvelles fenêtres en façade latérale ont déjà fait l'objet d'une acceptation antérieure (résolution no 95.04.02 du Comité consultatif d'urbanisme, résolution no 406/4/95 du Conseil municipal);

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'aménagement:

. d'une nouvelle fenêtre dans la portion gauche de l'étage du bâtiment (allongée pour s'inscrire en continuité avec les fenêtres installées à l'étage du bâtiment adjacent);
. d'une porte (simple ou double) à la condition que celle-ci ouvre sur un axe vertical (non coulissante);
. d'un balcon couvrant la largeur de la fenêtre et de la porte;
. de quatre (4) nouvelles fenêtres en façade latérale droite (conformément à l'acceptation antérieure);

et ce, pour le bâtiment sis au 425 rue Heriot dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

710/8/96 - **Acceptation des travaux de remplacement partiel du matériau de parement extérieur du bâtiment situé au 242 St-Marcel - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but de réaliser des travaux de remplacement partiel du parement extérieur du bâtiment, soit à l'étage en façade principale de même que sur une partie de la façade latérale droite, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'immeuble visé est localisé à l'intérieur des limites du centre-ville "St-Joseph" et, par conséquent, soumis aux critères d'évaluation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que, plus précisément, l'intervention consiste à remplacer la brique existante par une brique de couleur rouge aux endroits visés;

Considérant que la couleur de brique proposée s'harmonise à la couleur de la brique couvrant la façade latérale gauche (rouge-brun nuancé) qui ne sera pas remplacée dans le cadre de l'intervention;

Considérant que la couleur de brique choisie respecte le caractère architectural du bâtiment tout en s'inscrivant en continuité avec le parement extérieur des bâtiments semblables situés dans l'environnement immédiat;

Considérant que la partie supérieure des fenêtres était soulignée par un jeu de brique (brique en soldat);

Considérant que les travaux de rénovation consistent également à repeindre de couleur blanche la façade du rez-de-chaussée recouverte de stuc de couleur grise actuellement; de même que le bandeau de couleur jaune distinguant le rez-de-chaussée de l'étage;

Considérant que le stuc recouvre une superficie peu importante de la façade compte tenu de la forte proportion occupée par les ouvertures (vitrines et accès au bâtiment);

INITIALES DE LA MAIRESSE
64
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que le remplacement du stuc par un parement de brique permettrait de rétablir l'homogénéité de la façade principale;

Considérant que le matériau de parement extérieur peut empiéter dans une cour avant;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville:

. accepte le remplacement de la brique existante à l'étage sur la façade principale de même que sur une partie de la façade latérale droite par une brique de couleur rouge telle que proposée;
. exige que le parement extérieur en façade principale au rez-de-chaussée (de type "stuc") soit remplacé par de la brique de la même couleur qu'à l'étage;
. exige que le bandeau distinguant l'étage du rez-de-chaussée soit peint de couleur blanche s'il est conservé, ou remplacé par de la brique;

pour l'immeuble du 242 rue Saint-Marcel, le tout dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

Malgré l'urgence d'effectuer certains travaux, le conseiller Réal Jean mentionne que le propriétaire aurait dû être avisé avant de l'obliger à se conformer aux exigences du Conseil concernant la réparation du mur inférieur.

Quant à lui, le conseiller Denis Savoie indique que le propriétaire doit respecter les décisions du Conseil, suite à l'étude faite par le Comité consultatif d'urbanisme.

Madame la mairesse demande le vote sur cette proposition.

Votent POUR	Votent CONTRE
Mme Estelle Demers	M. Guy Drouin
M. Gilles Fontaine	M. Réal Jean
M. Mario Jacques	
M. Robert Lafrenière	
M. Denis Savoie	
M. Jean-Guy Spénard	
Mme Dominique Thériault	
Me Christian Tourigny	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

711/8/96 - **Acceptation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment sis au 262 rue Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sis au 262 Lindsay et perpendiculaire à celui-ci, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'enseigne proposée sera réalisée en bois peint de forme rectangulaire avec support en métal et éclairage par réflexion;

Considérant que les couleurs proposées sont:
. le rose pour l'ovale comprenant l'inscription
. le noir pour le pourtour
. l'or pour les soulignements et détails;

Considérant que ces couleurs sont sobres tout en s'harmonisant à la couleur du matériau de revêtement extérieur du bâtiment (brique de couleur brun-rosé);

INITIALES DE LA MAIRESSE
65
INITIALES DE LA GREFFIERE

Considérant que l'enseigne existant sur le bâtiment et desservant l'immeuble voisin ne respecte pas les objectifs et critères d'évaluation du plan d'implantation et d'intégration architecturale puisqu'installée avant sa mise en application et que dans le présent cas, il n'apparaît pas intéressant de s'y harmoniser;

Considérant que le type, la dimension et le design choisi pour l'enseigne en font un affichage sobre, évitant de le rendre prédominant dans le paysage urbain;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une enseigne perpendiculaire au bâtiment pour l'établissement du 262 rue Lindsay, conformément au plan soumis, le tout dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

712/8/96 - **Acceptation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment sis au 235 rue Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'une enseigne suspendue au bâtiment sis au 235 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'enseigne proposée sera réalisée en bois peint de forme rectangulaire suspendue au balcon (de l'étage) localisé immédiatement au-dessus de l'établissement visé;

Considérant que les couleurs proposées sont le rose-prune foncé pour le fond de l'enseigne avec inscription de couleur blanche (traitement inverse pour l'expression "Boutique") et soulignements de couleur kaki pâle;

Considérant que le style, le design et les couleurs proposés de l'enseigne s'harmonisent aux enseignes sur bâtiment existant dans l'environnement immédiat (Zone, Boutique d'animaux);

Considérant que la localisation proposée (entre les poteaux supports du balcon) s'inscrit bien dans l'espace disponible et ne rend pas ladite enseigne prédominante dans le paysage urbain;

Considérant que le type d'enseigne choisi, soit suspendu, constitue une variante intéressante aux nombreuses enseignes sur bâtiment et perpendiculaires qu'on retrouve dans le secteur, tout en s'harmonisant à celles-ci;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une enseigne suspendue pour l'établissement du 235 rue Lindsay, conformément au plan soumis, le tout conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

713/8/96 - **Dépôt du compte rendu (13/8/96) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 13 août 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de juillet 1996 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1995.

Mme Viens invite la population à s'inscrire au programme de Revitalisation de vieux quartiers vu la fin du programme RÉNOVE qui a été une réussite à Drummondville par le nombre de propriétaires qui ont eu accès à des subventions et par le nombre de logements rénovés.

714/8/96 - Adoption du projet de règlement no 2560 - Zonage

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2560 amendant le règlement de zonage no 2520 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle H11-32 comprenant les terrains situés du côté sud-ouest de la rue Cormier, approximativement entre les rues Cloutier et Marier et faisant actuellement partie de la zone résidentielle H11-10, d'autoriser à l'intérieur de cette nouvelle zone l'usage résidentiel de type unifamilial, de même que l'usage "maison de chambres et pension" et d'y prévoir toutes les normes afférentes à l'égard du type de structure, des dimensions de terrain, des marges, du gabarit des bâtiments et des rapports entre ledit bâtiment, le nombre de logements ou chambres et le terrain, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

715/8/96 - Avis de motion d'un règlement (no 2560) - Zonage

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (no 2560) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle H11-32 comprenant les terrains situés du côté sud-ouest de la rue Cormier, approximativement entre les rues Cloutier et Marier et faisant actuellement partie de la zone résidentielle H11-10, d'autoriser à l'intérieur de cette nouvelle zone l'usage résidentiel de type unifamilial, de même que l'usage "maison de chambres et pension" et d'y prévoir toutes les normes afférentes à l'égard du type de structure, des dimensions de terrain, des marges, du gabarit des bâtiments et des rapports entre ledit bâtiment, le nombre de logements ou chambres et le terrain.

716/8/96 - Dispense de lecture du règlement no 2560

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2560 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle H11-32 comprenant les terrains situés du côté sud-ouest de la rue Cormier, approximativement entre les rues Cloutier et Marier et faisant actuellement partie de la zone résidentielle H11-10, d'autoriser à l'intérieur de cette nouvelle zone l'usage résidentiel de type unifamilial, de même que l'usage "maison de chambres et pension" et d'y prévoir toutes les normes afférentes à l'égard du type de structure, des dimensions de terrain, des marges, du gabarit des bâtiments et des rapports entre ledit bâtiment, le nombre de logements ou chambres et le terrain, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
67
INITIALES DE LA GREFFIERE

717/8/96 - **Avis de motion d'un règlement - Entente intermunicipale avec la municipalité de St-Nicéphore relative à un service de police**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement autorisant la signature d'une entente intermunicipale relative à un service de police et à des lieux de détention entre Drummondville et St-Nicéphore.

718/8/96 - **Adoption du règlement no 2557 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2557 a été donné (réf: 670/7/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, l'assistant-greffier fait un résumé du règlement no 2557 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but d'ajouter de nouveaux usages dans la zone communautaire P03-11 existante et localisée à l'angle est de l'intersection du boulevard St-Joseph et de la rue Cockburn à savoir la classe d'usages de type "utilité publique légère", soit la classe d'usages u_1; les usages de type "services de transport de personnes" en tant qu'usage spécifiquement permis et d'assujettir la construction de nouveaux bâtiments et la modification de bâtiments existants aux normes établies pour les autres catégories d'usages déjà autorisées quant aux normes d'implantation minimales, aux gabarits des bâtiments, aux rapports entre la superficie du bâtiment et le terrain, à l'affichage et à l'obligation de soumettre toute construction ou modification à un bâtiment aux dispositions applicables en vertu du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.A.).

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, l'assistant-greffier ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2557 et ce de 9 heures à 19 heures le 10 septembre 1996.

719/8/96 - **Adoption du règlement no 2558 - Travaux de pavage, de bordures et d'éclairage - rue Martine**

Lecture est donnée du règlement no 2558 décrétant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Martine (développement résidentiel Les Jardins du Boisjoli) et prévoyant un emprunt de 111 000 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, l'assistant-greffier ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2558 et ce de 9 heures à 19 heures le 3 septembre 1996.

INITIALES DE LA MAIRESSE
68
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Informations des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- la famille de M. Jacques Hince, capitaine au Service de la sécurité publique;
- M. Jacques Fafard, policier au Service de la sécurité publique, à l'occasion du décès de son père, M. Hector Fafard;
- M. Rémi Thibeault, policier au Service de la sécurité publique, à l'occasion du décès de son beau-père, M. Napoléon Tremblay.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **mardi le 3 septembre 1996**.

720/8/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 15.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Assistant-greffier.

Mairesse.

INITIALES DE LA GREFFIÈRE
69

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

3 septembre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 3 septembre 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

721/9/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté l'item suivant:

30C. Information - piscine Frigon (M. Denis Savoie).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

722/9/96 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 19 août 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 19 août 1996 à 19 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

723/9/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 19 août 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 19 août 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

724/9/96

1- **PAVAGE, BORDURES, ÉCLAIRAGE ET SIGNALISATION - BOUL. ST-JOSEPH (ENTRE DES LILAS/DE BOUCHERVILLE) - (Soumissions ouvertes le 15 août 1996)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 Mathieu N.D. Bon-Conseil	1 080 863,18 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	1 101 104,85 $
. LES EXCAVATIONS MARCHAND & FILS INC. 345 Cartier Victoriaville	1 058 331,79 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville retienne la soumission de **Les Excavations Marchand & Fils Inc.** pour un montant total de 935 500,66 $. La différence entre la soumission déposée et le montant du contrat provient du retrait de certains travaux pour respecter l'enveloppe budgétaire.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

725/9/96

2- **BLOC C AUX ATELIERS MUNICIPAUX**
(Soumissions ouvertes le 28 août 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. CONSTRUCTION BI-BO INC. C.P. 145 St-Germain	334 804,00 $
. DESHAIES & RAYMOND INC. 650 Haggerty Drummondville	322 150,00 $
. LES CONSTRUCTIONS MORIN & RIVARD INC. 355 Avenue Pie X Arthabaska	349 500,00 $
. CONSTRUCTION D. DOYON INC. 18 Gingras Warwick	322 490,00 $
. LE GROUPE DRUMCO CONSTRUCTION INC. 2420 Sigouin Drummondville	330 900,00 $
. CONSTRUCTION GILLES DUCHARME & ASS. INC. 2210 Des Grands Ducs Drummondville	310 975,00 $

. PROGERTEK INC. 500 Gouin St-Bruno	345 546,00 $
. CONSTRUCTION BERTRAND DIONNE INC. 1997 boul. St-Joseph Ouest Drummondville	328 875,00 $
. CONSTRUCTION DENIS LAMOUREUX INC. 243 Notre-Dame St-Germain	321 241,00 $
. CONSTRUCTION BUGERE INC. 3395 Picard St-Hyacinthe	322 725,00 $
. LES CONSTRUCTIONS ALLARD (2730-7974 Québec Inc.) 350 Moreau Drummondville	323 800,00 $
. GROUPE PROGESCO CONSTRUCTION INC. (2962-0069 Québec Inc.) 956 St-Jean Drummondville	319 450,00 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Construction Gilles Ducharme & Ass. Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

726/9/96

3- **PAVAGE, BORDURES ET ÉCLAIRAGE SUR LA RUE MICHAUD (DOSSIER: MDV9606)**
(Soumissions ouvertes le 29 août 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 Mathieu N.D. Bon-Conseil	335 196,93 $
. LACBEC INC. 1277 - 10e Rang Wickham	335 347,35 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	331 283,30 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de **R. Guilbeault Construction Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

727/9/96

4- **OPÉRATION DE LA FOURRIERE MUNICIPALE (1er SEPTEMBRE 1996 AU 1er MAI 1999)**
(Soumissions ouvertes le 26 août 1996)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Raîche, assistant-greffier, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

INITIALES DE LA MAIRESSE
72
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la soumission de **Mme Solange Picotin** soit acceptée, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le soumissionnaire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Municipalités de St-Edmond de Grantham et de St-Germain de Grantham (Demandes d'adhésion au service d'appels d'urgence 9-1-1)
. M. Rémy Trudel, Ministre des Affaires municipales (Révision du montant de l'aide financière accordée pour la réfection de certaines rues du centre-ville dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec)
. Canadien National (Convoi en stationnement sur les voies du CN à l'intérieur des limites du centre-ville).

La greffière fait également mention de lettres de remerciements.

728/9/96 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 19 août au 3 septembre 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 4 069 375,83 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

729/9/96 - **Tenue d'une marche le 18/9/96 - Centraide Coeur du Québec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Centraide Coeur du Québec Inc. à tenir une marche dans les rues de la Ville le 18 septembre 1996 suivant un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

730/9/96 - **Utilisation du parc Cartier et fermeture de la rue Drapeau - Maison de la Famille, Drummond Inc.**

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Maison de la Famille, Drummond Inc. à utiliser le parc Cartier le 15 septembre 1996, de 10 h 00 à 18 h 00, pour des activités familiales, et autorise également la fermeture de la rue Drapeau pour la durée desdites activités, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

731/9/96 - **Emprunt de 176 000 $ au fonds de roulement**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 176 000 $ à son fonds de roulement pour:

INITIALES DE LA MAIRESSE
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- l'exécution de travaux de pavage sur la rue St-Laurent, de la 28e Avenue à la 30e Avenue (20 000 $);
- les travaux du Bloc C aux ateliers municipaux (110 000 $);
- l'aménagement extérieur à l'usine d'épuration des eaux (20 000 $);
- la réhabilitation d'un poste de pompage existant comprenant le remplacement des pompes, la modification du panneau de contrôle et autres ouvrages connexes à l'usine d'épuration des eaux (26 000 $).

Cet emprunt sera remboursable comme suit:

35 200 $ en 1997
35 200 $ en 1998
35 200 $ en 1999
35 200 $ en 2000
35 200 $ en 2001.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

732/9/96 - **Vente d'une partie du lot 143-89 à M. Gilles Allard**

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville vende à M. Gilles Allard une bande de terrain connue et désignée comme étant une partie du lot 143-89 du cadastre du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'une somme de 3,02 $ le mètre carré payable comptant à la signature de l'acte de vente.

De plus, l'acquéreur s'engage à assumer les coûts de la description technique et les frais de notaire, et s'engage également à défrayer l'achat et l'installation d'une clôture à mailles de chaîne et d'une haie de cèdres pour l'amélioration visuelle du secteur. Ladite haie devra avoir une hauteur minimale de 5 pieds.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

733/9/96 - **Vente d'une partie des lots 143-142 et 143-88 à M. Émile Fugère**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville vende à M. Émile Fugère une bande de terrain connue et désignée comme étant une partie des lots 143-142 et 143-88 du cadastre du Canton de Grantham, division d'enregistrement de Drummond.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'une somme de 3,02 $ le mètre carré payable comptant à la signature de l'acte de vente.

De plus, l'acquéreur s'engage à assumer les coûts de la description technique et les frais de notaire, et s'engage également à défrayer l'achat et l'installation d'une clôture à mailles de chaîne et d'une haie de cèdres pour l'amélioration visuelle du secteur. Ladite haie devra avoir une hauteur minimale de 5 pieds.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

734/9/96 - Vente par Sogerex Ltée à la Ville des lots 239-33 et 239-34 Ptie

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente par Sogerex Ltée à la Ville aux fins de céder des rues et les infrastructures installées par le promoteur. Ladite vente affecte les lots 239-33 et 239-34 Ptie du cadastre du Canton de Wickham, circonscription foncière de Drummond.

Ladite cession est faite en exécution d'une convention signée entre les parties le 29 octobre 1987.

Cette cession de rues est consentie pour la somme d'un dollar (1,00 $).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

735/9/96 - Nomination de M. Yves Tousignant comme inspecteur agraire

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que M. Yves Tousignant, contremaître au Service des travaux publics, agisse comme inspecteur agraire dans les limites de la Ville de Drummondville et ce en conformité avec les articles 110 et suivants de la Loi sur les Cités et Villes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

736/9/96 - Embauche de M. Luc Belzile à titre de policier à l'essai

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Luc Belzile à titre de policier à l'essai au Service de la sécurité publique et ce à une date déterminée par la direction du Service; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Luc Belzile s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

737/9/96 - **Délégation de MM. Gilles Fontaine et Denis Larocque Colloque "Direction Transport Aérien"**

AMENDÉE PAR RÉS. 783/9/96

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville délègue M. Gilles Fontaine, conseiller, et M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, au colloque "Direction Transport Aérien" qui se tiendra à Trois-Rivières le 20 septembre 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

738/9/96 - **Mandat au Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Surveillance des travaux sur le prolongement de la rue Jade et de la rue C**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux réalisés sur le prolongement de la rue Jade et de la rue C, le tout aux frais du promoteur, la compagnie 2953-2959 Québec Inc. (M. Trépanier).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

739/9/96 - **Mandat à la firme Géo Lab Inc. - Analyse de matériaux pour les travaux exécutés sur le prolongement de la rue Jade et de la rue C**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux sur le prolongement de la rue Jade et de la rue C, le tout aux frais du promoteur, la compagnie 2953-2959 Québec Inc. (M. Trépanier).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

740/9/96 - **Mandat à Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Surveillance des travaux sur la rue Martine**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. aux fins de préparer les plans et devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Martine, lesquels travaux sont prévus au règlement no 2558.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

741/9/96 - **Mandat à la firme Géo Lab Inc. - Analyse de matériaux pour la réalisation des travaux sur la rue Michaud**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour la réalisation des travaux sur la rue Michaud, lesquels travaux sont prévus au règlement no 2542.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

742/9/96 - **Mandat à Le Groupe HBA Experts-Conseils S.E.N.C. - Mise à jour du balancement d'aqueduc de Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA Experts-Conseils S.E.N.C. aux fins de procéder à la mise à jour du balancement d'aqueduc de la Ville de Drummondville. Les honoraires professionnels sont évalués à 26 000 $.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme d'ingénieurs-conseils.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

743/9/96 - **Dépôt du procès-verbal (29/8/96) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 29 août 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

744/9/96 - **Acceptation des travaux de remplacement du matériau de recouvrement de la toiture du bâtiment situé aux 7 et 9 Hemming - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet de remplacer le matériau de recouvrement de la toiture du bâtiment situé aux 7 et 9 Hemming, a été présentée à la Ville de Drummondville;

INITIALES DE LA MAIRESSE
16
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que l'immeuble visé est localisé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute modification extérieure à la toiture est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la toiture est actuellement recouverte de tôle galvanisée et que le propriétaire souhaite remplacer ce matériau par du bardeau d'asphalte de couleur noire;

Considérant qu'il s'agit d'un bâtiment résidentiel comportant deux (2) logements juxtaposés;

Considérant que ce bâtiment, construit au début des années 1870, a subi de nombreuses modifications au fil des ans, notamment quant au matériau de parement extérieur, à la fenestration et aux galeries;

Considérant que le propriétaire désire conserver la même typologie de toiture, soit une toiture à deux (2) versants et que ceci permet de conserver le gabarit actuel du bâtiment;

Considérant que le type de matériau proposé (bardeau d'asphalte) et sa couleur (noire) s'agencent convenablement au matériau de parement extérieur actuel (déclin d'aluminium peint de couleur bleue);

Considérant qu'il s'agit du seul bâtiment avec toit à deux (2) versants sur cette rue; les deux (2) autres bâtiments de cette rue ayant chacun deux (2) étages avec toit plat;

Considérant que le bardeau d'asphalte est déjà utilisé comme matériau de recouvrement de la mansarde appliqué sur le bâtiment voisin;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville accepte le remplacement de matériau de recouvrement de la toiture par du bardeau d'asphalte de couleur noire, tel que proposé pour le bâtiment sis aux 7 et 9 rue Hemming, conformément aux critères d'évaluation du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

745/9/96 - **Acceptation des travaux de remplacement de la fenestration du bâtiment localisé aux 22 et 24 rue Bellevue - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but de procéder au remplacement de l'ensemble de la fenestration du bâtiment situé aux 22 et 24 rue Bellevue, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est localisé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute modification aux ouvertures est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la fenestration actuelle du bâtiment est de type "à guillotine";

Considérant que le propriétaire souhaite procéder à l'installation de fenêtres de même type;

Considérant que tous les autres éléments du bâtiment semblent d'origine et sont, pour la plupart, en bon état;

Considérant que ce bâtiment constitue un bel exemple de son époque et mérite d'être entretenu et conservé dans son style d'origine;

Considérant que la fenestration proposée permet de préserver le caractère architectural dudit bâtiment;



Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville accepte le remplacement de la fenestration actuelle par des fenêtres de type "à guillotine" et ce, pour l'ensemble des façades du bâtiment sis aux 22 et 24 rue Bellevue, conformément aux critères d'évaluation du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

746/9/96 - **Acceptation des travaux d'aménagement de stationnement à l'angle des rues Manseau et St-Marcel (251 St-Marcel) - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but de procéder à des travaux d'aménagement du stationnement déjà existant, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur centre-ville/St-Joseph et que, par conséquent, tout aménagement de stationnement est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le demandeur souhaite procéder à des travaux d'asphalte et à l'aménagement paysager du terrain visé (déjà utilisé à des fins de stationnement);

Considérant que le projet soumis montre l'aménagement de bandes gazonnées le long des voies de circulation dont une section est déjà existante, soit celle située à l'intersection des deux (2) voies de circulation et parallèle à la rue St-Marcel;

Considérant que les bandes gazonnées longeant la rue Manseau respecteront la largeur minimale exigée, soit deux mètres (2 m), et que celles longeant la rue St-Marcel seront d'au moins deux virgule quatre mètres (2,4 m);

Considérant que le demandeur prévoit planter à l'intérieur de ces bandes un minimum de sept (7) arbres feuillus (en continuité avec l'arbre existant);

Considérant que le diamètre minimal du tronc de ces arbres sera de sept centimètres (7 cm) mesuré à une hauteur de un virgule deux mètre (1,2 m) (hauteur mesurée à partir du niveau moyen du sol);

Considérant que l'aménagement qui sera réalisé respectera les dispositions applicables à l'égard du triangle de visibilité exigées à l'intersection (telles: aucune case de stationnement dans ce triangle et aucun aménagement ou plantation d'une hauteur supérieure à zéro virgule cinq mètre (0,5 m));

Considérant que l'aménagement des entrées charretières, des allées d'accès et des cases de stationnement sera effectué conformément à la réglementation applicable;

Considérant que la plantation de végétaux projetée permettra d'atténuer la présence d'une aire de stationnement à cette intersection et de refermer visuellement l'espace;

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'aménagement d'une aire de stationnement à l'intersection des rues St-Marcel et Manseau dans le respect des normes applicables (notamment en ce qui concerne la largeur des bandes gazonnées et le triangle de visibilité) pour l'établissement du 251 rue St-Marcel et ce conformément aux critères d'évaluation du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Dépôt du certificat relatif au règlement no 2558

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement no 2558 décrétant l'exécution de travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Martine et prévoyant un emprunt de 111 000 $.

747/9/96 - **Acte de correction à intervenir avec Transmission Pépin Inc. (Superficie de construction)**

ABROGÉE PAR RÉS. 845/10/96

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte à intervenir avec la compagnie Transmission Pépin Inc. pour la correction de la superficie de construction.

La préparation, la rédaction et l'enregistrement dudit acte sont aux frais de ladite compagnie.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

748/9/96 - **Appui à la candidature des 3 villes du Grand Trois-Rivières Finale provinciale des Jeux du Québec - Hiver 1999**

Considérant la ferme volonté des villes de Cap-de-la-Madeleine, Trois-Rivières et Trois-Rivières Ouest d'obtenir la Finale provinciale des Jeux du Québec - Hiver 1999, en concertation avec les institutions scolaires d'ordre primaire, secondaire, collégial et universitaire;

Considérant la mission et les objectifs dont s'est doté le Comité provisoire de présentation de la candidature du Grand Trois-Rivières;

Considérant la capacité du Grand Trois-Rivières à accueillir et à réaliser cet événement d'envergure provinciale;

Considérant l'impact positif sur le développement sportif, social, économique et touristique qu'apporte un tel événement;

Considérant que la réalisation des Jeux du Québec constitue une occasion unique de mobiliser la population et les intervenants de tous les milieux pour poursuivre et améliorer la concertation existante entre les intervenants, et voire même à créer et développer de nouvelles ententes;

Considérant les effets positifs d'un tel événement sur la pratique de l'activité physique et par conséquent sur la santé de la population locale;

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville:

1° appuie fermement la démarche des trois villes;

2° s'engage à faire la promotion de la Finale auprès de ses citoyens avec l'aide du futur Comité organisateur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois d'août 1996 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1995.

749/9/96 - **Adoption du règlement no 2561 - Entente intermunicipale avec St-Nicéphore - Service de police et lieux de détention**

Lecture est donnée du règlement no 2561 autorisant la signature d'une entente intermunicipale relative à un service de police et à des lieux de détention entre Drummondville et St-Nicéphore.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à Mme Sylvie Le Gendre, agent du personnel au Service des Ressources humaines, à l'occasion du décès de sa mère, Mme Idéa Le Gendre.

Le transport en commun a repris son parcours régulier au centre-ville (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean avise les usagers du transport en commun que suite aux travaux d'infrastructures réalisés au centre-ville sur les rues Dorion, Brock et Cockburn, le service de transport en commun a repris son parcours régulier au centre-ville en empruntant les rues Cockburn et Brock.

Information - piscine du parc Frigon (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie informe ses collègues de la tenue d'une réunion au sujet de la démolition de la piscine Frigon et de la construction d'une résidence pour personnes âgées. Il confirme à toute la population que le Conseil n'a pas entendu parler de ce projet.

Mme Francine Ruest-Jutras confirme également que rien de ce genre n'a été discuté à la table du Conseil.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Aucune personne présente ne pose de questions.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 16 septembre 1996.**

750/9/96 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 50.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

16 septembre 1996

INITIALES DE LA MAIRESSE
80
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 16 septembre 1996 à 19 h 15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
M. Michel Blanchette, directeur adjoint, Service de planification du territoire

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

751/9/96 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse explique la **procédure de consultation publique** édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet du projet de **règlement no 2560** amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle H11-32 comprenant les terrains situés du côté sud-ouest de la rue Cormier, approximativement entre les rues Cloutier et Marier et faisant actuellement partie de la zone résidentielle H11-10, d'autoriser à l'intérieur de cette nouvelle zone l'usage résidentiel de type unifamilial, de même que l'usage "maison de chambres et pension" et d'y prévoir toutes les normes afférentes à l'égard du type de structure, des dimensions de terrain, des marges, du gabarit des bâtiments et des rapports entre ledit bâtiment, le nombre de logements ou chambres et le terrain.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

752/9/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 20.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
82
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

16 septembre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 16 septembre 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

753/9/96 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après y avoir ajouté l'item suivant:

40D. Cote de crédit - CBRS (M. Jean-Guy Spénard).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

754/9/96 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 3 septembre 1996

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 3 septembre 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

755/9/96

1- **DÉNEIGEMENT 1996-1999 - SECTEURS CENTRE-VILLE ET ST-PIERRE/ST-JOSEPH (TP-96-12) - (Soumissions ouvertes le 31 juillet 1996)**

Soumissionnaires	Option A	Option B
. GARAGE F.L.N. LEFEBVRE INC. 3300 Gilles St-Cyrille	446 771,14 $	329 297,63 $
. LES ENTREPRISES CAMVRAC INC. 389 Notre-Dame N.D. Bon-Conseil	603 271,70 $	535 361,84 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	660 779,96 $	414 808,59 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de **Garage F.L.N. Lefèbvre Inc.**, au montant de 446 771,14 $ (Option A), soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

756/9/96

2- **DÉNEIGEMENT DES STATIONNEMENTS MUNICIPAUX 1996-97, 97-98, 98-99 (TP-96-13) - (Soumissions ouvertes le 7 août 1996)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. EXCAVATION CHAUVETTE INC. 140 Napoléon-Ménard N.D. Bon-Conseil	324 494,62 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	103 060,90 $
. SOCIÉTÉ J.G. LEFEBVRE & FRERES LTÉE 4235 boul. Terra-Jet St-Cyrille	253 235,36 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que les soumissions reçues soient rejetées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

757/9/96

3- **PROLONGEMENT DES SERVICES D'ÉGOUTS ET D'AQUEDUC ET CONSTRUCTION DE LA FONDATION DE RUE SUR LA 28e AVENUE - (Soumissions ouvertes le 11 sept./96)**

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. EXCAVATION Mc.B.M. INC. 980 - 5e Rang Drummondville	21 007,48 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 Mathieu N.D. Bon-Conseil	22 400,00 $
. EXCAVATION F. MAJEAU & FILS INC. 970 St-Jean Drummondville	27 224,15 $

ABROGÉE PAR RÉS. 910/11/96

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Excavation Mc.B.M. Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

L'acceptation de ladite soumission est cependant conditionnelle à la participation financière de 70 % du propriétaire affecté par lesdits travaux.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception d'une lettre provenant de la Société d'Habitation du Québec concernant l'approbation du programme "Revitalisation des vieux quartiers" et de demandes d'aide financière qui seront traitées lors des prévisions budgétaires.

758/9/96 - **Ajout de travaux municipaux (secteur Hemming) - Travaux d'interception et de traitement des eaux usées (P.A.E.Q.)**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que les travaux municipaux décrits en annexe à la présente résolution soient et sont ajoutés aux travaux ayant fait l'objet d'une entente relative à l'exécution de travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement, entente conclue le 12 juin 1990 avec la Société québécoise d'assainissement des eaux.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

759/9/96 - **Appui à la demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole d'une partie du lot 2 (CPTAQ)**

Considérant qu'une partie du lot 2 fait partie de la zone permanente agricole;

Considérant qu'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole pour cette partie du lot 2 a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la partie du lot visé est intégrée à la zone A01-03;

Considérant que la classe d'usage h_1, soit habitation unifamiliale isolée, est autorisée pour la partie du lot visé et ceci, en autant qu'elle bénéficie d'une autorisation au sens de ladite loi;

Considérant que cette demande est faite dans le but d'ériger une résidence unifamiliale isolée;

Considérant que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, le tout formulé par M. Michel Hamel pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole d'une partie du lot 2 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

760/9/96 - **Appui à la démarche du propriétaire des lots P.115 et P.117 auprès de la CPTAQ**

Considérant que M. Léo Rodier est propriétaire des lots P.115 et P.117;

Considérant que M. Rodier désire acheminer une demande à la Commission de la protection du territoire agricole (CPTAQ) afin d'exclure de la zone agricole permanente lesdits lots;

Considérant que M. Rodier désire obtenir l'appui de la Ville dans le cadre de sa demande auprès de la CPTAQ;

Considérant qu'il est de l'intention de la Ville d'extensionner son périmètre d'urbanisation et ce en y intégrant les lots visés de même que partie du lot 118 et que ceci aura pour effet d'améliorer la qualité de vie des résidents adjacents;

Considérant que la Municipalité régionale de comté de Drummond a entrepris le processus de révision de son schéma d'aménagement;

Considérant que la Ville prévoit entreprendre les démarches nécessaires auprès de la MRC en ce sens;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que le Conseil municipal de la Ville de Drummondville appuie M. Léo Rodier dans sa démarche auprès de la Commission de la protection du territoire agricole (CPTAQ) afin d'exclure de la zone agricole permanente les lots P.115 et P.117.

La présente résolution abroge et remplace à toutes fins que de droit la résolution no 884/9/95 du 18 septembre 1995.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

761/9/96 - **Appui à la demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole d'une partie du lot 178 (CPTAQ)**

Considérant qu'une partie du lot 178 fait partie de la zone permanente agricole;

Considérant qu'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole de cette partie de lot 178 a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le lot visé est intégré à la zone A12-04;

Considérant que la classe d'usage h_1, soit habitation unifamiliale isolée, est autorisée pour le lot visé et ceci en autant qu'une autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec soit émise en ce sens;

Considérant que la demanderesse veut ériger une résidence unifamiliale isolée sur ce lot;

Considérant que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, le tout formulé par M. Stéphan Hamel pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole d'une partie du lot 178 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

762/9/96 - **Vente par la compagnie 2334-5499 Québec Inc. à la Ville (cession de rues et parc - Les Jardins des Galeries)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autori-

sés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente par la compagnie 2334-5499 Québec Inc. à la Ville aux fins de céder des rues et un parc, ainsi que les infrastructures installées par le promoteur. Ladite vente affecte les lots 172-169, 172-306, 172-307, 172-308, 172-300, 172-299 et 172-334 du cadastre du Canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond.

Ladite cession est faite en exécution d'une convention signée entre les parties le 24 mars 1993.

Cette cession de rues est consentie pour la somme d'un dollar (1,00 $).

La présente résolution abroge et remplace à toutes fins que de droit la résolution no 620/6/94 du 20 juin 1994.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

763/9/96 - **Vente par Mme Gisèle Surprenant à la Ville du lot 182-165**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente par Mme Gisèle Surprenant à la Ville aux fins de céder une rue et les infrastructures installées par le promoteur. Ladite vente affecte le lot 182-165 du cadastre du Canton de Grantham, circonscription foncière de Drummond.

Ladite cession est faite en exécution d'une convention signée entre les parties le 9 mars 1993.

Cette cession de rue est consentie pour la somme d'un dollar (1,00 $).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

764/9/96 - **Bail de location avec la Société canadienne des postes Relocalisation du Service d'urbanisme**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location d'un immeuble à bureaux avec la Société canadienne des postes pour la relocalisation du Service d'urbanisme.

Les conditions de location prévoient un loyer de 6,00 $ le pied carré pour la première année et de 6,50 $ le pied carré pour l'année suivante. Par contre, pour la seconde année, le bail se renouvellera de mois en mois. L'utilisation d'une superficie de + ou - 3 415 pieds carrés et de 4 cases de stationnement fait l'objet dudit bail.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

765/9/96 - **Entente avec Les Immeubles Brodilaf Enr. - Aménagement d'un terrain à l'angle du boul. St-Joseph et de la rue St-Jean**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec Les Immeubles Brodilaf Enr. pour l'aménagement d'un terrain à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue St-Jean.

L'entente prévoit des coûts évalués à 980,57 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

766/9/96 - **Lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux COLS BLEUS de Drummondville (CSN) - Transfert d'employés**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse, le directeur général et le directeur du Service des Ressources humaines de la Ville soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux COLS BLEUS de Drummondville (CSN) relative à la réaffectation et au transfert de certains employés de l'usine de traitement d'eau à l'usine de traitement des eaux usées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

767/9/96 - **Autorisation à l'A.R.D.A.D. inc. - Établissement d'un sentier de motoneige longeant la rue Labonté**

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association régionale des autoneigistes de Drummondville inc. à établir un sentier de motoneige dans l'emprise de la rue Labonté (côté ouest) et ce sur sa partie non carrossable.

Cette autorisation n'engage en rien la responsabilité de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

La conseillère Estelle Demers fait part des projets de l'organisme et plus particulièrement, celui de la construction d'une passerelle dont les coûts sont évalués à environ 30 000 $.

768/9/96 - **Mandat à René Laporte & Associés Enr. - Consultants en assurance**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme René Laporte & Associés Enr. aux fins d'agir comme consultants en assurance pour la Ville et ce, pour la période du 1er septembre 1996 au 31 août 1997.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

769/9/96 - **Mandat à M. A.-Marcel Lachapelle - Localisation des trottoirs Travaux sur le boulevard St-Joseph (règ. no 2383)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate M. A.-Marcel Lachapelle, arpenteur-géomètre, aux fins d'assister la Ville dans la localisation des trottoirs et/ou autres installations dans le cadre de la réalisation des travaux sur le boulevard St-Joseph prévus au règlement no 2383.

Le présent mandat inclut la description technique des servitudes à obtenir.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

770/9/96 - **Mandat à Me Marcel Bernier - Actes de servitudes pour travaux sur le boulevard St-Joseph (règ. no 2383)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Marcel Bernier, notaire, aux fins de préparer et rédiger les actes de servitudes nécessaires à la réalisation des travaux sur le boulevard St-Joseph prévus au règlement no 2383.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

771/9/96 - **Mandat à M. Laurent Joyal, arch. - Surveillance des travaux de toiture au Centre Roger Lauzon**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Laurent Joyal, architecte, aux fins de préparer les plans et devis et une demande de soumissions publiques et d'assurer la surveillance des travaux de toiture au Centre Roger Lauzon.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

772/9/96 - **Mandat à M. Mario Bessette, aménagiste - Plan d'aménagement concept du parc Woodyatt**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Mario Bessette, aménagiste, aux fins de préparer un plan d'aménagement concept pour le parc Woodyatt.

Les honoraires professionnels pour la réalisation du mandat sont évalués à 8 000 $ maximum, plus taxes.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

773/9/96 - **Mandat à la firme Environnement Conseil B.G.A. Inc. - Préparation d'un plan d'aménagement du parc Simard**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Environnement Conseil B.G.A. Inc. aux fins de procéder à la préparation d'un plan d'aménagement du parc Simard.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

774/9/96 - **Emprunt de 68 835 $ au fonds de roulement**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 68 835 $ à son fonds de roulement pour des dépenses à être effectuées par les différents services de la Ville et réparties comme suit:

1.	Informatique (C.I.D.C.S.G.)	34 835 $
2.	Équipements (C.I.D.C.S.G.)	10 000
3.	Équipements - incendie (Sécurité publique)	24 000
		68 835 $

Cet emprunt sera remboursable sur une période de 3 ans et de la façon suivante:

22 945 $ en 1997
22 945 $ en 1998
22 945 $ en 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

775/9/96 - **Demande de soumissions publiques - Services d'analyses de laboratoire pour le traitement des eaux**

Attendu qu'un regroupement d'achats favorise la diminution des prix de base des analyses d'eau potable;

Attendu qu'un regroupement d'achats favorise l'accroissement de la concurrence au niveau des analyses non-différenciées;

Attendu qu'un regroupement d'achats favorise l'accroissement du ratio performance/coût au niveau de l'utilisation de méthodes similaires;

Attendu que la Ville de Drummondville est invitée à adhérer au Regroupement d'Achat des Produits et Services en Eau Mauricie - Bois-Francs (RAPSEMBF);

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Cap-de-la-Madeleine soit autorisée, pour et au nom de la Ville de Drummondville, à procéder à une demande de soumissions publiques relative aux services d'analyses de laboratoire pour le traitement des eaux, et ce pour les années 1997, 1998 et 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

776/9/96 - **Vente d'un terrain industriel à la compagnie Armotec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Armotec Inc. une partie du lot 281 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 3 505,6 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteure-géomètre Martine Lauzon en date du 11 septembre 1996 (numéro de dossier: M-556 - numéro de minute: 78), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit dix mille cinq cent seize dollars et quatre-vingt cents (10 516,80 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Manon Adam et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

777/9/96 - **Vente d'un terrain industriel à la compagnie Maxi Métaux Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Maxi Métaux Inc. une partie du lot 281 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 3 716,1 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 11 septembre 1996 (numéro de dossier: A-554 - numéro de minute: 774), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit onze mille cent quarante-huit dollars et trente cents (11 148,30 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Roger Duguay et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

778/9/96 - **Autorisation à M. François Bourbeau - Utilisation d'un terrain à l'aéroport municipal à des fins d'observation**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise M.

INITIALES DE LA MAIRESSE
96
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

François Bourbeau de l'émission de télévision Alter Ego Spiritus à utiliser un terrain longeant l'aéroport municipal à des fins d'observation les 18 et 19 octobre 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

779/9/96 - **Dépôt du compte rendu (10/9/96) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 10 septembre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

780/9/96 - **Dépôt du procès-verbal (10/9/96) - C.C.U.**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 septembre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

781/9/96 - **Acceptation des travaux d'agrandissement au bâtiment existant au 125 boulevard St-Joseph - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but de réaliser des travaux d'agrandissement en façade latérale gauche du bâtiment situé au 125 boulevard St-Joseph, de même que sur une petite partie en façade principale et d'aménager une terrasse extérieure occupant le coin du bâtiment formé par le mur latéral gauche et le mur de la façade avant, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur de la vitrine de prestige bordant l'autoroute 20 et que, par conséquent, tous travaux d'agrandissement à un bâtiment principal sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le matériau de parement extérieur sera de brique de même type et de même couleur que celle déjà utilisée sur le bâtiment;

Considérant que la toiture proposée pour l'agrandissement s'agencera à la toiture existante tant par sa pente, son volume, son matériau de recouvrement (bardeau d'asphalte) que par l'aménagement de lucarnes;

Considérant que la fenestration proposée sera de même type que celle déjà existante sur le bâtiment et ornementée de volets;

Considérant que l'intervention projetée permettra de maintenir le cachet architectural actuel du bâtiment;

Considérant que l'aménagement de la terrasse s'inscrit en continuité de volume avec le bâtiment agrandi, tout en profitant du décroché aménagé dans le mur avant du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement tels que proposés pour le bâtiment du 125 boulevard St-Joseph et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

782/9/96 - **Subvention de 120 $ - Groupe de Relation d'Aide des Maladies Intestinales**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 120 $ au Groupe de Relation d'Aide des Maladies Intestinales (GRAMI) à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

783/9/96 - **Modification à la résolution no 737/9/96 - Ajout et remplacement de noms (Colloque "Direction Transport Aérien")**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la résolution no 737/9/96 soit modifiée de façon à remplacer le nom de Denis Larocque par celui de André Veilleux et à y ajouter le nom de Jacques Scalzo.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

784/9/96 - **Mandat au Comité Permanent de la Famille Drummondville - Élaboration d'un projet de politique familiale et d'un plan d'action**

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Comité Permanent de la Famille Drummondville aux fins d'élaborer un projet de politique familiale et un plan d'action, ces projet et plan devant être soumis au Conseil.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

785/9/96 - **Nomination du "stationnement de la voie ferrée" rue Marchand**

Considérant qu'une demande visant à trouver une identification au nouveau stationnement de la rue Marchand a été étudiée par le Comité de toponymie;

Considérant que les recherches effectuées ne sont pas concluantes quant à l'identification du nom d'une famille dont l'occupation aurait été marquante dans ce secteur;

Considérant que le nom de "Marchand" peut prêter confusion avec l'identification des deux (2) autres stationnements donnant sur cette rue ("Place du Centre" et "de la Garderie");

Considérant que ce stationnement est aménagé sur l'ancienne emprise de la voie ferrée;

Considérant que ceci est aussi valable pour le stationnement de la Garderie;

Considérant que ces deux (2) stationnements sont aménagés dans le prolongement l'un de l'autre et qu'un seul nom pourrait servir à les identifier;

Considérant qu'il n'apparait pas opportun de nommer ce nouveau stationnement "de la Garderie" puisque sans rapprochement physique suffisant;

Considérant que l'expression "de la voie ferrée" identifie bien les deux (2) stationnements;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination du nouveau stationnement "de la voie ferrée" et à la modification du nom "de la Garderie" pour "de la voie ferrée".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
92
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Dépôt du certificat relatif au règlement no 2557

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement no 2557 amendant le règlement de zonage municipal no 2520.

786/9/96 - Adoption du projet de règlement no 2559 - CONSTRUCTION

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par la conseillère Estelle Demers,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2559 amendant le règlement de construction municipal no 2522 dans le but de soustraire les bâtiments de la zone résidentielle H01-37 de l'obligation de se conformer aux exigences de l'article 9.8 du Code national du bâtiment dans le cas de l'aménagement d'une seconde issue desservant un même logement mais ce, suivant certaines conditions particulières, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

787/9/96 - Avis de motion d'un règlement (no 2559) - CONSTRUCTION

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2559) amendant le règlement de construction municipal no 2522 dans le but de soustraire les bâtiments de la zone résidentielle H01-37 de l'obligation de se conformer aux exigences de l'article 9.8 du Code national du bâtiment dans le cas de l'aménagement d'une seconde issue desservant un même logement mais ce, suivant certaines conditions particulières.

788/9/96 - Dispense de lecture du règlement no 2559

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2559 amendant le règlement de construction municipal no 2522 dans le but de soustraire les bâtiments de la zone résidentielle H01-37 de l'obligation de se conformer aux exigences de l'article 9.8 du Code national du bâtiment dans le cas de l'aménagement d'une seconde issue desservant un même logement mais ce, suivant certaines conditions particulières, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

789/9/96 - Adoption du projet de règlement no 2562 - P.I.A.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2562 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'y ajouter un nouveau chapitre 11 applicable aux terrains situés de part et d'autre du boulevard St-Joseph, entre l'autoroute 20 et la rue Marchand et compris dans des zones commerciales, industrielles et publiques, et de les assujettir à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale lors de la construction et de la rénovation de bâtiments, de l'aménagement de terrain et l'installation de nouvelles enseignes, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

790/9/96 - **Avis de motion d'un règlement (no 2562) - P.I.A.**

Le conseiller Guy Drouin donne avis de motion d'un règlement (no 2562) amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'y ajouter un nouveau chapitre 11 applicable aux terrains situés de part et d'autre du boulevard St-Joseph, entre l'autoroute 20 et la rue Marchand et compris dans des zones commerciales, industrielles et publiques, et de les assujettir à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale lors de la construction et de la rénovation de bâtiments, de l'aménagement de terrain et l'installation de nouvelles enseignes.

791/9/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2562**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2562 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'y ajouter un nouveau chapitre 11 applicable aux terrains situés de part et d'autre du boulevard St-Joseph, entre l'autoroute 20 et la rue Marchand et compris dans des zones commerciales, industrielles et publiques, et de les assujettir à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale lors de la construction et de la rénovation de bâtiments, de l'aménagement de terrain et l'installation de nouvelles enseignes, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

792/9/96 - **Avis de motion d'un règlement - Augmentation de 200 000 $ au fonds de roulement**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement augmentant de 200 000 $ le fonds de roulement de la Ville de Drummondville créé par le règlement no 1126 et affectant à cette fin la somme de 200 000 $ provenant du surplus accumulé.

793/9/96 - **Avis de motion d'un règlement - Modification au règ. no 787 (Bon Ordre)**

La conseillère Céline Trottier donne avis de motion d'un règlement modifiant le règlement no 787 concernant le Bon Ordre, de manière à élargir le sens donné à l'expression "état d'ivresse".

794/9/96 - **Adoption du règlement no 2560 - Zonage**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2560 a été donné (réf: 715/8/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2560 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but de créer une nouvelle zone résidentielle H11-32 comprenant les terrains situés du côté sud-ouest de la rue Cormier, approximativement entre les rues Cloutier et Marier et faisant actuellement partie de la zone résidentielle H11-10, d'autoriser à l'intérieur de cette nouvelle zone l'usage résidentiel de type unifamilial, de même que l'usage "maison de chambres et pension" et d'y prévoir toutes les normes afférentes à l'égard du type de structure, des dimensions de terrain, des marges, du gabarit des bâtiments et des rapports entre ledit bâtiment, le nombre de logements ou chambres et le terrain.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
94
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des articles 131 et 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire du secteur concerné pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2560 et ce de 9 heures à 19 heures le 8 octobre 1996.

795/9/96 - **Avis de motion d'un règlement - Abrogation du règ. no 1760 et ses amendements - Traitement des élus municipaux**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement remplaçant le règlement numéro 1760 et ses amendements et fixant le traitement des élus municipaux.

Dépôt du projet de règlement no 2563 - Traitement des élus mun.

Le conseiller Jean-Guy Spénard dépose le projet de règlement no 2563 remplaçant le règlement numéro 1760 et ses amendements et fixant le traitement des élus municipaux, le tout en conformité avec la Loi sur le traitement des élus municipaux.

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à M. Marcel Plasse, employé au Service des travaux publics, à l'occasion du décès de sa belle-soeur, Mme Jeannine Ouellette.

Importants travaux débuteront le 16 septembre sur le boulevard St-Joseph (M. Gilles Fontaine)

Le conseiller Gilles Fontaine avise la population que d'importants travaux de réfection seront réalisés sur le boulevard St-Joseph à compter du 16 septembre 1996.

Nouvel horaire au secrétariat du Centre d'Information Documentaire Côme Saint-Germain (M. Guy Drouin)

Le conseiller Guy Drouin informe la population qu'un nouvel horaire sera en vigueur, à compter du 16 septembre 1996, au secrétariat du C.I.D.C.S.G., afin de permettre l'acquisition de la carte accès-loisir.

Cote de crédit - CBRS (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard informe la population que la firme CBRS a accordé une nouvelle cote de crédit à la Ville, soit le A-.

Pavage - boulevard René-Lévesque (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière s'informe sur la question de pavage du boulevard René-Lévesque.

Le directeur général s'assure que le dossier sera réglé avant la période hivernale.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: **M. Guy Turenne**, président du Syndicat des employés municipaux COLS BLEUS.

INITIALES DE LA MAIRESSE

95

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

M. Turenne veut des explications sur la teneur du règlement.

Madame la mairesse fait lecture du projet de règlement, précise la procédure et l'informe que le vote se prendra le 21 octobre 1996.

M. Turenne rappelle les négociations difficiles et affirme que, selon le contexte actuel, l'augmentation est trop élevée.

Madame la mairesse précise qu'il s'agit d'un ajustement. Elle rappelle certains faits relatifs à la fusion et confirme également que le règlement n'a pas d'effet rétroactif, ce qui équivaut à un ajustement d'environ 1 300 $ pour cette année et de 8 000 $ pour 1997.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 7 octobre 1996.**

796/9/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 30.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
96
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

30 septembre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 30 septembre 1996 à 17 h 20, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

797/9/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel, après avoir retiré l'item no 5.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport du trésorier - Activités électorales pour l'année 1995

Conformément à l'article 513 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, le trésorier d'élection dépose le compte rendu des activités électorales de l'année 1995.

Les membres du Conseil en prennent connaissance et copie est transmise aux archives de la Ville.

798/9/96 - **Convention entre la Ville, Drummond Sports Inc. et M. André Roy (Directeur général au D.O.)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir entre la Ville, Drummond Sports Inc. et M. André Roy relativement au poste de directeur général du Drummondville Olympique.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
97
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

799/9/96 - **Acceptation des travaux de modification extérieure sur le bâtiment situé au 530 rue Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet de repeindre les façades extérieures du bâtiment situé au 530 Lindsay et d'installer des auvents en façade principale, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tous travaux de peinture majeurs ayant une incidence importante sur l'apparence extérieure d'un bâtiment principal sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le propriétaire propose de peindre de couleur beige la portion inférieure du bâtiment (soit sous les ouvertures et de part et d'autre de celles-ci) et de couleur verte la portion supérieure (soit au-dessus des ouvertures);

Considérant que les couleurs proposées constituent un choix sobre en regard du type de matériau de parement extérieur et de la couleur des bâtiments situés dans l'environnement immédiat, soit la brique de couleur rouge pour la très forte majorité, tout en s'harmonisant à celle-ci;

Considérant que le demandeur propose également l'installation d'auvents sur la façade principale du bâtiment afin de donner du relief à celle-ci;

Considérant que l'installation de tels auvents sur la façade principale permet de rapprocher visuellement celle-ci de la rue;

Considérant que l'intervention favorise globalement une meilleure intégration du bâtiment à son environnement bâti;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les travaux de peinture majeurs et l'installation d'auvents tels que proposés pour l'immeuble au 530 de la rue Lindsay, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

800/9/96 - **Acceptation d'un nouveau parement extérieur sur les façades principale et latérales du bâtiment situé aux 301/305 Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande visant à appliquer un nouveau parement extérieur sur la façade principale, sur la totalité de la façade latérale gauche, de même que sur une petite portion de la façade latérale droite du bâtiment localisé aux 301/305 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute modification au matériau de parement extérieur est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la façade latérale gauche, la façade principale et une partie de la façade latérale droite sont sans revêtement extérieur actuellement;

Considérant que la façade latérale droite est actuellement recouverte:
. de brique de couleur beige mais peinte en blanc;
. de brique de couleur rouge;
. de déclin de vinyle blanc;

Considérant que l'intervention consiste à:
. appliquer de l'agrégat de couleur rouge pour la façade principale;
. appliquer de l'agrégat de couleur rouge pour les premiers trois quarts (3/4) de la façade latérale gauche et la portion de la façade latérale droite visée;
. peindre de couleur rouge la brique actuellement peinte en blanc sur la façade latérale droite;
. apposer du déclin de vinyle blanc sur le quart (1/4) arrière de la façade latérale gauche;
. repeindre l'ensemble des encadrements d'ouvertures et ornementations de couleur blanche;

Considérant que le matériau proposé, soit l'agrégat, est semblable et compatible avec celui de certains bâtiments situés dans l'environnement qui sont existants;

Considérant que sur la façade latérale gauche, deux (2) bandeaux d'agrégat, de même que les ornementations au-dessus des ouvertures seront de couleur blanche et contribueront à animer architecturalement cette façade;

Considérant qu'une nouvelle identité architecturale propre à cette portion de la rue Lindsay est en développement;

Considérant que les derniers projets de rénovation qui ont été réalisés contribuent à faire émerger une nouvelle identité en terme d'ambiance architecturale par une prédominance de couleurs de matériaux pour ce secteur, soit beige, crème, rouge brique et blanc;

Considérant qu'en vertu d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale, les interventions aux bâtiments doivent contribuer au renforcement de l'harmonisation du cadre bâti d'un même secteur;

Considérant que dans le cadre de résolutions antérieures (résolution no 95.09.21 du Comité consultatif d'urbanisme et résolution no 920/10/95 du Conseil municipal), la pose de déclin, l'utilisation d'agrégat et la possibilité de repeindre la brique déjà peinte avaient été acceptées et que seuls les choix de couleurs pour l'agrégat et pour repeindre la brique devaient être revus;

Considérant que la nouvelle proposition en terme de couleur s'harmonise aux bâtiments situés dans l'environnement immédiat;

Considérant que l'intervention proposée permettra de redonner une certaine unité architecturale au bâtiment, notamment par la continuité créée en terme de couleur;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les travaux de rénovation aux façades avant et latérales tels que proposés pour le bâtiment sis aux 301/305 de la rue Lindsay dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

Le conseiller Réal Jean enregistre sa dissidence sur cette proposition.

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

801/9/96 - **Acceptation des travaux de rénovation extérieure majeurs et de réfection de la toiture du bâtiment situé au 252 St-Jean - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet de réaliser des travaux au matériau de revêtement extérieur, aux ouvertures du rez-de-chaussée, aux ornementations, à l'avant-toit et à la toiture du bâtiment situé au 252 St-Jean, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que ledit bâtiment est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tous travaux de rénovation extérieure au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le plan-projet de rénovation a été présenté la journée même de la tenue de la séance du Comité consultatif d'urbanisme et qu'aucune analyse n'a pu être convenablement effectuée quant aux interventions projetées aux murs, ouvertures, ornementations et à l'avant-toit;

Considérant que le projet consiste également à effectuer des travaux de réfection à la toiture;

Considérant que ladite toiture est de type "plat" et que ce type de toiture est caractéristique à l'architecture globale du bâtiment;

Considérant que la demanderesse souhaite conserver ce type de toiture;

Considérant que le bâtiment visé fait partie d'un ensemble de bâtiments toujours existants sur cette rue et possédant le même gabarit et le même type de toiture;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de réfection de la toiture tels que proposés pour l'immeuble du 252 rue St-Jean et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

802/9/96 - **Dépôt du procès-verbal (19/9/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 19 septembre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

803/9/96 - **Travaux d'aménagement paysager dans le stationnement à l'angle des rues Loring et Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but de procéder à des travaux d'aménagement paysager dans le stationnement au coin des rues Loring et Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'espace de stationnement est localisé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tous travaux d'aménagement paysager sont soumis à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant qu'il avait été convenu d'aménager une aire paysagère composée d'arbustes et de fleurs;

Considérant que l'aménagement proposé améliore l'image globale de l'intersection Loring/Lindsay qui est fort achalandée et très visible;

Considérant que le projet d'aménagement respecte la hauteur maximale de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) dans le triangle de visibilité;

Considérant que la plantation projetée d'arbustes permettra d'atténuer la présence d'une aire de stationnement à cette intersection;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'aménagement paysager proposé sur le coin des rues Loring et Lindsay et ce conformément aux critères d'évaluation du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

804/9/96 - **Installation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment du 257 Heriot - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'un nouvel affichage rattaché au bâtiment situé au 257 rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'enseigne proposée respecte les normes de superficie maximales;

Considérant que l'enseigne proposée, par sa forme et sa position, s'harmonise avec l'affichage environnant;

Considérant que les couleurs proposées, soit les bleu pantone, jaune chrome, pantone pourpre, beige, noir et blanc s'agencent bien;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'enseigne rattachée au bâtiment telle que proposée pour l'établissement du 257 rue Heriot et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

805/9/96 - **Installation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment situé au 199 rue Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'un nouvel affichage rattaché au bâtiment sis au 199 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'enseigne proposée respecte les normes de superficie maximales;

Considérant que la forme, la position et l'éclairage de l'enseigne proposée s'harmonisent avec le bâtiment et avec l'affichage environnant;

Considérant que les couleurs proposées, soit le bleu antique, le blanc, le bleu pâle, l'or et le bois s'agencent bien;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'enseigne rattachée au bâtiment telle que proposée pour l'établissement du 199 rue Lindsay et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

806/9/96 - **Acceptation des travaux de remplacement d'ouvertures du bâtiment situé au 635 boulevard St-Joseph - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but de modifier la fenestration au rez-de-chaussée en façade du bâtiment situé au 635 boulevard St-Joseph, de refermer une fenêtre des deux (2) côtés dudit bâtiment et de modifier une ouverture des deux (2) côtés dudit bâtiment, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la propriété visée est située à l'intérieur des limites de la zone commerciale C11-07 dans laquelle un avis de motion oblige que le demandeur se conforme au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale et que, par conséquent, toute modification à un bâtiment principal est soumise à des critères d'évaluation particuliers;

Considérant que le demandeur intervient sur son bâtiment afin de modifier son usage résidentiel en usage mixte;

Considérant que cette modification d'usage l'oblige à intervenir sur son bâtiment, notamment par l'ajout de vitrine commerciale;

Considérant que la nouvelle fenestration procure une meilleure ouverture à la façade donnant sur le boulevard St-Joseph;

Considérant que lors des travaux de modification des ouvertures, le demandeur s'assurera que les espaces libérés seront comblés par de la brique de même type et de même couleur que celle existante;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux ayant pour effet de modifier le fenestration au rez-de-chaussée en façade du bâtiment, de refermer une fenêtre des deux (2) côtés du bâtiment et de modifier une ouverture des deux (2) côtés du bâtiment de l'immeuble situé au 635 boulevard St-Joseph, le tout dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

807/9/96 - **Dépôt du procès-verbal (27/9/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 27 septembre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

808/9/96 - **Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment accessoire au 175 Chemin du Golf Ouest - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet la construction d'un bâtiment accessoire au 175 Chemin du Golf Ouest, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment se situe dans la vitrine communautaire de prestige et que, par conséquent, tous les travaux de construction neuve sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le projet consiste en la construction d'un hangar d'une superficie de trois cent cinq virgule soixante-sept mètres carrés (305,67 m^2);

Considérant que ce projet permettra de remplacer un hangar déjà existant et aussi, d'éliminer la présence d'abris "tempo";

Considérant que la proposition d'implantation du bâtiment permet une organisation efficace du sol;

Considérant que la présence d'arbres est obligatoire afin d'atténuer la visibilité du bâtiment et de l'entreposage;

Considérant que les matériaux proposés sont:
. le bardeau d'asphalte en toiture;
. le revêtement métallique en revêtement extérieur;

Considérant que les couleurs devront permettre l'harmonisation dudit bâtiment au bâtiment principal;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la construction du bâtiment accessoire (hangar) telle que proposée au 175 Chemin du Golf Ouest à la condition que le revêtement métallique soit de couleur beige s'inscrivant en continuité avec la couleur du bâtiment principal et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

809/9/96 - **Avis de motion d'un règlement - Programme municipal de Revitalisation des vieux quartiers**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement établissant le Programme municipal de Revitalisation des vieux quartiers.

810/9/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2564**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2564 établissant le Programme municipal de Revitalisation des vieux quartiers, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

811/9/96 - **Avis de motion d'un règlement - Travaux d'infrastructures sur la rue St-Laurent et la 27e Avenue**

La conseillère Dominique Thériault donne avis de motion d'un règlement décrétant des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie sur la rue St-Laurent, de la 26e Avenue à la 31e Avenue, et sur la 27e Avenue, entre la rue St-Laurent et l'extrémité Nord, et des travaux de pavage et de bordures sur la rue St-Laurent et prévoyant un emprunt n'excédant pas 395 000 $.

1. Aqueduc	63 000 $
2. Égout domestique	48 000
3. Égout pluvial	83 000
4. Voirie	123 000
5. Bordures	33 000
	350 000 $
Honoraires professionnels	36 000
Frais de financement	9 000
TOTAL - EMPRUNT:	395 000 $

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

812/9/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 17 h 30.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
104
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

7 octobre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 7 octobre 1996 à 19 h 15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, coordonnateur urbaniste

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

813/10/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet des projets de règlements suivants:

- **Règlement no 2559** amendant le règlement de construction municipal no 2522 dans le but de soustraire les bâtiments de la zone résidentielle H01-37 de l'obligation de se conformer aux exigences de l'article 9.8 du Code national du bâtiment dans le cas de l'aménagement d'une seconde issue desservant un même logement mais ce, suivant certaines conditions particulières;
- **Règlement no 2562** amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'y ajouter un nouveau chapitre 11 applicable aux terrains situés de part et d'autre du boulevard St-Joseph, entre l'autoroute 20 et la rue Marchand et compris dans des zones commerciales, industrielles et publiques, et de les assujettir à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale lors de la construction et de la rénovation de bâtiments, de l'aménagement de terrain et l'installation de nouvelles enseignes.

INITIALES DE LA MAIRESSE

105

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

814/10/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 20.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Cajolet
Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
106
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

7 octobre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 7 octobre 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

815/10/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

816/10/96 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 16 septembre 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 16 septembre 1996 à 19 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

817/10/96 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 16 septembre 1996

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 16 septembre 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

818/10/96 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 30 septembre 1996

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 30 septembre 1996 à 17 h 20 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

819/10/96

1- **PAVAGE, BORDURES ET ÉCLAIRAGE - RUE MARTINE (DOSSIER ME96DR03)**
(Soumissions ouvertes le 4 octobre 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 Mathieu N.D. Bon-Conseil	92 704,28 $
. LACBEC INC. 1277 - 10e Rang Wickham	98 401,62 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	94 780,78 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Sintra Inc. (Région Centre du Québec)** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

820/10/96

2- **FOURNITURE DE CHLORURE DE SODIUM EN VRAC (NO 6-065)**
(Soumissions ouvertes le 2 octobre 1996)

Soumissionnaires	Prix la tonne métrique
. SEL AKZO NOBEL LTÉE 507 Place d'Armes, suite 2003 Montréal	56,17 $
. SIFTO CANADA INC. 7044 Notre-Dame Est Montréal	56,70 $
. MINES SELEINE LTÉE 10701 Boul. Parkway Ville d'Anjou	55,24 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Mines Seleine Ltée** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

821/10/96

3- **FOURNITURE DE CHLORURE DE CALCIUM EN VRAC POUR ABRASIF (NO 6-066)**
(Soumissions ouvertes le 2 octobre 1996)

Soumissionnaires	Prix la tonne métrique
. PRODUITS CHIMIQUES GENERAL DU CANADA LTÉE Ile Clark Valleyfield	252,36 $
. SOMAVRAC INC. 3450 boul. Royal Trois-Rivières	254,25 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que les soumissions reçues soient rejetées.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

822/10/96

4- **FOURNITURE DE FLEURS ANNUELLES (no 6-061)**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 20 septembre 1996)

(Le détail de ces soumissions apparaît à des tableaux préparés par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que les soumissionnaires suivants soient retenus pour les items ci-après mentionnés:

- **CENTRE DE JARDIN ET SERRES VINCENT INC.** pour un montant total de 13 414,60 $ (taxes incluses) - **Items nos A, BB, D**
- **SERRES BINETTE INC.** pour un montant total de 363,60 $ (taxes incluses) - **Item no C.**

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

823/10/96

5- **DÉBLAIEMENT DES PATINOIRES 1996-97 (no 6-063)**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 27 septembre 1996)

(Le détail de cette soumission apparaît à un tableau préparé par M. Gilles Charest, responsable du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Terrassements Lambert Inc.** soit retenue aux coûts horaires suivants:

- Camion avec chasse-neige, 4 x 4 : 35,00 $ (TPS et TVQ en sus)
- Chargeur sur roue avec godet : 50,00 $ (TPS et TVQ en sus)
- Tracteur-souffleur : 50,00 $ (TPS et TVQ en sus).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

824/10/96

6- **VENTE DU LOT 126-3-415 DU CANTON DE GRANTHAM (DÉVELOPPEMENT DOMICILIAIRE LA COULÉE (RUE FAUTEUX) - Soumission ouverte le 2 octobre 1996**

Soumissionnaire	Prix le mètre carré
. MME LOUISE GAUDET 258 Ally Drummondville	41,44 $

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la soumission de **Mme Louise Gaudet** soit retenue.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents relatifs à la vente précitée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

825/10/96

7- **RÉPARATION DE LA PISCINE FRIGON (no 6-070)**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 7 octobre 1996)

Soumissionnaire	Prix (taxes incluses)
. PISCINES DYNAMIQUE 1992 INC. 336 St-Edouard Drummondville	47 242,11 $

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de **Piscines Dynamique 1992 Inc.** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

826/10/96

8- **RÉPARATION DU PONT ANTOINE-BIRON SUR LA RUE ST-PIERRE (ROUTE 122)**
(Soumissions ouvertes le 16 septembre 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. GRANDMONT & FILS LTÉE 900 Labonté Drummondville	45 440,70 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	50 779,53 $
. LAMBERT & GRENIER INC. 1244 Chemin Quatre-Saisons N.D. Bon-Conseil	58 011,31 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de **Grandmont & Fils Ltée** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

827/10/96 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 3 septembre au 7 octobre 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 9 055 193,25 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Savoie demande des précisions sur les comptes de Communications Thibeault Ltée et Maison Jean Lapointe Inc..

Dans le premier cas, il s'interroge sur le fait qu'une caméra aurait été installée à l'insu du fonctionnaire et qu'elle aurait été débranchée très rapidement.

M. Gérald Lapierre, directeur général, confirme les faits tout en précisant que tout a été corrigé.

Quant au compte de la Maison Jean Lapointe Inc., il demande s'il s'agit d'une politique de la Ville.

Madame la mairesse rappelle que l'expérience a été vécue avec un autre employé et qu'elle s'est avérée positive. Dans toutes les organisations, un soutien aux employés en difficulté est offert. Il ne s'agit donc pas d'un précédent.

828/10/96 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1645 Haggerty

Considérant qu'une demande de dérogation mineure a été dûment présentée pour l'immeuble du 1645 rue Haggerty;

Considérant que cette dérogation mineure concerne la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal;

Considérant qu'un agrandissement est projeté et que celui-ci réduira la marge arrière permise de quinze mètres (15 m) à six mètres (6 m);

Considérant que l'agrandissement ajoute quatre mille sept cent trente-huit mètres carrés (4 738 m^2) à un bâtiment de six mille deux cent cinq mètres carrés (6 205 m^2) et que l'agrandissement sert à l'installation de machinerie longue et à de l'entreposage;

Considérant que l'entreposage extérieur de la production des demandeurs est impossible;

Considérant que l'agrandissement est nécessaire afin de suivre l'expansion de l'entreprise;

Considérant que les demandeurs ont acquis un terrain adjacent sur lequel ils réaliseront une partie de leur agrandissement et que cette acquisition leur permet de se conformer en partie;

Considérant que le bâtiment "Les tapis Harding inc." (division Venture) situé sur le terrain arrière ne se trouve pas pénalisé puisqu'il possède une superficie de terrain suffisante pour des agrandissements futurs;

Considérant que le bâtiment situé sur le terrain arrière se trouve à plus de soixante mètres (60 m) de la façade arrière de l'agrandissement projeté;

Considérant que les six mètres (6 m) libérés dans la marge arrière seront suffisants pour la circulation des camions de sécurité incendie;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu d'accorder une dérogation mineure pour l'immeuble localisé au 1645 rue Haggerty afin de permettre une diminution de la norme applicable à la marge arrière minimale du bâtiment principal de quinze mètres (15 m) à six mètres (6 m).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

829/10/96 - **Tenue de la guignolée - Comptoir Alimentaire Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Comptoir Alimentaire Drummond Inc. à tenir sa guignolée le 1er décembre 1996 en faisant de la sollicitation porte-à-porte dans les limites de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

830/10/96 - **Protocole d'entente avec Drummondville Sports Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec Drummondville Sports Inc. pour l'animation et l'utilisation des équipements et locaux.

Le protocole d'entente est valable pour les années 1996 et 1997 et comprend le versement des subventions suivantes:

- de 39 580 $ pour 1996
  de 27 080 $ pour 1997
- en services évalués à 136 933 $ pour 1996
  en services évalués à 162 040 $ pour 1997.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

831/10/96 - **Convention avec la Ville, la Régie intermunicipale de la Cité des Loisirs et M. André Roy**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir entre la Ville, la Régie Intermunicipale de la Cité des Loisirs et M. André Roy.

Ladite convention met fin à l'entente signée entre les parties le 1er février 1994.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Robert Lafrenière remercie M. André Roy pour le travail accompli à la Cité des Loisirs.

832/10/96 - **Appui aux résidents du secteur Chemin du Golf Ouest auprès de Cogeco Câble**

Considérant que la compagnie Cogeco Câble dessert la majeure partie du territoire de la Ville;

Considérant qu'un secteur de la Ville de Drummondville n'est pas encore desservi et que les résidents démontrent un intérêt pour ledit service;

Considérant que les autorités municipales jugent que l'ensemble de du territoire de la Ville devrait profiter des services offerts par la compagnie de câblodiffusion;

Considérant que Cogeco Câble dessert des municipalités en banlieue de Drummondville;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la démarche des résidents du secteur du Chemin du Golf Ouest auprès de Cogeco Câble pour obtenir la desserte par le câblodiffuseur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

833/10/96 - **Entente-cadre avec la S.H.Q. et l'O.M.H. - Programme de supplément au loyer sur le marché locatif privé**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente-cadre Canada-Québec sur l'habitation sociale avec la Société d'habitation du Québec et l'Office municipal d'habitation de Drummondville dans le cadre du programme supplément au loyer sur le marché locatif privé.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

834/10/96 - **Installation d'un chapiteau sur le terrain du Centre financier Grantham - Caisse populaire St-Pierre**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Caisse populaire St-Pierre à installer un chapiteau sur le terrain du Centre financier Grantham les 16 et 17 octobre 1996 pour la tenue d'une activité dans le cadre de la Semaine Desjardins.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

835/10/96 - **Tenue d'un défilé dans les rues - Légion Royale Canadienne**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Légion Royale Canadienne à tenir un défilé dans les rues de la Ville le 10 novembre 1996, le tout selon un parcours approuvé par le Service de la sécurité publique.

De plus, la Ville de Drummondville consent à défrayer le coût d'une couronne de 60 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

836/10/96 - **Autorisation à la Sidac Alain Limoges de Dr'Ville - Décoration des rues du centre-ville pour la fête de l'Halloween**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Sidac Alain Limoges de Drummondville Inc. à décorer les rues du centre-ville pour les festivités de l'Halloween.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

837/10/96 - **Adjudication à R. Guilbeault Construction Inc. - Postes de pompage et intercepteur Hemming - S.Q.A.E.**

Considérant que la Ville de Drummondville a signé une entente relative à l'exécution de travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement et que la Ville demandait à la Société québécoise d'assainissement des eaux lors de l'appel d'offres no 0160-30-59-41-3H pour les travaux d'assainissement des eaux, d'y inclure les travaux municipaux du secteur Hemming;

Considérant qu'à l'ouverture des soumissions, l'entrepreneur R. Guilbeault Construction Inc., s'est avéré le plus bas soumissionnaire conforme au montant de 1 469 400,51 $ incluant 22 457,29 $ pour le secteur Hemming;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Drummondville de procéder à ces travaux et que les fonds pour se faire sont pris à même le fonds général;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville adjuge à R. Guilbeault Construction Inc. le contrat pour les travaux ci-haut mentionnés au montant de 22 457,29 $, plus taxes, tel que recommandé par la Société québécoise d'assainissement des eaux et par le comité technique à la suite de l'ouverture des soumissions ci-haut mentionnées;

2° QUE la Ville de Drummondville désigne et autorise la Société québécoise d'assainissement des eaux, par son président directeur général, à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville le contrat pour les travaux ci-dessus mentionnés pour la somme de 22 457,29 $, plus taxes, tel qu'adjugé par la présente résolution.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

838/10/96 - **Autorisation à la S.Q.A.E. de procéder par appel d'offres - Fourn. & inst. d'un réseau de communication à l'U.T.E.**

Considérant que la Société québécoise d'assainissement des eaux procédera sous peu à un appel d'offres pour la télésignalisation;

Considérant que la Ville de Drummondville a également besoin d'un équipement de télésignalisation pour diverses stations de pompage;

Considérant que la Société québécoise d'assainissement des eaux offre à la Ville de procéder par appel d'offres conjoint;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société québécoise d'assainissement des eaux à inclure dans son appel d'offres pour la télésignalisation tous les travaux municipaux du même genre et ce pour les postes de pompage Daniel, Sigouin, Saint-Onge, P.I.R.D., Vachon, Du Golf, Picotin, V.Q.A. et Usine de traitement des eaux.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

839/10/96 - **Demande d'exemption de taxes - Société Alzheimer Drummond Inc.**

Attendu que la Société Alzheimer Drummond Inc. a soumis à la Commission municipale du Québec une demande pour fins d'exemption de taxes;

Attendu que la Commission municipale du Québec consulte la Ville de Drummondville avant de se prononcer sur cette demande conformément aux prescriptions de la Loi sur la fiscalité municipale;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville informe la Commission municipale du Québec qu'elle s'engage à se conformer à la décision de ladite Commission.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

840/10/96 - **Mandat à Corporation Rues Principales Drummondville Analyse du Quartier Centre 1**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la Corporation Rues Principales Drummondville à procéder à une analyse et une évaluation de la vocation du Quartier Centre 1.

Les honoraires professionnels sont de l'ordre de 10 000 $. De plus, la Corporation Rues Principales Drummondville devra, autant que possible et si nécessaire, s'adjoindre les services professionnels locaux.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

841/10/96 - **Mandat à la Firme Patrick Mercure - Gestion du rôle d'évaluation foncière de la Ville pour les années 1996/1997/1998/1999/2000/2001**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services professionnels de la Firme Patrick Mercure, évaluateur agréé, aux fins de procéder à la gestion du rôle d'évaluation foncière de la Ville de Drummondville pour les années 1996 à 2001 inclusivement.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents, le tout conditionnel à l'approbation du ministère des Affaires municipales, si exigé par la Loi.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

842/10/96 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Travaux de pavage et de bordures sur la rue Martine**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de pavage et de bordures sur la rue Martine, lesquels travaux sont prévus au règlement no 2558.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Christian Tourigny quitte son siège.

843/10/96 - **Mandat à Me Jean-François Brouillard, avocat - Dossier de Cour municipale**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services professionnels de Me Jean-François Brouillard, avocat, aux fins de défendre les intérêts de la Ville dans un dossier de Cour municipale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Christian Tourigny reprend son siège.

844/10/96 - **Vente d'un terrain industriel à Freightliner Drummondville Inc.**

AMENDÉE PAR RÉS. 924/11/96

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Freightliner Drummondville Inc. une partie du lot 175 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 13 992,2 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 3 octobre 1996 (numéro de répertoire: 1502 - numéro de minute: 4767), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 6,00 $ le mètre carré, soit quatre-vingt-trois mille neuf cent cinquante-trois dollars et vingt cents (83 953,20 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Claude Gravel et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

845/10/96 - **Abrogation de la résolution no 747/9/96 (acte de correction de superficie de construction avec Transmission Pépin Inc.)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la résolution no 747/9/96 du 3 septembre 1996 soit abrogée à toutes fins que de droit (acte de correction à intervenir avec Transmission Pépin Inc.).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

846/10/96 - **Appui au Challenge des Amériques (Handball)**

Considérant que le Challenge des Amériques (Handball) a tenu sa première édition à Drummondville en 1996;

Considérant que la Ville de Drummondville a appuyé financièrement et techniquement l'activité, laquelle a connu un franc succès;

Considérant que la Fédération québécoise de Handball est prête à reconnaitre l'organisme local comme maitre d'oeuvre de l'organisation du Challenge au Québec;

Considérant que cette reconnaissance pourrait permettre à l'organisation d'obtenir des subventions;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville appuie le Challenge des Amériques (Handball) dans sa démarche de reconnaissance auprès de la Fédération.

De plus, cet appui constitue un engagement technique auprès du comité organisateur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

847/10/96 - **Appui à la demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole d'une partie du lot 185**

Considérant qu'une partie du lot 185 fait partie de la zone permanente agricole;

Considérant qu'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole pour cette partie du lot 185 a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la partie du lot visé est intégrée à la zone A12-02;

Considérant que cette demande est faite dans le but de faire une nouvelle installation septique conforme à la loi provinciale;

Considérant que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par Mme Guylaine Proulx auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole d'une partie du lot 185 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

848/10/96 - **Nomination de M. Martin Boisvert au poste d'inspecteur accrédité au Programme municipal de Revitalisation des vieux quartiers**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que M. Martin Boisvert soit nommé au poste d'inspecteur accrédité au Programme municipal de Revitalisation des vieux quartiers.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

849/10/96 - **Embauche de M. Sébastien Côté au poste de mécanicien soudeur à titre d'employé surnuméraire au Service des travaux publics**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que M. Sébastien Côté soit engagé au poste de mécanicien soudeur à titre d'employé surnuméraire au Service des travaux publics, le tout conformément à la convention collective du Syndicat des Employés municipaux COLS BLEUS de Drummondville (CSN).

De plus, M. Sébastien Côté s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant à son lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

850/10/96 - **Embauche de M. Yves Jolin au poste de journalier à titre d'employé surnuméraire au Service des travaux publics**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que M. Yves Jolin soit engagé au poste de journalier à titre d'employé surnuméraire au Service des travaux publics, le tout conformément à la convention collective du Syndicat des Employés municipaux COLS BLEUS de Drummondville (CSN).

De plus, M. Yves Jolin s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant à son lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

851/10/96 - **Dépôt du procès-verbal (2/10/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 2 octobre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

852/10/96 - **Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment situé au 252 St-Jean - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but de modifier la façade commerciale et les façades latérales du bâtiment situé au 252 St-Jean, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment est situé dans les limites du périmètre du centre-ville et que, par conséquent, les travaux de modification sont soumis à des critères d'évaluation dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'intervention consiste à:

- effectuer un curetage de la brique sur l'ensemble des façades;
- rafraîchir les moulures du toit et ajouter des moulures au toit du garage et au toit des agrandissements du bâtiment;
- enlever les avancés commerciaux de part et d'autre de l'entrée;
- rétablir la galerie;
- rétablir les vitrines commerciales;
- ajouter une ouverture au rez-de-chaussée de la façade latérale gauche;
- remplacer la brique en façade du garage;

INITIALES DE LA MAIRESSE
117
INITIALES DE LA GREFFIERE

. remplacer la tôle de la façade latérale droite par un déclin de vinyle blanc;
. ajouter un avancé au toit de la galerie;

Considérant que l'ornementation proposée est sobre et ne fait que souligner les éléments architecturaux du bâtiment;

Considérant que l'affichage proposé s'intègre bien au bâtiment par sa forme et ses couleurs;

Considérant que la majorité des interventions rétablissent l'aspect d'origine du bâtiment;

Considérant que l'avancé ajouté à la toiture de la galerie ne respecte pas l'aspect d'origine;

Considérant que l'avance de la toiture devra prendre appui au sol et que, par conséquent, le rapport entre la largeur de la colonne et la hauteur sera disproportionné;

Considérant que la toiture sera rétablie comme à l'origine sans avancé;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de modification extérieure tels que proposés pour le bâtiment sis au 252 rue St-Jean et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

853/10/96 - **Acceptation des travaux de remplacement du revêtement extérieur et de la porte en façade du bâtiment localisé au 22 Bellevue**

Considérant qu'une demande visant le remplacement du revêtement extérieur et de la porte en façade du bâtiment principal situé au 22 Bellevue, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, les travaux sont soumis aux critères d'évaluation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le revêtement extérieur était de bardeaux d'amiante-ciment et que ce matériau n'est pas disponible dans la région;

Considérant que le demandeur désire remplacer le bardeau d'amiante-ciment par un déclin de vinyle d'une largeur de quatre pouces (4") et de couleur bleu gris;

Considérant que le déclin de quatre pouces (4") s'apparente par son rythme au bardeau d'amiante-ciment;

Considérant que le déclin proposé ne nuirait pas à l'harmonisation d'ensemble étant donné la présence de déclin sur des bâtiments voisins;

Considérant que des moulures blanches d'une largeur de six pouces (6") feront le contour de la toiture, que des moulures blanches d'une largeur de quatre pouces (4") délimiteront les fenêtres et que des planches charnières blanches d'une largeur de six pouces (6") seront ajoutées au bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de remplacement du revêtement extérieur et de la porte en façade et ce, pour le bâtiment sis au 22 rue Bellevue dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

854/10/96 - **Dépôt du compte rendu (25/9/96) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 25 septembre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

855/10/96 - **Délégation de MM. Guy Drouin et André Paquet - Colloque "Les politiques culturelles: de l'intention au constat"**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que M. Guy Drouin, conseiller, et M. André Paquet, directeur du Service des Loisirs et de la Vie communautaire, soient délégués au colloque "Les Politiques culturelles: de l'intention au constat" qui se tiendra à Lévis les 25 et 26 octobre 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

856/10/96 - **Subvention de 500 $ - Centre de Services en Déficience Intellectuelle Mauricie/Bois-Francs**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ au Centre de Services en Déficience Intellectuelle Mauricie/Bois-Francs pour le projet "jardin communautaire".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport trimestriel du trésorier au 31 août 1996

Le conseiller Jean-Guy Spénard commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 31 août 1996.

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de septembre 1996 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1995.

857/10/96 - **Avis de motion d'un règlement - Modification à l'article 71° c) du règlement no 2271**

Le conseiller Guy Drouin donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 2271 et ses amendements (garde des animaux et fourrière municipale) de façon à modifier l'article 71° c) dudit règlement.

858/10/96 - **Adoption du règlement no 2559 - CONSTRUCTION**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2559 a été donné (réf: 787/9/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2559 amendant le règlement de construction municipal no 2522 dans le but de soustraire les bâtiments de la zone résidentielle H01-37 de l'obligation de se conformer aux exigences de l'article 9.8 du Code national du bâtiment dans le cas de l'aménagement d'une seconde issue desservant un même logement mais ce, suivant certaines conditions particulières.

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

859/10/96 - **Adoption du règlement no 2562 - P.I.A.**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2562 a été donné (réf: 790/9/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2562 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'y ajouter un nouveau chapitre 11 applicable aux terrains situés de part et d'autre du boulevard St-Joseph, entre l'autoroute 20 et la rue Marchand et compris dans des zones commerciales, industrielles et publiques, et de les assujettir à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale lors de la construction et de la rénovation de bâtiments, de l'aménagement de terrain et l'installation de nouvelles enseignes.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

860/10/96 - **Adoption du règlement no 2564 - Programme municipal de Revitalisation des vieux quartiers**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2564 a été donné (réf: 809/9/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2564 établissant le Programme municipal de Revitalisation des vieux quartiers.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

861/10/96 - **Adoption du règlement no 2565 - Augmentation de 200 000 $ du fonds de roulement de la Ville**

Lecture est donnée du règlement no 2565 augmentant de 200 000 $ le fonds de roulement de la Ville de Drummondville et affectant à cette fin une somme de 200 000 $ provenant des surplus d'opération de l'année 1995.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

862/10/96 - **Adoption du règlement no 2566 - Modification du règlement no 787 - Bon Ordre**

Lecture est donnée du règlement no 2566 modifiant le règlement no 787 concernant le Bon Ordre.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

863/10/96 - **Adoption du règlement no 2567 - Travaux d'infrastructures sur la rue St-Laurent et la 27e Avenue**

Lecture est donnée du règlement no 2567 décrétant l'exécution de travaux d'infrastructures sur la rue St-Laurent, entre les 26e et 31e Avenues, ainsi que sur la 27e Avenue, entre la rue St-Laurent et l'extrémité Nord, et prévoyant un emprunt de 395 000 $ à cette fin.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les Cités et Villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le Conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 2567 et ce de 9 heures à 19 heures le 16 octobre 1996.

Information des membres du Conseil

Le Service de transport en commun sera interrompu le lundi 14 octobre à l'occasion de l'Action de Grâces (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean informe les usagers du transport en commun que le service sera interrompu le lundi 14 octobre prochain, à l'occasion de l'Action de Grâces.

Pas d'enlèvement des ordures ménagères ni de collecte sélective le lundi de l'Action de Grâces (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie informe la population qu'il n'y aura pas d'enlèvement des ordures ménagères, ni de collecte sélective, le lundi 14 octobre prochain, à l'occasion de l'Action de Grâces.

Prévention des incendies (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière informe la population du thème de la Semaine de prévention des incendies et confirme que la priorité sera "l'avertisseur de fumée".

L'installation d'un abri d'auto temporaire est permise entre le 15 octobre et le 15 avril (Mme Réjeanne Viens)

La conseillère Réjeanne Viens rappelle aux automobilistes que l'installation d'un abri d'auto temporaire est permise sur le territoire de la Ville du 15 octobre au 15 avril, selon les normes établies par règlement.

Il est interdit de déposer des feuilles mortes dans les bacs verts de collecte sélective (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie rappelle à la population qu'il est interdit de déposer des feuilles mortes dans les bacs verts utilisés pour la collecte sélective.

Il rappelle également qu'à compter du 27 octobre 1996 pour l'ex-secteur de Grantham, la collecte des déchets se fera aux 2 semaines.

3e opération d'enlèvement des gros rebuts du 21 au 25 octobre (M. Denis Savoie)

Le conseiller Denis Savoie rappelle à la population que la troisième et dernière opération d'enlèvement des gros rebuts cette année aura lieu du 21 au 25 octobre prochains.

INITIALES DE LA MAIRESSE

121

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Les bureaux des services municipaux seront ouverts le lundi 14 octobre, jour de l'Action de Grâces (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard informe la population que les bureaux des services municipaux seront ouverts le lundi 14 octobre prochain, jour de l'Action de Grâces.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: **M. Jean Ethier**

M. Jean Ethier remercie la Ville pour la subvention accordée à l'organisme qui parraine les jardins communautaires.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 21 octobre 1996.**

864/10/96 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 25.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

.....
Greffière.

.....
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

15 octobre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 15 octobre 1996 à 16 h 30, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

865/10/96 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

866/10/96

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- **TOITURE AU CENTRE ROGER-LAUZON**
  (Soumissions ouvertes le 9 octobre 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)	Option
. DESHAIES & RAYMOND INC. 650 Haggerty Drummondville	102 000 $	17 000 $
. CONSTRUCTION BI-BO INC. C.P. 415 St-Germain	90 867 $	18 400 $
. CONSTRUCTION GILLES DUCHARME & ASS. INC. 2210 Des Grands Ducs Drummondville	85 206 $	18 462 $

. GROUPE PROGESCO CONSTRUCTION (2962-0069 Québec Inc.) 956 St-Jean Drummondville	83 945 $	17 000 $
. CONSTRUCTION BERTRAND DIONNE INC. 1997 boul. St-Joseph Ouest Drummondville	98 520 $	16 525 $
. CONSTRUCTION DENIS LAMOUREUX 243 Notre-Dame St-Germain	84 500 $	16 750 $
. LES CONSTRUCTIONS MORIN & RIVARD INC. 355 Avenue Pie X Arthabaska	86 000 $	19 000 $
. LES CONSTRUCTIONS ALLARD (2730-7974 Québec Inc.) 350 Moreau Drummondville	92 940 $	20 300 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de **Groupe Progesco Construction** soit retenue, au montant total de 100 945 $ (Option incluse), étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

867/10/96 - **Emprunt de 100 000 $ au fonds de roulement**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 100 000 $ à son fonds de roulement pour la réalisation des travaux de rénovation de la toiture au Centre Roger-Lauzon.

Cette somme est remboursable sur une période de 5 ans de la façon suivante:

20 000 $ en 1997
20 000 $ en 1998
20 000 $ en 1999
20 000 $ en 2000
20 000 $ en 2001.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

868/10/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 16 h 35.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

....

Greffière. Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

21 octobre 1996

INITIALES DE LA MAIRESSE
1
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 21 octobre 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

869/10/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

870/10/96 - **Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 7 octobre 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 7 octobre 1996 à 19 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
2
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

871/10/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 7 octobre 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 7 octobre 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

872/10/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 15 octobre 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 15 octobre 1996 à 16 h 30 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

873/10/96

1- **LOCATION DE BOUTEURS POUR LES DÉPOTOIRS A NEIGE - HIVER 1996-1997**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 4 octobre 1996)

Soumissionnaires	Prix au taux horaire
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	97,40 $
. GERMAIN BLANCHARD LTÉE 570 - 10e Rang St-Nazaire	90,00 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Germain Blanchard Ltée** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

874/10/96

2- **LOCATION D'UN CHARGEUR SUR ROUES - HIVER 1996-1997**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 4 octobre 1996)

Soumissionnaires	Prix au taux horaire
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 805 boulevard Lemire Drummondville	75,70 $
. EXCAVATION ET TRANSPORT BENOIT INC. 1900 - 6e Rang St-Cyrille de Wendover	56,00 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 Mathieu N.D. Bon-Conseil	85,00 $
. EXCAVATION BIRON INC. 191 St-Louis Drummondville	75,00 $
. TERRASSEMENTS LAMBERT INC. 1845 boulevard Lemire Drummondville	50,00 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la soumission de **Terrassements Lambert Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Cabinet du Ministre de la Sécurité publique (Accusé réception - Faisabilité d'une desserte policière de la Municipalité de Saint-Charles de Drummond)
. Résidents et commerçants de la rue St-Pierre (pétition pour la construction d'un trottoir sur la rue St-Pierre, entre le boulevard Lemire et le boulevard Cusson).

La greffière fait également mention de lettres de remerciements reçues de différents organismes.

875/10/96 - **Adjudication à la Banque Nationale du Canada pour un emprunt de 943 800 $ par billets en vertu de certains règlements d'emprunt**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et résolu:

QUE la Ville de Drummondville accepte l'offre qui lui est faite par la Banque Nationale du Canada pour son emprunt de 943 800 $ par billets en vertu des règlements numéros 2452, 2453, 2454, 2455, 2458, 2463 et 2474, au prix de 100 $, et échéant en série 5 ans comme suit:

52 500 $	5,90 %	29 octobre 1997
56 100	5,90 %	29 octobre 1998
60 000	5,90 %	29 octobre 1999
64 100	5,90 %	29 octobre 2000
711 100	5,90 %	29 octobre 2001

QUE les billets, capital et intérêts, soient payables par chèque à l'ordre du détenteur enregistré.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

876/10/96 - **Modification de certains règlements d'emprunt - Financement pour un terme plus court**

Attendu que la Ville de Drummondville se propose d'emprunter par billets un montant total de 943 800 $ en vertu des règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux:

Règlement numéro	Pour un montant de
2452	63 150 $
2453	101 850
2454	35 200
2455	82 900
2458	217 800
2463	44 900
2474	398 000

Attendu qu'il serait plus avantageux pour la municipalité de procéder au financement à long terme au moyen de billets au lieu d'obligations;

Attendu qu'à ces fins, il devient nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces billets sont émis;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et résolu:

1° QUE le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante comme s'il était ici au long reproduit;

2° QUE les billets soient signés par la mairesse et le trésorier;

3° QUE les billets soient datés du 29 octobre 1996;

4° QUE les billets portent un taux d'intérêt non supérieur à 15 %, payables semi-annuellement;

5° QUE les billets, quant au capital, soient remboursés comme suit:

1.- 52 500 $
2.- 56 100
3.- 60 000
4.- 64 100
5.- 68 800

5.- 642 300 $ (à renouveler)

6° QUE pour réaliser cet emprunt, la municipalité émette par billets pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt, c'est-à-dire pour un terme de 5 ans (à compter du 29 octobre 1996); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 6 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour tous les règlements ci-haut énumérés, chaque emprunt subséquent devant être pour le solde ou partie de la balance due sur l'emprunt.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

877/10/96 - **Adjudication du contrat à Marc-André Paysagiste - Travaux d'aménagement extérieur (station d'épuration)**

Considérant que la Ville de Drummondville a signé une entente relative à l'exécution de travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement et que la Ville demandait à la Société québécoise d'assainissement des eaux, lors de l'appel d'offres no 0160-40-51-41-4C pour les travaux d'assainissement des eaux, d'y inclure les travaux d'aménagement extérieur du bâtiment de la station d'épuration;

Considérant qu'à l'ouverture des soumissions, l'entrepreneur Marc-André Paysagiste s'est avéré le plus bas soumissionnaire conforme au montant de 185 160,39 $, incluant 20 000 $ pour les travaux d'aménagement;

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la Ville de procéder à ces travaux et que les fonds pour se faire sont pris à même le fonds général;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Denis Savoie,
appuyé par le conseiller Réal Jean,
et résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville adjuge à Marc-André Paysagiste le contrat pour les travaux ci-haut mentionnés au montant de 20 000 $, plus taxes, tel que recommandé par la Société québécoise d'assainissement des eaux et par le comité technique à la suite de l'ouverture des soumissions ci-haut mentionnées;

2° QUE la Ville de Drummondville désigne et autorise la Société québécoise d'assainissement des eaux, par son président directeur général, à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville le contrat pour les travaux ci-dessus mentionnés pour la somme de 20 000 $, plus taxes, tel qu'adjugé par la présente résolution.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
5
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

878/10/96 - **Ajout de travaux municipaux - Aménagement du bâtiment de la station d'épuration - PAEQ**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que les travaux municipaux décrits en annexe à la présente résolution soient et sont ajoutés aux travaux ayant fait l'objet d'une entente relative à l'exécution des travaux municipaux simultanément à des travaux d'assainissement, entente conclue le 12 juin 1990 avec la Société québécoise d'assainissement des eaux.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

879/10/96 - **Renouvellement du contrat de travail de M. Bryan Romanesky**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville renouvelle le contrat de travail de M. Bryan Romanesky à titre d'urbaniste junior au Service de l'habitation et ce jusqu'au 24 décembre 1996.

Le directeur général et le directeur du Service des ressources humaines de la Ville sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente contractuelle avec M. Romanesky.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

880/10/96 - **Nomination de Mme Carmen Houle Hamel comme personne désignée au suivi des engagements - Revitalisation des vieux quartiers**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de Mme Carmen Houle Hamel comme personne désignée à l'autorisation des dossiers et au suivi du respect des engagements dans le cadre du Programme municipal de Revitalisation des vieux quartiers.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

881/10/96 - **Embauche de Mme Linda Mathieu à titre d'employée temporaire**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de Mme Linda Mathieu à titre d'employée temporaire pour la lecture des compteurs, le tout conformément à la convention collective du Syndicat des Employé(e)s municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023).

De plus, Mme Linda Mathieu s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant à son lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

882/10/96 - **Campagne de financement - Club de Basketball La Poudrière**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de Basketball La Poudrière à tenir une cueillette de bouteilles et de cannettes le 26 octobre 1996 dans les secteurs environnants de l'école secondaire La Poudrière.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

883/10/96 - **Subvention de 650 $ - Centraide Coeur du Québec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 650 $ à Centraide Coeur du Québec Inc. à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

884/10/96 - **Subvention de 100 $ - Association Marie Reine**

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à l'Association Marie Reine à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

885/10/96 - **Dépôt du procès-verbal (16/10/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 16 octobre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

886/10/96 - **Refus des travaux d'ajout d'une ouverture et d'une galerie au bâtiment situé au 235 Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but d'ajouter une ouverture et une galerie sur une façade donnant sur la rue Marchand, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tous travaux de modification à un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la proposition a pour effet de mettre trop d'importance pour une entrée secondaire soit par une porte double, par une façade de couleur différente et par l'ampleur de la galerie;

Considérant que les couleurs s'intègrent uniquement avec la façade principale;

Considérant que la galerie descend sur trois (3) côtés dont un descend dans l'aménagement paysager;

Considérant que la largeur de l'ouverture (porte double) ne s'intègre pas au rythme des ouvertures de la façade donnant sur la rue Marchand;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville refuse les travaux d'ajout d'une ouverture et d'une galerie tels que proposés pour le bâtiment du 235 rue Lindsay et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

887/10/96 - **Refus des travaux de peinture sur le bâtiment situé au 242 Heriot - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet de repeindre la toiture du bâtiment situé au 242 Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que ledit bâtiment est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tous travaux de peinture majeurs ayant une incidence importante sur l'apparence extérieure d'un bâtiment principal sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le demandeur propose de peindre de couleur rouge la toiture ainsi que les faux colombages;

Considérant que la couleur proposée ne correspond pas à une couleur traditionnelle;

INITIALES DE LA MAIRESSE
7
INITIALES DE LA GREFFIERE

Considérant que ladite couleur ne correspond pas à la couleur d'origine du bâtiment;

Considérant que la couleur rouge ne s'harmonise pas à la tendance générale des bâtiments du secteur;

Considérant que le bâtiment sous étude constitue une valeur historique (Néo Queen Ann) et qu'il serait intéressant d'orienter tout ajout ou modification vers le rétablissement d'origine du bâtiment;

Considérant que la couleur proposée est la couleur corporative et qu'une ouverture en ce sens permettrait des interventions souvent de mauvaise qualité;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville refuse les travaux de peinture majeurs tels que proposés pour l'immeuble situé au 242 rue Heriot et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

888/10/96 - **Acceptation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment situé au 141 Heriot - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'un nouvel affichage rattaché au bâtiment sis au 141 rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'enseigne proposée respecte les normes de superficie maximales;

Considérant que le projet s'inscrit en continuité avec l'affichage déjà existant sur un projet réunissant plusieurs établissements;

Considérant que la forme, la position, l'éclairage et le type de l'enseigne proposée s'harmonisent avec le bâtiment et avec l'affichage environnant;

Considérant que les couleurs proposées, soit le vert médium, le vert forêt, l'ivoire, le "flatgold" et l'or s'agencent bien;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de l'enseigne rattachée au bâtiment telle que proposée pour l'établissement du 141 rue Heriot et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

889/10/96 - **Refus d'installer une nouvelle enseigne sur le bâtiment situé au 416 Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment situé au 416 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'enseigne proposée occupe peu d'espace disponible sur l'entablement du bâtiment;

Considérant que les couleurs proposées, soit un lettrage bleu sur fond blanc, s'intègrent difficilement à l'entablement blanc gris et au matériau d'aluminium;

Considérant que le type d'affichage proposé fait perdre du relief au bâtiment;

Considérant que, de par sa forme, sa couleur et ses matériaux, ledit projet ne s'intègre pas à l'affichage du commerce adjacent qui est de type "auvent";

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville refuse le projet d'enseigne rattachée au bâtiment tel que proposé pour l'établissement du 416 rue Lindsay et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

890/10/96 - **Acceptation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment situé au 5555 Saint-Roch - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'un nouvel affichage rattaché au bâtiment situé au 5555 rue Saint-Roch, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites de la vitrine de prestige et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'enseigne proposée consiste en l'application de lettres blanches et d'un logo blanc et bleu sur la partie supérieure de couleur contrastante de la façade;

Considérant que la majorité des enseignes du secteur sont de même type que la proposition;

Considérant que le bâtiment regroupe deux (2) commerces et que leurs enseignes doivent s'harmoniser entre elles et que la proposition est l'unique moyen de créer une harmonie;

Considérant que l'architecture du bâtiment n'inspire pas un type d'enseigne différent que celui présenté;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de l'enseigne rattachée au bâtiment telle que proposée pour l'établissement du 5555 rue Saint-Roch et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

891/10/96 - **Refus d'installer une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment situé au 15 rue Cormier - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'un nouvel affichage rattaché au bâtiment sis au 15 rue Cormier, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, tout affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'affichage est constitué de lettres de couleurs noire, bleue et rouge appliquées sur les pignons blancs du bâtiment;

Considérant que l'affichage, de par son type, ses matériaux et ses couleurs, ne dégage pas une image de marque;

Considérant que, de par sa localisation et son ampleur, l'affichage est rendu prédominant dans le paysage urbain au détriment de la qualité visuelle du secteur;

Considérant que l'intervention a pour effet de mettre en valeur un élément architecturalement pauvre;

Considérant que les murs de brique du bâtiment sont grands et vides et qu'il serait intéressant d'intervenir sur ces espaces laissés libres;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville refuse l'intervention telle que proposée pour l'affichage sur le bâtiment situé au 15 rue Cormier et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

892/10/96 - **Acceptation des travaux d'une nouvelle construction d'un bâtiment situé au 5770 rue Place Kubota - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet d'ériger un nouveau bâtiment destiné à la vente et la réparation de camions lourds et situé au 5770 rue Place Kubota, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que la propriété visée est située à l'intérieur de la vitrine industrielle de prestige longeant les abords de l'autoroute 20 et que, par conséquent, la construction de tout nouveau bâtiment est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'implantation du bâtiment parallèle à l'autoroute 20 s'inscrit en continuité d'alignement avec le bâtiment situé sur le terrain adjacent et construit (l'entreprise Transmission Pépin);

Considérant que cette implantation maximise l'effet de "vitrine" recherché tout en contribuant à la fermeture du cadre bâti le long de l'autoroute;

Considérant que le plan déposé propose une modulation du mur de façade avant par l'aménagement de deux (2) décrochés dans ledit mur; soit où sera aménagée la section "bureaux" de l'établissement;

Considérant que l'architecture de cette portion de bâtiment est accentuée par une superficie de fenestration importante (verre teinté) et un traitement du matériau de parement qui crée un effet d'auvent peu profond;

Considérant que ce traitement architectural est accentué par l'utilisation d'une couleur contrastante (soit rouge-orangé);

Considérant que les matériaux de recouvrement extérieur prévus sont la brique et un parement d'acier prépeint lisse (donc différent de l'acier prépeint traditionnel ondulé);

Considérant que la couleur suggérée pour les matériaux de parement pour le bâtiment sont le gris-beige avec soulignement de couleur rouge-orangé;

Considérant que l'utilisation combinée de la brique et de l'acier contribue à animer architecturalement les portions des façades qui sont non fenestrées (élévations gauche et droite);

Considérant que la façade arrière sera recouverte d'acier prépeint en totalité mais que cette dite façade n'est visible d'aucune voie de circulation;

Considérant que le gabarit du bâtiment et son traitement architectural s'inscrivent en continuité avec les bâtiments comparables situés dans l'environnement immédiat;

Considérant que l'aménagement de l'aire de stationnement est prévu en cour latérale du bâtiment;

Considérant que l'aménagement global du terrain et l'affichage devront faire l'objet d'une acceptation ultérieure dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les travaux de construction du bâtiment tels que proposés au 5770 rue Place Kubota et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

893/10/96 - **Acceptation des travaux d'aménagement paysager pour le bâtiment situé au 1100 rue Marchand - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour but de procéder à des travaux d'aménagement paysager en façade du bâtiment situé au 1100 rue Marchand, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que l'immeuble visé est situé à l'intérieur des limites de la zone résidentielle H07-03 et que, par conséquent, tous travaux d'aménagement paysager sont soumis à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'ajout de l'aménagement paysager a pour effet d'améliorer la qualité visuelle du site et est conforme au plan préparé par Terrassements Lambert inc. déposé le 4 octobre 1996;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la réalisation des travaux d'aménagement paysager proposés en façade du bâtiment situé au 1100 rue Marchand et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

894/10/96 - **Nomination de la rue "Cristal"**

Considérant qu'une demande visant à nommer une nouvelle rue au sud-est de la rue St-Georges et perpendiculaire à la rue Jade, a été présentée au Comité de toponymie de la Ville de Drummondville;

Considérant que la Ville avait retenu comme thématique pour ce secteur les prénoms féminins ayant également une connotation de pierre précieuse;

Considérant que la double connotation apparaît difficile à maintenir;

Considérant qu'il apparaît intéressant d'utiliser la thématique des pierres précieuses (ou semi-précieuses) pour la poursuite de ce projet de développement;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de la rue "Cristal" (lot 288-110 du cadastre du Canton de Grantham), étant la rue visée et perpendiculaire à la rue Jade.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ



Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 2560 et 2567

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no 2560 amendant le règlement de zonage municipal no 2520;
- règlement no 2567 décrétant l'exécution de travaux d'infrastructures sur la rue St-Laurent, de la 26e Avenue à la 31e Avenue, ainsi que sur la 27e Avenue, entre la rue St-Laurent à l'extrémité Nord, et prévoyant un emprunt de 395 000 $.

Madame la mairesse se dit heureuse de la conclusion du dossier de la rue St-Laurent.

895/10/96 - **Demande au M.A.M. - Inscription des travaux de pavage sur le boul. René-Lévesque au prog. Travaux d'infrastructures Canada-Québec**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Affaires municipales d'inscrire à son programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec - Volet 3 les travaux de pavage sur le boulevard René-Lévesque, entre les rues Paul-H. Frigon et Robert-Bernard, et ce par l'utilisation d'une technologie nouvelle soit le projet expérimental d'enrobé avec ajout de polyéthylène.

La Ville de Drummondville procédera au suivi et à l'évaluation technique du nouveau procédé pour une période de 3 ans et ce, avec un laboratoire indépendant accrédité par le ministère des Transports du Québec.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Robert Lafrenière précise que les travaux seront réalisés au printemps 1997, compte tenu de la démarche actuelle.

896/10/96 - Adoption du projet de règlement no 2569 - P.I.A.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Robert Lafrenière,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2569 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'y ajouter un nouveau chapitre 12 applicable aux terrains situés de part et d'autre de la rue St-Pierre, entre les boulevards St-Joseph et Lemire et compris dans des zones résidentielles, commerciales et publiques, et de les assujettir à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale lors de la construction et de la rénovation de bâtiments et de l'aménagement de terrain, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions des articles 124 à 129 inclusivement de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

897/10/96 - Avis de motion d'un règlement (no 2569) - P.I.A.

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement (no 2569) amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'y ajouter un nouveau chapitre 12 applicable aux terrains situés de part et d'autre de la rue St-Pierre, entre les boulevards St-Joseph et Lemire et compris dans des zones résidentielles, commerciales et publiques, et de les assujettir à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale lors de la construction et de la rénovation de bâtiments et de l'aménagement de terrain.

898/10/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2569**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2569 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'y ajouter un nouveau chapitre 12 applicable aux terrains situés de part et d'autre de la rue St-Pierre, entre les boulevards St-Joseph et Lemire et compris dans des zones résidentielles, commerciales et publiques, et de les assujettir à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale lors de la construction et de la rénovation de bâtiments et de l'aménagement de terrain, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

899/10/96 - **Adoption du règlement no 2568 - Modification de l'art. 71° du règlement no 2271 - Fourrière municipale**

Lecture est donnée du règlement no 2568 amendant l'article 71° du règlement no 2271 concernant la garde des animaux et la fourrière municipale.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

900/10/96 - **Adoption du règlement no 2563 - Abrogation du règlement no 1760 et ses amendements - Traitement des élus municipaux**

Lecture est donnée du règlement no 2563 remplaçant le règlement numéro 1760 et ses amendements et fixant le traitement des élus municipaux.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ce règlement soit adopté.

Madame la mairesse invite tous ses collègues à se prononcer sur le règlement proposé.

Le conseiller **Jean-Guy Spénard**:
- définit le rôle de maire;
- énumère le travail accompli par la mairesse, incluant la présidence et/ou la direction de différents comités;
- parle de sa disponibilité;
- évalue la qualité du travail.

Il traite également de l'augmentation de la tâche, de l'incidence monétaire, de l'ajustement prévu et du salaire des différentes catégories d'employés. Pour toutes les raisons énumérées, le conseiller Jean-Guy Spénard propose l'adoption dudit règlement.

La conseillère **Dominique Thériault** appuie la proposition, se dit fière de la gestion et trouve raisonnable l'ajustement proposé.

Le conseiller **Guy Drouin** appuie également le règlement en précisant qu'il s'agit du salaire du maire de Drummondville et non seulement celui de Francine Ruest-Jutras.

La conseillère **Réjeanne Viens** appuie le règlement en déclarant que le travail du maire est primordial, que la compétence et l'engagement sont nécessaires, que plusieurs villes envient notre développement et que, de ce fait, une mairesse à temps plein et disponible, c'est très important.

Le conseiller **Mario Jacques** se dit <u>contre le règlement</u> dans le contexte actuel.

La conseillère **Estelle Demers** vote <u>contre le règlement</u> parce que le contexte économique ne s'y prête pas. Elle aurait accepté une augmentation plus modeste. Elle parle également de crédibilité face aux citoyens.

Le conseiller **Robert Lafrenière** vote <u>contre la proposition</u> sur la table.

- Il résume les différentes étapes jusqu'à ce jour
- Il précise que le libellé du règlement a été modifié pour tenir compte de la non-rétroactivité et pour éviter toute confusion
- Il ne doute pas du travail de Madame la mairesse tout en déclarant que personne ne lui a demandé une présence permanente
- Il trouve que l'on agit selon la formule 2 poids/2 mesures face à nos employés
- Il dit avoir consulté et que la plupart juge que le temps est mal choisi
- Il ne nie pas l'augmentation de la tâche
- Il aurait été partisan d'échelonner l'augmentation sur un certain nombre d'années.

La conseillère **Céline Trottier** se prononce <u>pour le règlement</u> et fait part de:

- son cheminement personnel sur le sujet et du rationnel de sa décision;
- la responsabilité de 250 employés permanents et de + ou - 70 employés temporaires;
- du budget à gérer;
- de l'alourdissement de la tâche;
- des obligations prochaines qui seront dévolues par les gouvernements supérieurs.

Le conseiller **Christian Tourigny** vote <u>contre le règlement</u> pour une question de principe.

- La compétence de la mairesse n'a jamais été mise en doute
- Le contexte non favorable: - perte d'emplois
  - réduction de salaire
- L'augmentation aux cols bleus: 1,5 %
- L'augmentation de la charge de travail également pour certains directeurs
- Des comparaisons avec la Ville de Granby
- Certains chiffres publiés dans le journal L'Express mis en doute quant au coût par habitant pour les municipalités de St-Charles de Drummond et de St-Nicéphore
- Les gens de son quartier n'appuient pas l'augmentation.

Le conseiller **Denis Savoie** vote <u>contre le règlement</u> dans le contexte actuel.

- Il parle de coupures dans divers organismes
- Il parle du maire de Granby qui retourne 10 % de son salaire à la municipalité contre des reçus
- Il traite de la fusion Drummondville/Drummondville-Sud
- Il fait mention que le sujet aurait dû être dénoncé lors des dernières élections
- Il ne se serait pas opposé si l'augmentation avait été normale.

Le conseiller **Réal Jean** se prononce <u>pour le règlement</u>.

- Taux de chômage à Drummondville est un des plus bas
- Investissements majeurs au niveau de l'industrie
- 10e ville la mieux administrée
- Augmentation de la charge de travail
- Comparaison avec d'autres villes
- Augmentation proposée représente 0,17 $/par année/par citoyen.

Le conseiller **Gilles Fontaine** se dit <u>en faveur de la réglementation</u> proposée.

- Satisfaction de l'administration
- Taux de chômage
- La Ville veut-elle un maire à rabais?
- Appréciation des autres villes.

Il fait également siens les propos de ses collègues favorables.

Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras explique pourquoi elle vit bien avec la proposition. Elle reprend quelques arguments des opposants à savoir:

- Effet sur les prochaines négociations :
  De 1987 à 1996 - les élus ont eu 21 % d'augmentation
  - les cols bleus ont eu 32,25 % d'augmentation
  - les cols blancs ont eu 30,60 % d'augmentation

- Elle cite également le cas d'un employé cadre qui a bénéficié d'une augmentation de 15 % pour une tâche importante

- Incidence sur l'arbitrage :
  Son salaire équivaut au salaire d'un policier de 6 ans d'expérience

- Élection 1995 :
  Elle cite l'exemple du maire de Bécancour et a jugé que des sujets plus importants devaient faire l'objet du débat

- Prochaines élections :
  Les citoyens jugent sur les actions, sur la livraison de la marchandise, sur l'amélioration de la cote de crédit

- Opposition au règlement :
  Un seul citoyen qui demeure à Wickham et qui possède une propriété à Drummondville.

Le conseiller **Jean-Guy Spénard** fait une comparaison avec d'autres villes.

- Confirme que ce n'est pas Madame la mairesse qui a demandé une augmentation, que lui, avait proposé 10 000 $ et ce rétroactivement
- Est d'accord quand on dit que Granby a baissé sa dette, mais rappelle qu'à Drummondville, on a baissé la dette de façon moins rapide mais qu'on a diminué la taxe, ce qui ne semble pas être le cas à Granby
- Fait part de l'état de la dette
- Mentionne qu'en 1986, l'augmentation du salaire du maire avait été de 60 %.

La question de la dette soulève quelques interrogations de la part du conseiller **Denis Savoie**.

Le conseiller **Robert Lafrenière** déclare que l'augmentation est disproportionnée par rapport à ce qui est accordé aux syndicats.

Madame la mairesse dit que jamais le travail des employés cols bleus n'a été mis en doute mais rappelle que la sécurité d'emploi vaut beaucoup.

Madame la mairesse demande le vote.

<u>Votent POUR</u>	<u>Votent CONTRE</u>
Mme Francine Ruest-Jutras	M. Mario Jacques
M. Jean-Guy Spénard	Me Christian Tourigny
Mme Dominique Thériault	M. Denis Savoie
M. Guy Drouin	Mme Estelle Demers
Mme Réjeanne Viens	M. Robert Lafrenière

M. Réal Jean
Me Céline Trottier
M. Gilles Fontaine

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

Information des membres du Conseil

Cueillette des gros rebuts (M. Robert Lafrenière)

Le conseiller Robert Lafrenière rappelle à la population que la cueillette des gros rebuts se fera du 21 au 25 octobre 1996.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: a) **Mme Germaine Morin Proulx**
  b) **M. Pierre Dozois**
  c) **Mme Carmen Mondou St-Pierre**

a) **Mme Germaine Morin Proulx**

- Félicitations pour les travaux rue Cockburn
- Pour l'augmentation du salaire du maire.

b) **M. Pierre Dozois**

Quelques commentaires sur la vie politique.

c) **Mme Carmen Mondou St-Pierre**

Pourquoi le conseiller Robert Lafrenière n'a-t-il pas présenté un avis pour augmentation lorsque la période était favorable?

Le conseiller Robert Lafrenière rétorque qu'il a toujours été décidé de ne prendre que l'augmentation prévue. Il aurait voulu répartir l'augmentation sur un nombre d'années.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 4 novembre 1996.**

901/10/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 21 h 25.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
16
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

28 octobre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 28 octobre 1996 à 17 h 20, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

902/10/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

903/10/96

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

1- **RÉFECTION DU GARAGE MUNICIPAL - SÉCURITÉ PUBLIQUE**
(Soumissions ouvertes le 22 octobre 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. BOLESS INC. 989 Huppé Thetford-Mines	2 578 916,74 $
. LE GROUPE DRUMCO CONSTRUCTION INC. 2420 Sigouin Drummondville	2 699 250,00 $
. CONSTRUCTION BUGERE INC. 3395 Picard St-Hyacinthe	2 761 448,00 $

INITIALES DE LA MAIRESSE
17
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

. CONSTRUCTIONS GAGNÉ & FILS. INC. 52 Grégoire Victoriaville	2 807 737,00 $
. LES ENTREPRISES CLAUDE CHAGNON INC. 4775 Avenue Trudeau St-Hyacinthe	2 926 011,14 $
. CONSTRUCTION DENIS LAMOUREUX INC. 243 Notre-Dame St-Germain de Grantham	2 943 622,00 $
. LES CONSTRUCTIONS FERCLAU INC. 422A Notre-Dame LeGardeur	2 946 985,00 $
. CONSTRUCTION BOIS-FRANCS INC. 681 Notre-Dame Ouest Victoriaville	3 290 108,76 $

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Boless Inc.**, au montant de 2 532 274,74 $ (taxes incluses), soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

L'octroi du contrat au montant sus-mentionné tient compte de crédits et d'extras, le tout détaillé comme suit:

Montant total de la soumission de Boless Inc.	**2 578,916,74 $**
Alternative no 1	
Crédit afin de remplacer le type de bloc de béton autoclave demandé par du bloc régulier	(52 900,00)
Alternative no 3	
Extra afin de traiter au jet de sable le parement de brique existant de la tour	2 462,00
Alternative no 5	
Extra afin de remplacer les tablettes des fenêtres en placoplâtre par des tablettes en plastique stratifié	3 692,00
Alternative no 7	
Crédit afin de remplacer porte coulissante de l'entrée principale par une entrée en aluminium avec double porte régulière	(5 538,00)
Alternative no 10	
Extra afin de peindre les planchers de béton des pièces 118, 119 et 120	1 723,00
Alternative no 12	
Extra afin de remplacer le bloc de verre de la tour par un mur rideau	3 919,00
NOUVEAU TOTAL DE LA SOUMISSION	**2 532 274,74 $**

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence sur ladite résolution en précisant que depuis le début du projet, il demande le coût global du réaménagement.

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

904/10/96 - **Emprunt de 200 000 $ au fonds de roulement**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 200 000 $ à son fonds de roulement pour couvrir une partie des travaux de transformation du garage municipal actuel en poste de police.

Cet emprunt sera remboursable comme suit:

40 000 $ en 1997
40 000 $ en 1998
40 000 $ en 1999
40 000 $ en 2000
40 000 $ en 2001.

Le conseiller Denis Savoie enregistre sa dissidence sur cette proposition.

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

905/10/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 17 h 25.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
19
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

4 novembre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 4 novembre 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

906/11/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

907/11/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 21 octobre 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 21 octobre 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

20

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

908/11/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 28 octobre 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 28 octobre 1996 à 17 h 20 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

909/11/96

1- **RUE ST-LAURENT/27e AVENUE - SERVICES MUNICIPAUX (DOSSIER ME96DR04)**
(Soumissions ouvertes le 4 novembre)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. T.G.C. INC. 1304 Des Sables Sherbrooke	328 392,10 $
. EXCAVATION CORMIER & LAVALLÉE LTÉE 3055 boulevard Queen Nord Sherbrooke	455 787,92 $
. SINTRA INC. (RÉGION CENTRE DU QUÉBEC) 911 Mathieu N.D. Bon-Conseil	303 106,63 $
. R. GUILBEAULT CONSTRUCTION INC. 775 boul. Lemire Drummondville	318 875,28 $
. BERTRAND MATHIEU LTÉE 1555 Brouillette St-Hyacinthe	346 651,11 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la soumission de **Sintra Inc. (Région Centre du Québec)** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

910/11/96 - **Abrogation de la résolution no 757/9/96 (Soumissions - Prolongement des services et fondation de rue sur la 28e Avenue)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la résolution no 757/9/96 du 16 septembre 1996 soit abrogée à toutes fins que de droit.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

911/11/96

2- **INSIGNES BOUTONNIERES AUX ARMOIRIES DE LA VILLE**
(Soumissions sur invitation: Ouverture le 25 octobre 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. ARTICLES PUBLICITAIRES DRUMMOND 673 boul. Mercure Drummondville	18 665,83 $
. IMPRIMERIE DENIS THERRIEN INC. 773 boul. Mercure Drummondville	24 021,71 $

. MEDAILLON ARTISTIQUE DU QUÉBEC LTÉE 18 232,80 $
125 Alfred
St-Gabriel-de-Brandon

. PROMOTION CORALL 18 232,80 $
134 Evergreen
Dollard des Ormeaux

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la soumission de **Médaillon Artistique du Québec Ltée** soit retenue, selon la recommandation du responsable des achats.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. La Polyvalente Marie-Rivier (Suggestion pour installer un stationnement à angle sur la rue St-Félix)
. Mme Louise Beaudoin, Ministre de la Culture et des Communications et Ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française (Aide financière de 92 322 $ accordée à la Ville dans le cadre du programme de Soutien aux bibliothèques publiques)
. M. Jacques Brassard, Ministre des Transports (Majoration de la subvention accordée pour la réfection du pont #2258)

La greffière fait également mention de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements.

912/11/96 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 7 octobre au 4 novembre 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 5 476 587,42 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

913/11/96 - **Adjudication d'une émission d'obligations de 8 471 000 $**

Considérant que la corporation de la Ville de Drummondville dans le comté de Drummond, a demandé par l'entremise du système électronique d'informations financières, des soumissions pour la vente d'une émission d'obligations au montant de 8 471 000 $;

Considérant qu'à la suite de cette demande, la Ville de Drummondville a reçu une soumission ci-dessous détaillée:

Nom du soumissionnaire	Prix offert	Montant	Taux	Échéance	Loyer
LÉVESQUE BEAUBIEN GEOFFRION INC.	98,196	908 000 $	3,25 %	1997	6,2143
TASSÉ & ASSOCIÉS LTÉE		966 000 $	4,00 %	1998	
RBC DOMINION VALEURS MOBILIERES INC.		1 016 000 $	4,65 %	1999	

VALEURS MOBILIERES DESJARDINS INC.	1 056 000 $	5,00 %	2000
MIDLAND WALWYN CAPITAL INC.	1 124 000 $	5,40 %	2001
SCOTIA MCLEOD INC.	446 000 $	5,75 %	2002
WHALEN BÉLIVEAU & ASSOCIÉS LTÉE	475 000 $	6,10 %	2003
	506 000 $	6,25 %	2004
	539 000 $	6,50 %	2005
	1 435 000 $	6,60 %	2006

Considérant que l'offre ci-haut provenant de Lévesque Beaubien Geoffrion Inc., Tassé & Associés Ltée, RBC Dominion Valeurs Mobilières Inc., Valeurs Mobilières Desjardins Inc., Midland Walwyn Capital Inc., Scotia McLeod Inc. et Whalen Béliveau & Associés Ltée s'est avérée être la plus avantageuse;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'émission d'obligations au montant de 8 471 000 $, de la corporation de la Ville de Drummondville soit adjugée à Lévesque Beaubien Geoffrion Inc., Tassé & Associés Ltée, RBC Dominion Valeurs Mobilières Inc., Valeurs Mobilières Desjardins Inc., Midland Walwyn Capital Inc., Scotia McLeod Inc. et Whalen Béliveau & Associés Ltée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

914/11/96 - **Modification des règ. d'emprunt - Émission de 8 471 000 $**

Attendu que la Ville de Drummondville émet des obligations pour un montant de 8 471 000 $, en vertu des règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux:

Règlements d'emprunt	Pour un montant de
45-90	252 900 $
2-91	200 500
8-91	14 800
25-91	25 800
1624	119 500
1681	84 100
1711	411 500
1714	244 200
1731	264 000
1761	336 200
1762	139 950
1770	522 350
1780	252 600
14-91	9 600
21-91	140 600
22-91	67 700
32-91	29 000
1924	25 000
1989	44 100
2056	554 350
2064	30 900
2095	729 350
2343 (2543)	595 250
2430	109 000
2435	195 000
2475	535 640
2529	1 000 000
2532	250 000
2533	88 000
2535	698 600
2550	500 510

Attendu que, pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises;

Il est par conséquent,
proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

INITIALES DE LA MAIRESSE
23
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

QUE chacun des règlements d'emprunt indiqués ci-dessus soit et est amendé, s'il y a lieu, afin que chacun d'eux soit conforme à ce qui est stipulé ci-bas, et ce, en ce qui a trait au montant d'obligations spécifié ci-haut en regard de chacun desdits règlements compris dans l'émission de 8 471 000 $:

1. Les obligations seront datées du 11 décembre 1996;

2. Les obligations seront payables au porteur ou au détenteur enregistré, selon le cas, à la Caisse populaire Desjardins de Drummondville ou à la Caisse centrale Desjardins du Québec à Montréal;

3. Un intérêt à un taux n'excédant pas 9,00 % l'an sera payé semi-annuellement le 11 juin et le 11 décembre de chaque année sur présentation et remise à échéance des coupons attachés à chaque obligation; ces coupons seront payables au porteur seulement, aux mêmes endroits que le capital;

4. "Les obligations ne seront pas rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q., Chapitre D-7, article 17)";

5. Les obligations seront émises en coupures de 1 000 $ ou de multiples de 1 000 $;

6. Les obligations seront signées par la mairesse et le trésorier. Un fac-similé de leur signature respective sera imprimé, gravé ou lithographié sur les coupons d'intérêt. Cependant, un fac-similé de la signature de la mairesse pourra être imprimé, gravé ou lithographié sur les obligations; il en va de même pour le trésorier si la municipalité a mandaté un agent financier pour procéder à l'authentification, telle que permise par la Loi.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

915/11/96 - **Modification des règlements d'emprunt - Terme plus court**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que, pour l'emprunt au montant total de 8 471 000 $, effectué en vertu des règlements numéros 45-90, 2-91, 8-91, 14-91, 21-91, 22-91, 25-91, 32-91, 1624, 1681, 1711, 1714, 1731, 1761, 1762, 1770, 1780, 1924, 1989, 2056, 2064, 2095, 2343 (2543), 2430, 2435, 2475, 2529, 2532, 2533, 2535, 2550, la Ville de Drummondville émette des obligations pour un terme plus court que le terme prévu dans les règlements d'emprunt, c'est-à-dire pour un terme de 10 ans (à compter du 11 décembre 1996); en ce qui regarde les amortissements annuels de capital prévus pour les années 11 et suivantes, au lieu du terme prescrit pour lesdits amortissements pour les règlements numéros 2529, 2532, 2535, chaque émission subséquente devant être pour le solde ou partie de la balance due sur l'emprunt.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

916/11/96 - **Renouvellement pour un terme additionnel de 29 jours**

Considérant que la Ville de Drummondville aura, le 12 novembre 1996, un montant de 519 000 $ à renouveler sur un emprunt original de 861 500 $ pour des périodes de 2 et 5 ans, en vertu des règlements numéros 45-90, 2-91, 8-91, 25-91;

Considérant que ledit renouvellement ne sera pas effectué à la date prévue;

Considérant qu'un montant total de 25 000 $ a été payé comptant laissant ainsi un solde net à renouveler de 494 000 $;

Considérant que l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 11 décembre 1996;

INITIALES DE LA MAIRESSE
24
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que la municipalité désire se prévaloir des dispositions de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q. - Chapitre D-7, article 02), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville émette les 494 000 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 29 jours au terme original des règlements ci-haut mentionnés.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

917/11/96 - **Renouvellement pour un terme additionnel de 24 jours**

Considérant que la Ville de Drummondville aura, le 17 novembre 1996, uu montant de 2 554 000 $ à renouveler sur un emprunt original de 5 040 740 $ pour une période de 5 ans, en vertu des règlements numéros 1624, 1681, 1711, 1714, 1731, 1761, 1762, 1770, 1780, 1784, 1791;

Considérant que ledit renouvellement ne sera pas effectué à la date prévue;

Considérant qu'un montant total de 179 600 $ a été payé comptant laissant ainsi un solde net à renouveler de 2 374 400 $;

Considérant que l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 11 décembre 1996;

Considérant que la municipalité désire se prévaloir des dispositions de la Loi sur les dettes et les emprunts municipaux (L.R.Q. - Chapitre D-7, article 02), qui prévoient que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville émette les 2 374 400 $ d'obligations de renouvellement pour un terme additionnel de 24 jours au terme original des règlements ci-haut mentionnés.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

918/11/96 - **Autorisation à Beauce Carnaval Inc. - Opération d'un parc d'amusement sur les terrains des Galeries Drummond**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Beauce Carnaval Inc. à opérer un parc d'amusement sur les terrains des Galeries Drummond du 12 au 19 mai 1997, le tout selon les exigences de l'article 5.2.5.2 du règlement de zonage municipal no 2520.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

919/11/96 - **Autorisation à la Sidac Alain Limoges de Drummondville - Décoration du centre-ville pour la période des fêtes 1996**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Sidac Alain Limoges de Drummondville Inc. à procéder à la décoration du centre-ville pour la période des fêtes 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

920/11/96 - **Caution auprès de la Caisse populaire Desjardins de Drummondville - Centre Communautaire Drummondville-Sud Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire du Centre Communautaire Drummondville-Sud Inc. pour une marge de crédit de 20 000 $, auprès de la Caisse populaire Desjardins de Drummondville dans le but de permettre une stabilisation du fonds de roulement du Centre.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

921/11/96 - **Caution auprès de la Caisse populaire St-Pierre de Drummondville - Club de Hockey Drummond Inc.**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire du Club de Hockey Drummond Inc. pour le remboursement d'une somme de 75 000 $ à la Caisse populaire St-Pierre de Drummondville.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

La présente résolution constitue une reconduction de la résolution no 288/3/94 et remplace celle-ci à toutes fins que de droit.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

922/11/96 - **Vente d'une partie du lot 790 à la compagnie 2536-3334 Québec Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du Canton de Wickham, division d'enregistrement de Drummond, à la compagnie 2536-3334 Québec Inc.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'un prix de 27,23 $ le mètre carré pour une superficie d'environ 465,4 mètres carrés, ce qui équivaut à une somme approximative de douze mille six cent soixante-treize dollars (12 673 $) payable comptant à la signature du contrat.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

923/11/96 - **Mandat à M. Michel Dubé, a.-g. - Description technique d'une partie du lot 790, Canton de Wickham**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Michel Dubé, arpenteur-géomètre, aux fins de préparer et rédiger la description technique d'une partie du lot 790 du cadastre du Canton de Wickham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

924/11/96 - **Amendement à la résolution no 844/10/96 - Changement de nom**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la résolution no 844/10/96 adoptée par le

Conseil le 7 octobre 1996 soit modifiée de façon à changer le nom de la compagnie "Freightliner Drummondville Inc." par celui de "Services de Mécanique Mobile B.L. Inc.".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

925/11/96 - **Modification des tarifs du Service de transport en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que les tarifs du Service de transport en commun de la Ville de Drummondville soient modifiés à compter du 1er janvier 1997 et ce de la façon suivante, savoir:

ABROGÉE PAR RÉS. 917/11/97

-	tarif adulte	- billet	1,50 $
		- argent comptant	1,75 $
-	tarif étudiant	- billet	1,15 $
		- argent comptant	1,40 $
-	tarif personne 65 ans +	- billet	1,10 $
		- argent comptant	1,35 $
-	coût du laissez-passer mensuel	- adulte	39,00 $
		- étudiant	23,00 $
		- personne 65 ans +	22,00 $
-	enfant de moins de 6 ans		gratuit

Tout enfant de moins de 6 ans devra être accompagné d'une personne responsable.

Toute personne empruntant le Service de transport en commun et utilisant le mode de paiement "argent comptant" devra fournir la somme exacte au chauffeur de l'autobus.

La présente résolution abroge à toutes fins que de droit la résolution no 997/11/95 du 20 novembre 1995.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le conseiller Réal Jean fait lecture d'un communiqué qui traite des hausses de tarifs.

926/11/96 - **Mandat à M. Marcel Boyer, économiste - Dossier d'arbitrage de différend (U.P.D.I.)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services professionnels de M. Marcel Boyer, économiste, aux fins d'assister les représentants de la Ville dans le dossier d'arbitrage de différend qui l'oppose à l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

Les honoraires professionnels seront calculés au taux horaire de 150,00 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

927/11/96 - **Lettre d'entente avec le Syndicat des Employé(e)s Municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023)**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse, le directeur général et le directeur du Service des ressources humaines de la Ville de Drummondville soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des Employé(e)s Municipaux de Drummondville (CSN) (AQ-8911-S-023) afin de modifier l'article 22.02 b) de la convention collective.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ



928/11/96 - **Reconduction du contrat d'assurance collective avec La Personnelle Vie**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville renouvelle son contrat d'assurance collective avec La Personnelle Vie pour la période du 1er novembre 1996 au 1er novembre 1997, incluant les amendements audit contrat.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

929/11/96 - **Prime de remplacement à M. Denis Péloquin**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le paiement d'une prime de remplacement de 5 % à M. Denis Péloquin, directeur du Service des ressources humaines, durant l'absence de l'agent de personnel, le tout conformément aux conditions de travail du personnel cadre de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

930/11/96 - **Protocole d'entente avec le Pensionnat de Drummondville Utilisation de la glace au Centre Marcel Dionne**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Pensionnat de Drummondville pour l'utilisation de la glace au Centre Marcel Dionne.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1996/1997.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

931/11/96 - **Autorisation à la compagnie 2966-3614 Québec Inc. - Prolongement de la rue Emile Grisé (Développement Lamothe)**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la compagnie 2966-3614 Québec Inc. à procéder au prolongement de la rue Emile Grisé dans le développement Lamothe et ce en effectuant ou faisant effectuer les travaux d'infrastructures de base sur ladite rue Grisé et ce, aux frais de la compagnie.

L'autorisation est accordée en exécution de la convention signée entre les parties le 12 avril 1995.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

932/11/96 - **Mandat à Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. - Surveillance des travaux sur la rue Emile Grisé**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Le Groupe Conseil Robert Malouin Inc. aux fins d'assurer la surveillance des travaux sur la rue Emile Grisé, le tout aux frais du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
28
INITIALES DE LA GREFFIERE

933/11/96 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des matériaux - travaux sur la rue Emile Grisé**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'infrastructures sur la rue Emile Grisé, le tout aux frais du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

934/11/96 - **Autorisation à Mme Gisèle Lemieux et la cie 2334-5499 Québec Inc. Prolongement de rues et services (Les Jardins des Galeries)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Mme Gisèle Lemieux et la compagnie 2334-5499 Québec Inc. à procéder au prolongement de rues et de services dans le développement domiciliaire Les Jardins des Galeries et ce, aux frais des promoteurs.

L'autorisation est accordée en exécution de la convention signée entre les parties le 7 avril 1994.

De plus, les autorités municipales souhaitent que les promoteurs indiquent dans les contrats de vente que les acquéreurs devront assumer les coûts d'acquisition et de pose d'un lampadaire, le tout selon les équipements déjà installés dans le secteur. Également, on devrait retrouver au contrat une clause prévoyant que les travaux de pavage, de bordures et d'éclairage seront à la charge des acquéreurs.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

935/11/96 - **Autorisation à Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. - Présentation de plans et devis (Travaux d'infrast. - Les Jardins des Galeries)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. à présenter, pour approbation, au ministère de l'Environnement et de la Faune les plans et devis pour le prolongement des travaux d'infrastructures dans le développement domiciliaire Les Jardins des Galeries et à assurer la surveillance desdits travaux.

Les honoraires professionnels sont à la charge des promoteurs.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

936/11/96 - **Mandat à Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse de matériaux (Travaux d'infrastructures - Les Jardins des Galeries)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour le prolongement des travaux d'infrastructures dans le développement domiciliaire Les Jardins des Galeries.

Les honoraires professionnels sont à la charge des promoteurs.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

937/11/96 - **Autorisation à l'U.M.Q. - Acquisition de formulaires servant à la Cour municipale**

Vu la proposition de l'Union des municipalités du Québec de procéder, au nom des municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant les formulaires nécessaires à la Cour municipale;

Vu l'article 29.9.1 de la Loi sur les Cités et Villes;

INITIALES DE LA MAIRESSE
29
INITIALES DE LA GREFFIERE

Attendu que la Ville de Drummondville désire procéder à cet achat regroupé pour se procurer les formulaires et les quantités plus amplement décrites au bon de commande préparé par l'acheteur municipal;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par la conseillère Réjeanne Viens,
et résolu:

1° QUE la Ville de Drummondville autorise l'Union des municipalités du Québec à procéder, en son nom et avec les autres municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant les formulaires nécessaires pour la Cour municipale et ce, afin de se procurer les formulaires et quantités plus amplement décrites au bon de commande préparé par l'acheteur municipal;

2° QUE la Ville de Drummondville s'engage, si l'Union des municipalités du Québec adjuge un contrat, à respecter les termes du présent mandat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

3° QUE la Ville de Drummondville consente, en considération des services rendus par l'Union des municipalités du Québec, à verser à l'Union des frais administratifs, à concurrence de leur part du contrat adjugé, représentant 3 % du montant de contrat;

4° QUE copie de la présente résolution et du bordereau de commande soit transmise à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

938/11/96 - **Dépôt du compte rendu (23/10/96) - Comité de Circulation**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de Circulation tenue le 23 octobre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

939/11/96 - **Modification des enseignes sur la rue St-Albert**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à modifier les enseignes sur la rue St-Albert de façon à ajouter "du lundi au vendredi, de 8 h 00 à 16 h 00" et à enlever la mention "60 minutes".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

940/11/96 - **Installation d'enseignes - Interdiction de stationner "d'ici au coin" sur la rue St-Georges à l'angle de la rue Désilets**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le Service des travaux publics soit autorisé à installer des enseignes interdisant le stationnement "d'ici au coin" sur la rue St-Georges à l'intersection de la rue Désilets.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

941/11/96 - **Dépôt du compte rendu (22/10/96) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 22 octobre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

30

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

942/11/96 - **Dépôt du procès-verbal (30/10/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 30 octobre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

943/11/96 - **Acceptation d'une enseigne suspendue au bâtiment situé au 231 Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'une enseigne suspendue au bâtiment pour le commerce du 231 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'enseigne proposée est réalisée en bois peint, qu'elle est suspendue à la galerie et qu'elle est localisée immédiatement au-dessus de l'entrée de l'établissement visé;

Considérant que le type d'enseigne proposé vient renforcir la nouvelle identité du secteur et améliorer l'harmonisation de l'ensemble des enseignes situées sur le bâtiment;

Considérant que les couleurs proposées soit le vert pour le fond de l'enseigne, le pêche pour le lettrage et le blanc pour la bordure s'agencent bien;

Considérant que le design et les couleurs proposés de l'enseigne s'harmonisent aux enseignes des bâtiments existants dans l'environnement immédiat (Zone, Boutique d'animaux, Pur Esprit);

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une enseigne suspendue pour l'établissement du 231 rue Lindsay, le tout conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

944/11/96 - **Acceptation d'enseignes rattachées au bâtiment sis au 458 rue Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'enseignes rattachées au bâtiment situé au 458 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la proposition d'affichage est composée de deux (2) enseignes en bois de forme ovale appliquées au bâtiment et localisées sur le mur gauche de la vitrine de l'établissement;

Considérant que les couleurs proposées sont le or pour le fond et le bleu pour le contour et le lettrage;

Considérant que le type d'affichage favorise le développement de l'identité du secteur qui se définit par de l'affichage sur bois;

Considérant que la proposition utilise bien l'espace disponible sur la façade du bâtiment;

INITIALES DE LA MAIRESSE
31
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment situé au 458 rue Lindsay et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

945/11/96 - **Acceptation d'une enseigne rattachée au bâtiment sis au 275 rue Heriot - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sis au 275 rue Heriot, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'enseigne proposée est réalisée en bois peint de forme pentagonale et qu'elle est localisée immédiatement au-dessus de l'entrée de l'établissement visé;

Considérant que les couleurs proposées sont le vert pour le fond, le blanc en bordure et le pêche pour le lettrage;

Considérant que l'affichage s'agence bien avec les couleurs et la forme de l'entablement;

Considérant que les dernières interventions dans le secteur ont permis de faire émerger une nouvelle identité au secteur et que la proposition favorise le développement de celle-ci;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de l'enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement du 275 rue Heriot et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

946/11/96 - **Acceptation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment sis au 151 rue Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment situé au 151 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'enseigne proposée est un boîtier lumineux de forme rectangulaire, de onze pieds (11') de largeur par trente-quatre pouces (34") de hauteur;

Considérant que les couleurs proposées sont

. fond: blanc
. texte et trait: noir
. disquette: bleu, gris et noir
. texte disquette: blanc
. trait contour: bleu et noir

Considérant que sa localisation utilise bien l'espace disponible sur l'entablement;

INITIALES DE LA MAIRESSE
32
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que le type d'enseigne s'intègre à l'affichage déjà existant sur le bâtiment pour le commerce du deuxième étage;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment situé au 151 rue Lindsay et ce, conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

947/11/96 - **Acceptation des travaux d'aménagement d'une aire de chargement/ déchargement pour le bâtiment sis au 5770 rue Place Kubota**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'aménagement d'une aire de chargement/déchargement pour la construction sise au 5770 rue Place Kubota, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, tout aménagement d'aire de chargement/déchargement est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'ajout volumétrique pour l'installation du quai de chargement/déchargement est revêtu des mêmes matériaux que le bâtiment;

Considérant que le quai de chargement/déchargement est à l'arrière et qu'il ne sera pas visible de l'autoroute 20;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'aménagement de l'aire de chargement/déchargement pour le bâtiment situé au 5770 rue Place Kubota et ce, dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois d'octobre 1996 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1995.

948/11/96 - **Mandat à Environnement Conseil BGA - Programme d'implantation de réseaux cyclables intégrés**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Environnement Conseil BGA aux fins de procéder à l'analyse d'un programme d'implantation de réseaux cyclables intégrés et de réaliser les trois premières étapes de l'offre de services datée du 18 octobre 1996.

Les honoraires professionnels sont de l'ordre de 6 200 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

949/11/96 - Fonctionnement des M.R.C.

Attendu que le gouvernement du Québec a émis l'intention d'utiliser les M.R.C. comme principal outil de décentralisation en faisant en sorte que celles-ci deviennent l'instance qui oriente l'ensemble des actions gouvernementales en région, soit au niveau des modalités de gestion liées à l'aménagement et au développement ainsi qu'aux activités à être dispensées aux citoyens;

Attendu que les M.R.C. n'ont pas la capacité de gestion ni la structure et l'expertise utile pour supporter ce genre de nouvelles responsabilités sans être obligées de créer une structure administrative additionnelle qui peut s'avérer très coûteuse pour les citoyens;

Attendu que plusieurs pouvoirs déjà accordés aux M.R.C. se retrouvent également dans les villes centre qui les composent et ils y sont souvent de meilleure qualité;

Attendu que la décentralisation vers les M.R.C. ne fait que confirmer la volonté du gouvernement d'établir un nouveau palier gouvernemental entre le monde municipal et le monde provincial;

Attendu que le mandat initial des M.R.C., au moment de leur création, était principalement la confection et la gestion d'un schéma d'aménagement;

Attendu que les règles du jeu ont changé et que plusieurs villes centre souffrent d'un déficit démocratique important au sein de leur M.R.C.;

Attendu qu'il doit exister une adéquation entre la population, la quote-part fournie à la M.R.C. et le droit de vote d'une municipalité;

Attendu que les M.R.C. attribuent trop de pouvoirs aux maires eux-mêmes, allant même jusqu'à permettre à ceux-ci d'engager, sur leur seule parole, des fonds municipaux alors qu'ils ne pourraient pas le faire seul devant leur propre conseil municipal;

Attendu que le gouvernement provincial cherche des solutions pour faire diminuer le nombre de municipalités au Québec et que l'augmentation des pouvoirs des M.R.C. ne peut qu'encourager les petites municipalités à se déclarer satisfaites de leur situation actuelle;

Attendu que le monde rural et le monde urbain sont confrontés à des réalités quotidiennes différentes;

Attendu que le gouvernement devrait laisser les municipalités apprendre à collaborer entre elles sur la base d'ententes intermunicipales plutôt que sur la base de pouvoirs obligatoires imposés aux M.R.C.;

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville demande au gouvernement du Québec:

1° de ne pas procéder à une décentralisation de nouveaux pouvoirs vers les M.R.C.;

2° d'accorder aux villes un nombre de votes aux tables des M.R.C. équivalant à leur population et à la quote-part qu'elles sont tenues de payer aux M.R.C.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 18 novembre 1996.**

950/11/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 05.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
34
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

18 novembre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 18 novembre 1996 à 19 h 15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, coordonnateur urbaniste

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

951/11/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse explique la procédure de consultation publique édictée par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et précise la nature et l'objet du projet de règlement suivant:

- **Règlement no 2569** amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'y ajouter un nouveau chapitre 12 applicable aux terrains situés de part et d'autre de la rue St-Pierre, entre les boulevards St-Joseph et Lemire et compris dans des zones résidentielles, commerciales et publiques, et de les assujettir à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale lors de la construction et de la rénovation de bâtiments et de l'aménagement de terrain.

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

INITIALES DE LA MAIRESSE

35

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

952/11/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19 h 20.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
36
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

18 novembre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 18 novembre 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

953/11/96 - Retrait des items nos 18 et 18A de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que les items 18 et 18A soient retirés de l'ordre du jour de façon à approfondir l'étude des propositions.

Le conseiller Jean-Guy Spénard souhaite que le Conseil aille de l'avant et maintienne l'ordre du jour proposé.

Compte tenu de la proposition formulée, Madame la mairesse demande le vote.

Votent POUR	Votent CONTRE
Mme Estelle Demers	M. Jean-Guy Spénard
M. Guy Drouin	M. Réal Jean
M. Gilles Fontaine	
M. Mario Jacques	
M. Robert Lafrenière	
M. Denis Savoie	
Mme Dominique Thériault	
Me Christian Tourigny	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
37
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

954/11/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que l'ordre du jour soit adopté en retirant les items nos 18 et 18A.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Lecture du discours

Madame la mairesse procède à la lecture du discours sur **les états financiers 1995, le budget et le plan triennal d'immobilisations 96 et les orientations budgétaires et le plan triennal d'immobilisations 97**, lequel discours demeure annexé au présent procès-verbal pour en faire partie comme si au long relaté.

955/11/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 4 novembre 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 4 novembre 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Municipalité Régionale de Comté de Drummond (Réception d'une soumission à la M.R.C. de Drummond pour l'élimination des déchets - Soumissionnaire retenu: Les Entreprises de Rebuts Sanipan Inc. (26,91 $ la tonne métrique)
. Le Bloc Vert (Déversement des neiges usées de la Ville dans la rivière St-François - Présence d'une frayère d'esturgeons jaunes dans la rivière).

La greffière fait également mention de demandes d'aide financière.

956/11/96 - **Dérogations mineures - Immeuble situé au 17 avenue des Érables**

Considérant qu'une demande de dérogations mineures a été dûment présentée pour l'immeuble du 17 avenue des Érables;

Considérant qu'il y a actuellement deux (2) bâtiments principaux sur le terrain visé, soit une résidence unifamiliale (17 avenue des Érables) et un immeuble mixte soit résidentiel et commercial (83, 83A et 85 rue Plamondon);

Considérant que cette situation est dérogatoire mais protégée par droit acquis;

Considérant que les dérogations demandées découlent de la volonté de scinder le terrain sur lequel on retrouve les deux (2) bâtiments de sorte que chaque bâtiment soit dorénavant situé sur un terrain distinct;

Considérant que le projet de subdivision du terrain a pour effet de soumettre les modifications proposées à une analyse de conformité en regard des normes de lotissement et de zonage actuellement en vigueur;

Considérant que le projet déposé a pour effet de créer deux (2) nouvelles non-conformités à l'égard de la superficie et de la profondeur du terrain, à savoir:

- une superficie de terrain de deux cent quatre-vingt-cinq virgule huit mètres carrés (285,8 m²) plutôt que quatre cents mètres carrés (400 m²) minimum;
- une profondeur de terrain de quinze virgule vingt-quatre mètres (15,24 m) plutôt que vingt-cinq mètres (25 m) minimum;

Considérant que ledit projet a également pour effet de créer deux (2) nouvelles non-conformités à l'égard de l'implantation du bâtiment, à savoir:

- une marge latérale gauche de un virgule quatorze mètre (1,14 m) plutôt que deux mètres (2 m) minimum;
- un espace bâti/terrain de quarante-deux pour cent (42 %) plutôt que trente pour cent (30 %) maximum;

Considérant que les dérogations demandées sont sans incidence sur l'implantation actuelle du bâtiment sur le terrain;

Considérant que lesdites dérogations sont également sans incidence sur la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Considérant que le bâtiment et le terrain créé demeurent assujettis à toutes autres normes municipales applicables quant à leur modification et agrandissement;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accorde des dérogations mineures pour l'immeuble situé au 17 avenue des Érables afin de permettre une réduction des normes applicables pour la superficie de terrain et sa profondeur de même que pour la marge latérale gauche, et autorise une majoration de l'espace bâti/terrain conformément aux données mentionnées ci-haut pour chacun desdits objets.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

957/11/96 - **Dérogations mineures - Immeuble situé aux 83, 83A et 85 Plamondon**

Considérant qu'une demande de dérogations mineures a été dûment présentée pour l'immeuble du 83, 83A et 85 rue Plamondon;

Considérant qu'il y a actuellement deux (2) bâtiments principaux sur le terrain visé soit une résidence unifamiliale (17 avenue des Érables) et un immeuble mixte soit résidentiel et commercial (83, 83A et 85 rue Plamondon);

Considérant que cette situation est dérogatoire mais protégée par droit acquis;

Considérant que les dérogations demandées découlent de la volonté de scinder le terrain sur lequel on retrouve les deux (2) bâtiments de sorte que chaque bâtiment soit dorénavant situé sur un terrain distinct;

Considérant que le projet de subdivision du terrain a pour effet de soumettre les modifications proposées à une analyse de conformité en regard des normes de lotissement et de zonage actuellement en vigueur;

Considérant que le projet déposé a pour effet de créer deux (2) nouvelles non-conformités à l'égard de la superficie et de la profondeur du terrain, à savoir:

- une superficie de terrain de deux cent quatre-vingt-quatorze virgule neuf mètres carrés (294,9 m²) plutôt que quatre cent cinquante mètres carrés (450 m²) minimum;
- une profondeur de terrain de quinze virgule vingt-quatre mètres (15,24 m) plutôt que vingt-cinq mètres (25 m) minimum;

Considérant que ledit projet a également pour effet de créer deux (2) nouvelles non-conformités à l'égard de l'implantation du bâtiment, à savoir:

INITIALES DE LA MAIRESSE
39
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

- une marge arrière de zéro virgule cinquante-sept mètre (0,57 m) plutôt que neuf mètres (9 m) minimum;
- un espace bâti/terrain de soixante-et-un pour cent (61 %) plutôt que trente pour cent (30 %) maximum;

Considérant que les dérogations demandées sont sans incidence sur l'implantation actuelle du bâtiment sur le terrain;

Considérant que lesdites dérogations sont également sans incidence sur la jouissance du droit de propriété des propriétaires voisins;

Considérant que le bâtiment et le terrain créé demeurent assujettis à toutes autres normes municipales applicables quant à leur modification et agrandissement;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville accorde des dérogations mineures pour l'immeuble situé aux 83, 83A et 85 rue Plamondon afin de permettre une réduction des normes applicables pour la superficie de terrain et sa profondeur de même que pour la marge arrière, et autorise une majoration de l'espace bâti/terrain conformément aux données mentionnées ci-haut pour chacun desdits objets.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

958/11/96 - **Autorisation au D.O. - Affichage de panneaux et banderole (Opération Nez Rouge Drummondville 1996)**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Drummondville Olympique à afficher une banderole et 4 panneaux du 4 décembre 1996 au 6 janvier 1997 dans le cadre de l'Opération Nez Rouge Drummondville 1996, le tout en conformité avec la réglementation municipale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

959/11/96 - **Utilisation du Centre Marcel Dionne - Cadets et Cadettes de la Marine du 218 Drummondville**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Cadets et Cadettes de la Marine du 218 Drummondville à utiliser le Centre Marcel Dionne les 23, 24 et 30 mai, ainsi que les 1er, 6, 7 et 8 juin 1997 pour la parade annuelle, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

960/11/96 - **Autorisation au directeur du Service des travaux publics - Signature de demandes auprès de l'Hydro - éclairage de rues**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le directeur du Service des travaux publics à signer pour et au nom de la Ville toute demande d'installation ou de modification d'éclairage formulée auprès d'Hydro-Québec.

Cette autorisation inclut l'acceptation de la Ville d'assumer les coûts fixes d'installation, de remplacement ou d'enlèvement de luminaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
40
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

961/11/96 - **Appui à l'Association de Baseball Mineur pour la tenue du Championnat Provincial de Baseball, Toutes Catégories**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la démarche de l'Association de Baseball Mineur auprès de Baseball Québec aux fins d'obtenir la tenue du Championnat Provincial de Baseball, Toutes Catégories, pour les années 1998 et 1999.

La Ville de Drummondville s'engage à mettre à la disposition de l'Association de Baseball Mineur tous les terrains de balle sur le territoire de la Ville et à fournir tous les services nécessaires à la réalisation du Championnat et ce, tant au niveau de l'entretien qu'à celui des équipements, des estrades, des chalets ou autres.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

962/11/96 - **Prolongation de délai - Travaux sur le boulevard St-Joseph (Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec)**

Considérant que la Ville de Drummondville a conclu une entente avec le ministre des Affaires municipales dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec pour la réalisation de travaux majeurs sur le boulevard St-Joseph;

Considérant que les travaux prévus sur le boulevard St-Joseph comportent entre autres des travaux de pavage;

Considérant que l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux recommande fortement à la Ville de reporter au printemps 1997 la dernière couche de pavage et ce pour les raisons valables et pertinentes;

Considérant que la Ville de Drummondville se doit de respecter les ententes préalablement prises avec le ministère;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministère des Affaires municipales responsable du programme d'accorder une prolongation de délai pour la terminaison des travaux du boulevard St-Joseph subventionnés en vertu d'un protocole signé le ou vers le 10 juillet 1995 et ce, sans pénalité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

963/11/96 - **Prolongation de délai - Travaux de transformation du garage mun. actuel en poste de sécurité publique**

Considérant que la Ville de Drummondville a conclu une entente avec le ministre des Affaires municipales dans le cadre du programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec pour la réalisation des travaux de transformation du garage municipal actuel en poste de sécurité publique;

Considérant que les travaux exécutés dans le cadre dudit programme doivent être réalisés avant le 31 mars 1997;

Considérant que la Ville de Drummondville a octroyé le contrat le ou vers le 28 octobre 1996;

Considérant que la fin des travaux est prévue pour la mi-juillet 1997;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville demande au ministre des Affaires municipales responsable du programme d'accorder une prolongation de délai pour la terminaison des travaux de transformation du garage municipal actuel en poste de sécurité publique, subventionnés en vertu d'un protocole signé le ou vers le 27 mars 1996 et ce, sans pénalité.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

964/11/96 - **Acte établissant un droit de superficie sur le lot 2-110 Ptie, quartier Est**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville accorde un droit de superficie sur le lot 2-110 Ptie du cadastre du quartier Est de la Ville de Drummondville.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

965/11/96 - **Mandat à la firme Géo Lab Inc. - Analyse des matériaux (Travaux d'infrastructures - rue St-Laurent/27e Avenue)**

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour l'exécution de travaux d'infrastructures sur la rue St-Laurent, entre les 26e et 31e Avenues, ainsi que sur la 27e Avenue, entre la rue St-Laurent et l'extrémité Nord, lesquels travaux sont décrétés par le règlement no 2567.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

966/11/96 - **Mandat à la firme Les Laboratoires Shermont Inc. - Analyse des matériaux (Transformation du garage mun. en poste de police)**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Laboratoires Shermont Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour l'exécution des travaux de transformation du garage municipal actuel en poste de police, lesquels travaux sont décrétés par le règlement no 2549.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

967/11/96 - **Acceptation des prévisions budgétaires 1997 - O.M.H.D.**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les prévisions budgétaires de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'année 1997.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

968/11/96 - **Nomination d'un maire suppléant**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que M. Gilles Fontaine, conseiller, soit nommé maire suppléant pour la période du 18 novembre 1996 au 17 mars 1997.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse remercie M. Réal Jean pour sa disponibilité.

969/11/96 - **Dépôt du procès-verbal (6/11/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 6 novembre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
42
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

970/11/96 - **Acceptation des travaux de remplacement des ouvertures au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 15 rue Cormier - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet d'autoriser le remplacement des ouvertures au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 15 rue Cormier, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment est situé à l'intérieur des limites de la vitrine industrielle de prestige et que par conséquent, tous les travaux de modification d'ouvertures sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la modification consiste plus précisément à remplacer la fenestration et les accès au bâtiment ce qui permet de conserver l'ouverture de la façade avant donnant sur la rue Cormier;

Considérant que le mur latéral donnant sur l'autoroute 20 est déjà muni d'ouvertures au premier étage;

Considérant que l'intervention sur ladite façade au rez-de-chaussée consiste uniquement à remplacer les fenêtres existantes et non à y revoir globalement la fenestration;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification des ouvertures au rez-de-chaussée du bâtiment situé au 15 rue Cormier et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

971/11/96 - **Acceptation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment situé au 5050 rue St-Roch - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet l'installation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment situé au 5050 rue St-Roch, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'enseigne proposée est un panneau de bois de forme rectangulaire d'environ deux virgule quatre mètres (2,4 m) de largeur par un virgule deux mètre (1,2 m) de hauteur pour une superficie d'environ deux virgule quatre-vingt-dix mètres carrés (2,90 m^2);

Considérant que les couleurs proposées sont le blanc (fond), le bleu et le rouge vin (lettrage) et que ces couleurs sont sobres;

Considérant que l'enseigne, par la localisation, n'est pas prédominante dans le paysage urbain et vient marquer l'entrée principale au bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de l'enseigne rattachée au bâtiment situé au 5050 rue St-Roch et ce conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

972/11/96 - **Autorisation au Comptoir Alimentaire Drummond Inc. - Installation d'une bannière à l'occasion de la Guignolée**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville

INITIALES DE LA MAIRESSE
43
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

autorise le Comptoir Alimentaire Drummond Inc. à suspendre une bannière sur la rue Lindsay à l'occasion de la Guignolée et ce du 25 novembre au 2 décembre 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

973/11/96 - **Dépôt du procès-verbal (14/11/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 14 novembre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

974/11/96 - **Acceptation des travaux de modification d'ouvertures sur le bâtiment situé au 122 rue St-Jean - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de modification d'ouvertures d'un bâtiment situé au 122 rue St-Jean, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute modification des ouvertures est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que le demandeur intervient sur son bâtiment en ajoutant deux (2) vitrines commerciales de un virgule cinquante-deux mètre (1,52 m) par trois virgule trente-cinq mètres (3,35 m) au rez-de-chaussée;

Considérant que la vitrine proposée procure une meilleure ouverture à la façade donnant sur la rue St-Jean;

Considérant que la modification s'effectue dans le respect des éléments d'ornementation au bâtiment en conservant le même principe d'encadrement d'ouvertures;

Considérant que la modification respecte aussi la symétrie et la linéarité qui sont des éléments prédominants pour l'architecture du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Denis Savoie, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux de modification des ouvertures tels que proposés pour le bâtiment situé au 122 rue St-Jean et ce conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

975/11/96 - **Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1695 boul. St-Joseph - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet d'autoriser la rénovation, l'aménagement du terrain et un nouvel affichage sur poteau pour l'établissement sis au 1695 boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.A./boulevard St-Joseph et que, par conséquent, la rénovation extérieure, l'aménagement et l'affichage sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la proposition consiste à remplacer le revêtement métallique ondulé (blanc et rouge) par un revêtement métallique lisse (vert) et à appliquer un agrégat de couleur beige sable sur les murs;

Considérant que les couleurs s'agencent bien entre elles et qu'elles s'harmonisent aux couleurs utilisées sur les bâtiments environnants;

INITIALES DE LA MAIRESSE
44
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que ce revêtement métallique véhicule une image de meilleure qualité que le revêtement métallique habituel;

Considérant que les surfaces vouées à l'étalage extérieur sont aménagées de façon à créer des "décrochers" et qu'ainsi l'aménagement limite l'impact visuel des surfaces d'étalage;

Considérant que la proposition prévoit des aménagements paysagers d'une largeur de deux mètres (2 m) le long du boulevard St-Joseph et de la rue Marchand;

Considérant que l'aménagement prévoit une seule entrée charretière sur la rue Marchand et que de ce fait, elle contribue à la fermeture de l'espace sur le boulevard St-Joseph;

Considérant que la proposition consiste en une enseigne sur poteau d'une superficie de cinq virgule trente-huit mètres carrés (5,38 m^2);

Considérant qu'un aménagement paysager est prévu au pied de l'enseigne sur poteau;

Considérant que les couleurs choisies s'inspirent des couleurs utilisées sur les bâtiments soit le vert forêt, le blanc et le sable;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la rénovation extérieure telle que proposée pour le bâtiment situé au 1695 boulevard St-Joseph et ce conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

976/11/96 - **Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment situé au 5770 rue Place Kubota - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet d'autoriser l'implantation d'un nouveau bâtiment situé au 5770 Place Kubota, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites de la vitrine industrielle de prestige et que, par conséquent, toute implantation est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant qu'une demande d'implantation similaire avait déjà été étudiée par le Comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 96.10.14) et que cette nouvelle demande a pour effet d'élargir la marge de recul du bâtiment de seize virgule quinze mètres (16,15 m) à dix-neuf virgule quatre-vingt-un mètres (19,81 m);

Considérant que la nouvelle proposition respecte toujours l'alignement de la rue Place Kubota et s'inscrit en continuité avec les bâtiments à proximité;

Considérant que l'aménagement qui découle de l'implantation a pour avantage de distinguer le stationnement des voitures et des véhicules lourds;

Considérant que l'aménagement final devra être étudié dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale et que de cette façon les membres du Comité pourront s'assurer d'un niveau de qualité de l'aménagement du terrain;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'implantation telle que proposée pour le bâtiment situé au 5770 rue Place Kubota et ce dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
45
INITIALES DE LA GREFFIERE

977/11/96 - **Acceptation d'une nouvelle enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 571 boulevard St-Joseph - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une nouvelle enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 571 boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites d'un P.I.A./boul. St-Joseph et que, par conséquent, tout nouvel affichage sur poteau est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la proposition consiste en une enseigne lumineuse sur poteau de forme de demi-cercle ainsi qu'une enseigne lumineuse de forme rectangulaire sur ce même poteau;

Considérant que les couleurs utilisées, soit le bleu, le ocre et le blanc, font un rappel des couleurs utilisées sur le bâtiment;

Considérant que le projet d'affichage d'ensemble composé de deux (2) enseignes sur bâtiment et d'une enseigne sur poteau s'harmonise et ne surcharge pas le paysage urbain;

Considérant que la proposition prévoit un aménagement paysager au pied de l'enseigne sur poteau;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une enseigne sur poteau telle que proposée pour le bâtiment situé au 571 boulevard St-Joseph et ce conformément au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

978/11/96 - **Subvention de 1 500 $ - La Passerelle**

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ à La Passerelle à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

979/11/96 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no 819 Calendrier des séances régulières du Conseil**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 819 de façon à modifier le calendrier des séances régulières du Conseil pour les mois de janvier, mars et août 1997.

980/11/96 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no 2564 Programme municipal de revitalisation des vieux quartiers**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 2564 de façon à modifier certaines conditions d'admissibilité et le montant maximum à accorder aux secteurs hors-zone dans le cadre du Programme municipal de Revitalisation des vieux quartiers.

981/11/96 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no 2412 (Stationnements et tarif des permis de stationnement)**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 2412 et ses amendements de façon à y ajouter certains stationnements et à modifier le tarif des permis de stationnement.

INITIALES DE LA MAIRESSE
46
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

982/11/96 - Adoption du règlement no 2569 - P.I.A.

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2569 a été donné (réf: 897/10/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2569 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale municipal no 2526 dans le but d'y ajouter un nouveau chapitre 12 applicable aux terrains situés de part et d'autre de la rue St-Pierre, entre les boulevards St-Joseph et Lemire et compris dans des zones résidentielles, commerciales et publiques, et de les assujettir à des critères d'évaluation particuliers d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale lors de la construction et de la rénovation de bâtiments et de l'aménagement de terrain.

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Information des membres du Conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à:

- M. Guy Drouin, conseiller, à l'occasion du décès de son beau-frère, M. Daniel Bélanger;
- Mme Suzanne Dionne, employée au Service de la trésorerie, à l'occasion du décès de son père, M. Georges Dionne.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: **M. Yves Samson de CHRD**

M. Yves Samson

D'après le discours de Madame la mairesse, se dirige-t-on vers un gel de taxes?

Madame la mairesse confirme qu'il s'agit du but visé.

Plusieurs entreprises ont établi des espaces sans fumée, la Ville a-t-elle l'intention de réglementer pour la salle du Conseil?

Madame la mairesse précise que le dossier a déjà été regardé.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 2 décembre 1996.**

983/11/96 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 05.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
47
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

2 décembre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue aux lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, le 2 décembre 1996, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, coordonnateur urbaniste

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

984/12/96 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Proclamation - "Semaine québécoise des personnes handicapées"

Madame la mairesse proclame la semaine du 2 au 8 décembre 1996 "Semaine québécoise des personnes handicapées".

985/12/96 - Adoption du procès-verbal - Ass. publ. cons. du 18 novembre 1996

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 18 novembre 1996 à 19 h 15 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

48

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

986/12/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 18 novembre 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 18 novembre 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

987/12/96

1- **FOURNITURE DE PRODUITS CHIMIQUES POUR LE TRAITEMENT DE L'EAU**
(Soumissions ouvertes le 13 novembre 1996)

Considérant que la Ville de Drummondville a reçu mandat de différentes villes aux fins de procéder à une demande de soumissions publiques pour la fourniture de produits chimiques nécessaires au traitement de l'eau;

Considérant que depuis quelques années, le regroupement d'achats a permis une économie importante au niveau des coûts d'achat;

Considérant que la Ville de Drummondville, au nom des municipalités ci-après désignées, a procédé à une demande de soumissions publiques pour les différents produits chimiques;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu:

a) que les soumissions apparaissant aux tableaux préparés par le directeur du Service de l'approvisionnement et jugées les plus basses conformes soient retenues et ce pour les différentes catégories de produits; lesquels tableaux demeurent annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante;

b) que ces prix s'appliquent pour chacune des municipalités et villes concernées et participantes au regroupement, à savoir: Maskinongé, Sainte-Marthe-du-Cap, Cap-de-la-Madeleine, Trois-Rivières, Grand-Mère, Louiseville, Nicolet, Plessisville, Saint-Louis-de-France, Trois-Rivières-Ouest, Bécancour et Victoriaville, de même que pour la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc. et la Régie d'aqueduc de Grand Pré.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

988/12/96

2- **GESTION DU CENTRE ÉQUESTRE (TP-96-14)**
(Soumissions ouvertes le 27 novembre 1996)

(Le détail de cette soumission apparaît à un tableau préparé par Mme Thérèse Cajolet, greffière, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

AMENDÉE PAR RÉS. 59/2/97

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la soumission de **Patrick Tourigny** soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec M. Patrick Tourigny pour la gestion du Centre Équestre.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Municipalité de Saint-Charles-de-Drummond (Demande à la Ville de la desservir par son service centralisé d'appels d'urgence 9-1-1)
. Municipalité de Saint-Charles-de-Drummond (Demande à la Ville de lui fournir une offre de services concernant la desserte policière)

La greffière fait également mention de demandes d'aide financière de différents organismes.

989/12/96 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 4 novembre au 2 décembre 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 2 551 449,39 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

990/12/96 - **Demande d'exemption de taxes - Maison de la famille Drummond Inc.**

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et résolu que:

1° la Ville de Drummondville reconnaisse que la Maison de la famille Drummond Inc. est un organisme sans but lucratif et que l'immeuble dont elle est locataire est à l'usage du public pour des fins sociales;

2° la Ville de Drummondville laisse cependant à la Commission municipale du Québec le soin de statuer en tenant compte du fait que l'immeuble pour lequel une exemption de taxes est demandée, n'appartient pas à l'organisme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

991/12/96 - **Délégation de Mesdames Francine Ruest-Jutras et Céline Trottier Cours de formation "Gérer le pouvoir: le nouveau défi des organ."**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Mesdames Francine Ruest-Jutras, mairesse, et Céline Trottier, conseillère, à participer à la formation "Gérer le savoir: le nouveau défi des organisations" offerte par le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie le 11 mars 1997 à St-Hyacinthe.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

992/12/96 - **Protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. - Patinoires extérieures**

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. pour l'animation d'activités hivernales.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1997 et comprend le versement d'une subvention de 28 650 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

993/12/96 - **Protocole d'entente avec le Centre Communautaire Drummondville-Sud Inc. - Patinoires extérieures**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire Drummondville-Sud Inc. pour l'animation d'activités hivernales.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1997 et comprend le versement d'une subvention de 23 000 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

994/12/96 - **Protocole d'entente avec le Centre Communautaire Pierre-Lemaire - Patinoires extérieures**

Il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire Pierre-Lemaire pour l'animation d'activités hivernales.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1997 et comprend le versement d'une subvention de 5 550 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

995/12/96 - **Protocole d'entente avec le Centre Communautaire St-Pierre Inc. - Patinoires extérieures**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Centre Communautaire St-Pierre Inc. pour l'animation d'activités hivernales.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1997 et comprend le versement d'une subvention de 27 600 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

996/12/96 - **Protocole d'entente avec les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. - Patinoires extérieures**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec les Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. pour l'animation d'activités hivernales.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 1997 et comprend le versement d'une subvention de 5 550 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

997/12/96 - **Subvention de 100 $ - Symphonie des Jeunes de Drummondville**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Symphonie des Jeunes de Drummondville à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

998/12/96 - **Signature d'un addenda au contrat intervenu entre la Ville et Bacon América Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un addenda au contrat intervenu entre la Ville et Bacon América Inc. signé le 7 octobre 1996 et dont copie a été enregistrée au Bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Drummond sous le numéro 376085.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

999/12/96 - **Révision de la politique du MEF - Entretien des cours d'eau**

Attendu que le ministère de l'Environnement et de la Faune a établi une politique plus restrictive que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation en ce qui concerne la période de temps pour l'entretien des cours d'eau;

Attendu qu'il serait préférable d'allonger cette période;

Considérant la demande de la municipalité de Saint-Germain de Grantham;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que:

1° la Ville de Drummondville demande au ministère de l'Environnement et de la Faune de réviser sa politique pour permettre l'entretien des cours d'eau jusqu'au 15 novembre selon la nature des cours d'eau et des travaux à y être effectués;

2° copie de la résolution soit transmise à l'Union des Producteurs Agricoles (UPA) du secteur et à la MRC de Drummond.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1000/12/96 - **Appui à la demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole du lot 2-70 (C.P.T.A.Q.)**

Considérant que le lot 2-70 fait partie de la zone permanente agricole;

Considérant qu'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole du lot 2-70 a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le lot visé est intégré à la zone H01-04;

Considérant que la classe d'usage h_1, soit habitation unifamiliale isolée, est autorisée pour le lot visé;

Considérant que cette demande est faite dans le but de construire une résidence unifamiliale isolée;

Considérant que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par M. Jean-Paul Provencher auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole du lot 2-70 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
52
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1001/12/96 - **Vente d'un terrain industriel à Les Immeubles Cabano Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville vende à Les Immeubles Cabano Inc. une partie du lot 274 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 5 326,1 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Yves Noël en date du 19 novembre 1996 (numéro de répertoire: 4411 - numéro de minute: 7892), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit quinze mille neuf cent soixante-dix-huit dollars et trente cents (15 978,30 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Hélène Lupien et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1002/12/96 - **Vente d'un terrain industriel à Tricots Drummond Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Tricots Drummond Inc. une partie du lot 273 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 10 222,6 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Martin Paradis en date du 28 novembre 1996 (numéro de dossier: A-603 - numéro de minute: 835), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit trente mille six cent soixante-sept dollars et quatre-vingts cents (30 667,80 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Sylvie Smith et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1003/12/96 - **Modification des horaires - Service de transport en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que les horaires du Service de transport en commun de la Ville soient modifiés durant la période des fêtes 1996, et ce de la façon suivante:

	Lignes 1 et 2	Ligne 3
- les 16, 17, 18, 19, 20 décembre 1996:	6h50 à 22h00	heures régulières
- le 21 décembre 1996:	7h50 à 18h00	pas de service
- le 22 décembre 1996:	pas de service	pas de service
- le 23 décembre 1996:	6h50 à 22h00	heures régulières
- le 24 décembre 1996:	6h50 à 18h00	**se termine à 18h00**
- le 25 décembre 1996:	pas de service	pas de service
- le 26 décembre 1996:	12h00 à 22h00	**débute à 12h00**

- le 27 décembre 1996:	6h50 à 22h00	heures régulières
- le 28 décembre 1996:	7h50 à 18h00	pas de service
- le 29 décembre 1996:	pas de service	pas de service
- les 30 et 31 décembre 1996:	6h50 à 19h00	heures régulières
- les 1er et 2 janvier 1997:	-	-

Reprise de l'horaire habituel le 3 janvier 1997.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1004/12/96 - **Emprunt de 30 000 $ au fonds de roulement**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 30 000 $ à son fonds de roulement pour le système de filtration de la piscine du Centre Culturel.

Cet emprunt sera remboursable comme suit:

10 000 $ en 1997
10 000 $ en 1998
10 000 $ en 1999.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1005/12/96 - **Mandat à Guy Collins, courtier en immeubles - Vente de l'immeuble situé au 167/169 rue Brock**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville mandate M. Guy Collins, courtier en immeubles, aux fins d'offrir en vente l'immeuble sis et situé au 167/169 rue Brock à Drummondville et ce sur le réseau S.I.A.

La Ville de Drummondville accorde ledit mandat pour une période de 6 mois et s'engage à verser au courtier 4 % du produit de la vente lorsque réalisée.

Le directeur général de la Ville est autorisé à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents à ce mandat.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1006/12/96 - **Acceptation du plan directeur de déneigement Hiver 1996/1997**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville accepte le plan directeur de déneigement pour l'hiver 1996/1997 tel que présenté par le directeur du Service des travaux publics.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1007/12/96 - Subvention de 5 000 $ - Les Loisirs St-Joseph de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 5 000 $ aux Loisirs St-Joseph de Drummondville Inc. à titre de subvention 1996.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
54
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1008/12/96 - **Augmentation de salaire du personnel cadre pour l'année 1996**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une augmentation de salaire de 1,7 % au personnel cadre de la Ville et ce pour l'année 1996, payable selon le tableau soumis par le directeur général, lequel demeure annexé à la présente pour en faire partie intégrante.

Le conseiller Christian Tourigny tient à souligner que les cadres sont bien payés. Il énumère certains postes et le salaire y rattaché.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1009/12/96 - **Redéploiement organisationnel de la Ville**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard,
appuyé par la conseillère Céline Trottier,
et résolu que:

1° le plan de redéploiement organisationnel présenté par le directeur général soit et est adopté tel qu'annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A";

2° les recommandations du directeur général en regard du redéploiement organisationnel soient et sont acceptées telles qu'elles apparaissent à l'annexe "B" de la présente résolution pour en faire partie intégrante;

3° les personnes suivantes soient et sont en conséquence nommées aux postes ci-après énumérés:

. Me Claude Proulx est nommé au poste de directeur général adjoint des Services techniques et directeur des Services juridiques;
. M. Denis Jauron est nommé au poste de directeur du Service d'urbanisme;
. M. Gilles Charest est nommé au poste de directeur du Service de l'approvisionnement;
. M. Michel Blanchette est nommé au poste de coordonnateur de projets au Service des travaux publics;
. M. François Chabot est nommé au poste de chef d'exploitation à l'Usine de traitement des eaux usées, et ce à compter du départ de M. Yves Blais;
. M. Serge Langelier est nommé au poste de responsable du Développement informatique;
. Mme Sylvie Le Gendre est nommée au poste de conseillère en gestion des Ressources humaines;
. Mme Jocelyne Andrée Turcotte est nommée au poste de responsable des Activités sportives et culturelles;
. M. Pierre Meunier est nommé au poste de responsable de la Gestion documentaire (bibliothèque);

4° les salaires afférents à chacune de ces nominations soient et sont ceux identifiés à l'annexe "C", phases I et II, de la présente résolution pour en faire partie intégrante.

Le conseiller Robert Lafrenière s'est opposé à quelques items, notamment à la structure de la direction générale; il aurait préféré une politique de gradation dans les salaires.

Le conseiller Christian Tourigny se prononce contre la proposition puisqu'il a de la difficulté à accepter un plan global. Selon lui, on donne un titre à quelqu'un qui fait déjà le travail. Le salaire du directeur des Services juridiques passe à 78 000 $ sur 2 ans, il trouve la marche très haute. Il aurait préféré voter sur chacun des postes.

Le conseiller Denis Savoie:

- trouve exagéré l'ajustement accordé au directeur des Services juridiques dans le contexte économique actuel;
- trouve bizarre l'augmentation accordée au responsable du Développement informatique (10 000 $ sur 2 ans);
- trouve également bizarre la nomination du directeur du Service d'urbanisme rattachée à un ajustement de 9 500 $.

Il félicite M. Michel Blanchette pour le travail accompli et souhaite que son remplaçant gère le temps supplémentaire de façon aussi serrée.

Le conseiller Guy Drouin réfère à son expérience personnelle. Selon lui, une promotion amène une augmentation.

Le conseiller Réal Jean se dit favorable à la proposition et déplore le message laissé par certains de ses collègues. Il souligne la compétence et le dévouement du personnel cadre.

M. Gérald Lapierre, directeur général, précise les montants en jeu dans le cadre du redéploiement.

La conseillère Céline Trottier appuie la proposition. Depuis le 30 octobre 1996, les élus ont sur la table le projet de redéploiement organisationnel.

Le conseiller Jean-Guy Spénard appuie les propos de M. Jean envers les cadres de la Ville et juge important que la rémunération soit équitable.

Les conseillers Robert Lafrenière et Denis Savoie affirment ne pas mettre en doute la qualité du travail accompli.

Madame la mairesse demande le vote.

Votent POUR	Votent CONTRE
Mme Estelle Demers	M. Robert Lafrenière
M. Guy Drouin	M. Denis Savoie
M. Gilles Fontaine	Me Christian Tourigny
M. Mario Jacques	
M. Réal Jean	
M. Jean-Guy Spénard	
Mme Dominique Thériault	
Me Céline Trottier	
Mme Réjeanne Viens	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

1010/12/96 - **Embauche de Mme Francine Leclerc à titre d'agent de personnel**
Remplacement temporaire de Mme Sylvie Le Gendre

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de Madame Francine Leclerc à titre d'agent de personnel et ce en remplacement temporaire de Mme Sylvie Le Gendre.

Le directeur général et le directeur du Service des ressources humaines sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de travail à durée déterminée.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

A 20 h 12, le conseiller Guy Drouin quitte son siège.

1011/12/96 - **Dépôt du compte rendu (26/11/96) - Comité de transp. en commun**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du Comité de transport en commun tenue le 26 novembre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1012/12/96 - **Dépôt du procès-verbal (27/11/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 27 novembre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1013/12/96 - **Acceptation des travaux d'aménagement de terrain situé au 5050 rue St-Roch - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet d'autoriser la réalisation de travaux pour le bâtiment situé au 5050 rue St-Roch, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le terrain visé est situé à l'intérieur des limites de la vitrine commerciale de prestige et que, par conséquent, tout aménagement de terrain est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'aménagement proposé permet de distinguer convenablement le terrain privé de la voie publique et permet de mieux orienter la circulation par la mise en place d'entrées charretières;

Considérant que l'aménagement de la cour avant (avec des superficies gazonnées et pavées) améliore l'esthétique d'ensemble;

Considérant qu'une clôture sera aménagée le long des lignes du terrain servant à l'étalage;

Considérant que le long de la ligne de terrain arrière séparant l'usage industriel de l'usage résidentiel, un aménagement constitué d'une haie de cèdres de forte densité et d'une hauteur minimale de un virgule cinq mètre (1,5 m) (hors-terre) est prévu;

Considérant que l'ensemble de la proposition d'aménagement contribue à diminuer l'impact visuel négatif de l'aire d'étalage extérieur;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement tels que proposés pour le bâtiment situé au 5050 rue St-Roch et ce conformément aux critères d'évaluation du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1014/12/96 - **Acceptation d'une nouvelle enseigne sur bâtiment situé au 416 rue Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une nouvelle enseigne sur le bâtiment sis au 416 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, toute nouvelle enseigne est soumise à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la proposition consiste en un boîtier lumineux de deux virgule quatre mètres (2,4 m) par zéro virgule six mètre (0,6 m) situé immédiatement au-dessus de l'entrée et de deux lisières situées au-dessus des vitrines commerciales;

Considérant que la proposition occupe l'espace disponible sur l'entablement du bâtiment et permet ainsi une continuité dans le bandeau d'affichage avec les commerces adjacents;

Considérant que les couleurs proposées, soit un lettrage blanc sur fond bleu et les lisières bleues, permettent d'harmoniser l'enseigne sur bâtiment avec l'enseigne sur poteau;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de l'enseigne proposée pour le bâtiment situé au 416 rue Lindsay et ce conformément aux critères d'évaluation du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1015/12/96 - **Acceptation d'un nouvel affichage sur poteau pour le bâtiment situé au 1695 boulevard St-Joseph - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet d'autoriser un nouvel affichage sur poteau pour le bâtiment situé au 1695 boulevard St-Joseph, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur du secteur P.I.A./boul. St-Joseph et que, par conséquent, l'affichage sur poteau est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la proposition consiste en une enseigne lumineuse sur poteau d'une superficie de trois virgule soixante-cinq mètres carrés (3,65 m^2);

Considérant qu'un aménagement paysager est prévu au pied de l'enseigne sur poteau;

Considérant que les couleurs choisies s'inspirent des couleurs utilisées sur le bâtiment soit le vert forêt, le sable et le blanc auxquelles on ajoute un soulignement en rouge;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'un nouvel affichage sur poteau tel que proposé pour le bâtiment situé au 1695 boulevard St-Joseph et ce en conformité aux critères d'évaluation du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service de planification du territoire - Construction

La conseillère Réjeanne Viens résume la situation de l'habitation pour le mois de novembre 1996 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 1995.

A 20 h 15, le conseiller Guy Drouin reprend son siège.

1016/12/96 - **Adoption du projet de règlement no 2573 - PLAN D'URBANISME**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2573 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but de modifier l'affectation des sols d'une partie du lot 181 longeant le côté nord-est de la rue Place des Quatre de "commerciale artériel lourd" à "résidentielle de faible densité", soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1017/12/96 - **Avis de motion d'un règlement (no 2573) - PLAN D'URBANISME**

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion d'un règlement (no 2573) amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but de modifier l'affectation des sols d'une partie du lot 181 longeant le côté nord-est de la rue Place des Quatre de "commerciale artériel lourd" à "résidentielle de faible densité".

1018/12/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2573**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2573 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but de modifier l'affectation des sols d'une partie du lot 181 longeant le côté nord-est de la rue Place des Quatre de "commerciale artériel lourd" à "résidentielle de faible densité", dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1019/12/96 - **Adoption du projet de règlement no 2574 - ZONAGE**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Guy Drouin,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2574 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:
- de soustraire une partie du lot 181 de la zone commerciale C12-03 dont il fait présentement partie pour l'intégrer à la zone résidentielle H12-08;
- de prévoir en conséquence que l'usage dorénavant autorisé pour cette partie de lot est de type "résidentiel unifamilial" et que toutes les autres normes afférentes à l'égard du type de structure, des marges, des terrains, des bâtiments et des rapports bâti/terrain actuellement prévues pour la zone H12-08 s'appliquent à la partie de lot visée, soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1020/12/96 - **Avis de motion d'un règlement (no 2574) - ZONAGE**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2574) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

- de soustraire une partie du lot 181 de la zone commerciale C12-03 dont il fait présentement partie pour l'intégrer à la zone résidentielle H12-08;
- de prévoir en conséquence que l'usage dorénavant autorisé pour cette partie de lot est de type "résidentiel unifamilial" et que toutes les autres normes afférentes à l'égard du type de structure, des marges, des terrains, des bâtiments et des rapports bâti/terrain actuellement prévues pour la zone H12-08 s'appliquent à la partie de lot visée.

INITIALES DE LA MAIRESSE
59
INITIALES DE LA GREFFIERE

1021/12/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2574**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2574 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

. de soustraire une partie du lot 181 de la zone commerciale C12-03 dont il fait présentement partie pour l'intégrer à la zone résidentielle H12-08;
. de prévoir en conséquence que l'usage dorénavant autorisé pour cette partie de lot est de type "résidentiel unifamilial" et que toutes les autres normes afférentes à l'égard du type de structure, des marges, des terrains, des bâtiments et des rapports bâti/terrain actuellement prévues pour la zone H12-08 s'appliquent à la partie de lot visée,

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1022/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règlement no 2539 - PROGRAMME DE REVITALISATION**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 2539 de façon à modifier l'article 3 a) de la section III - conditions d'admissibilité au programme de revitalisation pour tous les secteurs de la Ville à l'exception des secteurs CENTRE-VILLE et CENTRE-VILLE ST-JOSEPH.

1023/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Taxes foncières gén. & spéc.**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition des **taxes foncières générales et spéciales** pour l'année 1997.

1024/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Surtaxe sur les immeubles non résidentiels**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une **surtaxe sur les immeubles non résidentiels** pour l'année 1997.

1025/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Fourniture de l'eau**

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour la **fourniture de l'eau** pour l'année 1997.

1026/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Services d'égouts et d'assainissement**

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour les **services d'égouts et d'assainissement** pour l'année 1997.

1027/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Licences et permis**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition **des licences et permis** pour l'année 1997.

1028/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Cueillette des déchets solides, transport, enfouiss. sanit., collecte sélect. et conteneurs néc.**

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour la **cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires** pour l'année 1997.

1029/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Fourniture des services municipaux à certains immeubles**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'imposition d'une compensation pour la **fourniture des services municipaux à certains immeubles** pour l'année 1997.

1030/12/96 - **Acceptation des prévisions budgétaires 1997 de la Sidac Alain Limoges de Drummondville Inc.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville accepte les prévisions budgétaires de la Sidac Alain Limoges de Drummondville Inc. pour l'année 1997.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1031/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Cotisation payable par les membres de la Sidac Alain Limoges de Drummondville Inc.**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement numéro 2222, amendant le règlement numéro 1649, afin de décréter la cotisation payable par les membres de la Sidac Alain Limoges de Drummondville Inc., le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 1997.

1032/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Cotisation payable par les membres de la Sidac Saint-Joseph Inc.**

Le conseiller Réal Jean donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement numéro 2222, amendant le règlement numéro 1649, afin de décréter la cotisation payable par les membres de la Sidac Saint-Joseph Inc., le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 1997.

1033/12/96 - **Adoption du règlement no 2570 - Modification du calendrier des séances régulières du Conseil pour janvier, mars et août 1997**

Lecture est donnée du règlement no 2570 amendant le règlement no 819 de façon à modifier le calendrier des séances régulières du Conseil pour les mois de janvier, mars et août 1997.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1034/12/96 - **Adoption du règlement no 2572 - Amendement au règlement no 2412 Terrains de stationnement**

Lecture est donnée du règlement no 2572 amendant le règlement numéro 2412 concernant les terrains de stationnement.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ce règlement soit adopté.

La conseillère Réjeanne Viens vote contre la proposition à moins que le Conseil lui-même promette un gel pour l'année 1998.

Le conseiller Denis Savoie appuie sa collègue en précisant que d'autres équipements ne font pas leurs frais. Il aurait accepté une majoration de 5 $. Il suggère que les utilisateurs du stationnement de l'hôtel de ville défraient le coût des vignettes.

Pour les mêmes raisons, le conseiller Mario Jacques se dit en désaccord avec la proposition.

Le conseiller Guy Drouin appuie la proposition en rappelant que l'entretien coûte plus cher que les coûts imposés.

Le conseiller Robert Lafrenière appuie la proposition.

La conseillère Céline Trottier vote pour la proposition.

Le conseiller Gilles Fontaine rappelle que la Ville a acheté et loué des terrains pour du stationnement.

Madame la mairesse demande le vote.

Votent POUR	Votent CONTRE
Mme Estelle Demers	M. Mario Jacques
M. Guy Drouin	M. Denis Savoie
M. Gilles Fontaine	Mme Réjeanne Viens
M. Réal Jean	
M. Robert Lafrenière	
M. Jean-Guy Spénard	
Mme Dominique Thériault	
Me Christian Tourigny	
Me Céline Trottier	

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenant: **M. Yves Samson**, journaliste à CHRD.

Avec l'annonce d'un manque à gagner de 400 000 $, la Ville prend-elle l'engagement de ne pas augmenter les taxes?

Mme Francine Ruest-Jutras rappelle que l'intention visée est un gel des taxes foncières. Elle résume les discussions tenues au conseil d'administration de l'Union des municipalités du Québec. Elle ne voit cependant aucun lien entre la réorganisation organisationnelle de la Ville et le manque à gagner de 400 000 $.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 16 décembre 1996.**

1035/12/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 H 40.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Caporet
Greffière.

Francine Ruest-Jutras
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

9 décembre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 9 décembre 1996 à 17 h 00, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault .
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1036/12/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1037/12/96

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

- **SYSTEME DE FILTRATION DE LA PISCINE DU CENTRE CULTUREL**
  (Soumissions sur invitation: Ouverture le 29 novembre 1996)

Soumissionnaires	Prix (taxes incluses)
. PISCINES ET PATIO EXCEL INC. 455 boulevard St-Joseph Drummondville	15 512,92 $
. PISCINE DYNAMIQUE 336 St-Edouard Drummondville	28 816,38 $

INITIALES DE LA MAIRESSE
63
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Piscines et Patio Excel Inc.** soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1038/12/96 - **Appui à la demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole d'une ptie des lots 260 et 261**

Considérant que les lots 260 Ptie et 261 Ptie font partie de la zone permanente agricole;

Considérant qu'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole d'une partie des lots 260 et 261 a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le lot visé est intégré à la zone A 12-06;

Considérant que la classe d'usage h_1, soit habitation unifamiliale isolée, est autorisée pour les lots visés et ceci, en autant qu'ils bénéficient d'une autorisation au sens de la loi sur la protection du territoire agricole du Québec;

Considérant que cette demande est faite dans le but d'ériger des résidences unifamiliales isolées, soit quatre (4);

Considérant que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

En conséquence, il est proposé par la conseillère Estelle Demers, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par Mme Louise Lachapelle auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation non-agricole d'une partie des lots 260 et 261 du cadastre du Canton de Grantham.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1039/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement au règ. no 2109 (Entente intermunicipale avec la mun. de Saint-Charles)**

Le conseiller Robert Lafrenière donne avis de motion d'un règlement amendant le règlement no 2109 (entente intermunicipale avec la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond pour la création d'une régie intermunicipale relativement aux loisirs, sports, activités de plein air et autres activités exercés à la Cité des Loisirs et au site Kounak) de façon à modifier l'article 5 (durée de l'entente) et l'article 11 (exécution par un tiers) et prévoyant la signature d'un amendement à l'entente intermunicipale.

1040/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Assurance-responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés de la Ville**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement autorisant la Ville de Drummondville à prendre une assurance-responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés de la Ville et ce pour l'année 1997.

1041/12/96 - **Adoption du projet de règlement no 2576 - C.C.U. et DÉROGATIONS**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2576 amendant le règlement concernant le Comité consultatif d'urbanisme et les dérogations mineures no 2326 et ayant pour effet:

INITIALES DE LA MAIRESSE
64
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

. de modifier la référence aux règlements de zonage nos 1850 et 6-90 et de lotissement nos 1852 et 7-90 pour référer dorénavant aux règlements de zonage no 2520 et de lotissement no 2521;
. de remplacer la référence aux articles du règlement de zonage no 1850 traitant des objets ne pouvant faire l'objet d'une dérogation mineure par les articles traitant de ces mêmes objets à l'intérieur du règlement de zonage no 2520;
soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1042/12/96 - **Avis de motion d'un règlement (no 2576) - C.C.U. et DÉROGATIONS**

La conseillère Réjeanne Viens donne avis de motion d'un règlement (no 2576) amendant le règlement concernant le Comité consultatif d'urbanisme et les dérogations mineures no 2326 et ayant pour effet:
. de modifier la référence aux règlements de zonage nos 1850 et 6-90 et de lotissement nos 1852 et 7-90 pour référer dorénavant aux règlements de zonage no 2520 et de lotissement no 2521;
. de remplacer la référence aux articles du règlement de zonage no 1850 traitant des objets ne pouvant faire l'objet d'une dérogation mineure par les articles traitant de ces mêmes objets à l'intérieur du règlement de zonage no 2520.

1043/12/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2576**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2576 amendant le règlement concernant le Comité consultatif d'urbanisme et les dérogations mineures no 2326 et ayant pour effet:
. de modifier la référence aux règlements de zonage nos 1850 et 6-90 et de lotissement nos 1852 et 7-90 pour référer dorénavant aux règlements de zonage no 2520 et de lotissement no 2521;
. de remplacer la référence aux articles du règlement de zonage no 1850 traitant des objets ne pouvant faire l'objet d'une dérogation mineure par les articles traitant de ces mêmes objets à l'intérieur du règlement de zonage no 2520;
dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1044/12/96 - **Adoption du règlement no 2571 - Amendement au règlement no 2564 - Programme municipal de revitalisation des vieux quartiers**

Lecture est donnée du règlement no 2571 modifiant le règlement no 2564 établissant le Programme municipal de revitalisation des vieux quartiers.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1045/12/96 - **Adoption du règlement no 2575 - Amendement au règlement no 2539 - Prog. de revitalisation et subvention pour constructions neuves**

Lecture est donnée du règlement no 2575 modifiant le règlement no 2539 décrétant un Programme de revitalisation et une subvention pour les propriétaires de constructions neuves.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

65

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Période de questions

Aucune personne présente ne pose de questions.

1046/12/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 17 h 05.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Lajoie
Greffière.

Germain Lemieux
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
66
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

16 décembre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 16 décembre 1996 à 19 h 30, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques
M. Denis Jauron, directeur du Service d'urbanisme

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1047/12/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Discours sur le budget 1997

Madame la mairesse prononce le discours sur le budget 1997 et le programme triennal d'immobilisations pour les années 1997/1998/1999.

Ce texte est annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Par la suite, Madame la mairesse invite le conseiller Jean-Guy Spénard, président du Comité des finances, à élaborer sur le budget 1997.

M. Jean-Guy Spénard explique les différents écarts entre les revenus escomptés et les dépenses prévues pour les différents services.

Une copie du discours de M. Spénard est annexée au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

INITIALES DE LA MAIRESSE
67
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1048/12/96 - **Adoption du budget 1997**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que le budget de l'année 1997 prévoyant des dépenses et des revenus de l'ordre de 41 950 000 $ soit adopté et que le document explicatif de ce budget soit annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Un document explicatif du budget 1997 sera publié dans un journal local et/ou distribué.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1049/12/96 - **Adoption du programme triennal d'immobilisations 1997/1998/1999**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que le programme triennal d'immobilisations pour les années 1997/1998/1999 soit adopté tel que présenté dans un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Un document explicatif du programme triennal d'immobilisations pour les années 1997/1998/1999 sera publié dans un journal local et/ou distribué.

Le conseiller Denis Savoie rappelle l'étude faite par Environnement Conseil B.G.A. qui parle de consolidation en diminuant l'étalement urbain. Il aurait préféré que la Ville procède par étapes dans ce projet et trouve inacceptable de faire tout le projet. Il est contre le projet Rive Nord.

Le conseiller Gilles Fontaine parle de desserte des gens du secteur.

La conseillère Réjeanne Viens parle de l'étude de rentabilité, du cachet de la rivière, de l'investissement de 1 000 000 $ des promoteurs, des investissements à réaliser sur la rue Montplaisir, de la conformité aux exigences du ministère de l'Environnement et de la Faune, de la consultation auprès des résidents, etc.

La conseillère Estelle Demers aurait préféré reporter le projet Rive Nord dans le cadre du programme d'infrastructures. Elle parle d'étalement urbain et de développement hypothétique. Elle aurait préféré que le 1 700 000 $ soit investi dans le réseau actuel.

Le conseiller Jean-Guy Spénard trouve le projet très intéressant et rappelle l'investissement des promoteurs, les données de rentabilité et la desserte des résidents actuels.

Le conseiller Robert Lafrenière aurait préféré un projet restreint et ne comprend pas que l'on investisse pour de nouvelles rues alors que le réseau actuel aurait besoin d'investissements majeurs.

Le conseiller Christian Tourigny aurait préféré un projet restreint. Il rappelle qu'il avait fait des demandes de réfection pour les rues de son secteur.

Le conseiller Guy Drouin traite de la rentabilité du projet et de l'investissement.

La conseillère Céline Trottier rappelle que le projet devra être validé auprès de la population et est d'avis qu'il s'agit d'un placement.

Le conseiller Mario Jacques s'informe du nombre de résidents dans le secteur.

Madame la mairesse confirme que les résidents du secteur seront consultés afin d'évaluer l'intérêt. De plus, elle rappelle qu'actuellement, certains résidents sont dérogatoires aux exigences du ministère de l'Environnement et de la Faune.

Madame la mairesse demande le vote sur la proposition.

Votent POUR

Mme Estelle Demers
M. Guy Drouin
M. Gilles Fontaine
M. Mario Jacques
M. Réal Jean
M. Robert Lafrenière
M. Denis Savoie
M. Jean-Guy Spénard
Mme Dominique Thériault
Me Christian Tourigny
Me Céline Trottier
Mme Réjeanne Viens

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

M. Gérard McMahon de la Place Bonneville

M. Gérard McMahon de la Place Bonneville fait état de la pétition signée par les résidents de son secteur et s'interroge sur les intentions de la Ville.

Madame la mairesse et la conseillère Estelle Demers affirment que le dossier sera étudié mais qu'il est très important de déterminer qui paiera la facture.

M. Martin Tremblay de la Fondation Actualisation-Jeunesse

La Ville a-t-elle prévu une somme pour l'organisme?

Madame la mairesse l'informe qu'une lettre d'intention sera émise par la greffière.

1050/12/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20 h 55.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Greffière.

Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
69
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

16 décembre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 16 décembre 1996 à 20 h 55, **sous la présidence de Madame la mairesse Francine Ruest-Jutras;** cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 819 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Estelle Demers
Guy Drouin
Gilles Fontaine
Mario Jacques
Réal Jean
Robert Lafrenière
Denis Savoie
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault
Christian Tourigny
Céline Trottier
Réjeanne Viens

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1051/12/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1052/12/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 2 décembre 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 2 décembre 1996 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1053/12/96 - **Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 9 décembre 1996**

Attendu que tous les membres du Conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 9 décembre 1996 à 17 h 00 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Le Conseil prend connaissance des soumissions suivantes:

1054/12/96

1- **DÉCHETS SOLIDES, COLLECTE SÉLECTIVE ET TRAITEMENT DES MATIERES RECYCLABLES (TP-96-15) - Soumissions ouvertes le 26 novembre 1996**

AMENDÉE PAR RÉS. 108/2/99

(Le détail de ces soumissions apparait à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que la soumission de **Récupération Cascades Inc.**, au montant de 837 848,70 $/année pour une période de 5 ans (items 2A et 2B), soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1055/12/96

2- **FOURNITURE DE CARBURANTS POUR L'ANNÉE 1997 (Soumissions ouvertes le 11 décembre 1996)**

(Le détail de ces soumissions apparait à un tableau préparé par M. Gilles Charest, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A")

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la soumission de **Marchand Petroleum Canada Inc.**, au montant total approximatif de 251 242,29 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission conforme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1056/12/96

3- **ASSURANCES DE DOMMAGES ET RESPONSABILITÉ (SAUF AUTOMOBILE) (Soumissions ouvertes le 27 novembre 1996)**

Considérant que la Loi sur les Cités et Villes permet à la Ville de Drummondville de prendre une assurance responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés de la Ville;

Considérant que la Ville de Drummondville désire également assurer ses équipements, ses biens meubles et ses immeubles;

Considérant que, conformément à la Loi, la Ville de Drummondville a procédé à un appel d'offres pour l'obtention de soumissions;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville retienne la soumission de **CAM-Q - Division de BFL (B.F. Lorenzetti & Associés Inc.) Holdings et A. & R. Lussier** au montant de 175 822 $, plus taxe (9 %), le tout en conformité avec la recommandation de René Laporte & Associés Enr., consultants en assurance, laquelle demeure annexée à la présente pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1057/12/96

4- **ASSURANCES AUTOMOBILE**
(Soumissions ouvertes le 27 novembre 1996)

Considérant que, conformément à la Loi, la Ville de Drummondville a procédé à un appel d'offres pour l'obtention de soumissions pour l'assurance automobile;

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville retienne la soumission de **Lemieux, Ryan & Associés** au montant de 36 424 $, plus taxe (9 %), le tout en conformité avec la recommandation de René Laporte & Associés Enr., consultants en assurance, laquelle demeure annexée à la présente pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

C O R R E S P O N D A N C E:

La greffière fait part aux membres du Conseil de la réception de lettres provenant de:

. Corporation de l'Aéroport Régional de Drummondville (Dépôt de plans et devis préliminaires - aménagement du stationnement et du tablier (phase 1) à l'aéroport municipal)
. M. Robert Perreault, Ministre de la Sécurité publique (Approbation de l'entente intervenue entre la Ville de Drummondville et la Municipalité de St-Nicéphore - Fourniture de services policiers).

1058/12/96 - **Acceptation des comptes**

Le Conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 2 au 16 décembre 1996, lesquels comptes totalisent la somme de 1 862 461,72 $.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1059/12/96 - **Intervention de la Ville dans un acte d'échange de terrains entre ICG Propane Inc. et Groupe Unimédia Inc.**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à intervenir pour et au nom de la Ville de Drummondville dans un acte d'échange de terrains entre ICG Propane Inc./Propane ICG Inc. et Groupe Unimédia Inc., le tout tel que soumis par Me Gérard Fradet, notaire, dont copie du projet demeure annexée à la présente pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
72
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1060/12/96 - **Autorisation à Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. - Présentation de plans et devis (Travaux d'infrast. - La Volière)**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe HBA experts-conseils S.E.N.C. à présenter, pour approbation, au ministère de l'Environnement et de la Faune les plans et devis pour le prolongement des travaux d'infrastructures dans le développement domiciliaire La Volière et à assurer la surveillance desdits travaux.

Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1061/12/96 - **Mandat à la firme Géo Lab Inc. - Analyse des matériaux (Travaux d'infrastructures - Développement La Volière)**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab Inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour le prolongement des travaux d'infrastructures dans le développement domiciliaire La Volière.

Les honoraires professionnels sont à la charge du promoteur.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1062/12/96 - **Mandat à Me Jean-Pierre Hinse, avocat - Défense de la Ville - Dossier Dominion Textile Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services professionnels de Me Jean-Pierre Hinse, avocat, aux fins d'assurer la défense de la Ville dans le dossier qui l'oppose à Dominion Textile Inc. pour l'immeuble inscrit au matricule 8382-90-05-32-0 relativement à l'évaluation foncière pour les années 1987 et 1988 et que Me Jean-Pierre Hinse soit autorisé à s'adjoindre tout professionnel dont les services seront jugés nécessaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1063/12/96 - **Mandat à Me Jean-Pierre Hinse, avocat - Représentation de la Ville - Dossier Dominion Textile Inc.**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services professionnels de Me Jean-Pierre Hinse, avocat, aux fins de représenter la Ville dans le dossier qui l'oppose à Dominion Textile Inc. pour l'immeuble inscrit au matricule 8183-41-55-76 (rue St-Henri) et ce pour le rôle triennal 1990-91-92, 1993-94-95 et 1996-97-98.

Me Jean-Pierre Hinse est autorisé à s'adjoindre tout professionnel dont les services seront jugés nécessaires.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1064/12/96 - **Mandat à Me Pierre Roy, avocat - Défense de la Ville - Dossier Journey's End Corporation**

Considérant que la compagnie Journey's End Corporation a déposé une requête pour permission de déposer une plainte hors-délai au Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec;

Considérant que le Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec a rejeté ladite requête en vertu du jugement Q-96-1057 daté du 6 novembre 1996;

INITIALES DE LA MAIRESSE
73
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant que la compagnie Journey's End Corporation interjette appel dudit jugement en Cour du Québec;

Considérant que dans cette cause, les villes de Brossard, Rivière-du-Loup, Rimouski, Lévis et Drummondville ont fait cause commune et ont mandaté Me Pierre Roy, avocat, aux fins de défendre les intérêts de leur ville respective;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Pierre Roy, avocat, aux fins de représenter la Ville de Drummondville dans le dossier d'appel l'opposant à Journey's End Corporation.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

A 21 h 05, le conseiller Denis Savoie quitte son siège.

1065/12/96 - **Mandat à VÉRI AUD, vérificateurs spécialistes**
Vérification des comptes de télécommunication

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme VÉRI AUD, vérificateurs spécialistes, aux fins d'agir à titre de consultant et de vérificateur pour établir et rectifier les erreurs dans la facturation des services téléphoniques. Les honoraires ne pourront excéder 50 % des demandes de remboursement identifiées et créditées ou payées à la Ville.

La mairesse et le trésorier ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-trésorier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout document à cette fin.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1066/12/96 - **Signature d'addenda - Exécution et financement des ouvrages requis pour le traitement des eaux usées municipales**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, secteur Drummondville, et la Ville de Drummondville (secteur Grantham), les documents suivants:

- quatrième addenda à la première convention de réalisation entre le gouvernement du Québec et la Ville de Drummondville, secteur Drummondville, et la Ville de Drummondville (secteur Grantham) relative à l'exécution et au financement des ouvrages requis pour le traitement des eaux usées municipales;
- deuxième addenda à la deuxième convention de réalisation entre le gouvernement du Québec et la Ville de Drummondville, secteur Drummondville, et la Ville de Drummondville (secteur Grantham) relative à l'exécution et au financement des ouvrages requis pour le traitement des eaux usées municipales.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1067/12/96 - **Bail avec le Salon de Quilles Drummond Inc. et/ou M. Serge Lefrançois (utilisation du stationnement de la Garderie)**

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail à intervenir avec le Salon de Quilles Drummond Inc. et/ou M. Serge Lefrançois pour l'utilisation du stationnement de la Garderie.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
74
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1068/12/96 - **Signature d'une entente intermunicipale avec la municipalité de St-Cyrille-de-Wendover - Extension de la Cour municipale**

Considérant que la Ville de Drummondville a conclu une entente intermunicipale avec certaines municipalités de la M.R.C. de Drummond pour l'établissement d'une Cour municipale commune;

Considérant que l'article 7 b) de ladite entente autorise la Ville de Drummondville à procéder par résolution à l'adhésion d'une autre municipalité;

Considérant que la municipalité de St-Cyrille-de-Wendover souhaite adhérer à ladite entente;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente intermunicipale avec la municipalité de St-Cyrille-de-Wendover portant sur l'établissement d'une Cour municipale commune par l'extension de la compétence de la Cour municipale de Drummondville et ce aux mêmes conditions que celles énoncées dans l'entente signée le 4 octobre 1995.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1069/12/96 - **Taux d'intérêt applicable sur compte dû et pénalité**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu qu'à partir du 1er janvier 1997 le taux d'intérêt applicable sur tout arrérage dû à la Ville de Drummondville soit établi à 10 % et la pénalité applicable sur tout compte passé dû soit établie à 0,416667 % par mois jusqu'à concurrence de 5 % par année.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1070/12/96 - **Autorisation à la mun. de St-Nicéphore - Demande de soumissions pour le déglaçage de la rivière St-François au printemps 1997**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Municipalité de St-Nicéphore à procéder par demande de soumissions publiques pour les travaux de prévention des inondations sur la rivière St-François au printemps 1997 et ce conditionnellement à la signature d'une entente intermunicipale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

A 21 h 09, le conseiller Denis Savoie reprend son siège.

1071/12/96 - **Vente d'un terrain industriel à Conex Communications Inc.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Conex Communications Inc. une partie des lots 277 et 278 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 9 253,4 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteur-géomètre Michel Dubé en date du 12 décembre 1996 (numéro de répertoire: 1623 -numéro de minute: 4874), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit vingt-sept mille sept cent soixante dollars et vingt cents (27 760,20 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Jacques Robert de Granby et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1072/12/96 - **Vente d'un terrain industriel à Kanrilla Inc.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Kanrilla Inc. une partie du lot 272 du cadastre du Canton de Grantham, d'une superficie de 11 980,7 mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par l'arpenteure-géomètre Martine Lauzon en date du 11 décembre 1996 (numéro de dossier: M-581 - numéro de minute: 111), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "A".

Cette vente est faite pour le prix de 3,00 $ le mètre carré, soit trente-cinq mille neuf cent quarante-deux dollars et dix cents (35 942,10 $) payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire Jacques Robert de Granby et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe "B".

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1073/12/96 - **Appropriation de surplus de l'ex-Ville de Dr'Ville (47 800 $) Refinancement des règlements nos 1971 et 1975**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 47 800 $ provenant du surplus de l'ex-Ville de Drummondville pour le paiement comptant du montant prévu au refinancement des règlements 1971 et 1975.

Ces règlements représentent des emprunts pour l'exécution de travaux de voirie et l'entretien des édifices.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1074/12/96 - **Appropriation de suplus de la Ville de Dr'Ville (215 500 $) Financement des règlements nos 2432 et 2434**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 215 500 $ provenant du surplus de la Ville de Drummondville aux fins de financer les soldes non empruntés pour les règlements nos 2432 et 2434, modifiant ainsi le mode de financement prévu à ces règlements.

Ces règlements incluent l'acquisition de machinerie et d'équipements, de même que la réfection de certains édifices.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1075/12/96 - **Subvention de 36 923 $ au Festival de Blues de Drummondville et signature d'un protocole d'entente**

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 36 923 $ au Festival de Blues de Drummondville Inc. à titre de subvention spéciale 1996.

La mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec l'organisme de façon à prévoir certaines conditions de remboursement dudit montant de 36 923 $.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1076/12/96 - **Subventions de déneigement - Stationnements privés**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Céline Trottier, et résolu que la Ville de Drummondville accorde les subventions suivantes à certains organismes pour le déneigement de leurs stationnements pour la période se terminant le 31 décembre 1996:

Organismes	
Benoit & Frère	248 $
Canadian Tire	930
Centre Récréatif St-Jean-Baptiste	470
St-George Anglican Church	352
Fabrique Christ-Roi	572
Fabrique St-Pie X	1 831
Fabrique St-Joseph	2 315
Fabrique St-Jean-Baptiste	547
Fabrique St-Simon	987
Fabrique Ste-Thérèse	285
Fabrique St-Pierre & St-Paul	1 925
Fabrique St-Philippe	1 428
	11 890 $

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1077/12/96 - **Subvention de 5 000 $ - Corporation du Centre Culturel**

Il est proposé par la conseillère Dominique Thériault, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 5 000 $ à la Corporation du Centre Culturel de Drummondville Inc. pour le programme de soutien à l'excellence culturelle.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1078/12/96 - **Nomination de Me Chantal Dion à titre d'avocate de la Ville**

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que Me Chantal Dion soit nommée au poste d'avocate de la Ville de Drummondville à compter du 1er janvier 1997, au salaire de 38 000 $ par année, et assujettie aux conditions de travail du personnel cadre de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1079/12/96 - **Embauche de M. Bryan Romanesky à titre d'urbaniste junior au Service de l'urbanisme**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que M. Bryan Romanesky soit engagé à titre d'urbaniste junior au Service de l'urbanisme pour la période du 6 janvier au 19 décembre 1997.

Le directeur général et le directeur du Service des ressources humaines de la Ville sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente contractuelle avec M. Romanesky.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE

77

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1080/12/96 - **Embauche de M. Martin Charrois à titre de policier à l'essai**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Martin Charrois à titre de policier à l'essai au Service de la sécurité publique et ce à compter du 1er janvier 1997; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Martin Charrois s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1081/12/96 - **Embauche de M. Serge Harvey à titre de policier à l'essai**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Serge Harvey à titre de policier à l'essai au Service de la sécurité publique et ce à compter du 2 janvier 1997; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Serge Harvey s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1082/12/96 - **Embauche de M. Dominique Dumont à titre de policier à l'essai**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Dominique Dumont à titre de policier à l'essai au Service de la sécurité publique et ce à compter du 3 janvier 1997; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Dominique Dumont s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1083/12/96 - **Embauche de M. Patrick Drapeau à titre de policier à l'essai**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Patrick Drapeau à titre de policier à l'essai au Service de la sécurité publique et ce à compter du 4 janvier 1997; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Patrick Drapeau s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1084/12/96 - **Embauche de M. Maxime Girard à titre de policier à l'essai**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Maxime Girard à titre de policier à l'essai au Service de la sécurité publique et ce à compter du 5 janvier 1997; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

INITIALES DE LA MAIRESSE
78
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

De plus, M. Maxime Girard s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1085/12/96 - **Embauche de M. Martin Pelletier à titre de policier à l'essai**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Martin Pelletier à titre de policier à l'essai au Service de la sécurité publique et ce à compter du 6 janvier 1997; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Martin Pelletier s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1086/12/96 - **Embauche de Mme Geneviève Michaud à titre de policière à l'essai**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de Mme Geneviève Michaud à titre de policière à l'essai au Service de la sécurité publique et ce à compter du 7 janvier 1997; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, Mme Geneviève Michaud s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1087/12/96 - **Embauche de M. Michel Bergeron à titre de policier à l'essai**

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de M. Michel Bergeron à titre de policier à l'essai au Service de la sécurité publique et ce à compter du 8 janvier 1997; le tout conformément à la Loi de police du Québec et à la convention collective de l'Unité des Policiers de Drummondville Inc.

De plus, M. Michel Bergeron s'engage à respecter le règlement no 2034 de la Ville de Drummondville quant au lieu de résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1088/12/96 - **Embauche de personnel pour l'U.T.E., le C.I.D.C.S.G. et le Service loisir et vie communautaire**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que le directeur des Ressources humaines de la Ville soit et est autorisé par la présente à procéder à l'embauche de personnel pour l'Usine de traitement des eaux, le Centre d'information documentaire Côme Saint-Germain et le Service loisir et vie communautaire, selon l'analyse des candidatures datée du 12 décembre 1996 et après vérification quant à l'application de la politique antinépotisme.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1089/12/96 - **Nomination de M. Claude Mailhot au poste de capitaine au Service de la sécurité publique**

Considérant les difficultés d'entente avec l'état major quant à la mise en oeuvre de l'étude RCMP;

INITIALES DE LA MAIRESSE
79
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Considérant qu'il y a lieu de vérifier, avec le directeur de police et/ou l'état major et RCMP, les recommandations de ces derniers et de reconsidérer, le cas échéant, la recommandation de nommer un civil plutôt qu'un capitaine au Service de la Sécurité publique;

Considérant que M. Claude Mailhot prendra sa retraite en octobre 1997;

Considérant que d'ici la prise de retraite de M. Claude Mailhot, des ressources additionnelles sont nécessaires afin d'assurer la desserte policière de la municipalité de Saint-Nicéphore;

Il est proposé par le conseiller Guy Drouin, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que M. Claude Mailhot soit nommé au poste de capitaine au Service de la Sécurité publique de la Ville de Drummondville, le tout selon la politique salariale du personnel cadre de la Ville, jusqu'au 31 octobre 1997 ou au moment de la prise de sa retraite selon l'échéance la plus rapprochée.

La présente résolution est conditionnelle à son acceptation écrite par M. Mailhot, notamment en regard de la durée de sa nomination au poste de capitaine.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1090/12/96 - **Prime de remplacement à M. Michel Blanchette**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le paiement d'une prime de 10 % à M. Michel Blanchette, coordonnateur de projets au Service des travaux publics, pour la période du 1er décembre 1995 au 1er décembre 1996, en remplacement du directeur au Service d'urbanisme et de planification du territoire, le tout conformément aux conditions de travail du personnel cadre de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1091/12/96 - **Prime de remplacement à M. Serge Langelier**

Il est proposé par le conseiller Réal Jean, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le paiement d'une prime de 10 % à M. Serge Langelier, responsable du Développement informatique, en remplacement temporaire de l'assistant-trésorier, le tout conformément aux conditions de travail du personnel cadre de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1092/12/96 - **Prime de remplacement à M. Gilles Bélisle**

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le paiement d'une prime de 5 % à M. Gilles Bélisle, trésorier, en remplacement temporaire de l'assistant-trésorier, le tout conformément aux conditions de travail du personnel cadre de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1093/12/96 - **Dépôt du procès-verbal (3/12/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 3 décembre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

INITIALES DE LA MAIRESSE
80
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1094/12/96 - **Dépôt du procès-verbal (11/12/96) - C.C.U.**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du Comité consultatif d'urbanisme tenue le 11 décembre 1996 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1095/12/96 - **Acceptation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment situé au 247 Lindsay - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une nouvelle enseigne sur le bâtiment situé au 247 rue Lindsay, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la proposition consiste en une enseigne projetée d'une superficie de zéro virgule cinquante-trois mètre carré (0,53 m^2), de la forme d'un "clap" et située immédiatement à la gauche de la vitrine;

Considérant que les couleurs proposées sont le noir, l'argent et l'or et que les matériaux sont le bois et le fer forgé;

Considérant que la nouvelle enseigne remplace une enseigne en néon vert qui était moins visible et moins esthétique;

Considérant que cette proposition souligne le concept cinématographique du commerce tout en respectant l'identité architecturale du bâtiment et de l'affichage environnant;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une nouvelle enseigne projetée telle que proposée pour l'établissement du 247 rue Lindsay et ce conformément aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1096/12/96 - **Acceptation de travaux de rénovation extérieure et d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment situé au 122 St-Jean - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une nouvelle enseigne ainsi que la rénovation extérieure du bâtiment situé au 122 rue St-Jean, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du centre-ville et que, par conséquent, tout nouvel affichage ainsi que toute rénovation extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que la rénovation extérieure consiste en l'ajout de fenêtres au deuxième étage suivant le principe des fenêtres commerciales au rez-de-chaussée mais sans agrandissement vertical;

Considérant que cette intervention permet de conserver la symétrie de la façade et respecte l'architecture du bâtiment;

Considérant que la corniche est repeinte de couleur verte et que cette couleur s'agence avec les couleurs que l'on retrouve sur le bâtiment;

Considérant que l'affichage proposé consiste en un boîtier lumineux noir et blanc encadré par deux triangles or et soutenu par deux colonnes or;

Considérant que la localisation de l'enseigne et des colonnes vient marquer l'entrée principale;

Considérant qu'un aménagement paysager est prévu aux pieds des deux colonnes;

Considérant que le style de l'affichage souligne le style Art déco du bâtiment;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de l'enseigne ainsi que la rénovation extérieure telles que proposées pour le bâtiment situé au 122 rue St-Jean et ce conformément aux critères du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1097/12/96 - **Acceptation d'une nouvelle enseigne rattachée au bâtiment situé au 2400 Canadien - P.I.A.**

Considérant qu'une demande ayant pour objet d'autoriser l'installation d'une nouvelle enseigne sur le bâtiment sis au 2400 rue Canadien, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant que le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites de la vitrine de prestige et que, par conséquent, tout nouvel affichage est soumis à des critères particuliers dans le cadre d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Considérant que l'enseigne proposée consiste en l'application de lettres bleue et jaune or ainsi qu'un logo de couleur bleue, le tout totalisant trois virgule soixante-dix-neuf mètres carrés (3,79 m^2) de superficie;

Considérant que la majorité des enseignes du secteur sont de même type;

Considérant que la proposition respecte le bandeau d'affichage existant sur le bâtiment et que ce bandeau permet une harmonisation de l'affichage sur l'ensemble du bâtiment;

Considérant que la proposition véhicule une image de qualité;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation d'une nouvelle enseigne sur bâtiment telle que proposée pour l'établissement situé au 2400 rue Canadien et ce conformément aux critères d'évaluation du plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1098/12/96 - **Remplacement du nom de rue "St-François" par le nom de rue "Hervé-Tessier"**

Considérant qu'une demande visant à renommer la rue St-François a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant l'entente entre les municipalités de Drummondville et St-Nicéphore pour la desserte en matière de sécurité publique;

Considérant que la rue St-François est présente dans les deux municipalités;

Considérant que cette rue a été témoin d'une activité industrielle intense entre 1905 et 1977;

Considérant qu'une manufacture d'articles en caoutchouc connue sous les noms de Holtite Rubber et Cat's Paw a été présente de 1930 à 1937;

Considérant que plusieurs Drummondvillois ont contribué à l'essor de cette entreprise;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Dominique Thériault, et résolu que la Ville de Drummondville renomme la rue St-François sous le nom de rue **Hervé-Tessier**.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1099/12/96 - **Nomination de la rue "de Londres"**

Considérant qu'une demande visant à nommer une nouvelle rue portant le numéro de lot 172-335, a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant qu'une thématique avait été retenue pour le secteur Les Jardins des Galeries;

Considérant que cette thématique propose que les rues doivent porter des noms de capitale européenne;

Il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de la rue **de Londres**, laquelle porte le numéro de lot 172-335.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1100/12/96 - **Remplacement du nom de rue "Baril" par le nom de rue "Chassé"**

Considérant qu'une demande visant à renommer la rue Baril a été présentée à la Ville de Drummondville;

Considérant l'entente entre les municipalités de Drummondville et St-Nicéphore pour la desserte en matière de sécurité publique;

Considérant que la rue Baril est présente dans les deux municipalités;

Considérant que la rue Baril est un court tronçon dans le prolongement de la rue Chassé et perpendiculaire à celle-ci;

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville renomme la rue Baril sous le nom de rue **Chassé**.

Le conseiller Robert Lafrenière demande d'enregistrer sa dissidence.

ADOPTÉE A LA MAJORITÉ

Madame la mairesse demande de s'assurer que le nom de "Baril" soit utilisé pour identifier un autre emplacement municipal.

1101/12/96 - **Adoption du projet de règlement no 2586 - ZONAGE**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Denis Savoie,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2586 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

a) . d'autoriser dans la zone commerciale C12-16 les usages compris dans la sous-classe "vente/location de véhicules légers domestiques" en tant qu'usages spécifiquement permis;

. d'assujettir ces nouveaux usages aux normes présentement établies pour les autres usages commerciaux déjà prévus dans cette zone;

b) . d'autoriser dans la zone commerciale C04-07 l'usage "vente/location de véhicules automobiles" en tant qu'usage spécifiquement permis;

INITIALES DE LA MAIRESSE
83
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

. d'assujettir ce nouvel usage aux normes actuellement en vigueur pour les autres usages commerciaux déjà autorisés dans ladite zone;

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1102/12/96 - **Avis de motion d'un règlement (no 2586) - ZONAGE**

Le conseiller Denis Savoie donne avis de motion d'un règlement (no 2586) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

a) . d'autoriser dans la zone commerciale C12-16 les usages compris dans la sous-classe "vente/location de véhicules légers domestiques" en tant qu'usages spécifiquement permis;

. d'assujettir ces nouveaux usages aux normes présentement établies pour les autres usages commerciaux déjà prévus dans cette zone;

b) . d'autoriser dans la zone commerciale C04-07 l'usage "vente/location de véhicules automobiles" en tant qu'usage spécifiquement permis;

. d'assujettir ce nouvel usage aux normes actuellement en vigueur pour les autres usages commerciaux déjà autorisés dans ladite zone.

1103/12/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2586**

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2586 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

a) . d'autoriser dans la zone commerciale C12-16 les usages compris dans la sous-classe "vente/location de véhicules légers domestiques" en tant qu'usages spécifiquement permis;

. d'assujettir ces nouveaux usages aux normes présentement établies pour les autres usages commerciaux déjà prévus dans cette zone;

b) . d'autoriser dans la zone commerciale C04-07 l'usage "vente/location de véhicules automobiles" en tant qu'usage spécifiquement permis;

. d'assujettir ce nouvel usage aux normes actuellement en vigueur pour les autres usages commerciaux déjà autorisés dans ladite zone;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1104/12/96 - **Adoption du projet de règlement no 2587 - ZONAGE**

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu:

1° QUE le projet de règlement no 2587 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

. d'ajouter l'usage "enseignement privé" à la liste des usages accessoires pouvant être exercés à l'intérieur d'une résidence;

. d'assujettir ce nouvel usage aux autres exigences déjà applicables aux usages accessoires jusqu'ici autorisés;

. de préciser que ce nouvel usage devra être exercé à l'intérieur d'une résidence unifamiliale isolée ou jumelée uniquement et qu'il devra s'adresser à moins de cinq (5) élèves à la fois;

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1105/12/96 - **Avis de motion d'un règlement (no 2587) - ZONAGE**

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion d'un règlement (no 2587) amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

. d'ajouter l'usage "enseignement privé" à la liste des usages accessoires pouvant être exercés à l'intérieur d'une résidence;

. d'assujettir ce nouvel usage aux autres exigences déjà applicables aux usages accessoires jusqu'ici autorisés;

. de préciser que ce nouvel usage devra être exercé à l'intérieur d'une résidence unifamiliale isolée ou jumelée uniquement et qu'il devra s'adresser à moins de cinq (5) élèves à la fois.

1106/12/96 - **Dispense de lecture du règlement no 2587**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que comme les membres du Conseil ont déjà en main copie du règlement no 2587 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

. d'ajouter l'usage "enseignement privé" à la liste des usages accessoires pouvant être exercés à l'intérieur d'une résidence;

. d'assujettir ce nouvel usage aux autres exigences déjà applicables aux usages accessoires jusqu'ici autorisés;

. de préciser que ce nouvel usage devra être exercé à l'intérieur d'une résidence unifamiliale isolée ou jumelée uniquement et qu'il devra s'adresser à moins de cinq (5) élèves à la fois;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1107/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Amendement aux règ. nos 2464 et 2501 - Régime complémentaire de retraite des employés municipaux**

Le conseiller Jean-Guy Spénard donne avis de motion d'un règlement amendant les règlements nos 2464 et 2501 concernant le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville.

1108/12/96 - **Adoption du règlement no 2573 - PLAN D'URBANISME**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2573 a été donné (réf: 1017/12/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2573 amendant le règlement de plan d'urbanisme municipal no 2514 dans le but de modifier l'affectation des sols d'une partie du lot 181 longeant le côté nord-est de la rue Place des Quatre de "commerciale artériel lourd" à "résidentielle de faible densité".

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par la conseillère Estelle Demers, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1109/12/96 - **Adoption du règlement no 2574 - ZONAGE**

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 2574 a été donné (réf: 1020/12/96), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du Conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les Cités et Villes, la greffière fait un résumé du règlement no 2574 amendant le règlement de zonage municipal no 2520 dans le but:

. de soustraire une partie du lot 181 de la zone commerciale C12-03 dont il fait présentement partie pour l'intégrer à la zone résidentielle H12-08;
. de prévoir en conséquence que l'usage dorénavant autorisé pour cette partie de lot est de type "résidentiel unifamilial" et que toutes les autres normes afférentes à l'égard du type de structure, des marges, des terrains, des bâtiments et des rapports bâti/terrain actuellement prévues pour la zone H12-08 s'appliquent à la partie de lot visée.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

A 21 h 35, le conseiller Christian Tourigny quitte son siège.

1110/12/96 - **Adoption du règlement no 2577 - Taxes foncières gén. et spéc.**

Lecture est donnée du règlement no 2577 prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 1997.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par la conseillère Réjeanne Viens, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1111/12/96 - **Adoption du règlement no 2578 - Surtaxe sur immeubles non rés.**

Lecture est donnée du règlement no 2578 prévoyant l'imposition d'une surtaxe sur les immeubles non résidentiels pour l'année 1997.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

A 21 h 50, le conseiller Christian Tourigny reprend son siège.

1112/12/96 - **Adoption du règlement no 2579 - Fourniture de l'eau**

Lecture est donnée du règlement no 2579 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 1997.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1113/12/96 - **Adoption du règlement no 2580 - Services d'égouts & d'assainiss.**

Lecture est donnée du règlement no 2580 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 1997.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1114/12/96 - **Adoption du règlement no 2581 - Licences et permis**

Lecture est donnée du règlement no 2581 prévoyant l'imposition des licences et permis pour l'année 1997.

Il est proposé par la conseillère Réjeanne Viens, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1115/12/96 - **Adoption du règlement no 2582 - Cueillette des déchets solides, transport, enfouissement san., collecte sélective et conteneurs**

Lecture est donnée du règlement no 2582 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et les conteneurs nécessaires pour l'année 1997.

Il est proposé par le conseiller Denis Savoie, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1116/12/96 - **Adoption du règlement no 2583 - Fourniture de services municipaux à certains immeubles**

Lecture est donnée du règlement no 2583 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 1997.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean-Guy Spénard, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1117/12/96 - **Modification à l'entente intermunicipale avec la mun. de St-Charles - Gestion des sites de sports - Cité des Loisirs**

Considérant que la Ville de Drummondville et la municpalité de St-Charles-de-Drummond ont conclu une entente intermunicipale afin de permettre la création d'une régie intermunicipale relativement aux loisirs, sports, activités de plein air et autres activités exercés à la Cité des Loisirs et au site Kounak;

Considérant qu'il y a lieu de modifier ladite entente;

En conséquence, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que:

1. Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement;

2. La Ville de Drummondville accepte de modifier l'entente intermunicipale annexée au présent règlement et autorise la mairesse et la greffière ou à défaut le maire suppléant et l'assistant-greffier à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville ladite modification.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1118/12/96 - **Adoption du règlement no 2585 - Assurance responsabilité pour les élus, fonctionnaires et employés municipaux pour 1997**

Lecture est donnée du règlement no 2585 autorisant la Ville de Drummondville à prendre une assurance responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés municipaux, et ce pour une période d'un an à compter du 31 décembre 1996.

INITIALES DE LA MAIRESSE
87
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Il est proposé par la conseillère Céline Trottier, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1119/12/96 - **Avis de motion d'un règlement - Adoption d'un programme de revitalisation - parcs industriels et secteurs industriels**

La conseillère Céline Trottier donne avis de motion d'un règlement prévoyant l'adoption d'un programme de revitalisation pour stimuler le développement dans les parcs industriels et les secteurs industriels de la Ville de Drummondville.

Information des membres du Conseil

Prolongation du Service de transport en commun durant la période des Fêtes (M. Réal Jean)

Le conseiller Réal Jean informe les usagers du Service de transport en commun qu'il y aura prolongation du Service jusqu'à 22 h 00 sur les lignes 1 et 2 d'ici la Fête de Noël.

Enlèvement des ordures ménagères et collecte sélective durant la période des Fêtes (M. Gilles Fontaine)

Le conseiller Gilles Fontaine informe la population qu'il n'y aura pas d'enlèvement des ordures ménagères, ni de collecte sélective, les jeudis 26 décembre et 2 janvier prochains, à l'occasion des Fêtes de Noël et du Nouvel An.

Interdiction du stationnement de nuit dans les rues et parcs publics de stationnement (M. Gilles Fontaine)

Le conseiller Gilles Fontaine rappelle aux automobilistes que le règlement interdisant de stationner dans les rues ou parcs publics de stationnement, entre minuit (24 h 00) et 7 h 00 le matin, est en vigueur depuis le 1er décembre 1996 jusqu'au 31 mars 1997 sur le territoire de la Ville.

Fermeture des services municipaux du 25 décembre au 5 janvier 1997 (M. Jean-Guy Spénard)

Le conseiller Jean-Guy Spénard informe la population que les bureaux des services municipaux seront fermés du 25 décembre au 5 janvier à l'occasion de la période des Fêtes de Noël et du Nouvel An.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

- Intervenants: a) **Mme Joan Nichols**
  b) **M. Yves Samson**, journaliste à CHRD

a) Mme Joan Nichols

Mme Nichols traite du dépotoir à neige sur les terrains près de Celanese et demande au Conseil d'évaluer la possibilité de déverser la neige dans le parc industriel.

b) M. Yves Samson

. M. Samson parle de l'avis relatif au Service de transport en commun.

. M. Samson traite également des poteaux qui ont été installés chez Autorama à l'angle du boulevard St-Joseph et de la rue Marchand.

Madame la mairesse l'informe que l'aménagement au sol sera réalisé au printemps et que les poteaux seront relocalisés.

INITIALES DE LA MAIRESSE
88
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du Conseil, offre les voeux traditionnels de **Joyeux Noël** et de **Bonne Année**.

Prochaine assemblée du Conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du Conseil aura lieu **lundi le 13 janvier 1997**.

1120/12/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 22 h 40.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Coyoeet
Greffière.

Germaine Lemieux Dion
Mairesse.

INITIALES DE LA MAIRESSE
89
INITIALES DE LA GREFFIÈRE

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

18 décembre 1996

PROCES-VERBAL de l'assemblée du Conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce Conseil, le 18 décembre 1996 à 12 h 15, **sous la présidence de Madame la mairesse, Mme Francine Ruest-Jutras**; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS:

- Mesdames les conseillères et messieurs les conseillers:

Guy Drouin
Gilles Fontaine
Réal Jean
Robert Lafrenière
Jean-Guy Spénard
Dominique Thériault

- Personnes ressources:

M. Gérald Lapierre, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
Me Claude Proulx, directeur général adjoint, Services techniques et directeur des Services juridiques

- Secrétaire:

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1121/12/96 - **Adoption de l'ordre du jour**

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Robert Lafrenière, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1122/12/96 - **Adoption du règlement no 2584 - Amendement aux règlements nos 2464 et 2501 - Régime complémentaire de retraite des employés**

Lecture est donnée du règlement no 2584 amendant les règlements nos 2464 et 2501 concernant le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Jean-Guy Spénard, appuyé par le conseiller Guy Drouin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Période de questions

Le conseiller Robert Lafrenière demande si le versement aux participants inclut la participation de la Ville.

M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs, explique qu'il s'agit seulement de la participation des employés(es).

INITIALES DE LA MAIRESSE

90

INITIALES DE LA GREFFIÈRE

1123/12/96 - **Levée de l'assemblée**

Considérant que l'ordre du jour est épuisé et qu'aucune autre précision ne semble nécessaire, il est proposé par le conseiller Robert Lafrenière, appuyé par le conseiller Réal Jean, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 12 h 20.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Thérèse Caporet
Greffière.

Jeannine Guay Jean
Mairesse.